

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS399/AB/R
5 septembre 2011

(11-4323)

Original: anglais

ÉTATS-UNIS – MESURES AFFECTANT LES IMPORTATIONS DE CERTAINS PNEUMATIQUES POUR VÉHICULES DE TOURISME ET CAMIONS LÉGERS EN PROVENANCE DE CHINE

AB-2011-4

Rapport de l'Organe d'appel

I.	Introduction	1
II.	Arguments des participants et des participants tiers	5
A.	<i>Allégations d'erreur formulées par la Chine – Appelant</i>	5
1.	Accroissement des importations	5
2.	Lien de causalité	9
a)	Interprétation	9
b)	Conditions de concurrence sur le marché des pneumatiques des États-Unis	13
c)	Corrélation entre l'accroissement rapide des importations et le dommage important	15
d)	Autres causes de dommage	16
i)	<i>Stratégie commerciale de la branche de production nationale des États-Unis – Fermetures d'usines</i>	17
ii)	<i>Baisses de la demande</i>	20
iii)	<i>Importations non visées</i>	22
iv)	<i>Analyse comparative et évaluation cumulative</i>	24
e)	Analyse intégrée	26
3.	Article 11 du Mémoire d'accord	27
B.	<i>Arguments des États-Unis – Intimé</i>	29
1.	Accroissement des importations	29
2.	Lien de causalité	33
a)	Interprétation	33
b)	Conditions de concurrence sur le marché des pneumatiques des États-Unis	37
c)	Corrélation entre l'accroissement rapide des importations et le dommage important	38
d)	Autres causes de dommage	41
i)	<i>Stratégie commerciale de la branche de production nationale des États-Unis – Fermetures d'usines</i>	41
ii)	<i>Baisses de la demande</i>	43
iii)	<i>Importations non visées</i>	44
iv)	<i>Analyse comparative et évaluation cumulative</i>	46
e)	Analyse intégrée	48
3.	Article 11 du Mémoire d'accord	48
C.	<i>Arguments des participants tiers</i>	49
1.	Union européenne	49
2.	Japon	52
III.	Questions soulevées dans le présent appel	53
IV.	Introduction	54
A.	<i>Protocole d'accession de la Chine et autres Accords de l'OMC</i>	54
B.	<i>Critère d'examen</i>	56
V.	Accroissement des importations	58
A.	<i>Sens de l'expression "s'accroissent rapidement"</i>	59
B.	<i>Allégations d'erreur formulées par la Chine concernant l'expression "s'accroissent rapidement"</i>	64
1.	Accroissements des importations les plus récents	64
2.	Taux d'accroissement des importations	69

3.	Taux des accroissements des importations dans leur contexte	72
4.	Conclusion	75
VI.	Lien de causalité.....	76
A.	<i>Sens de l'expression "une cause significative"</i>	76
1.	Interprétation	76
2.	Nature de l'analyse.....	81
a)	Conditions de concurrence et corrélation	81
b)	Analyse des autres causes.....	85
B.	<i>Conditions de concurrence sur le marché des pneumatiques des États-Unis</i>	88
1.	Conditions de concurrence sur le marché du remplacement des États-Unis.....	89
2.	Accent mis par les producteurs des États-Unis sur le marché OEM.....	95
3.	Conditions de concurrence sur l'ensemble du marché des États-Unis	97
4.	Conclusion	99
C.	<i>Corrélation entre l'accroissement rapide des importations et le dommage important</i>	99
1.	"Absence de lien" entre les tendances de 2007 et de 2008	103
2.	Corrélation entre les accroissements des importations, les prix intérieurs et la rentabilité	108
3.	Conclusion	110
D.	<i>Autres causes de dommage</i>	110
1.	Approche du Groupe spécial concernant l'analyse par l'USITC des autres causes de dommage.....	110
2.	Constatations du Groupe spécial concernant l'examen par l'USITC des autres causes de dommage.....	114
a)	Stratégie commerciale de la branche de production nationale.....	115
i)	<i>Usine de Continental à Charlotte</i>	117
ii)	<i>Usine de Bridgestone à Oklahoma City</i>	119
iii)	<i>Usine de Goodyear à Tyler</i>	120
iv)	<i>Fermetures d'usines, changement de stratégie commerciale et autres causes de dommage</i>	121
b)	Variations de la demande	124
c)	Importations non visées.....	129
d)	Analyse comparative des autres facteurs de causalité	132
e)	Évaluation cumulative, interaction et analyse intégrée.....	134
3.	Conclusion	139
E.	<i>Article 11 du Mémoire d'accord</i>	139
1.	Totalité des éléments de preuve.....	141
2.	Évaluation équilibrée des éléments de preuve	141
3.	Justification et raisonnement dans la détermination de l'USITC	143
4.	Examen de certains arguments avancés par la Chine.....	144
F.	<i>Conclusion</i>	146
VII.	Constatations et conclusion	146
Annexe I	Notification d'un appel présentée par la Chine, WT/DS399/6	

AFFAIRES CITÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
<i>Argentine – Chaussures (CE)</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures</i> , WT/DS121/AB/R, adopté le 12 janvier 2000
<i>Argentine – Chaussures (CE)</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures</i> , WT/DS121/R, adopté le 12 janvier 2000, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS121/AB/R
<i>Australie – Pommes</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Australie – Mesures affectant l'importation de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande</i> , WT/DS367/AB/R, adopté le 17 décembre 2010
<i>Australie – Saumons</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Australie – Mesures visant les importations de saumons</i> , WT/DS18/AB/R, adopté le 6 novembre 1998
<i>Canada – Exportations de blé et importations de grains</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés</i> , WT/DS276/AB/R, adopté le 27 septembre 2004
<i>CE – Accessoires de tuyauterie</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil</i> , WT/DS219/AB/R, adopté le 18 août 2003
<i>CE – Amiante</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant</i> , WT/DS135/AB/R, adopté le 5 avril 2001
<i>CE – Éléments de fixation (Chine)</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Mesures antidumping définitives visant certains éléments de fixation en fer ou en acier en provenance de Chine</i> , WT/DS397/AB/R, adopté le 28 juillet 2011
<i>CE – Hormones</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones)</i> , WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R, adopté le 13 février 1998
<i>CE – Mesures compensatoires visant les semi-conducteurs pour DRAM</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Communautés européennes – Mesures compensatoires visant les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques en provenance de Corée</i> , WT/DS299/R, adopté le 3 août 2005
<i>CE – Sardines</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Désignation commerciale des sardines</i> , WT/DS231/AB/R, adopté le 23 octobre 2002
<i>CE – Volailles</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Mesures affectant l'importation de certains produits provenant de volailles</i> , WT/DS69/AB/R, adopté le 23 juillet 1998
<i>CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes et certains États membres – Mesures affectant le commerce des aéronefs civils gros porteurs</i> , WT/DS316/AB/R, adopté le 1 ^{er} juin 2011
<i>Chili – Système de fourchettes de prix (article 21:5 – Argentine)</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles – Recours de l'Argentine à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS207/AB/RW, adopté le 22 mai 2007
<i>Chine – Pièces automobiles</i>	Rapports de l'Organe d'appel <i>Chine – Mesures affectant les importations de pièces automobiles</i> , WT/DS339/AB/R, WT/DS340/AB/R, WT/DS342/AB/R, adopté le 12 janvier 2009

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
<i>Chine – Publications et produits audiovisuels</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Chine – Mesures affectant les droits de commercialisation et les services de distribution pour certaines publications et certains produits de divertissement audiovisuels</i> , WT/DS363/AB/R, adopté le 19 janvier 2010
<i>Corée – Boissons alcooliques</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Corée – Taxes sur les boissons alcooliques</i> , WT/DS75/AB/R, WT/DS84/AB/R, adopté le 17 février 1999
<i>Corée – Navires de commerce</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Corée – Mesures affectant le commerce des navires de commerce</i> , WT/DS273/R, adopté le 11 avril 2005
<i>Corée – Produits laitiers</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers</i> , WT/DS98/AB/R, adopté le 12 janvier 2000
<i>États-Unis – Acier laminé à chaud</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon</i> , WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001
<i>États-Unis – Coton upland</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Subventions concernant le coton upland</i> , WT/DS267/AB/R, adopté le 21 mars 2005
<i>États-Unis – Coton upland</i>	Rapport du Groupe spécial <i>États-Unis – Subventions concernant le coton upland</i> , WT/DS267/R et Add.1 à 3, adopté le 21 mars 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS267/AB/R
<i>États-Unis – Coton upland (article 21:5 – Brésil)</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Subventions concernant le coton upland – Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS267/AB/RW, adopté le 20 juin 2008
<i>États-Unis – Crevettes</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes</i> , WT/DS58/AB/R, adopté le 6 novembre 1998
<i>États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Droits antidumping et droits compensateurs définitifs visant certains produits en provenance de Chine</i> , WT/DS379/AB/R, adopté le 25 mars 2011
<i>États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) en provenance de Corée</i> , WT/DS296/AB/R, adopté le 20 juillet 2005
<i>États-Unis – Essence</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules</i> , WT/DS2/AB/R, adopté le 20 mai 1996
<i>États-Unis – Fils de coton</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesure de sauvegarde transitoire appliquée aux fils de coton peignés en provenance du Pakistan</i> , WT/DS192/AB/R, adopté le 5 novembre 2001
<i>États-Unis – Gluten de froment</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de gluten de froment en provenance des Communautés européennes</i> , WT/DS166/AB/R, adopté le 19 janvier 2001
<i>États-Unis – Pneumatiques (Chine)</i>	Rapport du Groupe spécial <i>États-Unis – Mesures affectant les importations de certains pneumatiques pour véhicules de tourisme et camions légers en provenance de Chine</i> , WT/DS399/R, distribué aux Membres de l'OMC le 13 décembre 2010

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
<i>États-Unis – Sauvegardes concernant l'acier</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de certains produits en acier</i> , WT/DS248/AB/R, WT/DS249/AB/R, WT/DS251/AB/R, WT/DS252/AB/R, WT/DS253/AB/R, WT/DS254/AB/R, WT/DS258/AB/R, WT/DS259/AB/R, adopté le 10 décembre 2003
<i>États-Unis – Sauvegardes concernant l'acier</i>	Rapports du Groupe spécial <i>États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de certains produits en acier</i> , WT/DS248/R / WT/DS249/R / WT/DS251/R / WT/DS252/R / WT/DS253/R / WT/DS254/R / WT/DS258/R / WT/DS259/R, adoptés le 10 décembre 2003, modifiés par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS248/AB/R, WT/DS249/AB/R, WT/DS251/AB/R, WT/DS252/AB/R, WT/DS253/AB/R, WT/DS254/AB/R, WT/DS258/AB/R, WT/DS259/AB/R
<i>États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de tubes et tuyaux de qualité carbone soudés, de section circulaire, en provenance de Corée</i> , WT/DS202/AB/R, adopté le 8 mars 2002
<i>États-Unis – Viande d'agneau</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesures de sauvegarde à l'importation de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie</i> , WT/DS177/AB/R, WT/DS178/AB/R, adopté le 16 mai 2001
<i>Japon – Boissons alcooliques II</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Japon – Taxes sur les boissons alcooliques</i> , WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, adopté le 1 ^{er} novembre 1996
<i>Japon – DRAM (Corée)</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Japon – Droits compensateurs visant les mémoires RAM dynamiques en provenance de Corée</i> , WT/DS336/AB/R et Corr.1, adopté le 17 décembre 2007
<i>Japon – Pommes</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Japon – Mesures visant l'importation de pommes</i> , WT/DS245/AB/R, adopté le 10 décembre 2003
<i>Japon – Produits agricoles II</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Japon – Mesures visant les produits agricoles</i> , WT/DS76/AB/R, adopté le 19 mars 1999
<i>Mexique – Mesures antidumping visant le riz</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Mexique – Mesures antidumping définitives visant la viande de bœuf et le riz, plainte concernant le riz</i> , WT/DS295/AB/R, adopté le 20 décembre 2005

ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Abréviation	Désignation
<i>Accord antidumping</i>	<i>Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994</i>
<i>Accord SMC</i>	<i>Accord sur les subventions et les mesures compensatoires</i>
CMV	coût des marchandises vendues
GATT de 1994	<i>Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994</i>
Importations visées	Importations de certains pneumatiques pour véhicules de tourisme et camions légers en provenance de Chine
Mémoire d'accord	<i>Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends</i>
Mesure visant les pneumatiques	Mesure de sauvegarde imposée par les États-Unis sur les importations des pneumatiques visés sous la forme d'une augmentation des droits pour une durée de trois ans, ayant pris effet le 26 septembre 2009
OEM (original equipment manufacturers)	fabriquant d'équipement d'origine (OEM)
OMC	Organisation mondiale du commerce
ORD	Organe de règlement des différends
<i>Procédures de travail</i>	<i>Procédures de travail pour l'examen en appel, WT/AB/WP/6, 16 août 2010</i>
Protocole d'accession de la Chine	Protocole d'accession de la République populaire de Chine, WT/L/432
Rapport de l'USITC	Commission du commerce international des États-Unis, <i>Certain Passenger Vehicle and Light Truck Tires from China</i> , Investigation No. TA-421-7, Publication 4085 (July 2009) (pièce US-1 présentée au Groupe spécial)
Rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine	Rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine, WT/ACC/CHN/49
Rapport du Groupe spécial	Rapport du Groupe spécial <i>États-Unis – Mesures affectant les importations de certains pneumatiques pour véhicules de tourisme et camions légers en provenance de Chine</i> , WT/DS399/R, 13 décembre 2010
USITC	Commission du commerce international des États-Unis

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE
ORGANE D'APPEL

États-Unis – Mesures affectant les importations de certains pneumatiques pour véhicules de tourisme et camions légers en provenance de Chine

Chine, *appelant*
États-Unis, *intimé*

Japon, *participant tiers*
Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, *participant tiers*
Turquie, *participant tiers*
Union européenne, *participant tiers*
Viet Nam, *participant tiers*

AB-2011-4

Présents:

Hillman, Présidente de la section
Oshima, membre
Van den Bossche, membre

I. Introduction

1. La Chine fait appel de certaines questions de droit et interprétations du droit figurant dans le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures affectant les importations de certains pneumatiques pour véhicules de tourisme et camions légers en provenance de Chine* (le "rapport du Groupe spécial").¹ Le Groupe spécial a été établi le 19 janvier 2010 pour examiner une plainte de la Chine concernant une mesure de sauvegarde imposée par les États-Unis sur les importations de certains pneumatiques pour véhicules de tourisme et camions légers en provenance de Chine.²

2. La mesure a été imposée en tant que mesure de sauvegarde par produit au titre de la section 16 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine à l'Organisation mondiale du commerce³ (l'"OMC") (le "Protocole d'accession de la Chine" ou le "Protocole") à la suite d'une enquête menée par la Commission du commerce international des États-Unis (l'"USITC").

¹ WT/DS399/R, 13 décembre 2010.

² WT/DS399/3. Dans le présent rapport, nous utilisons l'expression "pneumatiques visés" pour désigner les pneumatiques en cause dans le présent différend, qui étaient l'objet de l'enquête de la Commission du commerce international des États-Unis (l'"USITC"). Plus spécifiquement, ces pneumatiques sont des "pneumatiques neufs, en caoutchouc, en provenance de Chine, des types utilisés pour les voitures de tourisme ... les camions routiers légers, les camionnettes et les véhicules loisir travail relevant des sous-positions 4011.10.10, 4011.10.50, 4011.20.10 et 4011.20.50 du Tarif harmonisé des États-Unis". (USITC, *Certain Passenger Vehicle and Light Truck Tires from China*, Investigation No. TA-421-7, Publication 4085 (July 2009) (pièce US-1 présentée au Groupe spécial) (le "rapport de l'USITC"), pages 3 et 4)

³ WT/L/432. Le mécanisme de sauvegarde par produit est mis en œuvre dans le droit des États-Unis au moyen des articles 421 à 423 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur des États-Unis (Public

3. En l'espèce, l'enquête en matière de sauvegardes a été ouverte après réception d'une demande déposée par la United Steel, Paper and Forestry, Rubber, Manufacturing, Energy, Allied Industrial and Service Workers International Union le 20 avril 2009. Dans cette demande, il était allégué que certains pneumatiques pour véhicules de tourisme et camions légers en provenance de Chine étaient importés aux États-Unis en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'ils causaient ou menaçaient de causer une désorganisation du marché pour les producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrents. L'USITC a ouvert l'enquête le 24 avril 2009. Elle a déterminé qu'il y avait désorganisation du marché à la suite de l'accroissement rapide des importations des pneumatiques visés en provenance de Chine qui étaient une cause significative de dommage important pour la branche de production nationale.⁴ À la suite d'une décision du Président des États-Unis, datée du 11 septembre 2009, les États-Unis ont imposé une mesure de sauvegarde sur les importations des pneumatiques visés sous la forme de droits d'importation additionnels pour une durée de trois ans: 35 pour cent *ad valorem* la première année, 30 pour cent *ad valorem* la deuxième année; et 25 pour cent *ad valorem* la troisième année (la "mesure visant les pneumatiques").⁵ La mesure a pris effet le 26 septembre 2009.⁶

4. Devant le Groupe spécial, la Chine alléguait que, en imposant la mesure visant les pneumatiques, les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec la section 16.1, 16.3, 16.4

Law No. 93-618, 3 January 1975, 88 Stat. 1978, telle qu'elle a été modifiée (codified in *United States Code*, Title 19, section 2451, chapter 12), telle qu'elle a été modifiée), communément dénommée l'"article 421" (ajouté comme Public Law No. 106-286, 10 October 2000, 114 Stat. 882 (codified in *United States Code*, Title 19, section 2451)).

⁴ Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphe 2.2. Plus spécifiquement, l'USITC a déterminé, sur la base des renseignements obtenus au cours de l'enquête, que "certains pneumatiques pour véhicules de tourisme et camions légers en provenance de Chine [étaient] importés aux États-Unis en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'ils caus[aient] une désorganisation du marché pour les producteurs nationaux de pneumatiques pour véhicules de tourisme et camions légers". (rapport de l'USITC, page 3) Les six commissaires de l'USITC ont tous constaté que les importations visées en provenance de Chine "s'accroissaient rapidement" et que la branche de production de pneumatiques des États-Unis subissait "un dommage important". (*Ibid.*, pages 12, 18 et 45) Toutefois, deux des six commissaires de l'USITC ont constaté qu'il n'y avait pas désorganisation du marché, parce que les importations visées en provenance de Chine n'étaient pas une cause significative de dommage important pour la branche de production nationale. (*Ibid.*, page 45) Ces deux commissaires ont présenté des opinions dissidentes par rapport à la décision de la majorité des commissaires de l'USITC. La détermination rendue par l'USITC et les opinions des commissaires (de la majorité et des dissidents) figurent dans le document *Certain Passenger Vehicle and Light Truck Tires from China*, Investigation No. TA-421-7, USITC Publication 4085 (July 2009) (pièce US-1 présentée au Groupe spécial), que nous désignons dans notre discussion par l'expression "rapport de l'USITC". Le rapport de l'USITC comporte aussi un rapport contenant les renseignements et les données réunis par les services de l'USITC au cours de l'enquête (le "rapport des services de l'USITC"). Dans notre discussion, nous utilisons l'expression "détermination rendue par l'USITC" pour désigner collectivement la détermination de l'USITC et les opinions de la majorité des commissaires de l'USITC.

⁵ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 2.2.

⁶ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 2.2.

et 16.6 du Protocole d'accession de la Chine et avec les articles I:1 et II:1 b) de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (le "GATT de 1994").⁷

5. Le rapport du Groupe spécial a été distribué aux Membres de l'OMC le 13 décembre 2010. Le Groupe spécial a conclu que, en imposant la mesure visant les pneumatiques, les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de la section 16 du Protocole et des articles I:1 et II:1 b) du GATT de 1994.⁸ Plus spécifiquement, le Groupe spécial a constaté ce qui suit:

- l'USITC n'avait pas omis d'évaluer dûment si les importations en provenance de Chine satisfaisaient au critère spécifique "s'accroissent rapidement" prévu dans la section 16.4 du Protocole d'accession de la Chine⁹;
- la loi des États-Unis qui incorpore le critère de causalité prévu dans la section 16 dans la législation des États-Unis (article 421 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur des États-Unis¹⁰) n'exigeait pas des États-Unis qu'ils établissent l'existence d'un lien de causalité d'une manière incompatible avec la section 16 du Protocole d'accession de la Chine¹¹;
- l'USITC n'avait pas omis d'établir dûment que l'accroissement rapide des importations en provenance de Chine était "une cause significative" de dommage important pour la branche de production nationale¹²;
- la Chine n'avait pas établi que la mesure visant les pneumatiques dépassait "la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer" la désorganisation du marché causée par l'accroissement rapide des importations visées, d'une manière contraire à la section 16.3 du Protocole d'accession de la Chine¹³; et
- la Chine n'avait pas établi que la mesure visant les pneumatiques dépassait la période nécessaire pour prévenir ou réparer la désorganisation du marché, d'une manière contraire à la section 16.6 du Protocole d'accession de la Chine.¹⁴

⁷ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 3.1 et 3.2.

⁸ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.1.

⁹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.110.

¹⁰ *Supra*, note de bas de page 3.

¹¹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.160.

¹² Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.379.

¹³ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.399.

¹⁴ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.415.

6. Le Groupe spécial a également rejeté les allégations corollaires formulées par la Chine selon lesquelles les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec les articles I:1 et II:1 b) du GATT de 1994.¹⁵

7. Dans une communication datée du 27 janvier 2011, la Chine et les États-Unis ont conjointement demandé à l'Organe de règlement des différends (l'"ORD") d'approuver une prorogation du délai de 60 jours prévu à l'article 16:4 du *Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (le "Mémoire d'accord") pour l'adoption ou l'examen en appel du rapport du Groupe spécial jusqu'au 24 mai 2011.¹⁶ À la réunion tenue le 7 février 2011, l'ORD est convenu que, à la demande de la Chine ou des États-Unis, il adopterait le rapport du Groupe spécial le 24 mai 2011 au plus tard, à moins qu'il ne décide par consensus de ne pas le faire, ou que l'une des parties au différend ne lui notifie sa décision de faire appel.¹⁷

8. Le 24 mai 2011, la Chine a notifié à l'ORD son intention de faire appel de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci, conformément aux articles 16:4 et 17 du Mémoire d'accord, et a déposé une déclaration d'appel¹⁸ ainsi qu'une communication en tant qu'appelant conformément aux règles 20 et 21, respectivement, des *Procédures de travail pour l'examen en appel* (les "*Procédures de travail*").¹⁹ Le 14 juin 2011, les États-Unis ont déposé une communication en tant qu'intimé.²⁰ Le même jour, l'Union européenne et le Japon ont chacun déposé une communication en tant que participant tiers²¹, et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, la Turquie et le Viet Nam ont chacun notifié leur intention de comparaître à l'audience en tant que participant tiers.²²

9. L'audience d'appel a eu lieu les 7 et 8 juillet 2011. Les participants et l'un des participants tiers (l'Union européenne) ont fait des déclarations orales.²³ Les participants et les participants tiers ont répondu aux questions posées par les membres de la section connaissant de l'appel.²⁴

¹⁵ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.418.

¹⁶ WT/DS399/5.

¹⁷ WT/DSB/M/292.

¹⁸ WT/DS399/6 (jointe en tant qu'annexe I au présent rapport).

¹⁹ WT/AB/WP/6, 16 août 2010.

²⁰ Conformément à la règle 22 des *Procédures de travail*.

²¹ Conformément à la règle 24 1) des *Procédures de travail*.

²² Conformément à la règle 24 2) des *Procédures de travail*.

²³ Le Japon a formulé des remarques finales à l'audience.

²⁴ Le 22 juillet 2011, la Présidente de l'Organe d'appel a informé l'ORD que le rapport de l'Organe d'appel concernant le présent appel serait distribué aux Membres de l'OMC le lundi 5 septembre 2011 au plus tard (WT/DS/399/7). Le 30 juillet 2011, nous avons reçu une lettre des États-Unis indiquant qu'ils souhaitent mieux comprendre les raisons pour lesquelles le rapport de l'Organe d'appel concernant le présent différend ne serait pas présenté dans le délai de 90 jours mentionné à l'article 17:5 du Mémoire d'accord. Par souci de

II. Arguments des participants et des participants tiers

A. *Allégations d'erreur formulées par la Chine – Appelant*

10. La Chine fait appel de la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'USITC n'a pas omis d'évaluer dûment si les importations en provenance de Chine "s'accroiss[aient] rapidement" de manière à être "une cause significative" de dommage important pour la branche de production nationale au sens de la section 16.1 et 16.4 du Protocole d'accession de la Chine. En particulier, la Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de la section 16.4 du Protocole en constatant que l'USITC avait dûment établi que les importations en provenance de Chine satisfaisaient au critère spécifique "s'accroissent rapidement" énoncé dans cette disposition. Elle allègue en outre que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de la section 16.4 en confirmant la détermination de l'USITC selon laquelle l'accroissement rapide des importations en provenance de Chine était une "cause significative" de dommage important pour la branche de production nationale au sens de cette disposition. Enfin, la Chine allègue que le Groupe spécial, en formulant ses constatations concernant l'application de l'expression "une cause significative", a agi d'une manière incompatible avec son devoir de procéder à une évaluation objective de la question comme l'exige l'article 11 du Mémoire d'accord.

1. Accroissement des importations

11. La Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'USITC n'a pas omis d'évaluer dûment si les importations en provenance de Chine satisfaisaient au critère "s'accroissent rapidement" énoncé dans la section 16.4 du Protocole d'accession de la Chine. Elle demande à l'Organe d'appel d'infirmar cette constatation, de compléter l'analyse juridique et de constater, au lieu de cela, que l'USITC n'a pas donné d'explication motivée et adéquate concernant sa constatation selon laquelle les importations en provenance de Chine "s'accroiss[aient] rapidement" au sens de la section 16.4 du Protocole, pour les raisons ci-après.

12. Premièrement, la Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que la section 16.4 du Protocole d'accession de la Chine n'exigeait pas que l'USITC axe son analyse sur les tendances des importations dans le passé le plus récent. Elle fait valoir que l'utilisation du présent progressif "increasing" dans la section 16.4 donne à entendre que l'analyse est axée sur la période la plus récente.²⁵ Selon la Chine, le Groupe spécial n'a pas accordé d'importance à la distinction textuelle entre les importations qui "s'accroissent" ("increasing") dans la section 16.4 et celles qui se

transparence, au moment de la transmission du présent rapport, la Présidente de l'Organe d'appel informera l'ORD des raisons de ce retard.

²⁵ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 58 et 88.

sont "accrues" ("increased") dans la section 16.1.²⁶ D'après la Chine, la section 16.1 énonce les "conditions générales" pour l'application de mesures au titre de la section 16 du Protocole, et reprend le critère relatif aux accroissements des importations figurant dans les dispositions d'autres Accords de l'OMC, en particulier l'article 2:1 de l'*Accord sur les sauvegardes*, qui prescrit une évaluation des accroissements antérieurs des importations.²⁷ Toutefois, en donnant un sens spécifique aux conditions générales énoncées dans la section 16.1, la section 16.4 utilise le présent progressif "increasing", ce qui laisse entendre que le Protocole prévoit un critère distinct prescrivant une évaluation des accroissements actuels des importations.²⁸ La Chine souligne que le Groupe spécial aurait dû donner "plus de poids à l'interprétation" du libellé plus précis figurant dans la section 16.4 par rapport au libellé plus général figurant dans la section 16.1, et que seule une interprétation axée sur la période la plus récente peut être conciliée avec les deux dispositions.²⁹

13. La Chine soutient en outre que, lorsqu'il a appliqué le critère "s'accroissent rapidement" énoncé dans la section 16.4, le Groupe spécial a indûment confirmé l'évaluation des accroissements des importations faite par l'USITC et portant sur l'ensemble de la période 2004-2008 couverte par l'enquête.³⁰ Selon la Chine, ni l'USITC ni le Groupe spécial n'ont expliqué d'une manière adéquate pourquoi les accroissements des importations sur l'ensemble de la période de cinq ans étaient pertinents pour faire une détermination selon laquelle les importations "s'accroiss[aient] rapidement", ni pourquoi il faudrait leur accorder une importance égale à celle des tendances plus récentes des importations.³¹ De l'avis de la Chine, cette explication manquante est "particulièrement troublante" étant donné la "nette différence" entre l'accroissement moyen des importations de 34 pour cent sur l'ensemble de la période de cinq ans couverte par l'enquête et l'accroissement des importations de 10,8 pour cent enregistré en 2008.³² La Chine ajoute que l'USITC n'a pas d'explication adéquate concernant sa conclusion selon laquelle les accroissements des importations avaient été "importants, rapides et constants" en 2008.³³

14. Deuxièmement, la Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que la section 16.4 du Protocole d'accession de la Chine n'exigeait pas que l'USITC axe son examen sur les

²⁶ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 66, 94, 96, 98 et 105.

²⁷ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 63, 64 et 100.

²⁸ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 65, 77 et 100.

²⁹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 102 et 104.

³⁰ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 129.

³¹ Faisant référence à l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, la Chine fait valoir que l'USITC devait expliquer pourquoi cette évaluation temporelle portant sur la période 2004-2008 était adéquate. (Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 130 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 156))

³² Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 133.

³³ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 136 (citant le rapport de l'USITC, page 12).

taux d'accroissement des importations en provenance de Chine. Elle affirme que le Groupe spécial n'a pas accordé l'importance voulue au terme "rapidement" figurant dans la section 16.4, qui dénotait que les importations "s'accroissaient à un rythme rapide".³⁴ Elle souligne que l'article 4:2 a) de l'*Accord sur les sauvegardes*, l'article 3.2 de l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (l'*"Accord antidumping"*) et l'article 15.2 de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* (l'*"Accord SMC"*) n'exigent pas que les importations s'accroissent "rapidement" et qu'il faut donner un sens à cette distinction textuelle. Selon la Chine, la référence faite par le Groupe spécial au sens ordinaire du terme "rapidement" ("à une grande vitesse" ou "vite") n'était pas suffisante pour rejeter la pertinence des taux d'accroissement des importations parce qu'"[i]l n'y [avait] aucun moyen de déterminer si un accroissement se produis[ait] "à une grande vitesse" sans en évaluer le taux".³⁵ La Chine soutient en outre que l'adverbe "rapidement" est une notion relative qui véhicule l'idée que quelque chose s'accroît plus vite qu'autre chose et qu'il est donc "utile" d'axer l'examen sur les taux d'accroissement des importations.

15. En outre, la Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur dans son application de la section 16.4 du Protocole lorsqu'il a confirmé la détermination de l'USITC en dépit du fait que celle-ci n'avait pas évalué d'une manière adéquate les taux d'accroissement des importations visées. En particulier, elle soutient que l'USITC n'a pas fourni d'explication adéquate de sa conclusion selon laquelle les importations "s'accroiss[aient] rapidement" malgré la baisse du taux d'accroissement des importations visées en 2008.³⁶ Selon la Chine, le raisonnement du Groupe spécial selon lequel l'accroissement des importations en 2008 s'ajoutait aux accroissements des importations antérieurs n'était pas suffisant parce que les accroissements annuels des importations et les gains de parts de marché sur l'ensemble de la période couverte par l'enquête n'établissaient pas que les importations s'accroissaient "rapidement".

16. Troisièmement, la Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur en n'exigeant pas que l'USITC évalue le taux d'accroissement des importations visées le plus récent par rapport aux taux d'accroissement des périodes antérieures. Elle fait valoir que le Groupe spécial a fait abstraction du sens que les termes "s'accroissent" et "rapidement" figurant dans la section 16.4 du Protocole se confèrent mutuellement. Elle souligne que le terme "rapidement" est une notion relative et que, lorsqu'il est utilisé pour qualifier le terme "s'accroissent", il indique que les importations doivent s'accroître plus rapidement qu'un autre point de repère, généralement le taux auquel les importations se sont accrues antérieurement. C'est pourquoi les taux d'accroissement des importations doivent être

³⁴ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 59 et 89.

³⁵ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 111.

³⁶ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 142 et 144.

placés dans le "contexte factuel" des taux antérieurs d'accroissement des importations.³⁷ Selon la Chine, le début de la période couverte par l'enquête fournit une "base contextuelle" pour déterminer si les taux d'accroissement plus tard dans la période peuvent être considérés comme "rapides", en ce sens qu'ils sont supérieurs aux taux d'accroissement antérieurs.³⁸

17. La Chine allègue aussi que, dans son application de la section 16.4 du Protocole, le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'USITC a dûment déterminé que les importations "s'accroiss[aient] rapidement". Elle fait valoir que l'USITC n'a pas fourni d'explication motivée et adéquate concernant sa constatation selon laquelle les importations en provenance de Chine "s'accroiss[aient] rapidement" malgré la baisse du taux d'accroissement des importations en 2008 par rapport aux taux d'accroissement des années précédentes. Selon la Chine, le Groupe spécial a comblé la lacune existant dans le raisonnement de l'USITC en effectuant sa propre analyse des accroissements des importations en 2008. La Chine ajoute que le Groupe spécial et l'USITC ont tous deux axé leur examen sur les "accroissements [des importations] pour chaque année, l'ampleur de l'accroissement global et le fait que le niveau des importations était le plus élevé à la fin de la période", alors que la question pertinente d'un point de vue juridique était de savoir si les changements des taux d'accroissement survenus à la fin de la période couverte par l'enquête étaient assez récents et d'une ampleur telle qu'ils pouvaient être considérés comme "rapides".³⁹ Elle souligne en outre que l'USITC et le Groupe spécial ont tous deux, à tort, axé leur examen sur le changement global de la part de marché des importations visées au cours de l'ensemble de la période couverte par l'enquête et n'ont pas fourni d'explication adéquate de la raison pour laquelle les accroissements des importations pouvaient néanmoins être considérés comme "rapides" alors que les taux d'accroissement de leur part de marché avaient diminué en 2008.

18. Enfin, la Chine fait valoir que l'objet et le but du Protocole et l'équilibre des droits et obligations qui y est inscrit doivent être pris en compte pour interpréter le critère "s'accroissent rapidement" figurant dans la section 16.4. Elle souligne que l'Organe d'appel a admis que les mesures prises au titre de l'*Accord sur les sauvegardes* étaient "exceptionnelles", en ce sens qu'elles restreignaient le commerce "loyal".⁴⁰ Elle insiste sur le fait que le Protocole autorise d'une manière analogue la restriction du commerce "loyal"; toutefois, à la différence de l'*Accord sur les sauvegardes*, il prévoit l'application de mesures restrictives pour le commerce exclusivement à

³⁷ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 117.

³⁸ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 118.

³⁹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 155.

⁴⁰ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 81 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphes 94 et 95).

l'encontre de la Chine. Le "caractère "extra"-extraordinaire du Protocole doit être pris en compte dans l'interprétation du critère distinct "s'accroissent rapidement" énoncé dans la section 16.4.⁴¹

2. Lien de causalité

19. La Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'accroissement rapide des importations en provenance de Chine était "une cause significative" de dommage important pour la branche de production nationale des États-Unis au sens de la section 16.4 du Protocole d'accession de la Chine. En particulier, elle fait valoir que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation du critère de causalité figurant dans la section 16.4; a fait erreur en constatant que l'USITC avait correctement évalué les conditions de concurrence sur le marché des États-Unis; a fait erreur en constatant que l'USITC était en droit de s'appuyer, dans son analyse du lien de causalité, sur la corrélation globale entre les accroissements des importations et la baisse des facteurs relatifs au dommage; et a fait erreur en constatant que l'USITC n'avait pas omis de faire en sorte que le dommage causé par d'autres facteurs ne soit pas imputé aux importations en provenance de Chine. La Chine demande à l'Organe d'appel d'infirmar ces constatations, de compléter l'analyse juridique et de constater, au lieu de cela, que l'USITC n'a pas dûment établi que les importations en provenance de Chine étaient "une cause significative" de dommage important pour la branche de production des États-Unis, comme l'exige la section 16.4 du Protocole.

a) Interprétation

20. La Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'expression "une cause significative" figurant dans la section 16.4 du Protocole. Selon elle, en ne distinguant pas une "cause significative" d'une "cause", le Groupe spécial a fait abstraction du terme "significatif" dans sa lecture du texte de la section 16.4. À son avis, l'inclusion du terme "significatif" pour qualifier le terme "cause" donne à entendre que la section 16.4 exige qu'il y ait "une connexion causale particulièrement forte, substantielle et importante" entre l'accroissement rapide des importations et tout dommage important pour la branche de production nationale.⁴² En développant les conditions générales énoncées dans la section 16.1 du Protocole et au paragraphe 246 c) du Rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine⁴³, la section 16.4 du Protocole précise que les importations doivent être une "cause significative" et pas simplement une "cause" de dommage important. Cela indique, de l'avis de la Chine, que la section 16.4 du Protocole exige un degré plus élevé de causalité que d'autres Accords de l'OMC, en particulier l'article 4:2 a) de l'*Accord sur les*

⁴¹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 84.

⁴² Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 193.

⁴³ WT/ACC/CHN/49.

sauvegardes, qui exige simplement que les importations "caus[ent]" un dommage grave. Selon la Chine, le fait que la section 16.4 prévoit un seuil de dommage moins élevé que celui qui figure dans l'*Accord sur les sauvegardes* (dommage "important" au lieu de dommage "grave") n'influe pas sur cette interprétation parce qu'il reflète l'"équilibre global" établi dans le Protocole entre le degré de causalité et le montant du dommage requis.⁴⁴ La Chine soutient que, dans la mesure où le Protocole permet aux Membres de l'OMC de restreindre le commerce "loyal" et d'appliquer des mesures de sauvegarde d'une manière discriminatoire, son objet et son but donnent à entendre que l'expression "une cause significative" devrait être interprétée comme établissant un critère distinct qui exige davantage d'un Membre imposant des mesures au titre du Protocole que ce qui serait exigé d'un Membre imposant des mesures au titre de l'*Accord sur les sauvegardes*.

21. Selon la Chine, le Groupe spécial a fait erreur en n'établissant pas si l'accroissement rapide des importations en provenance de Chine constituait "une cause significative" plutôt que simplement une "cause" de dommage important pour la branche de production nationale. La Chine fait valoir que la référence faite par le Groupe spécial au sens ordinaire du terme "significatif" n'était pas suffisante pour traiter ses implications sur l'analyse du lien de causalité prescrite au titre de la section 16.4.⁴⁵ Suivant l'approche analytique de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Coton upland*, la Chine estime que le Groupe spécial aurait dû évaluer d'abord si l'USITC avait dûment établi que les importations visées étaient une cause de dommage important et ensuite si l'USITC avait fourni une explication motivée et adéquate de la raison pour laquelle cette cause était "significative".⁴⁶ Faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel dans les affaires *États-Unis – Viande d'agneau* et *États-Unis – Fils de coton*, la Chine soutient en outre que le Groupe spécial a fait erreur en n'examinant pas comment le qualificatif "significative" modifiait l'"obligation fondamentale" figurant dans le terme "cause".⁴⁷ Pour la Chine, la conclusion du Groupe spécial selon laquelle la référence à "une" cause significative donne à entendre que la section 16.4 admet des causes multiples ne traite pas suffisamment le point de savoir si une certaine cause est "significative" parce que cette évaluation est éclairée par l'importance relative des autres causes en jeu.⁴⁸

⁴⁴ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 206 à 208.

⁴⁵ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 261 et 266 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.158).

⁴⁶ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 265 et 266 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 429).

⁴⁷ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 267 à 271 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 124; et au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Fils de coton*, paragraphe 98).

⁴⁸ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 273 à 275 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.140).

22. En outre, la Chine fait valoir que le Groupe spécial a fait erreur en n'"affinant" pas son analyse du lien de causalité pour satisfaire au critère distinct de la "cause significative" énoncé dans la section 16.4.⁴⁹ Elle fait référence aux analyses des conditions de concurrence, de la corrélation et de la non-imputation comme étant des "étape[s] intermédiaire[s]" de l'analyse globale du lien de causalité effectuée par le Groupe spécial et donne à entendre que l'autorité chargée de l'enquête est tenue de donner une "explication particulièrement convaincante" lorsque l'une de ces analyses fait penser que les importations visées ne sont pas "une cause significative" de dommage important.⁵⁰ Selon la Chine, le Groupe spécial a fait erreur en n'expliquant pas comment ces étapes de l'analyse devraient être "ajustées ou appliquées" de façon à étayer une constatation de l'existence d'une "cause significative".⁵¹

23. Plus spécifiquement, en ce qui concerne l'analyse des conditions de concurrence, la Chine estime que le critère de la "cause significative" énoncé dans la section 16.4 exige que les autorités chargées de l'enquête établissent l'existence d'"un degré plus important de chevauchement concurrentiel" entre les importations visées et la branche de production nationale que ce qui est exigé au titre de l'*Accord sur les sauvegardes*.⁵² Selon la Chine, cela comprend une analyse en deux étapes au cours de laquelle les autorités chargées de l'enquête doivent déterminer, premièrement, comment l'existence de différents segments de marché peut "atténuer" le degré de concurrence entre les importations visées et d'autres acteurs du marché⁵³; et, deuxièmement, si le degré de concurrence qui en résulte indique que les importations visées sont capables d'être "une cause significative" de dommage important pour la branche de production nationale.⁵⁴

24. S'agissant de l'analyse de la corrélation, la Chine fait valoir que le critère de la "cause significative" exige que les autorités chargées de l'enquête aillent au-delà de la simple "corrélation "globale"" et évaluent le "degré de corrélation" entre l'accroissement rapide des importations et les facteurs relatifs au dommage pour la branche de production nationale.⁵⁵ Selon la Chine, la section 16.4 exige une corrélation spécifique à la fois pour les changements annuels et pour le degré d'importance entre les accroissements des importations et les diminutions des indicateurs de résultat de la branche de production nationale.

⁴⁹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 217.

⁵⁰ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 218.

⁵¹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 278, 279 et 281.

⁵² Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 224.

⁵³ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 225.

⁵⁴ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 226.

⁵⁵ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 229. (soulignage omis)

25. S'agissant de l'analyse des autres causes, la Chine fait valoir qu'"il existe une obligation inhérente d'examiner les autres causes [de dommage] pour constater l'existence d'un lien de causalité entre les importations et la situation de la branche de production nationale".⁵⁶ À son avis, le terme "significative" figurant dans la section 16.4 du Protocole "exige davantage que d'examiner simplement les autres facteurs de causalité d'une manière générale".⁵⁷ En particulier, la Chine soutient qu'il faut procéder à la fois à une évaluation de l'ampleur des "effets" imputables aux importations visées et à une évaluation de l'ampleur des "effets" imputables aux autres facteurs.⁵⁸ Elle affirme que cela implique de "dissocier non seulement les causes, mais aussi les effets de ces causes".⁵⁹ En outre, l'autorité chargée de l'enquête est tenue de déterminer si les effets distincts associés à juste titre aux importations en provenance de Chine atteignent le niveau "d'une cause significat[ive]".

26. La Chine reconnaît que le Protocole ne prévoit pas de méthode spécifique pour déterminer à quel moment les effets associés à juste titre aux importations visées atteignent le niveau nécessaire qui fait d'eux "une cause significative".⁶⁰ Pour elle, cette situation est donc semblable à celles qui sont prévues dans d'autres Accords de l'OMC dans lesquels l'absence de toute indication spécifique signifie que les Membres de l'OMC disposent d'un pouvoir discrétionnaire quant aux "méthodes et approches" qu'ils emploient.⁶¹ Selon la Chine, une approche serait de "soupeser les différentes causes".⁶² La Chine reconnaît que la section 16.4 "n'exige pas spécifiquement que les effets des importations en provenance de Chine soient plus importants que les effets des autres causes".⁶³ Pourtant, dans les cas où "les effets des importations en provenance de Chine sont moins importants que les [effets des] autres causes, l'autorité chargée de l'enquête doit s'arrêter un moment pour examiner la situation très attentivement" et "doit prendre un soin particulier à s'acquitter de son devoir de fournir une explication motivée et adéquate" si elle conclut que les importations en provenance de Chine sont "une cause significative".⁶⁴ Selon la Chine, une constatation de l'existence d'une "cause significative"

⁵⁶ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 240.

⁵⁷ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 247.

⁵⁸ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 251.

⁵⁹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 252.

⁶⁰ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 254.

⁶¹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 254 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 224; et au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 181).

⁶² Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 255.

⁶³ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 256. (souligné dans l'original)

⁶⁴ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 256.

lorsque les effets des importations en provenance de Chine sont moins importants que les effets des autres causes nécessiterait aussi une "analyse très convaincante".⁶⁵

b) Conditions de concurrence sur le marché des pneumatiques des États-Unis

27. La Chine fait valoir que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'USITC avait correctement évalué les conditions de concurrence sur le marché des États-Unis. Selon elle, le Groupe spécial et l'USITC ont tous deux omis d'expliquer d'une manière adéquate comment les importations en provenance de Chine pouvaient être "une cause significative" de dommage important au titre de la section 16.4 du Protocole, alors qu'approximativement 60 pour cent de la production des États-Unis en 2008 étaient allés à deux segments du marché sur lesquels la part de marché combinée des importations en provenance de Chine n'était que de 2 à 3 pour cent.⁶⁶

28. Plus spécifiquement, la Chine soutient que le Groupe spécial et l'USITC ont tous deux omis d'évaluer d'une manière adéquate l'existence d'une "concurrence atténuée" entre les importations visées et les pneumatiques nationaux sur le marché du remplacement des États-Unis.⁶⁷ Selon elle, la conclusion du Groupe spécial selon laquelle il n'existait pas de "ligne de démarcation claire" entre les catégories 1, 2 et 3 du marché du remplacement des États-Unis ne traite pas suffisamment le degré atténué de concurrence entre les pneumatiques importés et les pneumatiques nationaux sur ce marché.⁶⁸ En outre, le Groupe spécial et l'USITC ont tous deux omis d'évaluer d'une manière adéquate les données indiquant que, en 2008, les importations en provenance de Chine représentaient moins de 1 pour cent des expéditions totales pour la catégorie 1 du marché du remplacement, alors que 51 pour cent des expéditions des producteurs des États-Unis étaient concentrées dans cette catégorie.⁶⁹ Cette "présence limitée" des importations en provenance de Chine dans la catégorie 1 donne à penser que la "plus grande partie" de la production des États-Unis "n'affrontait pratiquement aucune concurrence venant des importations visées".⁷⁰ En outre, la constatation du Groupe spécial selon laquelle la concurrence dans les catégories 2 et 3 était plus que "résiduelle" ne constituait pas, de l'avis de la Chine, une base suffisante pour conclure que les importations visées étaient "une cause

⁶⁵ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 256 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 8.238).

⁶⁶ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 309.

⁶⁷ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 311.

⁶⁸ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 313 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.197).

⁶⁹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 316. La Chine ajoute que "la tension concurrentielle dans cette catégorie 1 essentielle était considérable entre les producteurs des États-Unis représentant 69,3 pour cent des expéditions et les importations non visées représentant 29,9 pour cent des expéditions de ce segment". (*Ibid.*, paragraphe 317)

⁷⁰ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 318 et 325.

significative" de dommage important, dans la mesure où ces segments représentaient "moins de la moitié" du marché du remplacement des États-Unis.⁷¹ La Chine affirme en outre que le Groupe spécial "a outrepassé les limites appropriées de l'examen" en effectuant sa propre analyse de la raison pour laquelle la concurrence entre les pneumatiques nationaux et les importations visées était "significative" dans les catégories 2 et 3.⁷²

29. De plus, la Chine soutient que le Groupe spécial a fait erreur en confirmant la conclusion de l'USITC selon laquelle les importations visées avaient une incidence concurrentielle "significative" sur la production de pneumatiques nationaux sur le marché des fabricants d'équipement d'origine ("OEM"). Selon elle, le Groupe spécial a axé d'une manière erronée son examen sur les tendances haussières des importations en provenance de Chine vers le marché OEM, alors qu'il aurait plutôt dû évaluer si la concurrence entre les pneumatiques chinois et les pneumatiques des États-Unis dans ce segment était significative. La Chine souligne que sa part de marché sur le marché OEM est demeurée inférieure à 5 pour cent sur l'ensemble de la période couverte par l'enquête. Selon elle, l'analyse des points extrêmes faite par le Groupe spécial occulte le fait que l'essentiel des gains de parts de marché de la Chine se sont produits avant 2006. De plus, la Chine souligne que la part des importations non visées sur le marché OEM était en augmentation et plus importante que celle des importations visées et que les gains de parts de marché pour les importations non visées sur le marché OEM se sont produits pendant une période où elles avaient perdu des parts de marché sur le marché des États-Unis dans son ensemble.

30. La Chine soutient en outre que le Groupe spécial a fait erreur en évaluant séparément les conditions de concurrence sur le marché du remplacement et sur le marché OEM, et en n'examinant pas leur incidence combinée concernant le degré de concurrence sur le marché des États-Unis dans son ensemble. Pour elle, la présence "extrêmement limitée"⁷³ des importations en provenance de Chine dans la catégorie 1 du marché du remplacement et sur le marché OEM, qui concentraient approximativement 60 pour cent des expéditions totales des producteurs des États-Unis, faisait penser que la concurrence sur le marché des États-Unis dans son ensemble était "très atténuée".⁷⁴ De plus, le Groupe spécial n'a pas tenu compte du fait que les importations visées sur le marché OEM n'avaient pas d'effet concurrentiel sur les pneumatiques nationaux sur le marché du remplacement et que la catégorie 1 du marché du remplacement était délimitée plus clairement que les catégories 2 et 3. De l'avis de la Chine, le Groupe spécial et l'USITC ont tous deux omis de fournir une explication motivée

⁷¹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 320 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.197).

⁷² Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 322 et 323 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.195).

⁷³ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 343.

⁷⁴ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 336.

et adéquate concernant la façon dont ces données pouvaient étayer une constatation selon laquelle les importations visées étaient "une cause significative" de dommage important pour la branche de production des États-Unis.

c) Corrélation entre l'accroissement rapide des importations et le dommage important

31. La Chine fait valoir que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'USITC était en droit de s'appuyer sur une "coïncidence générale" entre l'accroissement rapide des importations et les baisses des facteurs relatifs au dommage pour étayer sa conclusion selon laquelle les importations visées étaient une cause significative de dommage important pour la branche de production nationale.⁷⁵ Selon la Chine, le critère de la "cause significative" énoncé dans la section 16.4 du Protocole exige un degré plus spécifique de corrélation entre les accroissements des importations et les baisses des facteurs relatifs au dommage. En particulier, le Groupe spécial a confirmé à tort la comparaison des points extrêmes faite par l'USITC, alors qu'il aurait plutôt dû évaluer "les variations relatives annuelles" entre les importations et les facteurs relatifs au dommage.⁷⁶ En outre, il n'a pas évalué d'une manière adéquate l'"absence de lien" entre les tendances de 2007 et de 2008, années au cours desquelles le taux d'accroissement du volume des importations a diminué, mais où les facteurs relatifs au dommage tels que la production, les expéditions et les ventes nettes se sont néanmoins encore dégradés.⁷⁷ La Chine ajoute qu'il y avait une "absence de lien" semblable entre les baisses du taux d'accroissement des importations et les baisses d'autres facteurs relatifs au dommage tels que les bénéfices d'exploitation, la productivité, l'utilisation des capacités et la recherche-développement.⁷⁸ Selon elle, le Groupe spécial n'a pas expliqué d'une manière adéquate si ces incohérences dans les tendances donnaient à entendre que le dommage était causé par d'autres facteurs, tels que la récession de 2008 et la décision stratégique prise par la branche de production nationale de céder le segment bas de gamme du marché du remplacement aux importations en provenance de Chine et d'autres pays.

⁷⁵ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 350 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.234).

⁷⁶ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 350.

⁷⁷ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 354 à 358. La Chine souligne que, lorsque les importations se sont accrues de 53,7 pour cent en 2007, la production des États-Unis a diminué de 2,4 pour cent; les expéditions des États-Unis ont reculé de 5 pour cent; et les ventes nettes ont diminué de 5,5 pour cent. Cependant, en 2008, lorsque les importations se sont accrues de 10,8 pour cent, la production des États-Unis a reculé de 11,1 pour cent; les expéditions des États-Unis de 12,1 pour cent; et les ventes nettes de 11,7 pour cent. (*Ibid.*, paragraphe 355)

⁷⁸ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 359. La Chine souligne que, lorsque les importations se sont accrues de 53,7 pour cent en 2007, les bénéfices d'exploitation de la branche de production nationale ont progressé de 5,6 pour cent; la productivité de 0,1 pneumatique par heure; l'utilisation des capacités de 6,0 pour cent; et la recherche et développement de 6,4 pour cent. En revanche, lorsque les importations ont augmenté de 10,8 pour cent en 2008, les bénéfices d'exploitation ont diminué de 6,9 pour cent; la productivité de 0,2 pneumatique par heure; l'utilisation des capacités de 5,9 pour cent; et la recherche et développement de 0,1 pour cent. (*Ibid.*, paragraphe 359)

32. En outre, la Chine fait valoir que le Groupe spécial a confirmé à tort la constatation de l'USITC selon laquelle les importations visées avaient des effets défavorables sur les prix intérieurs et la rentabilité. Elle souligne que le ratio coût des marchandises vendues ("CMV")/ventes s'est amélioré de 5,3 pour cent en 2007, alors que le taux d'accroissement des importations visées était au plus haut, mais a diminué de 5,8 pour cent en 2008, lorsque le taux d'accroissement des importations visées a aussi baissé.⁷⁹ De l'avis de la Chine, le Groupe spécial a accepté sans réserve la conclusion de l'USITC selon laquelle il y avait eu une "forte hausse de ce ratio en 2008" et n'a pas tenu compte de la forte baisse du ratio CMV/ventes en 2007.⁸⁰ De même, le Groupe spécial n'a pas traité les variations annuelles lorsqu'il a constaté que "la vente à des prix inférieurs des produits importés visés avait *généralement* eu un effet très préjudiciable sur la branche de production nationale".⁸¹ La Chine souligne que, lorsque la marge de vente à des prix inférieurs a été la plus élevée, en 2007, la rentabilité de la branche de production nationale s'est améliorée. En revanche, lorsque la marge de vente à des prix inférieurs a diminué, en 2008, la rentabilité de la branche de production nationale a aussi diminué. La Chine ajoute que la marge de vente à des prix inférieurs est restée relativement élevée en 2008 parce que les prix des pneumatiques nationaux haut de gamme étaient plus élevés que ceux des pneumatiques chinois autres que de marque. Par conséquent, le Groupe spécial n'a pas tenu compte des effets de la "concurrence atténuée sur la vente à des prix inférieurs"⁸² et n'a pas examiné d'une manière adéquate le fait que les importations non visées étaient aussi vendues à des prix inférieurs à ceux des pneumatiques nationaux.

d) Autres causes de dommage

33. La Chine impute le dommage subi par la branche de production nationale des États-Unis, au moins en partie, à trois facteurs autres que les importations visées en provenance de Chine, à savoir: i) la stratégie commerciale de la branche de production nationale consistant à se réorienter vers des produits à plus forte valeur; ii) les baisses de la demande sur le marché; et iii) les importations non visées. Elle estime que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'USITC avait dûment examiné et traité les effets de ces autres facteurs dont il était allégué qu'ils causaient un dommage à la branche de production. La Chine affirme que le Groupe spécial avait davantage axé son examen sur l'identification d'un certain "effet résiduel" des importations, au lieu de chercher à comprendre comment chacun de ces autres facteurs pouvait affecter la situation de la branche de production nationale et si tous les effets restants pouvaient dûment être considérés comme "une cause

⁷⁹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 368.

⁸⁰ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 369 (citant le rapport de l'USITC, page 24).

⁸¹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 371 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.258). (italique ajouté par la Chine)

⁸² Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 377.

significative" de dommage important.⁸³ De l'avis de la Chine, d'après le critère du Groupe spécial, tous effets dommageables – y compris les "effets résiduels" – pouvaient constituer "une cause significative". Autrement dit, si les autres facteurs de causalité "n'expliquent pas tout", certains effets dommageables résiduels étant plutôt imputables aux importations visées, ces effets résiduels constituent dans une certaine mesure "une cause significative" de dommage important. La Chine appelle cela l'approche du "tout ou rien" en ce qui concerne les autres causes.⁸⁴

34. La Chine allègue aussi que certaines observations préliminaires formulées par le Groupe spécial au sujet de ses arguments concernant les autres causes "pâtissent de la tendance répétée du Groupe spécial d'examiner un fait de manière isolée et de ne pas placer ce fait dans le contexte plus large d'une autre dynamique de la concurrence".⁸⁵ Selon elle, rien dans ces observations préliminaires "ne met en doute l'importance du changement de stratégie commerciale pour comprendre la dynamique de la concurrence dans la branche de production ni la mesure dans laquelle les importations en provenance de Chine pouvaient à juste titre être considérées comme une "cause significative" de dommage".⁸⁶

i) *Stratégie commerciale de la branche de production nationale des États-Unis – Fermetures d'usines*

35. La Chine souligne qu'il n'est pas contesté en l'espèce que la branche de production des États-Unis a modifié sa stratégie commerciale en se retirant des segments bas de gamme du marché du remplacement et en réorientant la production aux États-Unis vers les segments du marché à plus forte valeur. Selon la Chine, la question est plutôt de savoir "pourquoi la stratégie a changé et quelle était l'importance de la nouvelle stratégie et des fermetures d'usines qui en résultaient pour l'analyse du lien de causalité".⁸⁷ Pour la Chine, l'USITC a indûment imputé les fermetures d'usines aux États-Unis aux importations en provenance de Chine, en ne tenant pas compte de l'effet du changement de stratégie commerciale.

36. D'une manière générale, la Chine estime que le Groupe spécial a commis une erreur lorsqu'il a rejeté la constatation de l'USITC selon laquelle les importations en provenance de Chine avaient joué un rôle dans la fermeture de l'usine de Continental à Charlotte, en Caroline du Nord, mais n'a pas évalué ensuite si cette conclusion remettait en cause la conclusion générale de l'USITC concernant les

⁸³ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 285 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.177).

⁸⁴ Voir la communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 284, 289, 433 et 436.

⁸⁵ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 391 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.292 à 7.296).

⁸⁶ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 402.

⁸⁷ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 387. (souligné dans l'original)

raisons des fermetures d'usines, y compris les raisons de la fermeture de l'usine de Bridgestone à Oklahoma City, dans l'Oklahoma, et de l'usine de Goodyear à Tyler, au Texas. La Chine allègue en outre que le Groupe spécial et l'USITC ont tous deux omis de faire en sorte que les effets dommageables résultant de la fermeture de l'usine de Continental à Charlotte ne soient pas indûment imputés aux importations en provenance de Chine.

37. S'agissant des raisons de la fermeture de l'usine de Bridgestone à Oklahoma City, la Chine fait valoir que, pour plusieurs motifs, le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'USITC aurait pu correctement interpréter la référence figurant dans un communiqué de presse d'un représentant de Bridgestone à "la rude concurrence des pays producteurs à bas prix" comme incluant la concurrence des importations visées en provenance de Chine.⁸⁸ Premièrement, la Chine fait observer que le communiqué de presse de Bridgestone mentionne uniquement les "pays producteurs à bas prix" et ne mentionne pas explicitement les importations en provenance de Chine comme raison de la fermeture de l'usine.⁸⁹ Deuxièmement, la Chine affirme que le Groupe spécial a fait erreur en laissant entendre qu'un employé de Bridgestone avait été "cité" dans un article de presse paru à ce moment-là sur lequel l'USITC s'est appuyé dans son rapport comme identifiant "les pneumatiques de fabrication chinoise et coréenne bon marché qui inond[aient] le marché des États-Unis [comme étant] l'une des raisons des difficultés économiques de l'usine".⁹⁰ Troisièmement, la Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur en s'appuyant sur une déclaration figurant dans le rapport des services de l'USITC (que l'USITC n'a pas citée dans sa détermination) lorsqu'il a évalué si l'USITC pouvait imputer à juste titre la fermeture de l'usine de Bridgestone aux importations en provenance de Chine.⁹¹ Quatrièmement, la Chine fait observer que "les importations non visées ont représenté entre 78,8 et 87,1 pour cent du marché des importations au cours de la période pertinente pour les décisions relatives aux fermetures d'usines".⁹² Selon elle, le Groupe spécial "a minimisé" la présence importante et croissante de ces importations non visées.⁹³ Pourtant, compte tenu de l'ampleur relative des importations non visées, il était inapproprié de conclure que les importations visées étaient "une cause significative" des fermetures de 2006 et de "ne pas tenir compte" de l'effet des importations non visées.⁹⁴

⁸⁸ Communication de la Chine en tant qu'appelant, note de bas de page 326 relative au paragraphe 409 (citant "Bridgestone Firestone to Close Oklahoma City Tire Plant", communiqué de presse du 13 juillet 2006 (pièce China-45 présentée au Groupe spécial)).

⁸⁹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 409.

⁹⁰ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 410 et note de bas de page 327 y relative (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.303 citant à son tour la réponse des États-Unis à la question n° 52 du Groupe spécial, paragraphe 55).

⁹¹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 411 (faisant référence au rapport de l'USITC, note de bas de page 62, page III-16).

⁹² Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 414.

⁹³ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 415.

⁹⁴ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 415.

38. La Chine avance des arguments analogues concernant l'analyse par le Groupe spécial des raisons de la fermeture de l'usine de Goodyear à Tyler. Premièrement, elle allègue qu'aucun fait n'étayait l'affirmation du Groupe spécial selon laquelle la "concurrence des importations visées était visiblement plus forte que celle des importations non visées".⁹⁵ Pour elle, étant donné que les importations non visées représentaient plus de 80 pour cent du volume total des importations, que leurs prix étaient, en moyenne, inférieurs d'approximativement 17 pour cent aux niveaux de prix pratiqués aux États-Unis et que ces importations étaient en grande partie effectuées par les producteurs nationaux des États-Unis eux-mêmes, il n'était pas "logique" que l'USITC et le Groupe spécial interprètent une référence générique aux "importations à bas coût" comme une référence aux importations en provenance de Chine.⁹⁶ La Chine critique aussi l'approche "sélective" que le Groupe spécial a suivie lorsqu'il a examiné certains éléments de preuve, non seulement en assimilant les "importations à bas coût" aux importations visées en provenance de Chine, mais aussi en ne tenant pas compte de certains autres facteurs expliquant la fermeture de l'usine de Goodyear qui auraient été identifiés par l'USITC.⁹⁷ Selon la Chine, une telle approche remet en question la "neutralité" du Groupe spécial en l'espèce.⁹⁸

39. La Chine soutient en outre que le Groupe spécial s'est servi du clivage existant entre les déterminations de la majorité des membres de l'USITC et celles de ses membres dissidents pour "s'abstenir de se prononcer" sur la question des fermetures d'usines.⁹⁹ À son avis, "le Groupe spécial n'a jamais complètement évalué si c'est la majorité ou les commissaires dissidents qui avaient raison".¹⁰⁰ En fait, il a simplement constaté que les fermetures d'usines "pourraient bien avoir été" liées à la concurrence des importations et que la décision de délocaliser la production en Chine "pourrait avoir" résulté d'une stratégie commerciale indépendante, mais que la décision de fermer des usines "pourrait bien avoir été" une réaction aux importations.¹⁰¹ La Chine affirme que cette conclusion était "tout à fait inadéquate" et soutient que le Groupe spécial aurait dû examiner de façon critique le point de savoir si la majorité des membres de l'USITC avait suffisamment expliqué sa conclusion pour "ne pas tenir compte" de l'effet du changement de stratégie commerciale.¹⁰² Selon

⁹⁵ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 419 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.305).

⁹⁶ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 426.

⁹⁷ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 420 et 421 (faisant référence au rapport de l'USITC, note de bas de page 62, page III.16).

⁹⁸ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 421.

⁹⁹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 429.

¹⁰⁰ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 429.

¹⁰¹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 429 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.321).

¹⁰² Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 430.

elle, le Groupe spécial n'a pas agi ainsi et, en fait, "s'en est simplement remis" à l'avis de la majorité des membres de l'USITC.¹⁰³

40. La Chine fait valoir que, "même à supposer que l'USITC ait pu constater à juste titre que les importations en provenance de Chine jouaient un certain rôle dans la décision de fermer les usines, cela ne justifiait pas qu'elle impute la totalité des conséquences ayant entraîné les fermetures d'usines aux importations en provenance de Chine".¹⁰⁴ À son avis, suivant la logique du Groupe spécial, "des effets résiduels non significatifs deviennent des effets significatifs sans aucune base factuelle appropriée – et encore moins sans une explication motivée ou adéquate".¹⁰⁵

41. Faisant référence aux multiples raisons expliquant le changement de stratégie commerciale de la branche de production des États-Unis, au fait que les producteurs nationaux ne soutenaient en l'espèce pas la demande et "compte tenu de l'importance de la constatation concernant les fermetures d'usines pour la conclusion générale relative à la "cause significative"", la Chine fait valoir que l'USITC n'avait pas l'obligation de donner une "justification particulièrement convaincante" de sa conclusion pour imputer les fermetures d'usines aux importations en provenance de Chine.¹⁰⁶ Elle affirme qu'elle ne l'a pas fait et que le Groupe spécial n'aurait par conséquent pas dû confirmer l'explication "viciée" donnée par l'USITC.¹⁰⁷

ii) *Baisses de la demande*

42. La Chine conteste l'analyse par le Groupe spécial des baisses de la demande, faisant valoir que le Groupe spécial et l'USITC ont tous deux omis d'"évaluer sérieusement" ces baisses comme autre cause possible de dommage pour la branche de production nationale.¹⁰⁸ Elle allègue qu'une contraction de la demande sur l'ensemble de la période couverte par l'enquête, associée à une forte baisse de la demande en 2008 en raison de la récession, était à l'origine d'"une partie importante" – si ce n'est la totalité – du dommage subi par la branche de production au cours de la période couverte par l'enquête.¹⁰⁹ Toutefois, selon la Chine, le Groupe spécial a effectué une analyse "tout ou rien" stricte des autres causes, "estimant que, si une autre cause n'expliquait pas tout, alors elle n'expliquait rien".¹¹⁰ Pour la Chine, vu que "la contraction de la demande n'expliquait pas la totalité du dommage

¹⁰³ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 430.

¹⁰⁴ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 433. (souligné dans l'original)

¹⁰⁵ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 434.

¹⁰⁶ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 435.

¹⁰⁷ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 435.

¹⁰⁸ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 437.

¹⁰⁹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 436.

¹¹⁰ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 436.

subi par la branche de production nationale, le Groupe spécial a, d'une manière inadmissible, traité ce facteur d'une manière expéditive".¹¹¹

43. La Chine allègue que l'examen par le Groupe spécial de la détermination de l'USITC comporte de multiples erreurs. Premièrement, la Chine soutient que, à l'exception de son examen des effets de la récession de 2008, l'USITC n'a pas traité "la tendance à plus long terme de la demande".¹¹² Elle affirme que le Groupe spécial a fait référence, dans son analyse, à des déclarations de l'USITC traitant des tendances de la part de marché des importations visées, mais n'a rien dit au sujet des tendances de la demande ni des tendances de la consommation apparente. Deuxièmement, la Chine fait valoir que l'USITC a indûment supposé qu'un accroissement de la part de marché détenue par les importations en provenance de Chine signifiait que les importations avaient un effet défavorable distinct de l'effet de l'évolution des niveaux de la demande. Selon elle, il y avait, toutefois, de nombreux autres facteurs influant sur les parts de marché qui remettaient en question cette "hypothèse simpliste".¹¹³ Troisièmement, la Chine estime que le Groupe spécial "a substitué sa propre analyse" à l'analyse de la détermination établie par l'USITC.¹¹⁴ Par exemple, il a comparé l'évolution des niveaux de la consommation apparente avec l'évolution des niveaux de pénétration des importations visées, bien que l'USITC n'ait pas effectué une telle analyse dans sa détermination. La Chine estime en outre que les données dont disposait l'USITC donnaient à penser que la demande du marché se réorientait vers toutes les importations en général et pas uniquement vers les importations en provenance de Chine. Dans ces circonstances, il était "plus trompeur qu'utile" de comparer un accroissement de 42,7 pour cent des importations en provenance de Chine avec une baisse de 0,8 pour cent de la consommation globale, comme le Groupe spécial l'a fait.¹¹⁵ Quatrièmement, la Chine fait valoir que le Groupe spécial "a brouillé la distinction entre les tendances moyennes dans le temps et les fluctuations qui se produisent inévitablement d'une année à l'autre".¹¹⁶ Elle rappelle que le Groupe spécial a reconnu que la consommation avait chuté de 10,3 pour cent, soit une baisse de près de 32 millions de pneumatiques, et qu'il y avait eu une diminution trois années sur quatre au cours de la période couverte par l'enquête. Selon la Chine, ces données indiquent que la consommation totale a considérablement diminué au cours de la période couverte par l'enquête, en dépit des variations annuelles. À son avis, cette baisse constitue un facteur de concurrence significatif que le Groupe spécial et l'USITC auraient dû examiner "plus attentivement".¹¹⁷

¹¹¹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 436.

¹¹² Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 438.

¹¹³ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 439.

¹¹⁴ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 440.

¹¹⁵ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 441.

¹¹⁶ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 443.

¹¹⁷ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 443.

44. S'agissant des baisses de la demande résultant de la récession de 2008, la Chine fait valoir que l'USITC n'a pas expliqué comment elle "reliait" certains faits à ses conclusions spécifiques, ni en quoi son "examen" de cette question constituait une explication motivée et adéquate concernant la façon dont elle distinguait la contribution des importations en provenance de Chine de celle de la récession de 2008 à la situation générale de la branche de production.¹¹⁸ En fait, à son avis, "l'USITC a simplement formulé sa conclusion sans faire d'examen ni donner d'explication".¹¹⁹

45. La Chine affirme que le Groupe spécial a traité la récession de 2008 d'une manière semblable. En particulier, elle soutient que, dans son analyse de cette question, le Groupe spécial a laissé entendre que, si la forte baisse de la demande "ne pouvait pas expliquer la totalité du dommage subi par la branche de production nationale, elle ne pouvait expliquer aucune partie du dommage".¹²⁰ Selon la Chine, au lieu d'attendre de l'USITC qu'elle examine et explique la contribution relative de chaque facteur de causalité, le Groupe spécial "a confié à l'USITC la tâche beaucoup plus aisée de prouver simplement que la baisse de la demande n'expliquait pas tout".¹²¹ La Chine reproche au Groupe spécial d'avoir indiqué que l'"accroissement significatif" des importations "obligeait" la branche de production nationale des États-Unis à absorber la diminution de la demande qui était due à la récession de 2008.¹²² À son avis, les données dont disposait l'USITC donnaient en réalité à penser que les producteurs des États-Unis "avaient changé" de source d'importations, "les importations en provenance de Chine progressant de 2,0 millions de pneumatiques alors que les importations en provenance d'autres pays effectuées par les producteurs des États-Unis avaient diminué de 5,1 millions de pneumatiques".¹²³ La Chine laisse entendre que les pneumatiques additionnels en provenance de Chine en 2008 "remplaçaient" simplement d'autres importations effectuées par les producteurs des États-Unis et n'évinçaient pas la production ni les expéditions des États-Unis.¹²⁴

iii) *Importations non visées*

46. La Chine fait valoir en outre que l'USITC n'a pas traité l'effet concurrentiel des importations non visées sur le marché des États-Unis, malgré le fait que ces importations représentaient une part plus importante du marché que les importations en provenance de Chine et que leur prix était plus bas que celui des pneumatiques produits aux États-Unis. Elle fait aussi valoir que le Groupe spécial a fait erreur en approuvant la détermination de l'USITC, bien que celle-ci n'ait pas fourni d'explication

¹¹⁸ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 449.

¹¹⁹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 449.

¹²⁰ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 451. (souligné dans l'original)

¹²¹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 451.

¹²² Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 452 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.354).

¹²³ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 465.

¹²⁴ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 465. (italique omis)

motivée et adéquate concernant sa constatation selon laquelle les importations non visées n'étaient pas une autre cause de dommage.¹²⁵

47. En particulier, la Chine conteste l'affirmation du Groupe spécial selon laquelle "la principale caractéristique du marché des États-Unis a été la progression des importations visées en provenance de Chine au détriment tant des importations non visées que de la branche de production des États-Unis".¹²⁶ Selon elle, l'USITC n'a jamais affirmé cela et, en conséquence, le Groupe spécial "a substitué d'une manière inadmissible son jugement à celui de l'USITC".¹²⁷

48. En outre, la Chine allègue que l'analyse par le Groupe spécial des effets sur les prix "ne tenait pas compte" des volumes relatifs des importations visées et des importations non visées.¹²⁸ Au sujet du marché du remplacement des États-Unis, elle rappelle que "les importations en provenance de Chine en 2008 représentaient moins de 1 pour cent du marché de la catégorie 1 tandis que les importations en provenance d'autres pays constituaient 39 pour cent du marché".¹²⁹ De l'avis de la Chine, en conséquence, l'analyse du Groupe spécial "supposait en substance qu'un pneumatique en provenance de Chine coûtant 40 dollars avait une incidence défavorable plus importante que 39 pneumatiques en provenance d'autres pays coûtant 55 dollars chacun".¹³⁰ La Chine ajoute que "les importations non visées ont été approximativement neuf fois plus nombreuses sur le marché OEM en 2008" que les importations en provenance de Chine et que les importations non visées sont passées de 30,2 pour cent à 43,5 pour cent du marché OEM entre 2004 et 2008.¹³¹ Notant que, pris ensemble, le marché OEM et le segment de catégorie 1 du marché du remplacement représentaient approximativement 60 pour cent des expéditions des États-Unis, la Chine affirme que le Groupe spécial n'a pas tenu compte du fait que les importations non visées demeuraient le "plus important facteur de concurrence auquel les producteurs des États-Unis devaient faire face".¹³²

¹²⁵ À l'audience, la Chine n'a pas souscrit à l'affirmation des États-Unis selon laquelle elle n'avait pas identifié devant le Groupe spécial la question des importations non visées comme "autre" facteur possible causant un dommage que l'USITC aurait dû traiter dans son analyse. Elle a ajouté que, en tout état de cause, il importait peu que les importations non visées soient examinées dans le cadre d'une analyse des "conditions de concurrence" ou en tant qu'"autre" cause possible de dommage. Elle a expliqué que, dans les deux cas, l'analyse devait permettre de comprendre ce qui se passait sur le marché et l'effet, s'il y en avait un, que cela avait sur le caractère adéquat du raisonnement de l'autorité chargée de l'enquête.

¹²⁶ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 473 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.367).

¹²⁷ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 473.

¹²⁸ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 477.

¹²⁹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 477.

¹³⁰ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 477. (souligné dans l'original)

¹³¹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 478 (faisant référence au rapport de l'USITC, tableau V-3, page V-4). (souligné dans l'original)

¹³² Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 478.

iv) *Analyse comparative et évaluation cumulative*

49. La Chine reconnaît que la section 16 de son Protocole d'accession n'exige pas que l'autorité chargée de l'enquête compare ou "souponse" les effets causals des divers facteurs relatifs au dommage les uns par rapport aux autres.¹³³ Cependant, elle soutient que cette analyse serait pour l'autorité chargée de l'enquête une autre manière de déterminer de façon appropriée que les importations en provenance de Chine sont "une cause significative" compte tenu d'autres facteurs.¹³⁴ De plus, même si cette approche n'est pas obligatoire, la Chine soutient qu'un examen de l'importance relative des autres causes "renforc[er]ait" la conclusion selon laquelle les importations en provenance de Chine n'étaient pas, en réalité, "une cause significative" de dommage.¹³⁵ À son avis, cela tient au fait que les autres facteurs réduisaient toute contribution résiduelle des importations en provenance de Chine à un niveau qui ne satisfaisait plus au critère de la "cause significative".¹³⁶

50. Selon la Chine, l'USITC s'est appuyée exclusivement sur son explication holistique – fondée sur les conditions de concurrence, la corrélation globale et d'autres causes – sans qu'il y ait d'évaluation de l'importance relative de chacune des diverses causes en jeu. La Chine mentionne la stratégie commerciale alléguée de la branche de production des États-Unis les baisses de la demande et le rôle des importations non visées, soutenant que les éléments de preuve dont disposait l'USITC "laissaient fortement entendre" que ces autres causes possibles de dommage étaient plus importantes que les importations en provenance de Chine.¹³⁷ En particulier, elle affirme que les producteurs des États-Unis ont fermé certaines usines pour un "ensemble plus large de raisons économiques et commerciales" et que les importations visées n'étaient qu'un des nombreux facteurs pris en compte par ces entreprises.¹³⁸ La Chine considère, par conséquent, qu'il n'est pas logique d'imputer la totalité de l'effet ayant entraîné des fermetures d'usines aux États-Unis aux importations en provenance de Chine. Selon elle, approximativement 61 pour cent de la réduction des expéditions des États-Unis doit être imputée uniquement à la baisse de la consommation. En outre, il n'y avait aucune raison de conclure que "le volume plus restreint d'importations en provenance de Chine avait un effet plus notable sur les prix que le volume beaucoup plus élevé d'importations en provenance d'autres pays".¹³⁹ De l'avis de la Chine, "[l']USITC a commis une erreur en accordant si peu d'attention à ces autres causes et le

¹³³ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 480 à 482.

¹³⁴ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 481.

¹³⁵ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 481.

¹³⁶ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 481.

¹³⁷ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 492.

¹³⁸ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 485.

¹³⁹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 491.

Groupe spécial a fait erreur en confirmant les conclusions inadéquates formulées par l'USITC sur cette question fondamentale".¹⁴⁰

51. La Chine fait aussi valoir que le Groupe spécial a indûment rejeté son argument concernant la nécessité de procéder à une évaluation cumulative des effets des autres causes de dommage. Faisant référence à la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Accessoires de tuyauterie* selon laquelle "il peut y avoir des cas dans lesquels, en raison des circonstances factuelles qui leur sont spécifiques, le fait de ne pas effectuer d'examen de l'incidence collective des autres facteurs causals ferait que les autorités chargées de l'enquête attribueraient à tort l'effet de ces autres faits causals aux importations faisant l'objet d'un dumping", la Chine allègue qu'elle a indiqué au Groupe spécial "les circonstances factuelles uniques dans lesquelles d'autres causes interagissaient en l'espèce pour rompre tout lien de causalité" entre les importations en provenance de Chine et le dommage important "ou pour en réduire l'importance".¹⁴¹

52. Selon la Chine, l'"interaction" entre divers facteurs – à savoir la stratégie commerciale, les tendances de la demande et les importations non visées – réduisait la possibilité que les importations visées soient une "cause significative" de dommage pour la branche de production nationale.¹⁴² La Chine fait valoir, par exemple, que les niveaux des importations en 2007 et 2008 reflétaient, "au moins en partie", les conséquences de décisions antérieures prises par les producteurs des États-Unis pour mondialiser leur activité et accroître la demande d'importations.¹⁴³ Selon elle, le "vide" laissé par les producteurs des États-Unis "est devenu particulièrement important pendant la récession de 2008 lorsque la demande s'est réorientée vers des pneumatiques de moindre valeur et, par conséquent, les expéditions de ces pneumatiques importés de prix inférieurs ont bien mieux résisté que les expéditions nationales de pneumatiques plus coûteux fabriqués aux États-Unis".¹⁴⁴ La Chine affirme qu'il était donc "inapproprié de supposer que les importations en provenance de Chine avaient évincé la production des États-Unis à la fin de la période lorsque beaucoup des chaînes des États-Unis produisant les produits qui étaient le plus directement en concurrence avec ces importations avaient déjà été fermées pour des raisons plus générales qui étaient seulement en partie liées aux importations en provenance de Chine".¹⁴⁵ S'agissant des importations non visées, la Chine affirme qu'il était "inapproprié d'imputer des effets significatifs au volume plus restreint d'importations en provenance

¹⁴⁰ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 492.

¹⁴¹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 494 (souligné dans l'original) et note de bas de page 424 y relative (citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 192).

¹⁴² Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 494.

¹⁴³ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 495.

¹⁴⁴ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 495.

¹⁴⁵ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 495.

de Chine tout en ne tenant pas compte des effets du volume plus important des importations en provenance d'autres pays qui étaient aussi vendues à des prix largement inférieurs à ceux des pneumatiques des États-Unis".¹⁴⁶ Elle ajoute que "la branche de production nationale elle-même était responsable des importations tant des produits visés que des produits non visés et que, par conséquent, les producteurs des États-Unis eux-mêmes avaient un certain contrôle sur l'ampleur relative de ces importations".¹⁴⁷ Elle fait valoir que, étant donné l'importance des importations non visées sur l'ensemble du marché des États-Unis et leur capacité de vendre à des prix inférieurs la production de pneumatiques bas de gamme implantée aux États-Unis, les producteurs des États-Unis "devaient [eux-mêmes] trouver des sites de production moins coûteux".¹⁴⁸ Selon la Chine, cela "renforçait la nécessité d'une nouvelle stratégie commerciale visant à mondialiser la production".¹⁴⁹ De l'avis de la Chine, "[i]l n'est pas logique d'imputer cette nécessité au volume moins important des importations en provenance de Chine", alors que "[t]outes les importations – et pas uniquement celles qui provenaient de Chine – offraient davantage de possibilités de concurrence au niveau des prix et étaient à l'origine de la nouvelle stratégie commerciale".¹⁵⁰ La Chine fait valoir en outre que la diminution à plus long terme de la demande globale des États-Unis a créé, pour les producteurs de ce pays, la nécessité de délocaliser la production là où les marchés étaient les plus dynamiques et "[a] renforcé la nécessité d'adopter une nouvelle stratégie commerciale visant à mondialiser la production".¹⁵¹ Elle ajoute que le "recul de la production automobile implantée aux États-Unis a fait chuter la production pour le marché OEM" et a encore "renforcé la nécessité de produire sur d'autres marchés".¹⁵²

e) Analyse intégrée

53. La Chine fait valoir en outre que le Groupe spécial a fait erreur en examinant séparément chaque argument concernant le lien de causalité avancé par la Chine et en ne les traitant jamais ensemble dans le cadre d'une "analyse intégrée".¹⁵³ Selon elle, cette approche a amené le Groupe spécial à des "incohérences internes" qu'il aurait pu éviter en évaluant la dynamique de la concurrence et la connexion causale alléguée d'une manière plus "holistique".¹⁵⁴ De l'avis de la Chine, l'absence de corrélation et l'existence d'une concurrence atténuée en l'espèce "se renforçaient mutuellement" et "mettaient en cause" toute conclusion selon laquelle les importations visées pouvaient être une cause

¹⁴⁶ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 496.

¹⁴⁷ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 496.

¹⁴⁸ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 499.

¹⁴⁹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 499.

¹⁵⁰ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 499.

¹⁵¹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 497.

¹⁵² Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 497.

¹⁵³ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 502.

¹⁵⁴ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 502.

significative de dommage important.¹⁵⁵ La Chine fait valoir en outre que la stratégie commerciale de la branche de production nationale des États-Unis "a contribué à expliquer pourquoi la concurrence atténuée était un phénomène qui s'était accéléré sur le marché au cours de la période couverte par l'enquête".¹⁵⁶ Elle mentionne aussi la "présence continue et importante" des importations non visées et les améliorations des résultats de la branche de production nationale en 2007, faisant valoir que le Groupe spécial a trop peu axé son examen sur la façon dont ces facteurs étaient liés entre eux.¹⁵⁷

54. Enfin, la Chine fait valoir que la section 16.4 du Protocole impose de lier la situation de la branche de production nationale aux importations dont il est constaté qu'elles "s'accroissent rapidement".¹⁵⁸ À son avis, l'USITC et le Groupe spécial ont tous deux omis de le faire. En particulier, le Groupe spécial a largement axé son analyse du lien de causalité sur l'ensemble de la période couverte par l'enquête au lieu d'axer son examen sur la fin de la période de façon à établir l'existence d'un lien de causalité entre les importations qui "s'accroiss[aient] rapidement" et la situation de la branche de production à la fin de la période. Il a ainsi tiré bon nombre de ses inférences des changements survenus plus tôt, et non plus tard, au cours de la période. Selon la Chine, cela constitue une erreur. La Chine note, par exemple, que, lorsqu'il a examiné la concurrence atténuée sur le marché du remplacement, le Groupe spécial n'a analysé que des données concernant l'année 2008, mais n'a pas lié cette analyse à la tendance des importations au cours de cette année. De plus, lorsqu'il a examiné la non-imputation, le Groupe spécial n'a pas analysé comment les fermetures d'usines survenues plus tôt au cours de la période couverte par l'enquête influaient sur les tendances tant des importations visées que des importations non visées plus tard au cours de la période, en particulier en 2007 lorsque la consommation apparente a augmenté.

3. Article 11 du Mémoire d'accord

55. La Chine estime que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec son devoir de procéder à une évaluation objective au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord dans son examen de la détermination de l'USITC selon laquelle les importations visées en provenance de Chine étaient "une cause significative" de dommage important pour la branche de production nationale des États-Unis. La Chine avance plusieurs arguments à l'appui de son allégation.

56. Premièrement, la Chine allègue que le Groupe spécial n'a pas examiné la "totalité des éléments de preuve" concernant la question du lien de causalité.¹⁵⁹ Elle reproche au Groupe spécial

¹⁵⁵ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 506.

¹⁵⁶ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 507.

¹⁵⁷ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 508 à 510.

¹⁵⁸ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 512.

¹⁵⁹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, titre III.E.2 a), page 148.

de ne pas avoir vu comment les divers éléments de causalité étaient liés entre eux et fait valoir qu'il n'a pas non plus examiné la manière dont d'autres causes interagissaient entre elles.¹⁶⁰ Notant que l'USITC elle-même "avait adopté une approche holistique en ce qui concerne la question du lien de causalité", la Chine estime que le Groupe spécial a par conséquent fait erreur en traitant séparément chaque question relative au lien de causalité.¹⁶¹

57. Deuxièmement, la Chine soutient que le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation équilibrée des éléments de preuve concernant la question du lien de causalité et n'a pas tenu compte des éléments de preuve qui n'étaient pas compatibles avec les conclusions formulées par l'USITC. En particulier, elle conteste l'utilisation par le Groupe spécial de la note de bas de page 62 du rapport des services de l'USITC. Selon elle, le Groupe spécial "s'est efforcé de trouver et de mentionner des éléments de preuve que la majorité des membres de l'USITC n'avaient pas mentionnés ni utilisés" et "n'a extrait que les éléments de preuve qui étayaient la conclusion de l'USITC et n'a pas tenu compte des autres éléments de preuve qui n'étaient pas compatibles avec cette conclusion".¹⁶² Faisant référence au rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Coton upland (article 21:5 – Brésil)*, la Chine estime que les groupes spéciaux doivent effectuer un examen "équitable" et examiner tous les arguments et éléments de preuve d'une manière équilibrée et cohérente.¹⁶³

58. Troisièmement, la Chine estime que le Groupe spécial est allé au-delà de la justification figurant dans la détermination de l'USITC sur la question du lien de causalité et s'est appuyé sur des clarifications *a posteriori* fournies par les États-Unis ou sur l'analyse qu'il a effectuée pour "étayer la détermination de l'USITC".¹⁶⁴ À l'appui de son allégation, la Chine mentionne certains arguments qu'elle a avancés antérieurement dans sa communication et qui traitaient des conditions de concurrence, de la baisse de la consommation au cours de la période couverte par l'enquête, de la récession de 2008 et du rôle des importations non visées.¹⁶⁵

59. Quatrièmement, la Chine affirme que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord en n'examinant pas ses

¹⁶⁰ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 567.

¹⁶¹ La Chine fait valoir que la situation en l'espèce est, par conséquent, analogue aux indications données par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM*, dans laquelle l'Organe d'appel a expliqué que "lorsque les autorités examinaient les éléments de preuve dans leur ensemble, un groupe spécial devait suivre la même approche lorsqu'il évaluait la compatibilité de la décision prise par l'autorité avec les règles de l'OMC". (Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 568 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM*, paragraphes 188 à 190))

¹⁶² Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 569.

¹⁶³ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 49 et 562 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland (article 21:5 – Brésil)*, paragraphe 293).

¹⁶⁴ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 572.

¹⁶⁵ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 574 à 577.

arguments sur la façon dont "d'autres causes interagissaient les unes avec les autres".¹⁶⁶ Elle estime également que le Groupe spécial n'a pas tenu compte de son argument concernant l'existence d'une "concurrence atténuée" entre les importations visées et les pneumatiques nationaux sur le marché du remplacement des États-Unis, y compris les éléments de preuve fournis au Groupe spécial par les États-Unis indiquant une présence limitée des importations en provenance de Chine dans la catégorie 1 de ce segment du marché.¹⁶⁷ Enfin, la Chine soutient que le Groupe spécial n'a pas examiné son argument selon lequel il était nécessaire de distinguer le critère "une cause significative" figurant dans le Protocole du simple critère de la "cause" figurant dans d'autres Accords de l'OMC.

B. *Arguments des États-Unis – Intimé*

60. Les États-Unis soutiennent en appel que le Groupe spécial n'a pas fait erreur en confirmant la constatation de l'USITC selon laquelle les importations en provenance de Chine "s'accroiss[aient] rapidement" de manière à être "une cause significative" de dommage important pour la branche de production nationale, au sens de la section 16.1 et 16.4 du Protocole d'accession de la Chine. Les États-Unis font valoir en outre que, pour parvenir à ces constatations, le Groupe spécial n'a pas agi d'une manière incompatible avec son devoir de procéder à une évaluation objective de la question comme le prescrit l'article 11 du Mémoire d'accord.

61. Les États-Unis demandent à l'Organe d'appel de confirmer les constatations du Groupe spécial et de rejeter les allégations formulées par la Chine en appel. Ils estiment que, au cas où il infirmerait certaines constatations ou certaines conclusions du Groupe spécial, l'Organe d'appel devrait s'abstenir de compléter l'analyse, étant donné que cela l'obligerait à examiner un certain nombre de faits contestés ou le poids à attribuer à ces faits.

1. Accroissement des importations

62. Les États-Unis font valoir que le Groupe spécial n'a pas fait erreur en constatant que l'USITC avait dûment établi que les importations en provenance de Chine satisfaisaient au critère "s'accroissent rapidement" énoncé dans la section 16.4 du Protocole d'accession de la Chine.

63. Premièrement, les États-Unis font valoir que le Groupe spécial a conclu à juste titre que l'USITC n'était pas tenue d'axer son analyse sur les accroissements des importations les plus récents. Ils soulignent que le texte de la section 16.4 ne prévoit pas, que ce soit explicitement ou implicitement, qu'une autorité doive axer uniquement l'examen sur les données relatives aux

¹⁶⁶ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 579.

¹⁶⁷ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 580.

importations concernant la période "la plus récente".¹⁶⁸ L'absence de tout délai explicitement prescrit dans la section 16.4 donne à penser que les autorités chargées de l'enquête ont le pouvoir discrétionnaire de choisir n'importe quelle période pour l'enquête, sous réserve que cette période permette d'évaluer les accroissements des importations au cours d'une "période récente".¹⁶⁹ Pour les États-Unis, la conclusion du Groupe spécial selon laquelle l'emploi du présent progressif (en anglais) dans la section 16.4 n'oblige pas à axer exclusivement l'examen sur le passé le plus récent est étayée par l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*, dans laquelle l'Organe d'appel a interprété l'emploi du présent progressif à l'article 2:1 de l'*Accord sur les sauvegardes* comme signifiant que les accroissements des importations devaient avoir été "soudains et récents".¹⁷⁰ Les États-Unis rejettent en outre l'argument de la Chine selon lequel il faudrait donner à la section 16.4 un "effet dominant" et font valoir en revanche que l'interprétation du Groupe spécial a donné effet à la fois à la section 16.1 et à la section 16.4 du Protocole.¹⁷¹

64. Les États-Unis ajoutent que, contrairement à ce qu'affirme la Chine, l'USITC et le Groupe spécial ont examiné les données relatives aux importations de 2008 pour arriver à la conclusion que les accroissements des importations avaient été "importants, constants et rapides" à la fin de la période couverte par l'enquête.¹⁷² L'USITC a indiqué en particulier que la quantité et la valeur des importations visées avaient été les plus élevées en 2008.¹⁷³ En outre, elle a dit expressément dans son raisonnement que les deux "accroissements annuels" les plus marqués du rapport entre les "importations visées et la production des États-Unis" et de la "part de marché des importations en provenance de Chine" avaient eu lieu "à la fin de la période, en 2007 et 2008".¹⁷⁴ Le Groupe spécial, pour sa part, a expliqué qu'un accroissement des importations de 10,8 pour cent en 2008 n'était pas "modeste" et "n'empêch[ait] [pas] de constater que les importations "s'accroiss[ai]ent rapidement"", en particulier parce qu'un tel accroissement s'ajoutait aux accroissements des importations de chaque année précédente de la période couverte par l'enquête.¹⁷⁵ Les États-Unis soutiennent que, contrairement à l'argument de la Chine, l'USITC et le Groupe spécial "ont dûment axé l'examen" sur

¹⁶⁸ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 36 et 45.

¹⁶⁹ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 46 et 47.

¹⁷⁰ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 49 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.88; citant à son tour le rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 130).

¹⁷¹ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 51.

¹⁷² Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 55 (faisant référence au rapport de l'USITC, pages 10 à 11 et 22).

¹⁷³ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 55 (faisant référence au rapport de l'USITC, page 12).

¹⁷⁴ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 55 (faisant référence au rapport de l'USITC, page 12).

¹⁷⁵ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 57 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.93).

les "accroissements importants et constants des importations en provenance de Chine qui ont eu lieu en 2008 et ont constaté que ces accroissements étaient "rapides".¹⁷⁶

65. Deuxièmement, les États-Unis font valoir que le Groupe spécial n'a pas fait erreur en constatant que l'USITC n'était pas tenue d'axer son analyse sur les taux d'accroissement des importations visées. Le Groupe spécial a estimé à juste titre que le sens ordinaire du terme "rapidement" ("à une grande vitesse" ou "vite") ne faisait pas référence au "taux" d'accroissement des importations visées, ni n'exigeait que les importations s'accroissent à un "rythme qui s'accélère".¹⁷⁷ Selon les États-Unis, le terme "rapidement" n'exprime pas une "notion relative", comme la Chine l'a laissé entendre, parce qu'il ne signifie pas "plus vite", "plus promptement" ni "à une plus grande vitesse".¹⁷⁸ Les États-Unis jugent "déplacé" l'argument de la Chine selon lequel l'ajout du terme "rapidement" indique que la section 16.4 fait apparaître un critère plus rigoureux en ce qui concerne les accroissements des importations que les autres Accords de l'OMC.¹⁷⁹ Cela s'explique par le fait qu'il y a d'"importantes différences" entre le texte du Protocole et celui des autres Accords de l'OMC, qui rendent la comparaison avec ces accords "difficile, si ce n'est sans intérêt".¹⁸⁰ Les États-Unis ajoutent que l'absence de prescription spécifique relative à la non-imputation et l'inclusion d'un seuil de dommage plus bas affaiblissent l'argument de la Chine selon lequel le Protocole fait apparaître un critère plus rigoureux en ce qui concerne les accroissements des importations que l'*Accord sur les sauvegardes*.

66. De plus, en dépit des affirmations contraires de la Chine, les États-Unis soulignent que l'USITC a bien examiné les taux d'accroissement des importations visées au cours de la période couverte par l'enquête. Ils insistent sur le fait que l'USITC s'est référée explicitement dans son analyse aux "taux d'accroissement" du volume et de la valeur des importations visées, en mettant un accent particulier sur les taux d'accroissement des deux dernières années de la période couverte par l'enquête.¹⁸¹ Les États-Unis ajoutent que l'USITC a aussi examiné les taux d'accroissement de la part de marché des importations visées et du rapport entre ces importations et à la production nationale.¹⁸²

¹⁷⁶ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 55 à 57.

¹⁷⁷ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 60 et 61 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.92).

¹⁷⁸ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 62 (faisant référence à la communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 113, 117 et 118).

¹⁷⁹ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 69.

¹⁸⁰ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 65.

¹⁸¹ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 72 (faisant référence au rapport de l'USITC, page 12).

¹⁸² Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 72 (faisant référence au rapport de l'USITC, page 12).

67. Troisièmement, les États-Unis soutiennent que le Groupe spécial n'a pas fait erreur en ne demandant pas à l'USITC d'évaluer les taux d'accroissement des importations de 2008 par rapport aux taux d'accroissement des périodes antérieures. Le Groupe spécial a estimé à juste titre que la section 16.4 n'exigeait pas que "le taux d'accroissement [des importations en provenance de Chine] progresse vite" et qu'une "baisse du taux d'accroissement n'exclu[ait] pas nécessairement une constatation selon laquelle les importations "s'accroiss[aient] rapidement"". ¹⁸³ En tout état de cause, les États-Unis soulignent que l'USITC, dans son analyse, s'est référée spécifiquement aux taux d'accroissement, en pourcentage, des importations visées des deux dernières années de la période couverte par l'enquête et a placé ces taux d'accroissement dans le contexte des années précédentes en notant que les "deux plus fortes hausses" de la part de marché et du rapport à la production nationale avaient eu lieu en 2007 et 2008. ¹⁸⁴

68. Par ailleurs, les États-Unis soutiennent que l'USITC a fourni une explication motivée et adéquate concernant sa constatation selon laquelle les importations "s'accroissaient rapidement", à la fois en termes absolus et en termes relatifs, au sens de la section 16.4. Ils soulignent que l'USITC a évalué l'accroissement des importations, tant absolu que relatif, d'une année sur l'autre, ainsi que les taux d'accroissement annuels, et a mis l'accent sur les accroissements rapides qui ont eu lieu au cours des deux dernières années de la période couverte par l'enquête. ¹⁸⁵ L'USITC a en outre examiné – et rejeté –, sur la base des accroissements "importants, rapides et constants" des importations en 2007 et 2008, l'affirmation de la Chine selon laquelle les accroissements des importations avaient "fléchi" en 2008. ¹⁸⁶ Contrairement à ce qu'affirme la Chine, les données relatives aux importations ne contenaient aucune "complexité" qui justifiait une analyse plus détaillée par l'USITC ou le Groupe spécial, parce que "tous les paramètres possibles" indiquaient une "tendance à la hausse manifeste et ininterrompue des volumes des importations" pendant la période couverte par l'enquête. ¹⁸⁷

69. Enfin, les États-Unis rejettent l'argument de la Chine selon lequel l'objet et le but du Protocole plaident en faveur d'une interprétation plus rigoureuse du critère "s'accroissent rapidement" énoncé dans la section 16.4. Pour eux, le texte du Protocole, à la différence de celui de l'*Accord sur les sauvegardes* et de celui de l'article XIX du GATT de 1994, ne contient rien qui indique que le mécanisme de sauvegarde transitoire était censé constituer une "mesure d'urgence" ou que les

¹⁸³ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 71 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.92).

¹⁸⁴ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 73 (citant le rapport de l'USITC, page 12).

¹⁸⁵ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 75.

¹⁸⁶ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 76 (citant le rapport de l'USITC, page 12).

¹⁸⁷ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 77 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.103).

accroissements des importations doivent résulter de l'"évolution imprévue des circonstances".¹⁸⁸ De l'avis des États-Unis, ces différences ne permettent pas de penser que le Protocole prévoit une "mesure corrective extraordinaire" comme celle que prévoit l'*Accord sur les sauvegardes*.¹⁸⁹ En outre, le fait que le Protocole prévoit un critère de "dommage important" moins strict que le critère de "dommage grave" de l'*Accord sur les sauvegardes* affaiblit l'argument de la Chine selon lequel le Protocole énonce un critère plus rigoureux en ce qui concerne les accroissements des importations que l'*Accord sur les sauvegardes*.

2. Lien de causalité

70. Les États-Unis font valoir que le Groupe spécial n'a pas fait erreur en constatant que l'USITC avait dûment établi que l'accroissement rapide des importations en provenance de Chine était une "cause significative" de dommage important pour la branche de production nationale au sens de la section 16.4 du Protocole. Plus précisément, ils font valoir que le Groupe spécial n'a pas fait erreur dans son interprétation de l'expression "une cause significative" qui figure dans la section 16.4; n'a pas fait erreur en constatant que l'USITC avait correctement évalué les conditions de concurrence sur le marché des États-Unis; n'a pas fait erreur en constatant que l'USITC était en droit de s'appuyer sur la corrélation générale entre les accroissements des importations et les facteurs relatifs au dommage pour conclure que les importations en provenance de Chine étaient "une cause significative" de dommage important; et n'a pas fait erreur en constatant que l'USITC avait dûment fait en sorte que le dommage causé par d'autres facteurs ne soit pas imputé au dommage causé par les importations en provenance de Chine. Les États-Unis soutiennent en outre que le Groupe spécial a agi d'une manière compatible avec l'article 11 du Mémoire d'accord pour arriver à ces constatations. Les États-Unis demandent à l'Organe d'appel de rejeter l'intégralité de l'appel de la Chine et de confirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'USITC n'a pas omis d'établir que les importations en provenance de Chine étaient "une cause significative" de dommage important pour la branche de production nationale au sens de la section 16.4 du Protocole.

a) Interprétation

71. Les États-Unis font valoir que le Groupe spécial n'a pas fait erreur dans son interprétation de l'expression "une cause significative" qui figure dans la section 16.4 du Protocole. Ils soutiennent que rien dans le texte du Protocole n'indique, comme la Chine l'a laissé entendre, que le critère de causalité énoncé dans cet instrument était censé être plus rigoureux ou plus exigeant que les critères

¹⁸⁸ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 53.

¹⁸⁹ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 53 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphes 93 à 95; et au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 81).

de causalité qui figurent dans d'autres Accords de l'OMC. Les États-Unis font observer que ni le texte de la section 16.1 ni celui de la section 16.4 du Protocole ne spécifie qu'un Membre doit être en mesure d'établir que les importations en provenance de Chine sont la "seule", la "principale" ou la "plus importante" cause de dommage pour la branche de production nationale.¹⁹⁰ Cela, à leur avis, étaye la conclusion du Groupe spécial selon laquelle le mécanisme transitoire prévu dans la section 16 du Protocole est disponible lorsque les importations en provenance de Chine sont "une, mais non la seule, cause significative de dommage important".¹⁹¹

72. Les États-Unis rejettent l'argument de la Chine selon lequel la section 16.4 énonce un critère de causalité plus rigoureux que les autres Accords de l'OMC parce que, dans la section 16.4, le mot "cause" est modifié par le mot "significative". Selon eux, l'argument de la Chine repose sur d'autres Accords de l'OMC, comme l'*Accord sur les sauvegardes*, qui exige uniquement que les importations soient "une cause" de dommage. Or, l'Organe d'appel a dit clairement que l'*Accord sur les sauvegardes* exigeait des autorités chargées de l'enquête qu'elles établissent "un rapport réel et substantiel de cause à effet" entre les importations visées et le niveau de dommage requis.¹⁹² Cela, de l'avis des États-Unis, porte à croire que l'*Accord sur les sauvegardes* exige, au minimum, un lien de causalité "significatif" entre les importations et le niveau de dommage requis. Les États-Unis ajoutent que le sens ordinaire du terme "significatif" ("important, digne d'être noté, [...], lourd de conséquences") n'étaye pas le point de vue de la Chine selon lequel le Protocole exige qu'il existe un lien de causalité "particulièrement fort".¹⁹³ Ils soulignent en outre que de précédents groupes spéciaux de l'OMC ont interprété le mot "significatif" comme signifiant simplement davantage que "nominal ou marginal" ou "sans importance".¹⁹⁴ Par ailleurs, les États-Unis ne partagent pas l'opinion de la Chine selon laquelle l'existence d'un critère de causalité plus exigeant que dans les autres Accords de l'OMC découle de l'objet et du but du Protocole, parce que celui-ci ne qualifie pas les mesures de "mesures d'urgence", n'énonce pas de prescription relative à l'"évolution imprévue des circonstances" et prévoit un seuil de dommage plus bas que l'*Accord sur les sauvegardes*.¹⁹⁵

73. Les États-Unis soulignent en outre que le Protocole n'impose pas à l'autorité chargée de l'enquête d'appliquer une méthode particulière pour évaluer si les importations visées ont été une

¹⁹⁰ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 90.

¹⁹¹ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 90 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.139 à 7.147).

¹⁹² Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 104 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 69).

¹⁹³ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 105.

¹⁹⁴ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 106 et 107 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *CE – Mesures compensatoires visant les semi-conducteurs pour DRAM*, paragraphe 7.307; et au rapport du Groupe spécial *Corée – Navires de commerce*, paragraphes 7.567 à 7.571).

¹⁹⁵ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 109 à 111.

cause significative de dommage important ou de menace de dommage important pour la branche de production nationale. De plus, à la différence de l'*Accord sur les sauvegardes*, de l'*Accord antidumping* et de l'*Accord SMC*, la section 16 du Protocole ne donne pas pour instruction à l'autorité chargée de l'enquête d'examiner les effets d'autres facteurs qui peuvent aussi causer un dommage à la branche de production nationale, ni de veiller à ne pas imputer les effets de ces autres facteurs aux importations visées. Par conséquent, l'autorité chargée de l'enquête a le pouvoir discrétionnaire de définir et d'employer "une méthode appropriée qui lui permette d'examiner ces facteurs d'une manière motivée"¹⁹⁶, dès lors qu'elle fournit les "raisons" et "une explication concernant le fondement" de sa détermination selon laquelle les importations visées sont une cause significative de dommage important pour la branche de production nationale.¹⁹⁷

74. En conséquence, de l'avis des États-Unis, le Groupe spécial a rejeté à juste titre l'argument de la Chine selon lequel le Protocole prescrivait une analyse plus rigoureuse des conditions de concurrence et de la corrélation que les autres Accords de l'OMC. Les États-Unis soulignent que le Protocole n'impose pas à l'autorité chargée de l'enquête de faire preuve d'une "plus grande attention" lorsqu'elle procède à l'analyse des conditions de concurrence et de la corrélation, ni à un groupe spécial de l'OMC d'être "plus minutieux" dans son examen de cette analyse.¹⁹⁸ Plus précisément, le Groupe spécial a rejeté à juste titre l'argument de la Chine selon lequel il était tenu d'établir une correspondance entre l'importance de la variation des importations et celle de la variation des facteurs relatifs au dommage. Selon les États-Unis, le Groupe spécial a estimé à juste titre qu'une analyse de la "coïncidence des tendances" était "fondée judicieusement sur un lien temporel entre l'évolution des importations et l'évolution des facteurs relatifs au dommage" et qu'aucune constatation de l'Organe d'appel ou d'un groupe spécial ne donnait à penser que "les ordres de grandeur [des variations] [étaient] des éléments essentiels" d'une analyse de la corrélation.¹⁹⁹ Par ailleurs, les États-Unis conviennent avec le Groupe spécial qu'il ne serait "pas réaliste" d'escompter une "corrélation ... précise entre le degré des variations des importations et le degré des variations des facteurs relatifs au dommage", en particulier quand "il peut y avoir d'autres causes de dommage en jeu".²⁰⁰

¹⁹⁶ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 89 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 189; et au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 224).

¹⁹⁷ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 92 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.18).

¹⁹⁸ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 120.

¹⁹⁹ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 122 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.230 à 7.232).

²⁰⁰ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 123 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.229).

75. S'agissant de la nécessité d'examiner les autres causes et de faire en sorte que leurs effets dommageables ne soient pas imputés à l'accroissement rapide des importations, les États-Unis font valoir que la Chine "s'appuie beaucoup" sur les constatations formulées par l'Organe d'appel dans des différends antérieurs relevant de l'*Accord sur les sauvegardes* et de l'*Accord antidumping*, tels que *États-Unis – Viande d'agneau* et *États-Unis – Acier laminé à chaud*.²⁰¹ Les États-Unis font cependant remarquer que l'Organe d'appel a fondé ces constatations sur "les termes exprès" de l'article 4:2 b) de l'*Accord sur les sauvegardes* et de l'article 3.5 de l'*Accord antidumping*, "qui imposent spécifiquement à une autorité de ne pas imputer aux importations le dommage causé par d'autres facteurs".²⁰² Selon les États-Unis, étant donné qu'il n'y a pas de prescription similaire dans le Protocole, "l'affirmation de la Chine selon laquelle [...] l'USITC était tenue d'effectuer la même analyse visant à "dissocier et distinguer" que celle que l'Organe d'appel a requise [dans le cadre de l'*Accord sur les sauvegardes* et de l'*Accord antidumping*] est sans fondement".²⁰³

76. Cependant, les États-Unis conviennent avec le Groupe spécial que "l'USITC était tenue d'effectuer une forme quelconque d'analyse des effets des autres facteurs qui avaient causé un dommage à la branche de production".²⁰⁴ Se référant au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, ils font observer cependant que "quand un accord ne contient pas de libellé spécifique relatif à la non-imputation, l'autorité a le pouvoir discrétionnaire de recourir à une analyse appropriée et raisonnable pour évaluer les effets d'autres facteurs".²⁰⁵ Les États-Unis estiment que la nécessité que l'autorité compétente examine les effets d'autres facteurs de dommage possibles dépendra des faits et circonstances de l'affaire en question. Dans certains cas, "un facteur pourrait sans doute constituer une cause significative de dommage pour la branche de production à tel point que l'autorité compétente devra donner une explication détaillée et motivée concernant les effets de ce facteur".²⁰⁶ Dans d'autres cas, "le facteur peut contribuer au dommage d'une manière considérablement moins significative".²⁰⁷ Pour les États-Unis, dans "ces circonstances, l'autorité compétente pourrait raisonnablement faire référence au facteur et indiquer de manière raisonnable pourquoi ce facteur n'explique pas le dommage causé à la branche de production pertinente".²⁰⁸

²⁰¹ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 128.

²⁰² Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 128 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 162 à 181; et au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphes 216 à 236).

²⁰³ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 128.

²⁰⁴ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 132 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.176 et 7.177).

²⁰⁵ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 132 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 436).

²⁰⁶ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 133.

²⁰⁷ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 133.

²⁰⁸ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 133.

b) Conditions de concurrence sur le marché des pneumatiques des États-Unis

77. Les États-Unis font valoir que le Groupe spécial n'a pas fait erreur en constatant que l'USITC avait correctement évalué les conditions de concurrence sur leur marché. Selon eux, le Groupe spécial a rejeté à juste titre l'affirmation de la Chine selon laquelle la concurrence sur l'ensemble du marché des États-Unis était "très atténuée" en raison de la "concurrence extrêmement limitée" entre les pneumatiques chinois et les pneumatiques nationaux dans la catégorie 1 du marché du remplacement des États-Unis et sur le marché OEM.²⁰⁹

78. Plus précisément, les États-Unis affirment que le Groupe spécial a conclu à juste titre qu'il y avait une "concurrence significative" sur le marché du remplacement, étant donné les "quantités significatives" de pneumatiques des États-Unis et de pneumatiques chinois qui avaient été expédiés dans les catégories 2 et 3 de ce marché en 2008.²¹⁰ Bien que les acteurs du marché aient généralement convenu que le marché du remplacement des États-Unis pouvait se diviser en trois grands segments ou catégories, les éléments de preuve versés au dossier donnaient à penser qu'il n'y avait pas de "lignes de démarcation claires" entre ces catégories parce qu'il n'y avait pas de consensus entre les producteurs, les importateurs et les acheteurs sur la question de savoir quelles marques de pneumatiques appartenaient aux différentes catégories.²¹¹ Par conséquent, il n'y avait aucune raison pour que l'USITC, ou que le Groupe spécial après examen de ces éléments de preuve, constatent que les produits vendus dans les diverses catégories étaient si distincts les uns des autres qu'il était "improbable qu'ils soient en concurrence d'une manière significative de l'une à l'autre des catégories qui caractérisaient le marché du remplacement".²¹² Les États-Unis ajoutent que le Groupe spécial ne s'est pas appuyé sur la "simple présence" des importations en provenance de Chine sur le marché du remplacement des États-Unis, comme l'a laissé entendre la Chine, parce que l'USITC et le Groupe spécial ont tous deux déterminé que la "présence significative" de pneumatiques chinois dans les catégories 2 et 3 portait à croire qu'il y avait une "concurrence significative" sur le marché du remplacement.²¹³

79. Les États-Unis soutiennent en outre qu'il était raisonnable de la part de l'USITC d'invoquer la présence croissante de la Chine sur le marché OEM des États-Unis à l'appui de sa constatation selon

²⁰⁹ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 149.

²¹⁰ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 150 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.195).

²¹¹ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 151 (faisant référence au rapport de l'USITC, pages 15 et 27).

²¹² Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 151.

²¹³ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 153 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.195, et le rapport de l'USITC, page 27).

laquelle la concurrence sur l'ensemble du marché des États-Unis était significative. Ils soulignent que la part des importations en provenance de Chine sur le marché OEM s'est accrue constamment au cours de la période couverte par l'enquête, passant d'un "niveau minimal de 0,8 pour cent du marché en 2004 à un niveau, qui n'était plus minimal, de 5,0 pour cent en 2008", tandis que la branche de production nationale perdait constamment des parts de marché pendant la même période.²¹⁴ Parce que ces tendances étaient compatibles avec celles du marché des États-Unis dans son ensemble, l'USITC était en droit d'invoquer les tendances des importations sur le marché OEM à l'appui de son analyse des conditions de concurrence sur le marché des États-Unis.²¹⁵ En outre, le Groupe spécial a rejeté à juste titre, sur la base des éléments de preuve indiquant que les importations en provenance de Chine étaient passées de 121 000 pneumatiques en 2004 à 2,3 millions de pneumatiques en 2008 sur le marché OEM, l'argument de la Chine selon lequel la concurrence sur ce marché était "négligeable".²¹⁶

80. Enfin, les États-Unis rejettent l'argument de la Chine selon lequel le Groupe spécial n'a pu qu'approuver l'analyse de l'USITC en créant sa "propre nouvelle analyse" des données.²¹⁷ Ils soutiennent au contraire que le Groupe spécial a procédé à un examen "détaillé et approfondi" des constatations de l'USITC et a conclu à juste titre que celle-ci avait déterminé avec raison qu'il y avait une "concurrence significative" entre les pneumatiques chinois et les pneumatiques nationaux dans les catégories 2 et 3 du marché du remplacement des États-Unis; qu'il n'y avait pas de "ligne de démarcation claire" entre les catégories du marché du remplacement, de telle sorte que les importations en provenance de Chine relevant d'une catégorie pouvaient influencer sur les volumes et les prix des pneumatiques nationaux dans une autre catégorie; et que les pneumatiques chinois prenaient une part "croissante, quoique réduite" du marché OEM.²¹⁸

c) Corrélation entre l'accroissement rapide des importations et le dommage important

81. Les États-Unis font valoir que le Groupe spécial n'a pas fait erreur en constatant que l'USITC avait établi à juste titre qu'il y avait coïncidence entre les accroissements des importations en provenance de Chine et les baisses des indicateurs de résultat de la branche de production nationale des États-Unis. Pour eux, le Groupe spécial a conclu à juste titre que l'analyse de la corrélation

²¹⁴ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 154 (faisant référence au rapport de l'USITC, tableau V-2 page V-3).

²¹⁵ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 154 (faisant référence au rapport de l'USITC, page 27).

²¹⁶ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 155 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.203).

²¹⁷ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 156 (citant la communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 321).

²¹⁸ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 156 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.185 à 7.195 et 7.201 à 7.205, et au rapport de l'USITC, pages 21 et 27).

effectuée par l'USITC était à la fois motivée, adéquate et pleinement compatible avec les données versées au dossier. Les États-Unis rejettent les arguments de la Chine selon lesquels la section 16.4 du Protocole faisait obligation au Groupe spécial d'appliquer "un critère d'examen plus élevé" pour examiner l'analyse de la corrélation effectuée par l'USITC et de déterminer s'il y avait une forte corrélation dans les "ordres de grandeur relative" des variations des importations et des tendances de la branche de production.²¹⁹ Ils rappellent qu'à la fois l'Organe d'appel et des groupes spéciaux ont bien précisé qu'une analyse de la "coïncidence des tendances" supposait uniquement d'évaluer la relation temporelle entre une évolution à la hausse des importations et une évolution à la baisse des facteurs relatifs au dommage.²²⁰

82. Les États-Unis soutiennent que le Groupe spécial et l'USITC ont tous deux constaté à juste titre qu'il y avait une nette "coïncidence" générale des tendances entre un accroissement rapide des importations et les effets de ces importations sur la branche de production nationale.²²¹ Ils soulignent que des indicateurs relatifs au dommage tels que la part de marché, la production, la capacité, les expéditions, les ventes nettes, le nombre de travailleurs associés à la production, le nombre d'heures travaillées et la masse salariale ont diminué au cours de chaque année de la période couverte par l'enquête.²²² Selon les États-Unis, les améliorations de la rentabilité, de la productivité et de l'utilisation des capacités de la branche de production nationale intervenues en 2007 n'affaiblissent pas la constatation de l'existence d'une coïncidence générale formulée par le Groupe spécial parce que d'autres facteurs relatifs au dommage tels que la part de marché, la capacité et le niveau de production, les expéditions, le volume des ventes, le nombre de travailleurs associés à la production, le nombre d'heures travaillées et la masse salariale ont continué de se détériorer au cours de cette même année.²²³ Pour ce qui est des arguments de la Chine concernant l'absence de corrélation en 2008, les États-Unis font observer que, en dépit d'une baisse de près de 7 pour cent de la consommation apparente, les importations visées se sont accrues de plus de 10 pour cent par rapport aux niveaux de 2007, tandis que "pratiquement chaque facteur relatif au dommage" examiné par l'USITC atteignait son niveau le

²¹⁹ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 159 (faisant référence à la communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 30 et 297).

²²⁰ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 160 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.230 à 7.233, citant à son tour le rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 8.229; le rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 145; et les rapports du Groupe spécial *États-Unis – Sauvegardes concernant l'acier*, paragraphes 10.299 et 10.302).

²²¹ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 161 (faisant référence au rapport de l'USITC, page 29).

²²² Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 161 (faisant référence au rapport de l'USITC, pages 15 à 18 et 23 à 26 et tableau C-1).

²²³ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 162 (faisant référence au rapport de l'USITC, tableau C-1) et 163.

plus bas pour la période.²²⁴ Ils rejettent l'argument de la Chine selon lequel le Groupe spécial a approuvé à tort "l'analyse simpliste des points extrêmes" de l'USITC, parce que le Groupe spécial et l'USITC ont examiné les tendances annuelles des importations et des indicateurs de la branche de production pendant la période.²²⁵ Les États-Unis ajoutent que le Groupe spécial et l'USITC ne se sont pas appuyés exclusivement sur les indicateurs fondés sur le volume, qui, selon la Chine, ont diminué par suite de la stratégie commerciale de la branche de production nationale. Au contraire, le Groupe spécial et l'USITC ont aussi examiné d'autres facteurs tels que l'incidence des importations sur les niveaux des prix, de la productivité et de la rentabilité de la branche de production nationale pendant la période couverte par l'enquête.²²⁶

83. Les États-Unis soutiennent en outre que le Groupe spécial n'a pas fait erreur en confirmant la constatation de l'USITC selon laquelle les importations visées ont eu une incidence défavorable sur les prix et la rentabilité de la branche de production nationale. À leur avis, le Groupe spécial a suffisamment examiné l'argument de la Chine selon lequel une amélioration du ratio CMV/ventes en 2007 indiquait une absence de corrélation, argument qu'il a rejeté, et a estimé à juste titre que les améliorations de la rentabilité de la branche de production nationale des États-Unis en 2007 n'indiquaient pas une absence de corrélation, parce que les marges d'exploitation de la branche de production nationale avaient baissé pendant trois des quatre années de la période couverte par l'enquête.²²⁷ En outre, le Groupe spécial a constaté à juste titre que la constatation de l'existence d'une coïncidence générale formulée par l'USITC n'était pas infirmée par le simple fait que "les variations annuelles de chacun des facteurs relatifs au dommage ne correspondaient pas exactement aux variations annuelles des importations visées".²²⁸ De plus, les États-Unis expliquent que l'USITC a constaté avec raison que "les niveaux des ventes généralisées à des prix inférieurs" de produits importés visés avaient empêché des hausses de prix sur le marché des États-Unis, ce qui indiquait par conséquent qu'il y avait une "concurrence significative par les prix" sur le marché du remplacement.²²⁹ Ils soulignent en outre que les importations visées ont fait constamment l'objet, pendant la période couverte par l'enquête, de ventes à des prix inférieurs par rapport aux importations non visées.

²²⁴ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 164 (faisant référence au rapport de l'USITC, tableau C-1).

²²⁵ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 166 (citant la communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 363 et faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.234).

²²⁶ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 167 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.235 et 7.239 à 7.261; et au rapport de l'USITC, pages 23 et 24).

²²⁷ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 173 (citant la communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 33 et faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.258).

²²⁸ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 170 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.244).

²²⁹ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 175.

d) Autres causes de dommage

84. Les États-Unis considèrent que, dans sa détermination, l'USITC a dûment examiné tous les facteurs qui pouvaient raisonnablement être considérés comme suffisamment significatifs pour rompre le lien de causalité entre les importations visées et le dommage important. En outre, à leur avis, le Groupe spécial a dûment examiné les arguments de la Chine concernant les effets causals d'autres facteurs afin de déterminer si ces arguments affaiblissaient gravement la conclusion de l'USITC selon laquelle l'accroissement rapide des importations était une cause significative de dommage important pour la branche de production de pneumatiques des États-Unis.

85. En ce qui concerne les "observations générales" du Groupe spécial, les États-Unis notent qu'il ne s'agissait pas d'une composante nécessaire de la conclusion du Groupe spécial selon laquelle l'USITC a constaté avec raison que les importations en provenance de Chine avaient joué un rôle important dans les fermetures d'usines qui ont eu lieu aux États-Unis en 2006. Cependant, ces observations "mettent [assurément] en lumière les faiblesses inhérentes" des arguments de la Chine concernant le retrait volontaire de la branche de production des États-Unis de la production bas de gamme.²³⁰ Les États-Unis considèrent, par exemple, que le Groupe spécial s'est demandé avec raison pourquoi les produits importés de Chine continueraient d'être vendus à des prix significativement inférieurs à ceux des pneumatiques de fabrication nationale si, comme la Chine l'avait laissé entendre, ces produits "comblaient simplement le vide laissé par la branche de production".²³¹ Ils font valoir en outre que le dossier dont l'USITC avait été saisie montrait que la branche de production nationale ne se tournait pas vers les importations en provenance de Chine parce qu'elle avait pris une "décision volontaire de déplacer une partie de la production en Chine".²³² En revanche, la branche de production nationale se tournait vers ces importations parce qu'elle avait conclu qu'elle ne pouvait plus concurrencer les importations à bas prix en provenance de Chine. Les États-Unis concluent, par conséquent, que le fait que la branche de production nationale a dû se tourner de plus en plus vers les importations en provenance de Chine est révélateur des effets dommageables de l'accroissement rapide de ces importations.

i) *Stratégie commerciale de la branche de production nationale des États-Unis – Fermetures d'usines*

86. Les États-Unis font valoir que l'USITC disposait d'un "ample fondement factuel" pour conclure que les importations en provenance de Chine avaient joué un "rôle important" dans les décisions prises par plusieurs producteurs des États-Unis de fermer leurs installations de production

²³⁰ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 194.

²³¹ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 195.

²³² Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 199.

nationales.²³³ Par exemple, comme l'a expliqué l'USITC, "les importations de pneumatiques en provenance de Chine avaient augmenté rapidement avant que Bridgestone, Continental et Goodyear n'annoncent les fermetures d'usines de 2006 et 2008".²³⁴ En outre, le dossier indiquait que "la rude concurrence" des "pneumatiques à bas prix fabriqués ... en Chine" avait amené Bridgestone à fermer ses installations en 2006²³⁵, tandis que Goodyear avait fermé les siennes la même année en raison de la "concurrence significative des importations en provenance de Chine".²³⁶ À l'appui de leur argument, les États-Unis soutiennent que, en 2006, la Chine était la principale des deux sources d'importations de pneumatiques "à bas prix" sur le marché des États-Unis.²³⁷ En outre, entre 2004 et 2006, la part de marché des importations en provenance de Chine a progressé d'environ 4,6 points de pourcentage, contre un gain de 2,6 points de pourcentage pour les importations non visées.²³⁸ Selon les États-Unis, cela "donne à penser que les importations en provenance de Chine avaient une incidence plus significative" sur la part de marché de leur branche de production que les importations non visées.²³⁹ En outre, ces faits étayaient la conclusion de l'USITC selon laquelle les "importations à bas prix" incluaient les importations en provenance de Chine. Les États-Unis estiment par ailleurs que la question qui se posait au Groupe spécial n'était pas de savoir si les importations en provenance de Chine étaient "la seule" ou la "principale" raison du dommage important mais, plutôt, de savoir si ces importations étaient "une cause significative" d'un tel dommage.²⁴⁰

87. Les États-Unis font valoir en outre que, même si des facteurs autres que les importations visées ont eu quelque incidence sur les décisions de fermer des usines prises en 2006, cela n'affaiblit en aucune manière une conclusion selon laquelle les importations en provenance de Chine ont joué un "rôle important" dans ces décisions.²⁴¹ Bien qu'ils s'inscrivent en faux contre la constatation du Groupe spécial selon laquelle la fermeture de l'usine de Continental de Charlotte, en Caroline du Nord, n'a pas résulté de la concurrence des importations en provenance de Chine, les États-Unis rappellent la constatation du Groupe spécial selon laquelle le dossier montrait que ces importations avaient "joué un rôle significatif dans les fermetures d'usines annoncées par Bridgestone et Goodyear

²³³ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 183 (citant le rapport de l'USITC, page 26).

²³⁴ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 183 (faisant référence au rapport de l'USITC, page 26 et tableau C-1).

²³⁵ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 186.

²³⁶ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 187.

²³⁷ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 189.

²³⁸ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 190.

²³⁹ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 190.

²⁴⁰ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 191.

²⁴¹ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 192 (faisant référence au rapport de l'USITC, page 26).

en 2006".²⁴² Ces deux fermetures ont représenté une réduction de la capacité de la branche de production des États-Unis d'environ 30,1 millions de pneumatiques en 2006, ce qui, selon les États-Unis, donnait à l'USITC une justification suffisante pour conclure que la capacité globale de la branche de production des États-Unis avait été "affectée de manière significative" par les importations en provenance de Chine.²⁴³

ii) *Baisses de la demande*

88. Les États-Unis s'inscrivent en faux contre l'affirmation de la Chine selon laquelle l'USITC et le Groupe spécial ont tous deux "omis d'évaluer sérieusement" les baisses de la demande sur le marché des États-Unis comme autre cause possible de dommage pour la branche de production nationale.²⁴⁴ Ils estiment que l'USITC a constaté à juste titre que les importations visées avaient des effets dommageables indépendamment de tout dommage causé par les modifications de la demande. Dans son analyse, l'USITC a traité les facteurs qui affectaient la demande sur le marché et la façon dont la demande, mesurée d'après la consommation apparente aux États-Unis, avait varié au cours de la période couverte par l'enquête.²⁴⁵ L'USITC a constaté aussi que la demande avait "fluctué" de 2004 à 2007, mais avait ensuite fléchi considérablement en 2008 en raison de la récession. En outre, après avoir examiné l'incidence de la récession de 2008 sur l'augmentation des volumes des importations visées et sur les tendances des volumes pour la production des États-Unis et pour les importations non visées, l'USITC a déterminé que la récession de 2008 "n'indiqu[ait] pas que les importations visées n'étaient pas une cause significative de dommage important pour la branche de production".²⁴⁶

89. Les États-Unis rejettent la notion invoquée par la Chine de "baisse constante de la demande" sur le marché des pneumatiques des États-Unis au cours de la période couverte par l'enquête, notant que le dossier indiquait plutôt des "fluctu[at]ions" de la demande, la "majeure partie" de la baisse globale de la consommation ayant eu lieu pendant la récession en 2008.²⁴⁷ Ils soutiennent que les variations durant la période couverte par l'enquête n'expliquaient pas "à un degré significatif" la détérioration de la situation de la branche de production, puisque les résultats de la branche de production s'étaient constamment dégradés alors que les importations en provenance de Chine

²⁴² Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 193 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.298 à 7.310).

²⁴³ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 193.

²⁴⁴ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 200 (faisant référence à la communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 436 à 469).

²⁴⁵ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 201 (faisant référence au rapport de l'USITC, page 15).

²⁴⁶ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 202 (faisant référence au rapport de l'USITC, page 29).

²⁴⁷ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 203 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.339, et le rapport de l'USITC, page 15).

s'accroissaient constamment, indépendamment des tendances de la demande.²⁴⁸ Les États-Unis affirment en outre qu'il était raisonnable de la part de l'USITC de constater que l'accroissement des volumes des importations en provenance de Chine avait nécessairement un effet considérable sur la production de la branche, la part de marché, les ventes et les autres paramètres de la situation en 2008, qui allait bien au-delà des effets qui pouvaient être imputés à une quelconque baisse de la demande causée par la récession cette année-là.²⁴⁹

90. Les États-Unis ne sont pas d'accord avec la Chine lorsqu'elle dit que le Groupe spécial a substitué son analyse à celle de l'USITC, faisant valoir que le Groupe spécial a simplement évoqué les constatations de l'USITC et le dossier correspondant dans son analyse. Ils rejettent aussi l'argument de la Chine selon lequel cette demande "se réorientait vers toutes les importations en général, et pas uniquement vers les importations en provenance de Chine".²⁵⁰ De fait, ils soutiennent que la demande "se réorientait clairement et incontestablement vers la Chine".²⁵¹

iii) *Importations non visées*

91. Les États-Unis considèrent les arguments de la Chine relatifs à l'importance concurrentielle des importations non visées comme étant "sans fondement" et soutiennent que la Chine n'a pas identifié devant le Groupe spécial les importations non visées comme étant un "autre" facteur possible de dommage pour la branche de production nationale que l'USITC aurait dû traiter dans son analyse.²⁵² Ils estiment par conséquent qu'il est "inapproprié" de la part de la Chine de soulever cette question en appel.²⁵³

92. Les États-Unis font valoir en outre que l'USITC a traité spécifiquement la question de la présence des importations non visées sur le marché et a constaté avec raison qu'elles n'avaient pas rompu le lien de causalité entre les importations en provenance de Chine et le dommage important. Ainsi, par exemple, dans son examen des conditions de concurrence sur le marché des États-Unis, l'USITC a souligné que le "volume des importations des États-Unis en provenance de Chine s'était accru chaque année pendant la période examinée et qu'il était de 215,5 pour cent plus important en 2008 qu'en 2004".²⁵⁴ Elle a expliqué que ces tendances "contrastèrent" avec les tendances des

²⁴⁸ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 204.

²⁴⁹ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 207 (faisant référence au rapport de l'USITC, page 26).

²⁵⁰ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 210 (citant la communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 441).

²⁵¹ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 210.

²⁵² Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 216.

²⁵³ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 216.

²⁵⁴ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 219 (citant le rapport de l'USITC, page 22).

importations non visées dont le niveau quantitatif "avait diminué chaque année depuis 2005 (après une augmentation initiale en 2005) et était de 5,4 pour cent moins élevé en 2008 qu'en 2004".²⁵⁵ Les États-Unis estiment que, dans ces circonstances, il n'est pas particulièrement étonnant que l'USITC et le Groupe spécial aient conclu tous les deux que les importations non visées n'étaient pas une cause significative de dommage pour la branche de production nationale pouvant "rompre le lien" entre les importations en provenance de Chine et le dommage grave.²⁵⁶

93. Les États-Unis s'inscrivent en faux contre l'affirmation de la Chine selon laquelle, dans son analyse, le Groupe spécial a substitué de manière inadmissible son propre raisonnement à celui de l'USITC. Selon les États-Unis, le Groupe spécial s'est au contraire appuyé spécifiquement sur les constatations et le rapport de l'USITC, en soulignant les constatations de l'USITC relatives aux parts de marché et aux niveaux des prix des pneumatiques chinois, des pneumatiques des États-Unis et des pneumatiques non visés et a "examiné activement les éléments de preuve qui lui étaient présentés eu égard aux arguments des parties".²⁵⁷

94. Les États-Unis rejettent l'argument de la Chine selon lequel les importations non visées ont eu une incidence plus significative sur les prix de la branche de production nationale que sur les importations visées dans la catégorie 1 du marché du remplacement des États-Unis. Ils estiment que, en raison du degré important de substituabilité entre les pneumatiques chinois, les pneumatiques des États-Unis et les pneumatiques non visés, la vente de pneumatiques à un prix beaucoup plus bas par une source sur cette partie du marché [des] pneumatique[s] peut avoir un effet défavorable significatif sur les prix des autres concurrents sur ce segment du marché, "puisque les acheteurs peuvent utiliser le prix plus bas [des] pneumatique[s] chinois pour négocier à la baisse les prix des autres pneumatiques sur le marché".²⁵⁸ Les États-Unis soulignent en outre que la Chine s'intéresse exclusivement à un segment de l'ensemble du marché. Or, en vertu du Protocole, la question pour l'USITC n'était pas de savoir si les importations en provenance de Chine figurant dans la catégorie 1 du marché du remplacement des États-Unis avaient des effets significatifs sur les prix intérieurs dans cette seule catégorie. De fait, la question dont était saisie l'USITC était de savoir si toutes les importations de pneumatiques chinois sur le marché des États-Unis, y compris les volumes significatifs vendus dans les catégories 2 et 3 du marché du remplacement, avaient des effets

²⁵⁵ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 219 (citant le rapport de l'USITC, page 22).

²⁵⁶ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 220 (faisant référence au rapport de l'USITC, page 29; et au rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.364 à 7.367).

²⁵⁷ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 222 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.364 et 7.365).

²⁵⁸ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 223.

significatifs sur les prix intérieurs des pneumatiques sur la totalité du marché des États-Unis.²⁵⁹ De surcroît, les États-Unis soulignent que l'USITC a aussi conclu qu'il était probable que les prix bas des pneumatiques chinois dans la catégorie 2 et la catégorie 3 du marché avaient des effets non seulement sur les pneumatiques de ces catégories, mais aussi sur les pneumatiques vendus dans la catégorie 1 du marché.²⁶⁰ Ils ajoutent que, même sur le marché OEM, le dossier indique que les importations en provenance de Chine avaient accru leur part de marché, tout comme elles l'avaient fait sur l'ensemble du marché des États-Unis et avaient pris des parts de marché à la branche de production nationale dont la part avait diminué dans ce segment. Ils estiment que, dans ces circonstances, l'USITC n'était pas obligée d'effectuer une analyse plus spécifique de la concurrence exercée par les importations non visées sur le marché OEM qu'elle ne l'a fait.²⁶¹

iv) *Analyse comparative et évaluation cumulative*

95. Les États-Unis estiment que le Groupe spécial a rejeté à juste titre l'affirmation de la Chine selon laquelle l'USITC était tenue d'effectuer une analyse "cumulative" des effets des baisses de la demande, des importations non visées et de la "stratégie commerciale" alléguée de la branche de production nationale avant de pouvoir constater que les importations en provenance de Chine étaient une cause significative de dommage important.²⁶² Faisant référence au rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Accessoires de tuyauterie*, ils affirment qu'un plaignant est tenu d'identifier les "circonstances factuelles spécifiques" qui justifient le recours à une analyse cumulative dans une affaire particulière.²⁶³ En l'espèce, toutefois, la Chine n'a pas démontré qu'un examen collectif des autres facteurs était requis. Au lieu de cela, les arguments que la Chine a avancés devant le Groupe spécial consistaient "en une brève déclaration exposant sa position sur la question et en deux affirmations générales au sujet de la nécessité d'une telle analyse".²⁶⁴ Les États-Unis ajoutent que la Chine n'a pas essayé de fournir au Groupe spécial les analyses factuelles plus détaillées qui figurent dans sa communication en tant qu'appelant.²⁶⁵ Dans ces circonstances, le Groupe spécial a rejeté avec raison l'affirmation de la Chine selon laquelle l'USITC et le Groupe spécial auraient tous deux dû

²⁵⁹ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 224 (faisant référence au rapport de l'USITC, pages 23 et 24; et au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.195).

²⁶⁰ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 225 (faisant référence au rapport de l'USITC, page 27).

²⁶¹ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 226 (faisant référence au rapport de l'USITC, page 26, tableau II-2 et figure II-1).

²⁶² Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 227 et 228.

²⁶³ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 228 et 229 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphes 191 et 192).

²⁶⁴ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 229 (faisant référence à la première communication écrite de la Chine au Groupe spécial, paragraphes 235 à 238; et à la deuxième communication écrite de la Chine au Groupe spécial, paragraphes 345 à 347).

²⁶⁵ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 229 (faisant référence à la communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 495 à 500).

évaluer si les effets cumulatifs des autres facteurs étaient assez significatifs pour rompre le lien de causalité entre les importations en provenance de Chine et le dommage subi par la branche de production nationale.

96. Les États-Unis ajoutent que, comme l'USITC et le Groupe spécial l'ont conclu tous les deux, le dossier d'enquête de l'USITC montrait que la "stratégie commerciale" alléguée de la branche de production nationale n'était pas une cause de dommage pour la branche de production parce que la décision de ladite branche de réorienter l'offre des États-Unis vers la Chine avait été prise en raison de la concurrence par les prix des importations en provenance de Chine.²⁶⁶ De la même façon, comme l'USITC et le Groupe spécial l'ont aussi conclu, le dossier n'indiquait pas que les importations non visées étaient une cause significative de détérioration de la situation de la branche de production au cours de la période couverte par l'enquête. Eu égard à ces faits, les États-Unis estiment que "l'USITC et le Groupe spécial n'avaient tout simplement rien à évaluer collectivement".²⁶⁷

97. Enfin, les États-Unis rejettent l'affirmation de la Chine selon laquelle l'USITC aurait dû effectuer une "analyse comparative" des effets des importations en provenance de Chine et des effets dommageables des autres facteurs qui, d'après les allégations, causaient un dommage à la branche de production.²⁶⁸ Ils soulignent que la Chine reconnaît que "le Protocole n'exige pas lui-même que l'autorité compare ou "soupèse" les effets causals des divers facteurs relatifs au dommage les uns par rapport aux autres".²⁶⁹ En outre, la Chine paraît reconnaître que le Protocole n'exige pas de l'autorité qu'elle établisse que les importations en provenance de Chine sont la "seule", la "principale" ou "la plus importante" cause de dommage pour la branche de production nationale.²⁷⁰ La question en l'espèce n'était, par conséquent, pas de savoir si les importations en provenance de Chine étaient une cause de dommage plus importante ou plus significative que toutes autres causes alléguées. En fait, la question était de savoir si les importations en provenance de Chine étaient une cause significative, c'est-à-dire importante, de dommage important pour la branche de production nationale des États-Unis.²⁷¹

²⁶⁶ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 230 (faisant référence au rapport de l'USITC, pages 26 et 27).

²⁶⁷ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 230.

²⁶⁸ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 231 (faisant référence à la communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 480 à 482).

²⁶⁹ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 231 (faisant référence à la communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 480).

²⁷⁰ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 231.

²⁷¹ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 231.

e) Analyse intégrée

98. S'agissant de l'argument de la Chine selon lequel l'USITC a agi d'une manière inappropriée en n'effectuant pas une analyse "intégrée" du rapport entre les importations qui s'accroissaient rapidement et la situation de la branche de production nationale, les États-Unis affirment que l'analyse du lien de causalité effectuée par l'USITC expliquait précisément que l'accroissement rapide des importations en provenance de Chine était une cause significative de dommage important pour la branche de production nationale des États-Unis.²⁷² Ils font valoir en outre, comme le Groupe spécial l'a précisé, que "toute l'analyse de l'USITC visait à établir le lien manifeste entre ces importations et le dommage".²⁷³

3. Article 11 du Mémoire d'accord

99. Les États-Unis s'inscrivent en faux contre l'affirmation de la Chine selon laquelle le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord dans son examen de la détermination de l'USITC selon laquelle les importations étaient "une cause significative" de dommage important pour la branche de production nationale des États-Unis. Selon les États-Unis, les arguments de la Chine concernant son allégation au titre de l'article 11 "sont simplement une répétition de ses arguments relatifs à l'interprétation donnée par le Groupe spécial des prescriptions de fond du Protocole en ce qui concerne le lien de causalité".²⁷⁴

100. Premièrement, les États-Unis s'inscrivent en faux contre l'argument de la Chine selon lequel le Groupe spécial n'a pas examiné la totalité des éléments de preuve concernant la question du lien de causalité. Ils soutiennent que le Groupe spécial a bien traité tous les éléments de preuve et arguments qui lui avaient été soumis et que, ce faisant, il a procédé à une évaluation appropriée comme l'exige l'article 11 du Mémoire d'accord.²⁷⁵

²⁷² Communication des États-Unis en tant qu'intimé, note de bas de page 730 relative au paragraphe 231 (faisant référence à la communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 502 à 531; et au rapport de l'USITC, pages 22 à 29).

²⁷³ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, note de bas de page 730 relative au paragraphe 231.

²⁷⁴ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 232.

²⁷⁵ Les États-Unis affirment en outre que la référence faite par la Chine au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM* est inappropriée. Ils expliquent que, dans cette affaire, l'Organe d'appel a constaté que "le Groupe spécial avait examiné si certains éléments de preuve circonstanciels étaient suffisants pour établir certaines conclusions que l'autorité chargée de l'enquête n'avait pas cherché à tirer, du moins en se fondant exclusivement sur ces éléments de preuve". Les États-Unis estiment toutefois que cela "n'est pas le cas ici". (Communication des États-Unis en tant qu'intimé, note de bas de page 742 relative au paragraphe 237 (faisant référence à la communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 567, faisant à son tour référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM*, paragraphes 188 à 190))

101. Deuxièmement, les États-Unis affirment que le Groupe spécial n'a pas, comme la Chine l'allègue, délibérément négligé les éléments de preuve qui n'étayaient pas la conclusion à laquelle était arrivée l'USITC. Ils considèrent qu'il n'est pas réaliste de penser qu'un groupe spécial peut se référer à tous les éléments de preuve et qu'il doit avoir une "très grande liberté d'appréciation" pour ce qui est de la manière dont il évalue les éléments de preuve portés devant lui.²⁷⁶

102. Troisièmement, les États-Unis s'inscrivent en faux contre l'argument de la Chine selon lequel le Groupe spécial s'est appuyé sur des clarifications *a posteriori* fournies par les États-Unis ou sur l'analyse effectuée par lui et non sur celle de l'USITC. Ils soutiennent que les arguments de la Chine sont une "simple reprise" de ses arguments concernant le lien de causalité, assortie de renvois aux différentes sections de sa communication traitant des conditions de concurrence, des variations de la demande et des importations non visées.²⁷⁷ Ils soulignent toutefois que le Groupe spécial a procédé à une évaluation objective des faits dont il était saisi. En particulier, s'agissant du recours allégué à une rationalisation *a posteriori* en ce qui concerne les importations non visées, ils réaffirment que les importations non visées ont été traitées par l'USITC et faisaient partie du dossier sur lequel le Groupe spécial a fondé son analyse.

103. Quatrièmement, s'agissant de l'allégation de la Chine selon laquelle le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémoire d'accord en n'examinant pas certains arguments que la Chine avait avancés devant lui, les États-Unis estiment qu'il n'est pas nécessaire que l'Organe d'appel traite cette allégation parce qu'elle est "simplement subsidiaire" par rapport à l'argument de la Chine selon lequel le Groupe spécial n'a pas appliqué le critère de fond approprié.²⁷⁸

C. *Arguments des participants tiers*

1. Union européenne

104. L'Union européenne ne "prend [pas] position sur les faits de la cause en l'espèce", mais axe plutôt ses observations sur l'interprétation des expressions "s'accroissent rapidement" et "cause significative" figurant dans la section 16.4 du Protocole d'accession de la Chine.²⁷⁹ Elle formule aussi des observations additionnelles en relation avec les allégations de la Chine au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord.

²⁷⁶ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 239 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 138).

²⁷⁷ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 240 (faisant référence à la communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 573 à 577).

²⁷⁸ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 241.

²⁷⁹ Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 7.

105. À titre préliminaire, l'Union européenne exprime l'avis selon lequel l'appel de la Chine "dépend entièrement" de la question de savoir si le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation des expressions "s'accroissent rapidement" et une "cause significative", parce que la Chine ne conteste pas la manière dont le Groupe spécial a appliqué sa propre interprétation du droit aux faits de la cause en l'espèce.²⁸⁰ Par conséquent, selon l'Union européenne, l'Organe d'appel ne serait pas tenu d'examiner si le Groupe spécial a fait erreur dans son application du droit aux faits de la cause s'il devait confirmer l'interprétation des deux expressions donnée par le Groupe spécial. Cependant, si l'Organe d'appel devait en décider autrement, il ne devrait compléter l'analyse que si les constatations de fait du Groupe spécial ou les faits non contestés versés au dossier constituent une base suffisante pour le faire.²⁸¹

106. De plus, l'Union européenne estime que l'interprétation "distincte et plus stricte" que la Chine donne de la section 16.4 ne tient pas compte des différences les plus importantes entre cette disposition et l'*Accord sur les sauvegardes* et l'article XIX du GATT de 1994.²⁸² Elle note que, contrairement à l'article XIX du GATT de 1994, le Protocole d'accession de la Chine ne qualifie pas les mesures de "mesures d'urgence" résultant d'une "évolution imprévue des circonstances".²⁸³ De l'avis de l'Union européenne, cela indique que la section 16 du Protocole n'est pas "une mesure corrective "extraordinaire"", comme la Chine le laisse entendre.²⁸⁴ Selon l'Union européenne, cela est confirmé par le fait que la section 16.4 prévoit un critère du "dommage important" moins rigoureux que le critère du "dommage grave" applicable au titre de l'*Accord sur les sauvegardes*.²⁸⁵ Par conséquent, considéré dans le contexte approprié, l'accroissement des importations requis dans le cadre du Protocole est "moins récent, moins soudain, moins brutal et moins notable"²⁸⁶ que celui qui est requis dans le cadre de l'*Accord sur les sauvegardes* et de l'article XIX du GATT de 1994. L'Union européenne ajoute que l'objet et le but du Protocole n'étaient pas l'interprétation restrictive qu'en donne la Chine, parce que le Protocole constitue un "ensemble" unique de droits et d'obligations

²⁸⁰ Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphes 5 et 6.

²⁸¹ Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphes 5 et 6 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 235; au rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphes 222 et suivants; au rapport de l'Organe d'appel *CE – Volailles*, paragraphes 156 et suivants; au rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphes 117 et 193 et suivants; au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphes 123 et suivants; au rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphes 112 et suivants; et au rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphes 133 et suivants).

²⁸² Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 8.

²⁸³ Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 9.

²⁸⁴ Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 9.

²⁸⁵ Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 10 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 124; et au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 149).

²⁸⁶ Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 12 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 131).

imposant à la Chine des obligations qui ne sont pas imposées aux autres Membres au titre des Accords de l'OMC.²⁸⁷

107. Passant à l'interprétation de l'expression "increasing rapidly" (s'accroissent rapidement), l'Union européenne conteste le point de vue de la Chine selon lequel l'utilisation du présent progressif dans la section 16.1 et 16.4 dans la version anglaise implique que l'on s'attache à la période la plus récente couverte par l'enquête. Selon l'Union européenne, le présent progressif indique simplement que la période couverte par l'enquête doit être "récente" et que les autorités chargées de l'enquête doivent évaluer les "tendances" des importations.²⁸⁸ L'Union européenne ajoute que la section 16.1 et 16.4 doit être interprétée de manière harmonieuse et que l'Organe d'appel a constaté que le libellé semblable à celui qui figure dans la section 16.1 "n'exig[eait] *pas* qu'il soit nécessaire que les importations soient croissantes au moment de la détermination".²⁸⁹ En outre, elle ne considère pas que le terme "rapidement" implique une évaluation de "la vitesse ou du taux" d'accroissement des importations, parce que la section 16.1 et 16.4 admet clairement un accroissement rapide des importations en volume. Pour cette raison, une baisse du taux d'accroissement des importations à la fin de la période couverte par l'enquête n'empêche pas nécessairement une constatation selon laquelle les importations "s'accroissent rapidement".²⁹⁰

108. De plus, l'Union européenne note que la section 16 du Protocole n'impose aucune méthode spécifique en ce qui concerne la façon de déterminer si des importations qui s'accroissent rapidement sont "une cause significative" de dommage important. Toutefois, de l'avis de l'Union européenne, la section 16.4 inclut l'obligation d'effectuer une analyse aux fins de la non-imputation, dans la mesure où l'incidence des autres facteurs connus doit être évaluée pour déterminer si les importations qui s'accroissent rapidement peuvent constituer une cause "significative". Selon l'Union européenne, l'utilisation de l'adjectif "significative" devant le mot "cause" dans la section 16.4 n'implique pas un critère de causalité plus strict que celui qui figure aux articles 2.1 et 4.2 a) et b) de l'*Accord sur les sauvegardes*, que l'Organe d'appel a interprété comme exigeant un "rapport réel et substantiel de cause à effet" entre l'accroissement des importations et le dommage grave.²⁹¹ Par conséquent, l'argument de la Chine selon lequel l'analyse des conditions de concurrence et de la corrélation devrait être plus stricte au titre du Protocole qu'au titre de l'*Accord sur les sauvegardes* est inappropriée. L'Union

²⁸⁷ Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 14.

²⁸⁸ Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 25 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Argentine - Chaussures (CE)*, paragraphes 129 et 131).

²⁸⁹ Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 26 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Sauvegardes concernant l'acier*, paragraphe 367). (italique dans l'original)

²⁹⁰ Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 29.

²⁹¹ Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 44 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphes 67 et 69; et le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 168 et 179).

européenne ajoute que la référence à "une" cause significative implique que les importations qui s'accroissent rapidement doivent être "une cause mais non la seule ou la principale" cause de dommage important.²⁹²

109. Enfin, l'Union européenne fait observer que, si l'Organe d'appel devait infirmer la constatation formulée par le Groupe spécial sur la base d'une violation de l'article 11 du Mémoire d'accord, la Chine n'a ni demandé que l'analyse juridique soit complétée ni fourni "une description détaillée ... quant à la façon dont les faits non contestés ou les constatations de fait formulées par le Groupe spécial" permettraient à l'Organe d'appel de le faire.²⁹³

2. Japon

110. Les arguments du Japon sont axés sur l'interprétation donnée par le Groupe spécial des expressions "s'accroissent rapidement" et "une cause significative" figurant dans la section 16.4 du Protocole d'accession de la Chine.

111. Faisant référence au rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, le Japon estime qu'il faudrait donner un sens à l'utilisation du présent progressif "increasing" (s'accroissent) dans la section 16.4 et à celle du passé "increased" (accrues) dans la section 16.1.²⁹⁴ Toutefois, il considère que l'utilisation du présent progressif dans la section 16.4 ne signifie pas nécessairement que les autorités doivent s'appuyer sur "les données actuelles et ne peuvent pas s'appuyer sur [des] donnée[s] relative[s] à un moment quelconque dans le passé".²⁹⁵ Le Japon n'a pas de position spécifique en ce qui concerne la période appropriée à utiliser comme variable indicative de la situation existant en l'espèce, mais fait néanmoins observer que le Groupe spécial a effectivement examiné l'accroissement des importations de 2008 pour arriver à sa conclusion selon laquelle les importations "s'accroiss[aient] rapidement".²⁹⁶

112. En outre, le Japon n'est pas d'accord avec la Chine lorsqu'elle dit que le terme "rapidement" exige d'axer l'examen sur les taux d'accroissement des importations.²⁹⁷ Il estime que le libellé exprès figurant dans la section 16.4 selon lequel l'accroissement peut être évalué "en termes absolus ou

²⁹² Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 46. (italique dans l'original)

²⁹³ Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 49 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires visant les DRAM*, paragraphe 197; et au rapport de l'Organe d'appel *Japon – DRAM (Corée)*, paragraphe 142).

²⁹⁴ Communication du Japon en tant que participant tiers, paragraphes 3 et 4 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 558).

²⁹⁵ Communication du Japon en tant que participant tiers, paragraphe 5.

²⁹⁶ Communication du Japon en tant que participant tiers, paragraphe 6 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.93).

²⁹⁷ Communication du Japon en tant que participant tiers, paragraphe 10.

relatifs" affaiblit les arguments de la Chine à cet égard.²⁹⁸ De l'avis du Japon, l'expression "en termes absolus ou relatifs" figurant dans la section 16.4 indique que l'évaluation pourrait être fondée soit sur un accroissement absolu des volumes d'importation au cours d'une certaine période, soit sur un accroissement des importations visées par rapport à d'autres sources, telles que la production nationale ou les importations en provenance d'autres pays.²⁹⁹

113. Le Japon soutient en outre que l'interprétation de la Chine va au-delà du sens ordinaire de l'expression "a significant cause" (une cause significative) et par conséquent "exagère" la prescription relative au lien de causalité énoncée dans la section 16.4.³⁰⁰ À son avis, l'article "une" indique que les importations en provenance de Chine peuvent être l'un des divers facteurs qui causent un dommage important à la branche de production nationale.³⁰¹ Le Japon note en outre que le Groupe spécial *CE – Mesures compensatoires visant les semi-conducteurs pour DRAM* a interprété le terme anglais "significant" comme désignant "plus qu'un simple mouvement nominal ou marginal".³⁰² Il considère qu'une détermination du point de savoir si des importations apportent "plus qu'un[e] simple [contribution] nominal[e] ou marginal[e]" au dommage important ne peut être faite que dans le cas où l'autorité chargée de l'enquête examine les effets des autres facteurs.³⁰³ Toutefois, comme le Protocole n'énonce pas de méthode particulière pour procéder à cette évaluation, il suffit que l'autorité chargée de l'enquête fournisse une explication motivée et adéquate pour constater que les effets des importations en provenance de Chine sur la branche de production nationale sont "plus qu[e] simple[ment] [] nomin[aux] ou margin[aux]".³⁰⁴

114. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, la Turquie et le Viet Nam n'ont pas déposé de communications en tant que participants tiers, mais ont assisté à l'audience tenue dans le cadre du présent appel.

III. Questions soulevées dans le présent appel

115. Les questions soulevées dans le présent appel sont les suivantes, à savoir:

- a) si le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'USITC avait dûment déterminé que les importations visées "s'accroiss[ai]ent rapidement" au sens de la section 16.4 du Protocole d'accession de la Chine; et

²⁹⁸ Communication du Japon en tant que participant tiers, paragraphe 11.

²⁹⁹ Communication du Japon en tant que participant tiers, paragraphe 11.

³⁰⁰ Communication du Japon en tant que participant tiers, paragraphe 16.

³⁰¹ Communication du Japon en tant que participant tiers, paragraphe 16.

³⁰² Communication du Japon en tant que participant tiers, paragraphe 18 (citant le rapport du Groupe spécial *CE – Mesures compensatoires visant les semi-conducteurs pour DRAM*, paragraphe 7.307).

³⁰³ Communication du Japon en tant que participant tiers, paragraphe 20.

³⁰⁴ Communication du Japon en tant que participant tiers, paragraphe 21.

- b) si le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'USITC avait dûment établi que l'accroissement rapide des importations en provenance de Chine était "une cause significative" de dommage important pour la branche de production nationale des États-Unis au sens de la section 16.4 du Protocole, et en particulier:
 - i) si le Groupe spécial a fait erreur en constatant qu'il n'y avait pas d'erreur dans l'évaluation par l'USITC des conditions de concurrence sur le marché des États-Unis;
 - ii) si le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'USITC était en droit de s'appuyer sur la corrélation globale entre l'accroissement rapide des importations et la baisse des facteurs relatifs au dommage;
 - iii) si le Groupe spécial a fait erreur en constatant que la Chine n'avait pas établi que, dans son analyse, l'USITC avait indûment imputé le dommage causé par d'autres facteurs aux importations visées; et
 - iv) si, pour parvenir à ces constatations, le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord.

IV. Introduction

116. Avant de commencer notre analyse des questions de droit et des interprétations du droit qui font l'objet du présent appel, nous présentons brièvement les dispositions pertinentes du Protocole d'accession de la République populaire de Chine à l'OMC ("Protocole" ou "Protocole d'accession de la Chine").³⁰⁵

A. *Protocole d'accession de la Chine et autres Accords de l'OMC*

117. L'appel formé par la Chine porte principalement sur les disciplines qui s'appliquent au titre de la section 16 du Protocole d'accession de la Chine pour l'application d'un mécanisme de sauvegarde transitoire par produit, et sur l'évaluation par le Groupe spécial du point de savoir si la Commission du commerce international des États-Unis (l'"USITC") a déterminé à juste titre que les importations de certains pneumatiques pour véhicules de tourisme et camions légers en provenance de Chine ("importations visées") "s'accroiss[ai]ent rapidement", de sorte qu'elles étaient "une cause significative" de dommage important au sens de la section 16.4 du Protocole.

³⁰⁵ WT/L/432.

118. La section 1.2 du Protocole d'accession de la Chine dispose que celui-ci "fera partie intégrante"³⁰⁶ de l'*Accord sur l'OMC*. En tant que telles, les règles coutumières d'interprétation du droit international public codifiées aux articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne sur le droit des traités* (la "*Convention de Vienne*")³⁰⁷, sont, conformément à l'article 3.2 du Mémoire d'accord, applicables en l'espèce pour clarifier le sens de la section 16.1 et 16.4 du Protocole.³⁰⁸

119. La section 16.1 et 16.4 du Protocole d'accession de la Chine dispose ce qui suit:

1. Dans les cas où des produits d'origine chinoise sont importés sur le territoire d'un Membre de l'OMC en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'ils causent ou menacent de causer une désorganisation du marché pour les producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrents, le Membre de l'OMC ainsi affecté pourra demander l'ouverture de consultations avec la Chine en vue d'arriver à une solution mutuellement satisfaisante, y compris pour déterminer si le Membre de l'OMC affecté devrait demander à appliquer une mesure au titre de l'Accord sur les sauvegardes. Toute demande de ce genre sera notifiée immédiatement au Comité des sauvegardes.
4. Il y aura désorganisation du marché toutes les fois que les importations d'un article, similaire ou directement concurrent par rapport à un article produit par la branche de production nationale, s'accroissent rapidement, en termes absolus ou relatifs, de manière à être une cause significative de dommage important ou de menace de dommage important pour la branche de production nationale. Pour déterminer s'il existe une désorganisation du marché, le Membre de l'OMC affecté prendra en considération des facteurs objectifs, y compris le volume des importations, l'effet des importations sur les prix des articles similaires ou directement concurrents, et l'effet de ces importations sur la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents.

120. La section 16 du Protocole d'accession de la Chine énonce les conditions relatives à l'imposition d'une mesure de sauvegarde par produit aux importations en provenance de Chine et prévoit que l'application de ce mécanisme de sauvegarde transitoire prendra fin 12 ans après la date d'accession de la Chine, c'est-à-dire en décembre 2013. Le libellé de la section 16 du Protocole

³⁰⁶ Ce libellé correspond à celui de l'article II:7 du GATT de 1994 et de l'article XX:3 de l'*Accord général sur le commerce des services* ("AGCS"). En particulier, l'article II:7 du GATT de 1994 dispose ce qui suit: "Les listes annexées au présent Accord font partie intégrante de la partie I de cet Accord." De même, l'article XX:3 de l'AGCS dispose ce qui suit: "Les listes d'engagements spécifiques seront annexées au présent Accord et feront partie intégrante de cet Accord."

³⁰⁷ Faite à Vienne le 23 mai 1969, 1155 UNTS 331; 8 International Legal Materials 679.

³⁰⁸ Voir le Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 18; et le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 35.

ressemble dans une certaine mesure à celui que l'on trouve dans les dispositions d'autres Accords de l'OMC, tels que l'*Accord sur les sauvegardes*. Il y a cependant entre la section 16 du Protocole et les dispositions pertinentes des autres Accords de l'OMC des différences textuelles et contextuelles importantes qui éclaireront notre analyse interprétative. Au vu de ces différences, et comme nous l'expliquons plus en détail ci-après, nous considérons que la section 16.1 et 16.4 du Protocole établit pour l'imposition de mesures de sauvegarde un critère distinct des critères qui sont énoncés dans les autres Accords de l'OMC.³⁰⁹

121. Une analyse des obligations particulières énoncées dans la section 16 du Protocole d'accession de la Chine doit commencer par les termes effectivement utilisés dans le Protocole lui-même, y compris les expressions "s'accroissent rapidement" et "une cause significative", et doit être axée sur ces termes. Les dispositions des autres Accords de l'OMC fournissent un contexte, au sens de l'article 31 1) et 2) de la *Convention de Vienne*, pour l'interprétation de la section 16.1 et 16.4 du Protocole.³¹⁰ Ce contexte est pertinent dans la mesure où il éclaire les questions d'interprétation qui se posent en l'espèce.³¹¹

B. Critère d'examen

122. La partie pertinente de l'article 11 du Mémoire d'accord dispose ce qui suit:

... un groupe spécial devrait procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions, et formuler d'autres constatations propres à aider l'ORD à faire des recommandations ou à statuer ainsi qu'il est prévu dans les accords visés.

123. L'article 11 du Mémoire d'accord énonce le critère d'examen applicable dans les procédures de groupe spécial dans le cadre de l'OMC. Il est bien établi que, pour examiner une détermination faite par l'autorité chargée de l'enquête, un groupe spécial ne doit ni procéder à un examen *de novo*, ni simplement s'en remettre aux conclusions de l'autorité chargée de l'enquête. Au lieu de cela, il devrait examiner si les conclusions auxquelles est parvenue l'autorité chargée de l'enquête sont motivées et adéquates compte tenu des éléments de preuve versés au dossier et d'autres explications plausibles.³¹² L'examen par un groupe spécial des conclusions de l'autorité chargée de

³⁰⁹ Voir, *infra*, paragraphes 130 à 139 et 175 à 184 du présent rapport.

³¹⁰ Rapports de l'Organe d'appel *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 151.

³¹¹ Rapports de l'Organe d'appel *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 151.

³¹² Voir le rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphes 119 à 121; le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Fils de coton*, paragraphes 74 à 78; le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis –*

l'enquête doit être critique, et être fondé sur les renseignements contenus dans le dossier et les explications données par l'autorité dans son rapport publié.³¹³ Comme l'a expliqué l'Organe d'appel, ce qui est "adéquat" dépend des faits et circonstances propres au cas d'espèce et des allégations formulées.³¹⁴ Dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, l'Organe d'appel a donné des indications sur la façon dont les groupes spéciaux devaient évaluer les conclusions des autorités nationales chargées de l'enquête au titre de l'article 4:2 a) de l'*Accord sur les sauvegardes*:

En particulier, un groupe spécial doit constater qu'une explication n'est pas motivée ou qu'elle n'est pas adéquate si une *autre explication* des faits est plausible et que l'explication donnée par les autorités compétentes ne lui semble pas adéquate au vu de cette autre explication. Ainsi, lorsqu'ils procèdent à une "évaluation objective" d'une allégation formulée au titre de l'article 4:2 a), les groupes spéciaux doivent envisager la possibilité que l'explication donnée par les autorités compétentes ne soit pas motivée ou ne soit pas adéquate.³¹⁵ (italique dans l'original)

124. Pour énoncer le critère d'examen qu'il a appliqué en l'espèce, le Groupe spécial a mentionné et cité les indications susmentionnées de l'Organe d'appel et a fait certaines déclarations additionnelles. Chose importante, il a rappelé que le critère d'examen devant être appliqué par un groupe spécial dans une affaire donnée dépendait aussi des dispositions de fond de l'accord spécifique visé dont il est question dans le différend et que, par conséquent, ce critère "[devait] se comprendre à la lumière des obligations énoncées dans l'accord visé invoqué dans chaque affaire".³¹⁶ Le Groupe spécial a noté que, au titre de la section 16.4 du Protocole d'accession de la Chine, l'autorité chargée de l'enquête devait "prendr[e] en considération des facteurs objectifs" pour déterminer s'il y avait désorganisation du marché, et que, au titre de la section 16.5, le Membre importateur "donnera[it] notification par écrit de la décision d'appliquer une mesure, y compris les raisons de cette mesure".³¹⁷ Le Groupe spécial a relevé en outre que "le critère d'examen d'un groupe spécial [était] nécessairement distinct des obligations de fond et de procédure de l'autorité chargée de l'enquête".³¹⁸ Sur cette base, il a considéré

Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM, paragraphes 183 et 186 à 188; le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 55; le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 101 et 105 à 108; le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Sauvegardes concernant l'acier*, paragraphe 299; le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphes 160 et 161; le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 93; et le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping compensateurs (Chine)*, paragraphe 516.

³¹³ Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 106.

³¹⁴ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 93.

³¹⁵ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 106.

³¹⁶ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.15 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM*, paragraphe 184).

³¹⁷ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.18.

³¹⁸ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.18.

que, pour examiner si le raisonnement de l'USITC était adéquat, le groupe spécial devait "évaluer si le raisonnement qu'elle a[vait] présenté dans sa détermination sembl[ait] adéquat au vu des autres explications plausibles que la Chine a[vait] avancées dans [cette] procédure au sujet des éléments de preuve ou des données versés au dossier".³¹⁹ L'USITC a rendu une détermination positive selon laquelle certains pneumatiques pour véhicules de tourisme et camions légers en provenance de Chine étaient importés aux États-Unis en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'ils causaient une désorganisation du marché.³²⁰ En l'espèce, le Groupe spécial devait donc évaluer si l'USITC avait fourni une explication motivée et adéquate à l'appui de cette détermination.³²¹

125. Les participants ne contestent pas l'énonciation par le Groupe spécial du critère d'examen devant être appliqué pour évaluer les allégations formulées au titre de la section 16 du Protocole. Dans son appel, la Chine affirme plutôt que le Groupe spécial a fait erreur dans son *application* du critère d'examen prescrit par l'article 11 du Mémoire d'accord et précisé par l'Organe d'appel dans des différends antérieurs.³²²

V. Accroissement des importations

126. Dans ce contexte, nous passons aux questions soulevées par la Chine dans le présent appel. Nous commençons notre analyse par l'allégation de la Chine selon laquelle le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'USITC avait dûment déterminé que les importations visées "s'accroiss[aient] rapidement" au sens de la section 16.4 du Protocole d'accession de la Chine. Comme la Chine et les États-Unis émettent des avis contradictoires sur l'interprétation correcte de l'expression "s'accroissent

³¹⁹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.18 (faisant référence, entre autres, au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 106).

³²⁰ Rapport de l'USITC, page 29.

³²¹ Rapport de l'USITC, page 29. Comme il a été noté plus haut dans la note de bas de page 4 du présent rapport, la détermination de l'USITC, les avis des commissaires de l'USITC et le "rapport des services de l'USITC" contenant les renseignements et les données réunis par le personnel de l'USITC dans le cadre de l'enquête sont exposés dans *Certain Passenger Vehicle and Light Truck Tires from China*, Investigation No. TA-421-7, USITC Publication 4085 (July 2009) (pièce US-1 présentée au Groupe spécial) (le "rapport de l'USITC"). Les six commissaires de l'USITC ont constaté que les importations visées en provenance de Chine "s'accroiss[aient] rapidement" et que la branche de production de pneumatiques des États-Unis subissait "un dommage important" (rapport de l'USITC, pages 12, 18 et 45). Toutefois, deux des six commissaires de l'USITC ont constaté qu'il n'y avait pas de désorganisation du marché parce que les importations visées en provenance de Chine n'étaient pas une cause significative du dommage important pour la branche de production nationale. (*Ibid.*, page 45) Ces deux commissaires ont présenté des avis divergeants de la décision de la majorité des commissaires de l'USITC. La détermination rendue par l'USITC, les avis de la majorité et les opinions séparées des commissaires dissidents étaient accompagnés du rapport des services de l'USITC. Nous examinons la pertinence des opinions séparées des commissaires dissidents de l'USITC et les renseignements et données figurant dans le rapport des services de l'USITC aux paragraphes 210 et 325 du présent rapport, respectivement.

³²² La Chine fait référence, par exemple, au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM*, paragraphe 189; au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 148 et 149; au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphes 160 à 162; et au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping compensateurs (Chine)*, paragraphe 526. (Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 557 à 564)

rapidement" figurant dans la section 16.4, nous jugeons utile de traiter le sens de ce critère juridique avant de passer aux questions spécifiques soulevées par la Chine en appel.

A. *Sens de l'expression "s'accroissent rapidement"*

127. La Chine allègue que l'emploi du présent progressif "increasing" (s'accroissent) dans le texte anglais exige que les autorités chargées de l'enquête axent leur examen sur le passé le plus récent, alors que le sens ordinaire du terme "rapidement" implique d'axer l'examen sur les taux d'accroissement des importations.³²³ Selon la Chine, la section 16.4 fournit un sens spécifique pour la formulation plus générale, "en quantités tellement accrues", figurant dans la section 16.1 du Protocole. La Chine soutient que les importations doivent "s'accr[oître] rapidement, et non pas simplement se trouver dans un "état "accru"". ³²⁴ Elle oppose aussi le critère "s'accroissent rapidement" énoncé dans la section 16.4 aux critères énoncés dans les autres Accords de l'OMC, qui utilisent tous le passé pour prévoir une évaluation des accroissements antérieurs – et non pas actuels – des importations.³²⁵

128. La Chine souligne en outre que l'objet et le but du Protocole étayent son affirmation selon laquelle la section 16.4 prévoit un critère plus rigoureux pour les accroissements des importations que les autres Accords de l'OMC. Elle note la reconnaissance par l'Organe d'appel du fait que les mesures prévues dans l'*Accord sur les sauvegardes* sont "exceptionnelles" parce qu'elles limitent le commerce "loyal".³²⁶ Elle souligne que le Protocole permet de la même façon la restriction du commerce "loyal"; toutefois, à la différence de l'*Accord sur les sauvegardes*, il permet également de déroger au principe de la nation la plus favorisée ("NPF"), parce qu'il prévoit l'application de mesures restrictives pour le commerce exclusivement à l'encontre de la Chine. Selon la Chine, il doit être tenu compte de ce caractère ""extra"-extraordinaire" des mesures prévues dans le Protocole dans l'interprétation du critère distinct "s'accroissent rapidement" prévu dans la section 16.4.³²⁷

129. Les États-Unis répondent que le texte de la section 16.4 n'étaye pas le critère "s'accroissent rapidement" énoncé par la Chine. Selon les États-Unis, l'absence de toute période d'enquête explicitement prescrite dans la section 16.4 donne à penser que les autorités chargées de l'enquête ont le pouvoir discrétionnaire de choisir une période quelconque, sous réserve que cette période permette d'évaluer les accroissements des importations pendant une "période récente".³²⁸ Ils font valoir en outre que le sens ordinaire du terme "rapidement" ("à une grande vitesse, vite") n'exprime pas une

³²³ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 58 et 59.

³²⁴ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 63.

³²⁵ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 64 à 66.

³²⁶ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 81 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphes 94 et 95).

³²⁷ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 84.

³²⁸ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 46.

"notion comparative ou relative"³²⁹ et que, pour cette raison, les taux d'accroissement des importations ne sont pas pertinents. Selon les États-Unis, les critères pour les accroissements des importations établis par les autres accords visés diffèrent considérablement du critère spécifique prévu par le Protocole et ont, par conséquent, une pertinence contextuelle limitée.³³⁰

130. En outre, les États-Unis font valoir que l'objet et le but du Protocole n'étaient pas l'existence d'un "critère plus élevé" pour les accroissements des importations.³³¹ Selon les États-Unis, la conclusion de l'Organe d'appel selon laquelle une mesure de sauvegarde est une "mesure corrective exceptionnelle" découle de la référence expresse aux "mesures d'urgence" et à "l'évolution imprévue des circonstances" qui figure dans le texte de l'article XIX du GATT de 1994, et ni l'une ni l'autre expressions ne sont présentes dans le texte de la section 16 du Protocole.³³² Les États-Unis soulignent aussi que le seuil du "dommage important" prévu dans le Protocole est plus bas que celui du "dommage grave" prévu dans l'*Accord sur les sauvegardes*, ce qui affaiblit l'argument de la Chine selon lequel le Protocole prévoit un critère plus rigoureux pour les accroissements des importations que l'*Accord sur les sauvegardes*.³³³

131. La section 16.1 énonce les conditions générales pour l'imposition de mesures de sauvegarde par produit prévues dans la section 16 du Protocole. Elle établit que ces mesures peuvent être appliquées dans les cas "où des produits d'origine chinoise sont importés sur le territoire d'un Membre de l'OMC en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'ils causent ou menacent de causer une désorganisation du marché pour les producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrents".

132. La section 16.4 précise dans les termes suivants les conditions dans lesquelles il y aura "désorganisation du marché" au sens de la section 16.1:

Il y aura désorganisation du marché toutes les fois que les importations d'un article, similaire ou directement concurrent par rapport à un article produit par la branche de production nationale, *s'accroissent rapidement*, en termes absolus ou relatifs, de manière à être une cause de dommage important ou de menace de dommage important pour la branche de production nationale. Pour déterminer s'il existe une désorganisation du marché, le Membre de l'OMC affecté prendra en considération des facteurs objectifs, y compris le volume des importations, l'effet des importations sur les prix des

³²⁹ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 62 (faisant référence à la communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 113, 117 et 118).

³³⁰ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 64 à 68.

³³¹ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 52.

³³² Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 53.

³³³ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 54.

articles similaires ou directement concurrents, et l'effet de ces importations sur la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents. (pas d'italique dans l'original)

133. La première phrase de la section 16.4 établit donc qu'il y aura désorganisation du marché lorsque les trois conditions ci-après sont remplies. Premièrement, les importations en provenance de Chine "s'accroissent rapidement, en termes absolus ou relatifs". Deuxièmement, la branche de production nationale produisant les produits similaires ou directement concurrents subit un dommage important ou une menace de dommage important. Troisièmement, les importations qui s'accroissent rapidement sont "une cause significative" de dommage important ou de menace de dommage important pour la branche de production nationale. Cette partie de l'appel de la Chine concerne seulement la première condition, qui constitue une prescription de seuil pour déterminer l'existence d'une "désorganisation du marché" au sens de la section 16.1 et 16.4 du Protocole.

134. Nous commençons notre analyse par le sens ordinaire de l'expression "s'accroissent rapidement". Le sens ordinaire du verbe "increase" (s'accroître) est "make or become greater in size, amount, duration or degree" (rendre ou devenir plus grand en taille, en quantité ou en degré).³³⁴ Comme le note la Chine, s'agissant de préciser les conditions auxquelles les produits "sont importés en quantités tellement accrues" au sens de la section 16.1, la section 16.4 utilise le présent progressif "are increasing". À notre avis, l'utilisation du présent progressif "are increasing" (s'accroissent) connote des accroissements des importations qui continuent encore actuellement.³³⁵ Elle donne aussi à penser que les importations suivent une tendance à la hausse, en ce sens qu'elles se sont accrues dans le passé et continuent de s'accroître actuellement.

135. La première phrase de la section 16.4 emploie l'adverbe "rapidement" pour décrire la nature des accroissements des importations qui pourraient donner lieu à une "désorganisation du marché". Le sens ordinaire du terme "rapid" (rapide) est "with great speed, swift, developed or completed within a short time" (à une grande vitesse, vite, qui s'est développé ou achevé dans un court laps de temps).³³⁶ Par conséquent, l'adverbe "rapidement" fait référence à la fois à la vitesse à laquelle cet accroissement intervient et au court laps de temps dans lequel il le fait. Par conséquent, le sens ordinaire de l'expression "s'accroissent rapidement" semble donner à penser que les importations

³³⁴ *Shorter Oxford English Dictionary*, 5^{ème} éd., W.R. Trumble, A. Stevenson (éds) (Oxford University Press, 2002), Vol. 1, page 1350.

³³⁵ Toutefois, comme nous le notons *infra* au paragraphe 147, puisque les autorités chargées de l'enquête n'ont pas accès aux données relatives aux importations en temps réel, elles doivent examiner les importations sur une période suffisamment récente, qui sert de variable de remplacement pour les importations actuelles.

³³⁶ *Shorter Oxford English Dictionary*, 5^{ème} éd., W.R. Trumble, A. Stevenson (éds) (Oxford University Press, 2002), Vol. 2, page 2465.

deviennent actuellement plus importantes en quantité ou en degré, à une grande vitesse ou vite et dans un laps court de temps.

136. La section 16.4 dispose en outre qu'il y aura désorganisation du marché dans les cas où les importations s'accroîtront rapidement "*en termes absolus ou relatifs*". Cela donne à penser qu'un accroissement en termes absolus ou relatifs peut être pertinent pour déterminer si les importations s'accroissent "rapidement" au sens de cette disposition. À notre avis, il y a accroissement rapide en termes *absolus* lorsque le volume des importations s'accroît d'une façon notable dans un court laps de temps. La section 16.4 ne fournit aucune indication expresse quant aux points de repère qui peuvent être utilisés pour évaluer si les importations "s'accroissent rapidement" en termes *relatifs*. Toutefois, dans la mesure où la section 16.4 définit la "désorganisation du marché" en faisant référence aux importations qui s'accroissent rapidement "de manière à être une cause significative de dommage important ... pour la branche de production nationale", tout point de repère qui compare les accroissements des importations en provenance de Chine avec les indicateurs pertinents de la branche de production nationale, tels que la consommation (c'est-à-dire la part de marché) ou la production, pourrait être approprié. Par conséquent, les importations s'accroîtront "rapidement" en termes *relatifs* lorsque la part des importations en provenance de Chine par rapport à la consommation ou aux autres points de repère pertinents s'accroîtra de façon notable dans un court laps de temps.

137. La section 16.4 doit être lue conjointement avec la section 16.1, qui établit qu'il peut y avoir désorganisation du marché dans le cas où les produits en provenance de Chine "sont importés ... en quantités tellement accrues" qu'elles causent une désorganisation du marché. À notre avis, la section 16.1 comprend deux éléments distincts qui sont pertinents pour l'interprétation de la section 16.4. Premièrement, la section 16.1 exige que les produits chinois "[soient] importés". Le fait que la section 16.1, comme la section 16.4, emploie, dans le texte anglais, le présent progressif renforce encore notre conclusion selon laquelle l'expression "s'accroissent rapidement" figurant dans la section 16.4 connote des accroissements des importations qui continuent actuellement. Une formulation semblable figurant à l'article 2:1 de l'*Accord sur les sauvegardes* ("est importée") a été interprétée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)* comme supposant que l'accroissement des importations "doit avoir été soudain et récent".³³⁷

138. Deuxièmement, la section 16.1 établit que les importations en provenance de Chine sont importées "*en quantités tellement accrues*" qu'elles causent une désorganisation du marché. La référence aux "quantités *accrues*" suggère une évaluation comparative, en ce sens que les importations doivent être devenues plus importantes qu'elles ne l'étaient antérieurement. Le terme "tellement",

³³⁷ Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 130.

quant à lui, établit une prescription de seuil en ce qui concerne l'importance ou le degré des accroissements des importations qui pourraient causer une désorganisation du marché au sens de la section 16.1. La désorganisation du marché au sens de la section 16.1 se produit non pas simplement lorsque les produits chinois sont importés en "quantités accrues" mais, en fait, lorsqu'ils le sont "en quantités *tellement* accrues" qu'ils causent une désorganisation du marché. Cela donne à penser, à notre avis, que, pour causer une désorganisation du marché, les importations doivent se situer à des niveaux notablement plus élevés qu'elles ne le faisaient antérieurement.³³⁸

139. Enfin, le critère "s'accroissent rapidement" énoncé dans la section 16.4 doit être interprété d'une manière compatible avec l'objet et le but du Protocole, tels qu'ils figurent dans la section 16 de celui-ci. Cet objet et ce but consistent à accorder une protection temporaire aux branches de production nationales qui peuvent être exposées à une désorganisation du marché à la suite d'un accroissement rapide des importations de produits similaires ou directement concurrents en provenance de Chine, sous réserve des conditions et modalités prévues dans la section 16. Considérée sous cet angle, la section 16.4 établit un équilibre particulier et distinct entre, d'une part, les importations qui s'accroissent d'une façon notable dans un court laps de temps et, d'autre part, le niveau requis de dommage pour la branche de production nationale ("dommage important") et le lien de causalité entre les importations qui s'accroissent rapidement et le dommage important pour la branche de production nationale (les importations qui s'accroissent rapidement doivent être une "cause significative" de dommage important).

140. En résumé, les importations en provenance de Chine "s'accroissent rapidement" au sens de la section 16.4 du Protocole lorsqu'elles s'accroissent à une grande vitesse ou vite, en termes relatifs ou absolus. Ces accroissements des importations doivent se produire pendant une période courte et récente et doivent être d'une importance relative ou absolue suffisante de manière à constituer une cause significative de dommage important pour la branche de production nationale.

³³⁸ Dans le même ordre d'idées, l'Organe d'appel a constaté, dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*, que l'expression "en quantités *tellement* accrues" figurant à l'article 2:1 de l'*Accord sur les sauvegardes* et à l'article XIX:1 a) du GATT de 1994 impliquait une prescription de seuil minimale pour le niveau des importations qui suffiraient à causer un "dommage grave" au sens de ces dispositions. En particulier, l'Organe d'appel a constaté ce qui suit:

... *n'importe quel* accroissement des quantités d'importations ne suffit pas. Pour que cette condition requise pour appliquer une mesure de sauvegarde soit remplie, il faut des importations "en quantités *tellement* accrues" qu'elles causent ou menacent de causer un dommage grave à la branche de production nationale. Et ce langage ... exige, selon nous, que l'accroissement des importations ait été assez récent, assez soudain, assez brutal et assez important, à la fois en quantité et en qualité, pour causer ou menacer de causer un "dommage grave".

(Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 131) (italique dans l'original)

B. *Allégations d'erreur formulées par la Chine concernant l'expression "s'accroissent rapidement"*

141. Ayant à l'esprit ces indications en matière d'interprétation, nous passons aux questions spécifiques soulevées par la Chine en appel. La Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'USITC avait dûment déterminé que les importations visées remplissaient le critère "s'accroissent rapidement" énoncé dans la section 16.4 du Protocole d'accession de la Chine. Elle fait valoir pour l'essentiel qu'une baisse du *taux* d'accroissement des importations visées pendant la dernière année de la période 2004-2008 couverte par l'enquête indiquait que les importations ne "s'accroiss[ai]ent" [pas] rapidement" au sens de la section 16.4. Elle développe, à l'appui de cette affirmation, trois arguments conçus comme des allégations d'erreur parallèles concernant l'interprétation et l'application par le Groupe spécial de l'expression "s'accroissent rapidement" figurant dans la section 16.4 du Protocole.

1. Accroissements des importations les plus récents

142. Premièrement, la Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de la section 16.4 du Protocole en constatant que l'USITC n'était pas tenue d'axer son analyse sur les tendances des importations pendant la période *la plus récente*, en l'espèce l'année 2008. Elle fait valoir que l'emploi, dans la version anglaise, du présent progressif "increasing" dans la section 16.4 exige de se concentrer sur le passé le plus récent et que le Groupe spécial a fait erreur en ne faisant pas de distinction entre les importations qui "s'accroissent" (section 16.4) et les importations "accrues" (section 16.1).³³⁹ Elle ajoute que l'utilisation par le Groupe spécial des indications contextuelles figurant à l'article 2:1 de l'*Accord sur les sauvegardes* était malvenue, dans la mesure où cette disposition est clairement axée sur les accroissements des importations passés, et non pas actuels.³⁴⁰ Elle soutient en outre que le libellé plus spécifique de la section 16.4 devrait l'emporter sur le libellé plus général de la section 16.1 et qu'interpréter les termes "s'accroissent" comme exigeant un examen axé sur la période la plus récente est la seule interprétation qui peut être conciliée avec les deux dispositions.³⁴¹

143. De plus, la Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur dans son application du critère "s'accroissent rapidement" énoncé dans la section 16.4 en confirmant indûment l'évaluation par l'USITC des accroissements des importations sur l'ensemble de la période 2004-2008 couverte par l'enquête. Selon la Chine, ni l'USITC ni le Groupe spécial n'ont expliqué d'une manière adéquate pourquoi les accroissements des importations sur toute la période de cinq ans couverte par l'enquête

³³⁹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 94.

³⁴⁰ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 100.

³⁴¹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 102 et 104.

étaient pertinents pour déterminer que les importations "s'accroiss[aient] rapidement" ni pourquoi il fallait leur accorder une importance égale à celle des tendances les plus récentes des importations.³⁴² La Chine soutient en outre que l'USITC n'a pas fourni d'explication concernant de sa conclusion selon laquelle les accroissements des importations étaient "importants, rapides et constants" en 2008 et selon laquelle le Groupe spécial a comblé cette lacune en effectuant sa propre analyse de l'accroissement de 2008 considéré isolément.³⁴³

144. Les États-Unis répondent que le Groupe spécial a conclu à juste titre que l'USITC n'était pas tenue d'axer son analyse sur les accroissements des importations les plus récents. Pour les États-Unis, l'absence de toute période d'enquête explicitement requise dans la section 16.4 donne à penser que les autorités chargées de l'enquête ont le pouvoir discrétionnaire de choisir une période quelconque, sous réserve que cette période permette d'évaluer les accroissements des importations pendant une "période récente".³⁴⁴ Ils rejettent l'argument de la Chine selon lequel la section 16.4 devrait l'emporter sur la section 16.1 et font valoir en revanche que l'interprétation du Groupe spécial a donné effet à la fois à la section 16.1 et à la section 16.4 du Protocole.³⁴⁵

145. Les États-Unis soutiennent en outre que, contrairement à ce qu'affirme la Chine, l'USITC et le Groupe spécial ont bien examiné tous les deux les données relatives aux importations de 2008 pour arriver à la conclusion que les accroissements des importations à la fin de la période couverte par l'enquête avaient été "importants, constants et rapides".³⁴⁶ Dans son analyse, l'USITC a indiqué que la "quantité" et la "valeur agrégée" les plus élevées des importations visées se situaient en 2008.³⁴⁷ Les États-Unis soulignent en outre que l'USITC a aussi indiqué dans son raisonnement que les deux "accroissements annuels" les plus marqués, en ce qui concerne le rapport entre les "importations visées et la production des États-Unis" et "la part de marché des importations en provenance de Chine" avaient eu lieu à la fin de la période, en 2007 et 2008".³⁴⁸

146. Nous ne sommes pas persuadés que l'utilisation du présent progressif "are increasing" dans la section 16.4 du Protocole exige des autorités chargées de l'enquête qu'elles s'intéressent exclusivement aux accroissements des importations qui ont eu lieu dans le passé le *plus* récent. Comme nous l'avons

³⁴² Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 132 à 134.

³⁴³ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 136.

³⁴⁴ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 46 et 47 (citant le rapport du groupe spécial, paragraphe 7.88).

³⁴⁵ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 51.

³⁴⁶ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 55 (faisant référence au rapport de l'USITC, page 12).

³⁴⁷ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 55 (faisant référence au rapport de l'USITC, page 12).

³⁴⁸ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 55 (faisant référence au rapport de l'USITC, page 12).

noté plus haut, l'utilisation du présent progressif à la fois dans la section 16.4 ("are increasing") et dans la section 16.1 ("are being imported") connote une tendance à la hausse des importations qui se poursuit actuellement. Toutefois, puisque les autorités chargées de l'enquête n'ont normalement pas accès aux données relatives aux importations en temps réel, elles doivent examiner le comportement des importations pendant une période suffisamment récente dans le passé, qui sert de variable de remplacement pour les importations actuelles. Pour cette raison, la période d'enquête choisie par les autorités chargées de l'enquête doit être suffisamment *récente* pour donner une indication raisonnable des tendances *actuelles* des importations. Comme l'Organe d'appel l'a noté dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*:

[L]'utilisation du temps présent ("est importé") à la fois à l'article 2:1 de l'*Accord sur les sauvegardes* et à l'article XIX:1 a) du GATT de 1994 indique qu'il faut que les autorités compétentes examinent les importations *récentes* et pas simplement les tendances des importations pendant les cinq dernières années – ni, d'ailleurs, pendant n'importe quelle autre période de plusieurs années.³⁴⁹ (pas d'italique dans l'original)

147. Ainsi, l'Organe d'appel a indiqué clairement que l'utilisation dans la version anglaise du présent progressif dans l'expression "is being imported" exigeait des autorités chargées de l'enquête qu'elles examinent les tendances des importations "récentes". Pour cette raison, les autorités chargées de l'enquête doivent choisir une période d'enquête qui est suffisamment récente pour donner une indication raisonnable des tendances actuelles des importations.³⁵⁰ Ou, comme l'a dit l'Organe d'appel, "[la période d'enquête pertinente] devrait *être constituée* par le passé récent".³⁵¹ Toutefois, une fois que la période d'enquête est choisie et qu'elle est suffisamment récente pour donner une indication raisonnable des tendances actuelles des importations, il n'y a rien dans l'utilisation du présent progressif "are increasing" dans la section 16.4 et de l'expression "are being imported" dans la section 16.1 qui indique que l'analyse doive être limitée aux données relatives aux importations qui concerne la toute fin de la période couverte par l'enquête.

³⁴⁹ Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 130.

³⁵⁰ Nous notons que la Chine ne fait pas valoir en appel que l'USITC a choisi une période d'enquête qui n'était pas suffisamment récente pour donner une indication sur le comportement actuel des importations. De fait, la Chine fait valoir que l'USITC aurait dû axer son analyse sur les données des importations pour 2008, année civile la plus récente de la période de cinq ans 2004-2008 couverte par l'enquête. Devant le Groupe spécial, elle a fait valoir aussi que l'USITC avait fait erreur en n'incluant pas les données intérimaires pour le premier trimestre de 2009 dans la période couverte par l'enquête. Le Groupe spécial a constaté que l'USITC n'était pas "tenue de recueillir des données absolues et relatives pour le premier trimestre de 2009 et de les incorporer dans la période couverte par son enquête". (Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.109) La Chine ne conteste pas cette constatation en appel.

³⁵¹ Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, note de bas de page 130 relative au paragraphe 130. (italique dans l'original)

148. En outre, la section 16.1 établit que la désorganisation du marché, telle qu'elle est définie dans la section 16.4, peut être causée lorsque des produits chinois "sont importés ... en quantités tellement accrues". Comme nous l'avons noté plus haut, la référence à l'expression "en quantités *tellement* accrues" suggère une évaluation comparative, indiquant que les importations doivent se situer à des niveaux nettement plus élevés que précédemment pendant la période couverte par l'enquête. Les autorités chargées de l'enquête ne pourraient pas déterminer si les importations se sont accrues ni si le niveau de ces accroissements des importations satisfait à la prescription de seuil qu'implique l'expression "en quantités *tellement* accrues", si elles devaient s'intéresser exclusivement à la période la plus récente.

149. Compte tenu de ces considérations, nous ne voyons aucune erreur dans la conclusion du Groupe spécial selon laquelle "rien dans l'emploi du présent progressif dans les sections 16.1 et 16.4 du Protocole n'exigerait que l'autorité chargée de l'enquête mette l'accent sur les mouvements des importations pendant le passé *le plus* récent, ou pendant la période précédant immédiatement la décision de l'autorité".³⁵²

150. En outre, le Groupe spécial et l'USITC ont effectivement évalué les données relatives aux importations de 2008 pour déterminer que les importations en provenance de Chine "s'accroiss[aient] rapidement" au sens de la section 16.4. Le Groupe spécial a examiné les chiffres des importations en termes absolus recueillis par l'USITC pour chaque année de la période 2004-2008 couverte par l'enquête et l'accroissement annuel en pourcentage des importations visées en provenance de Chine entre 2005 et 2008.³⁵³ Il a fait observer qu'il y avait eu des accroissements en termes absolus des importations au cours de chaque année de la période couverte par l'enquête, la plus forte augmentation s'étant produite au cours des deux dernières années de la période, lorsque les importations visées s'étaient accrues de 14,5 millions d'unités et de 4,5 millions d'unités, respectivement.³⁵⁴ Sur la base de ces données, le Groupe spécial n'a vu aucune erreur dans la conclusion de l'USITC selon laquelle les importations en provenance de Chine "s'accroiss[aient] rapidement" en termes absolus, pour les raisons suivantes:

En termes absolus, les importations des pneumatiques visés en provenance de Chine se sont accrues pendant toute la période couverte par l'enquête et *ont culminé, à la fois en quantité et en valeur, en 2008, à la fin de la période*. La quantité des importations visées s'est accrue de 215,5 pour cent entre 2004 et 2008, de 53,7 pour cent entre 2006 et 2007, et de 10,8 pour cent entre 2007 et 2008. La valeur des importations visées s'est accrue encore plus

³⁵² Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.90. (italique dans l'original)

³⁵³ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.83.

³⁵⁴ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.84, et note de bas de page 175 y relative.

rapidement, soit de 294,5 pour cent entre 2004 et 2008, de 60,2 pour cent entre 2006 et 2007, et de 19,8 pour cent entre 2007 et 2008.³⁵⁵ (pas d'italique dans l'original)

151. Nous pensons comme le Groupe spécial que la constatation de l'USITC selon laquelle les importations "s'accroiss[aient] rapidement" en termes *absolus* aurait, à elle seule, satisfait aux prescriptions de la section 16.4.³⁵⁶ Néanmoins, l'USITC avait procédé à l'opération additionnelle consistant à examiner les données relatives aux accroissements des importations en termes *relatifs* et, par conséquent, le Groupe spécial a examiné cette analyse. Le Groupe spécial a relevé que l'USITC avait examiné à la fois les données relatives aux importations par rapport à la consommation intérieure totale (c'est-à-dire la part de marché) et les données relatives aux importations par rapport à la production nationale. Il a noté la constatation de l'USITC selon laquelle les données relatives concernant les importations étayaient aussi une constatation selon laquelle les importations visées "s'accroiss[aient] rapidement", pour les raisons suivantes:

Tant le rapport entre les importations visées et la production des États-Unis que le rapport entre les importations visées et la consommation apparente des États-Unis ont progressé pendant toute la période considérée et *les deux rapports ont atteint leurs niveaux les plus élevés de la période en 2008*. Le rapport entre les importations visées et la production des États-Unis a progressé de 22,0 points de pourcentage entre 2004 et 2008, les *deux accroissements annuels les plus marqués intervenant à la fin de la période, en 2007 et 2008*. Le rapport entre les importations visées et la consommation apparente des États-Unis s'est accru de 12,0 points de pourcentage pendant la période considérée, les *deux accroissements annuels les plus marqués étant aussi enregistrés à la fin de la période, en 2007 et 2008*.³⁵⁷ (pas d'italique dans l'original)

152. Le Groupe spécial a ajouté que tant la part de marché des importations visées que le rapport entre les importations visées et la production nationale s'étaient accrus pendant chacune des années de la période couverte par l'enquête, y compris en 2008.³⁵⁸ Il a noté que, au cours de la période couverte par l'enquête, la part de marché des importations visées s'était accrue de 12 pour cent, alors que celle des importations non visées était restée "plus ou moins stable".³⁵⁹ De la même façon, le rapport entre les importations visées et la production nationale s'était accru de 22 pour cent sur l'ensemble de la période.³⁶⁰ Sur cette base, il a conclu ce qui suit: "que l'accent soit mis sur les importations par rapport à la part de marché ou sur les importations par rapport à la production nationale, il y a eu des

³⁵⁵ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.85.

³⁵⁶ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.100.

³⁵⁷ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.94 (citant le rapport de l'USITC, page 12).

³⁵⁸ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.96 et 7.98.

³⁵⁹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.96.

³⁶⁰ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.98.

accroissements d'une année à l'autre et des accroissements notables sur la période couverte par l'enquête".³⁶¹

153. Compte tenu de ce qui précède, nous ne sommes pas d'accord avec la Chine lorsqu'elle dit que le Groupe spécial a fait erreur dans son application du critère "s'accroissent rapidement" énoncé dans la section 16.4 en confirmant l'évaluation des accroissements des importations faite par l'USITC sur l'ensemble de la période 2004-2008 couverte par l'enquête. En tout état de cause, comme le Groupe spécial l'a noté, l'USITC a examiné séparément les données concernant les importations en termes absolus et relatifs pour les deux dernières années civiles de la période couverte par l'enquête.

2. Taux d'accroissement des importations

154. Deuxièmement, la Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de la section 16.4 du Protocole en constatant que l'USITC n'était pas tenue d'axer son analyse sur les *taux* d'accroissement des importations visées. Elle fait valoir que le terme "rapidement" figurant dans la section 16.4 exige que les autorités chargées de l'enquête axent leur examen sur les *taux* d'accroissement des importations visées. Selon la Chine, la mention par le Groupe spécial du sens ordinaire du terme "rapidement" – "à une grande vitesse" ou "vite" – n'était pas suffisante pour rejeter la pertinence des taux d'accroissement, parce qu'"[i]l n'y [avait] aucun moyen de déterminer si un accroissement se produi[sait] à une "grande vitesse" sans en évaluer le taux."³⁶² La Chine souligne que "rapidement" est une notion relative qui véhicule l'idée que quelque chose s'accroît plus vite que quelque chose d'autre et qu'il est donc "utile" d'évaluer les taux d'accroissement des importations visées.³⁶³

155. En outre, la Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur dans son application de la section 16.4 lorsqu'il a confirmé l'évaluation "inadéquate" faite par l'USITC des *taux* d'accroissement des importations visées.³⁶⁴ Elle soutient que l'USITC n'a pas fourni d'explication adéquate concernant sa conclusion selon laquelle les importations "s'accroiss[aient] rapidement", malgré une baisse du taux des importations visées en 2008.³⁶⁵ Selon la Chine, le raisonnement du Groupe spécial selon lequel le taux d'accroissement de 2008 s'ajoutait aux accroissements observés les années précédentes n'était pas suffisant, parce que les accroissements enregistrés chaque année de la période couverte par l'enquête

³⁶¹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.98.

³⁶² Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 111.

³⁶³ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 113.

³⁶⁴ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 130, 133 et 134.

³⁶⁵ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 140 et 144.

et les gains de parts de marché enregistrés sur l'ensemble de la période couverte par l'enquête n'établissaient pas que les accroissements étaient "rapides".³⁶⁶

156. Les États-Unis répondent que le Groupe spécial a estimé à juste titre que le sens ordinaire du terme "rapidement" ne faisait pas référence au "taux" d'accroissement des importations visées.³⁶⁷ Selon les États-Unis, le Groupe spécial a rejeté à juste titre la tentative de la Chine visant à donner du terme "rapidement" une lecture qui inclut une prescription voulant que les importations s'accroissent non seulement "vite" ou "promptement" mais aussi "à un taux d'accroissement accéléré".³⁶⁸ Les États-Unis rejettent en outre l'affirmation de la Chine selon laquelle le terme "rapidement" exprime nécessairement une "notion relative", parce que ce terme ne signifie pas "'plus vite", "plus promptement" ou "à une plus grande vitesse".³⁶⁹

157. De plus, les États-Unis notent que l'USITC a bien examiné les taux d'accroissement des importations visées au cours des dernières années de la période couverte par l'enquête. Ils soulignent que l'USITC a "explicitement" fait référence dans son analyse aux "taux d'accroissement", à la fois en volume et en valeur, et a spécifiquement traité les taux d'accroissement pendant les deux dernières années de la période.³⁷⁰ Ils ajoutent que l'USITC a aussi examiné les taux d'accroissement de la part de marché absorbée par les importations visées et du rapport entre ces importations et la production nationale et a souligné que les "deux accroissements annuels les plus marqués" pour ces paramètres avaient été enregistrés en 2007 et 2008.³⁷¹

158. Comme le Groupe spécial, nous ne pensons pas que le sens ordinaire du terme "rapidement" ("à une grande vitesse" ou "vite") donne à penser que l'examen est axé exclusivement sur les taux d'accroissement des importations visées.³⁷² À notre avis, le texte de la section 16.4 exige que les *importations* – et non les *taux* d'accroissement des importations – s'accroissent "rapidement". Bien qu'il puisse être utile pour les autorités chargées de l'enquête d'examiner les taux d'accroissement des importations pour évaluer si ces dernières "s'accroissent rapidement", nous ne pouvons pas souscrire au point de vue de la Chine selon lequel les importations ne s'accroissent "rapidement" que si elles s'accroissent à des taux s'accroissant progressivement. Nous pensons au contraire comme le Groupe spécial qu'une baisse du taux d'accroissement annuel "n'exclut pas nécessairement une constatation

³⁶⁶ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 145 et 146 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.93).

³⁶⁷ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 60.

³⁶⁸ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 61.

³⁶⁹ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 62.

³⁷⁰ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 72 et 73.

³⁷¹ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 72 (citant le rapport de l'USITC, page 12)..

³⁷² Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.92 (citant le *Shorter Oxford English Dictionary*, 5^{ème} éd., W.R. Trumble, A. Stevenson (éds) (Oxford University Press, 2002), Vol. 2, page 2465).

selon laquelle les importations "s'accroissent rapidement"³⁷³. Cela est d'autant plus vrai que, au titre de la section 16.4, des accroissements rapides des importations en termes *absolus* suffisent pour établir que les importations "s'accroissent rapidement". En outre, on pourrait s'attendre à ce que normalement le taux d'accroissement des importations baisse étant donné que les importations augmentent à partir d'un niveau de base de plus en plus élevé. À notre avis, toutefois, cela seul n'exclurait pas une constatation selon laquelle les importations "s'accroissent rapidement" en termes absolus.

159. Comme nous l'avons noté plus haut, le terme "rapidement" figurant dans la section 16.4 connote à la fois la vitesse à laquelle les importations s'accroissent et le court laps de temps dans lequel elles le font. Par conséquent, les importations "s'accroissent rapidement" en termes *absolus* lorsque le volume des importations s'accroît de façon notable sur un court laps de temps. À l'inverse, les importations s'accroissent "rapidement" en termes *relatifs* lorsque la part des importations visées par rapport à la production, à la consommation ou à d'autres points de repère appropriés s'accroît de façon notable sur un court laps de temps. Considéré dans cette perspective, le terme "rapidement" n'exige pas que les *taux* d'accroissement du volume ou de la part de marché des importations visées augmentent progressivement sur la période couverte par l'enquête. La raison en est que le volume ou la part de marché des importations visées peut toujours s'accroître de façon significative sur un court laps de temps dans les situations où le *taux* d'accroissement enregistré au cours d'une année donnée ralentit par rapport aux années précédentes. En ce sens, nous pensons comme le Groupe spécial que la *variation* relative du volume ou de la part de marché des importations visées est "encore plus éloignée" du texte de la section 16.4, qui prescrit des accroissements rapides du volume ou de la part de marché des importations visées.³⁷⁴

160. En tout état de cause, l'analyse du Groupe spécial indique que l'USITC a tenu suffisamment compte des taux d'accroissement des importations à la fin de la période couverte par l'enquête, en termes aussi bien absolus que relatifs. Comme le Groupe spécial l'a noté, l'USITC a constaté expressément que "[l]a quantité des importations visées s'[était] accrue ... de 53,7 pour cent entre 2006 et 2007, et de 10,8 pour cent entre 2007 et 2008".³⁷⁵ L'USITC a aussi noté expressément que "[l]a valeur des importations visées s'[était] accrue encore plus rapidement, soit ... de 60,2 pour cent entre 2006 et 2007, et de 19,8 pour cent entre 2007 et 2008".³⁷⁶ Passant à l'analyse effectuée par l'USITC des données relatives concernant les importations, le Groupe spécial a fait expressément référence à la constatation de l'USITC selon laquelle "[l]e rapport entre les importations visées et la

³⁷³ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.92.

³⁷⁴ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.99.

³⁷⁵ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.85 (citant le rapport de l'USITC, pages 11 et 12).

³⁷⁶ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.85 (citant le rapport de l'USITC, pages 11 et 12).

production des États-Unis [avait] progressé de 22,0 points de pourcentage entre 2004 et 2008, les deux accroissements annuels les plus marqués intervenant à la fin de la période, en 2007 et 2008".³⁷⁷ De la même façon, le Groupe spécial a aussi noté la constatation de l'USITC selon laquelle "[l]e rapport entre les importations visées et la consommation apparente des États-Unis s'[était] accru de 12,0 points de pourcentage pendant la période considérée, les deux accroissements annuels les plus marqués étant aussi enregistrés à la fin de la période, en 2007 et 2008".³⁷⁸

161. En outre, le Groupe spécial a estimé qu'une baisse du *taux* d'accroissement des importations visées en 2008 n'amoindrissait pas la constatation de l'USITC selon laquelle les importations visées "s'accroiss[aient] rapidement" au sens de la section 16.4. Il a expliqué ce qui suit:

... le fait que l'accroissement de 10,8 pour cent en 2008 était inférieur à l'accroissement enregistré l'année précédente ne signifie pas que les importations ne "s'accroiss[aient] [pas] rapidement" en 2008. Un accroissement de 10,8 pour cent en 2008 n'empêche aucunement de constater que les importations "s'accroissent rapidement", surtout lorsqu'il est évalué dans son contexte. Il ne s'agit pas non plus d'un accroissement "modeste". À cet égard, nous rappelons que l'accroissement de 10,8 pour cent du volume en termes absolus entre 2007 et 2008 *s'ajoutait* à un accroissement de 53,7 pour cent entre 2006 et 2007, lequel *s'ajoutait* à un accroissement de 29,9 pour cent entre 2005 et 2006, qui *s'ajoutait* à un accroissement de 42,7 pour cent entre 2004 et 2005. À notre avis, l'accroissement de 10,8 pour cent du volume en termes absolus de 2007 à 2008 renforce la conclusion de l'USITC selon laquelle les importations "s'accroiss[aient] rapidement" pendant la période, et ont continué de "s'accro[ître] rapidement" à la fin de la période.³⁷⁹ (italique dans l'original)

162. Nous ne voyons aucune erreur dans le raisonnement du Groupe spécial. Nous souscrivons en particulier au raisonnement du Groupe spécial selon lequel une baisse des *taux* d'accroissement des importations vers la fin de la période couverte par l'enquête n'enlève rien à la conclusion de l'USITC selon laquelle les importations en provenance de Chine "s'accroiss[aient] rapidement", en particulier lorsque les accroissements des importations enregistrés à la fin de la période couverte par l'enquête restaient significatifs à la fois en termes relatifs et en termes absolus.

3. Taux des accroissements des importations dans leur contexte

163. Troisièmement, et pour finir, la Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de la section 16.4 du Protocole en constatant que l'USITC n'était pas tenue d'évaluer le

³⁷⁷ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.94 (citant le rapport de l'USITC, page 12).

³⁷⁸ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.94 (citant le rapport de l'USITC, page 12).

³⁷⁹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.93.

taux d'accroissement le plus récent des importations visées *par rapport* aux taux d'accroissement enregistrés pendant les périodes antérieures. Elle fait valoir que le Groupe spécial n'a pas tenu compte du sens que les termes "s'accroissent" et "rapidement" se conféraient mutuellement. Elle souligne que "rapidement" est une notion relative et que, lorsqu'elle qualifie le terme "s'accroissent", elle indique que les importations doivent s'accroître plus rapidement qu'un autre critère donné, généralement le taux des accroissements des importations antérieurs.³⁸⁰ C'est la raison pour laquelle le début de la période couverte par l'enquête fournit une "base contextuelle" pour déterminer si les taux d'accroissement ultérieurs peuvent être considérés comme "rapides", en ce sens qu'ils sont supérieurs aux taux d'accroissement antérieurs.³⁸¹

164. La Chine fait valoir en outre que le Groupe spécial a fait erreur en confirmant la détermination de l'USITC, malgré le fait que l'USITC n'avait pas fourni d'explication motivée et adéquate pour constater que les importations "s'accroiss[aient] rapidement" alors que le taux d'accroissement des importations visées en 2008 était inférieur aux taux d'accroissement enregistrés les années précédentes. Elle reproche au Groupe spécial d'avoir comblé la lacune dans le raisonnement de l'USITC en effectuant sa propre analyse des accroissements de 2008.³⁸² Selon la Chine, ni l'USITC ni le Groupe spécial n'ont fourni d'explication adéquate quant à la raison pour laquelle les accroissements des importations pouvaient être considérés comme "rapides", alors que les *taux* d'accroissement de la part de marché et ceux des importations visées par rapport à la production nationale avaient baissé en 2008.³⁸³

165. Les États-Unis répondent que le Groupe spécial a rejeté à juste titre l'argument de la Chine selon lequel un accroissement ne peut être rapide au sens de la section 16.4 que si le "taux d'accroissement [de ces importations] [continue de] progresse[r] vite" ou "si le taux d'accroissement de la dernière année ne diminue pas par rapport au taux enregistré l'année précédente".³⁸⁴ Pour les États-Unis, l'expression "s'accroissent rapidement" n'exige pas un "taux d'accroissement qui s'accélère" pendant la période couverte par l'enquête.³⁸⁵

166. Les États-Unis ajoutent que l'USITC a fourni une explication motivée et adéquate concernant sa constatation selon laquelle les importations s'accroissaient rapidement, à la fois en termes absolus et relatifs. Ils soulignent que l'USITC a évalué les accroissements des importations sur une base

³⁸⁰ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 60 et 117.

³⁸¹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 118.

³⁸² Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 153.

³⁸³ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 159 à 163.

³⁸⁴ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 60 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.92).

³⁸⁵ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 61.

annuelle et le taux d'accroissement enregistré chaque année et a mis en lumière les accroissements rapides intervenus au cours des deux dernières années de la période couverte par l'enquête.³⁸⁶ Selon les États-Unis, les données relatives aux importations ne contenaient aucune "complexité" qui justifiaient une analyse plus détaillée par l'USITC ou le Groupe spécial, parce que "tous les paramètres possibles" indiquaient une "tendance à la hausse manifeste et ininterrompue des volumes des importations" pendant la période couverte par l'enquête.³⁸⁷

167. Nous avons précédemment exprimé notre désaccord avec le point de vue de la Chine selon lequel le membre de phrase "s'accroissent rapidement" exigeait que les autorités chargées de l'enquête axent leur examen sur les accroissements des importations dans le passé le plus récent et axent leur analyse sur les *taux* d'accroissement des importations en provenance de Chine. De fait, nous avons conclu que la section 16.4 exigeait des autorités chargées de l'enquête qu'elles évaluent les tendances des importations sur une période suffisamment récente et qu'elles déterminent si les importations s'accroissaient de façon notable, en termes absolus ou relatifs, dans un court laps de temps. Nous avons aussi estimé que la baisse du taux d'accroissement des importations visées en 2008 n'empêchait pas de constater que les importations "s'accroiss[aient] rapidement", compte tenu en particulier du fait que la section 16.4 fait référence aux accroissements rapides des importations en termes absolus ou relatifs. Par conséquent, nous ne pouvons souscrire au point de vue de la Chine selon lequel le Groupe spécial a fait erreur en n'exigeant pas de l'USITC qu'elle axe son examen sur le taux d'accroissement des importations visées en 2008 et qu'elle le compare avec les taux d'accroissement enregistrés plus tôt pendant la période couverte par l'enquête.

168. En tout état de cause, contrairement à ce qu'allègue la Chine, l'analyse du Groupe spécial démontre que l'USITC a fourni une explication motivée et adéquate concernant sa conclusion selon laquelle les importations visées ont continué de s'accroître rapidement à la fin de la période couverte par l'enquête. Comme le Groupe spécial l'a noté, l'USITC a évalué correctement les accroissements des importations au cours des deux dernières années de la période couverte par l'enquête pour constater que "[l]a quantité des importations visées s'[était] accrue ... de 53,7 pour cent entre 2006 et 2007, et de 10,8 pour cent entre 2007 et 2008".³⁸⁸ De la même façon, passant à l'évaluation par l'USITC des données relatives aux importations, le Groupe spécial a fait expressément référence à la constatation de l'USITC selon laquelle tant la part de marché des importations visées que le rapport

³⁸⁶ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 75.

³⁸⁷ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 77 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.103). (soulignage omis)

³⁸⁸ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.85 (citant le rapport de l'USITC, pages 11 et 12). L'USITC a aussi noté expressément que "[l]a valeur des importations visées s'[était] accrue encore plus rapidement, soit de 294,5 pour cent entre 2004 et 2008, de 60,2 pour cent entre 2006 et 2007, et de 19,8 pour cent entre 2007 et 2008". (*Ibid.*)

entre les importations visées et la production nationale s'étaient accrus chaque année pendant la période couverte par l'enquête, "*les deux accroissements annuels les plus marqués intervenant à la fin de la période, en 2007 et 2008*".³⁸⁹ En outre, nous ne pouvons souscrire au point de vue de la Chine selon lequel le Groupe spécial a comblé d'une manière inadmissible les lacunes existant dans l'analyse faite par l'USITC en notant simplement que l'accroissement des importations de 10,8 pour cent enregistré en 2008 s'ajoutait aux accroissements antérieurs enregistrés pendant chaque année de la période couverte par l'enquête.³⁹⁰ À notre avis, le Groupe spécial a simplement repris les données figurant dans le dossier de l'USITC et déterminé si l'évaluation de ces données par l'USITC étayait la conclusion finale de l'USITC selon laquelle les importations en provenance de Chine satisfaisaient au critère "s'accroissent rapidement" figurant dans la section 16.4.

4. Conclusion

169. Sur cette base, nous ne constatons aucune erreur dans la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'USITC n'a pas omis de fournir une explication motivée et adéquate pour déterminer que les importations visées "s'accroiss[aient] rapidement" au sens de la section 16.4 du Protocole. L'analyse qui précède étaye raisonnablement l'approbation par le Groupe spécial de la conclusion finale de l'USITC selon laquelle:

... les importations visées se sont accrues, à la fois en termes absolus et en termes relatifs, pendant toute la période couverte par l'enquête en quantités importantes chaque année et, comme il est indiqué plus haut, ont culminé à la fin de la période en 2008. Qu'ils soient considérés en termes absolus ou en termes relatifs, et qu'ils soient considérés au vu de l'accroissement enregistré de 2007 à 2008 uniquement ou de l'accroissement des deux dernières années complètes (voire des trois dernières années), les accroissements ont été importants, rapides et constants à la fin de la période – à partir d'un niveau de base de plus en plus élevé.³⁹¹

170. Sur la base de tout ce qui précède, nous *confirmons* la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.110 de son rapport, selon laquelle l'USITC n'a pas omis d'évaluer dûment si les importations en provenance de Chine satisfaisaient au critère spécifique "s'accroissent rapidement" prévu dans la section 16.4 du Protocole d'accession de la Chine.

³⁸⁹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.94 (citant le rapport de l'USITC, page 12). (pas d'italique dans l'original)

³⁹⁰ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.93.

³⁹¹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.85 (citant le rapport de l'USITC, pages 11 et 12).

VI. Lien de causalité

171. Nous passons ensuite à l'appel de la Chine concernant la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'USITC n'a pas dûment établi que l'accroissement rapide des importations en provenance de Chine a été "une cause significative" de dommage important pour la branche de production nationale au sens de la section 16.4 du Protocole d'accession de la Chine. La Chine fait valoir que cette constatation est erronée pour plusieurs raisons. Premièrement, la Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'USITC avait correctement évalué les conditions de concurrence sur le marché des pneumatiques des États-Unis, conditions qui, selon elle, démontrent l'existence d'une concurrence "atténuée" entre les importations visées et les pneumatiques nationaux. Deuxièmement, la Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'USITC était en droit de s'appuyer sur une "coïncidence générale" entre les accroissements des importations et les baisses des facteurs relatifs au dommage pour constater que les importations visées étaient une cause significative de dommage important pour la branche de production nationale. Troisièmement, la Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'USITC n'avait pas examiné de manière appropriée les effets individuels et cumulatifs des autres facteurs de causalité pour constater que les importations visées étaient une cause significative de dommage important pour la branche de production nationale. En outre, la Chine allègue que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec son obligation, au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, de procéder à une évaluation objective de la question en confirmant la constatation de l'USITC selon laquelle les importations visées avaient été une cause significative de dommage important pour la branche de production nationale au sens de la section 16.4 du Protocole.

172. Avant de passer aux questions spécifiques soulevées par la Chine en appel, nous jugeons utile d'examiner, à la lumière des arguments contradictoires avancés par les participants à cet égard, le sens de l'expression "une cause significative" qui figure dans la section 16.4 du Protocole.

A. Sens de l'expression "une cause significative"

1. Interprétation

173. La Chine allègue que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de la section 16.4 du Protocole en n'indiquant pas le sens du terme "significative".³⁹² Elle soutient que l'inclusion du terme "significative" pour qualifier le terme "cause" indique que la section 16.4 du Protocole impose un critère de causalité plus rigoureux que les autres Accords de l'OMC, qui font simplement référence

³⁹² Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 184.

à une "cause".³⁹³ Selon la Chine, la section 16.4 dispose qu'une "connexion causale particulièrement forte, substantielle et importante" doit exister entre l'accroissement rapide des importations et le dommage important pour la branche de production nationale.³⁹⁴ La Chine ajoute que l'objet et le but du Protocole militent en faveur d'un critère de causalité plus rigoureux au titre de la section 16.4. Cela s'explique par la nature ""extra"-extraordinaire" des mesures prévues dans le Protocole, qui restreignent le commerce "loyal" d'une manière discriminatoire.³⁹⁵

174. Les États-Unis répondent que le Groupe spécial a interprété correctement le sens de l'expression "une cause significative" figurant dans la section 16.4 du Protocole. Ils soutiennent que le sens ordinaire du terme "significative" n'implique pas un critère de causalité qui soit plus rigoureux que le critère de causalité "réel et substantiel" contenu dans d'autres Accords de l'OMC.³⁹⁶ De l'avis des États-Unis, l'objet et le but du Protocole ne plaident pas en faveur d'un critère de causalité plus rigoureux, parce que les mesures que prévoit le Protocole ne sont pas des "mesures d'urgence" résultant de l'"évolution imprévue des circonstances" et parce que le Protocole prévoit un seuil de dommage plus bas que l'*Accord sur les sauvegardes* (dommage "important" plutôt que "grave").³⁹⁷

175. Comme nous l'avons noté plus haut, la section 16.4 spécifie les conditions dans lesquelles les produits en provenance de Chine "sont importés ... en quantités tellement accrues" qu'ils causent une "désorganisation du marché" au sens de la section 16.1 du Protocole. Conformément à la section 16.4, il y a "désorganisation du marché" dans les cas où les trois conditions suivantes sont remplies: i) les importations de produits en provenance de Chine s'accroissent rapidement, en termes absolus ou relatifs; ii) la branche de production nationale subit, ou est menacée de subir, un dommage important; et iii) l'accroissement rapide des importations est *une cause significative* de dommage important ou de menace de dommage important.³⁹⁸ La présente partie de l'appel de la Chine ne concerne que la dernière condition.

176. Le sens ordinaire de "significant" (significatif) est "important, notable, [] consequential" (important, digne d'être noté, lourd de conséquences).³⁹⁹ Le terme "significative" qualifie le terme "une cause" dans la section 16.4, indiquant ainsi que l'accroissement rapide des importations doit être

³⁹³ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 188 à 210.

³⁹⁴ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 193.

³⁹⁵ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 211 à 214.

³⁹⁶ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 104 et 105.

³⁹⁷ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 109 à 111.

³⁹⁸ Voir *supra*, paragraphe 132 du présent rapport.

³⁹⁹ *Shorter Oxford English Dictionary*, 5^{ème} éd., W.R. Trumble, A. Stevenson (éd.) (Oxford University Press, 2002), vol. 2, page 2835.

une cause "importante" ou "digne d'être notée".⁴⁰⁰ Le terme "cause", à son tour, a été interprété par l'Organe d'appel dans d'autres contextes comme "dénot[ant] ... un rapport entre, au moins, deux éléments, selon lequel le premier élément a, d'une certaine manière, "entraîné", "produit" ou "induit" l'existence du second élément".⁴⁰¹ Par conséquent, la section 16.4 semble indiquer que l'accroissement rapide des importations doit être un facteur "important" ou "digne d'être noté" pour ce qui est d'"entraîner, produire ou induire" un dommage important pour la branche de production nationale.

177. À cet égard, nous notons que la section 16.4 stipule que l'accroissement rapide des importations en provenance de Chine doit être "une" cause significative de dommage important pour la branche de production nationale. Cela indique, à notre avis, que l'accroissement rapide des importations peut être l'une de plusieurs causes qui contribuent à produire ou entraîner un dommage important pour la branche de production nationale. En ce sens, nous convenons avec le Groupe spécial que la section 16.4 doit être interprétée "d'une manière qui admet la possibilité que [l'accroissement rapide des importations] soit l'un de plusieurs facteurs de causalité qui, conjointement, produisent ou entraînent la désorganisation du marché".⁴⁰² Cependant, nous considérons que l'inclusion du terme "significative" pour qualifier "une cause" indique que l'accroissement rapide des importations doit être plus qu'une simple cause contributive du dommage important pour la branche de production nationale. La contribution de l'accroissement rapide des importations au dommage important pour la branche de production nationale doit plutôt être importante ou digne d'être notée.

178. La section 16.4 établit en outre qu'il y a désorganisation du marché lorsque les importations "s'accroissent rapidement ... *de manière à être* une cause significative de dommage important". Comme l'implique le sens des termes "so as to be" (de manière à être), c'est-à-dire "in a manner that" (de sorte que)⁴⁰³, les importations ne peuvent être "une cause significative" de dommage important que quand elles "s'accroissent rapidement". Autrement dit, l'expression "de manière à être" lie la capacité des importations visées d'être "une cause significative" de dommage important au seuil à partir duquel les importations "s'accroissent rapidement, en termes absolus ou relatifs". Dans la section 16.1, la référence à des produits qui "sont importés ... en quantités tellement accrues ... qu'ils

⁴⁰⁰ Nous ne considérons pas qu'une cause "significative" puisse être correctement décrite comme étant une cause "lourde de conséquences".

⁴⁰¹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 67 (citant *The New Shorter Oxford English Dictionary*, 4^{ème} éd., L. Brown (éd.) (Clarendon Press, 1993), vol. 1, page 1958).

⁴⁰² Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.140.

⁴⁰³ *Shorter Oxford English Dictionary*, 5^{ème} éd., W.R. Trumble, A. Stevenson (éd.) (Oxford University Press, 2002), vol. 1, page 125.

causent ... une désorganisation du marché" lie aussi la capacité des importations visées de causer une "désorganisation du marché" au fait que ces importations se font "en quantités tellement accrues".⁴⁰⁴

179. La deuxième phrase de la section 16.4 impose en outre aux autorités chargées de l'enquête de prendre en considération des "facteurs objectifs", y compris le "volume des importations", l'"effet des importations sur les prix [intérieurs]" et l'"effet de ces importations sur la branche de production nationale", pour déterminer s'il existe une désorganisation du marché. Le volume des importations en provenance de Chine et les effets de ces importations sur les prix et sur la branche de production nationale sont par conséquent les facteurs que l'autorité chargée de l'enquête est tenue de prendre en considération pour évaluer si l'accroissement rapide des importations est "une cause significative" de dommage important pour la branche de production nationale. Le terme "y compris" qui figure dans la deuxième phrase de la section 16.4 laisse entendre que d'autres éléments peuvent aussi être pertinents pour déterminer si l'accroissement rapide des importations est une cause significative de désorganisation du marché.

180. À notre avis, ces éléments textuels et contextuels portent à croire que le terme "significative" décrit la relation de causalité ou la liaison causale dont l'existence doit être constatée entre l'accroissement rapide des importations et le dommage important pour la branche de production nationale, relation ou liaison qui doit être telle que l'accroissement rapide des importations apporte une contribution "importante" ou "digne d'être notée" pour ce qui est d'entraîner un dommage important pour la branche de production nationale. Une telle évaluation doit être effectuée sur la base des facteurs objectifs énumérés dans la deuxième phrase de la section 16.4, comme le volume des importations et l'effet de ces importations sur les prix et sur la branche de production nationale.

181. Compte tenu de ce qui précède, nous ne sommes pas d'accord avec la Chine lorsqu'elle dit que l'inclusion du terme "significative" pour qualifier le terme "une cause" indique que la section 16.4 du Protocole impose un critère de causalité plus rigoureux que les autres Accords de l'OMC, qui disposent que les importations doivent "causer" un dommage.⁴⁰⁵ Nous ne jugeons pas la comparaison de la Chine particulièrement utile, étant donné le critère de causalité distinct énoncé dans le Protocole. En tout état de cause, nous notons que l'argument de la Chine repose sur d'autres Accords de l'OMC qui exigent tout au plus des importations visées qu'elles soient "une cause" de dommage pour la branche de production nationale. Or, l'Organe d'appel a interprété le critère de causalité ressortant de

⁴⁰⁴ Dans l'affaire *États-Unis – Sauvegardes concernant l'acier*, l'Organe d'appel a noté que le libellé semblable qui figurait à l'article 2:1 de l'*Accord sur les sauvegardes* "li[ait] manifestement l'accroissement des importations pertinent à sa capacité de causer ... un dommage grave" (rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Sauvegardes concernant l'acier*, paragraphe 346).

⁴⁰⁵ Voir, par exemple, les articles 2:1 et 4:2 a) et b) de l'*Accord sur les sauvegardes*; l'article 3.5 de l'*Accord antidumping*; et les articles 5 et 15.5 de l'*Accord SMC*.

l'emploi du terme "causer" dans d'autres Accords de l'OMC comme exigeant qu'un "rapport réel et substantiel de cause à effet"⁴⁰⁶ existe entre les accroissements des importations et le niveau de dommage requis. Un tel lien de causalité "réel et substantiel" implique à notre avis un plus haut degré de causalité que le fait, pour les importations visées, d'être simplement "une cause" du niveau de dommage requis pour la branche de production nationale.

182. Par ailleurs, le contexte de la section 16.4 ne semble pas étayer l'interprétation que la Chine fait du critère de causalité requis. Nous notons que la section 16.1 du Protocole fait référence à des produits en provenance de Chine importés en quantités tellement accrues qu'ils "causent ou menacent de causer" une désorganisation du marché. À notre avis, le fait que le lien de causalité mis en évidence dans la section 16.1 n'est pas semblablement qualifié par le terme "significatif" fournit un élément contextuel à l'appui de l'interprétation selon laquelle la section 16.4 n'établit pas un critère de causalité plus rigoureux, parce que les termes "causent" ou "causer" figurant dans la section 16.1 et "une cause significative" figurant dans la section 16.4 doivent être interprétés harmonieusement.

183. À cet égard, nous notons en outre que le seuil de dommage prévu dans la section 16.4 du Protocole est celui qui correspond à un "dommage important", plutôt que le seuil de "dommage grave" figurant à l'article 2:1 de l'*Accord sur les sauvegardes*. Dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, l'Organe d'appel a expliqué que "le terme "grave" dénot[ait] un critère beaucoup plus strict concernant le dommage que le terme "important"⁴⁰⁷. Un seuil de dommage plus bas tel que celui-ci semble donc impliquer un degré moindre d'effets dommageables causés à la branche de production nationale par l'accroissement rapide des importations. Cette interprétation paraît en outre conforme au sens du terme "disruption" (désorganisation) figurant à la section 16.4, c'est-à-dire "lack of order or regular arrangement; disarray, confused state" (absence d'ordre ou d'organisation régulière; désordre, état confus)⁴⁰⁸, qui indique semblablement un seuil de dommage plus bas que "dommage grave".

184. Les observations qui précèdent vont à l'encontre de l'argument de la Chine selon lequel l'objet et le but du Protocole confirment une interprétation du terme "une cause significative" qui implique une "connexion causale particulièrement forte, substantielle et importante"⁴⁰⁹ entre l'accroissement rapide des importations et le dommage important pour la branche de production nationale. La Chine a

⁴⁰⁶ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 69. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 132; le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 438; le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Sauvegardes concernant l'acier*, paragraphe 488; et le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 179.

⁴⁰⁷ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 124.

⁴⁰⁸ *Shorter Oxford English Dictionary*, 5^{ème} éd., W.R. Trumble, A. Stevenson (éds) (Oxford University Press, 2002), vol. 1, page 704.

⁴⁰⁹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 193.

raison d'affirmer que le Protocole prévoit des mesures restrictives visant le commerce "loyal" et permet, pendant une période de transition, l'application de telles mesures aux seules importations en provenance de Chine. Cependant, comme il a été noté plus haut, nous considérons que l'objet et le but du Protocole, tels qu'ils sont mis en évidence dans la section 16 de cet instrument, sont d'offrir une protection temporaire aux branches de production nationale qui sont exposées à une désorganisation du marché par suite d'un accroissement rapide des importations de produits similaires ou directement concurrents en provenance de Chine, sous réserve des conditions et prescriptions prévues dans cette section. Par conséquent, l'objet et le but du Protocole, tels qu'ils sont mis en évidence dans la section 16 de cet instrument, semblent militer en faveur d'une interprétation selon laquelle une protection temporaire est disponible chaque fois qu'un accroissement rapide des importations apporte une contribution "importante", plutôt que "particulièrement forte [et] substantielle"⁴¹⁰, au dommage important pour la branche de production nationale.

185. En résumé, la section 16.4 du Protocole énonce un critère de causalité distinct selon lequel l'accroissement rapide des importations doit être "une cause significative" de dommage important pour la branche de production nationale. Ce critère de causalité exige que l'accroissement rapide des importations en provenance de Chine apporte une contribution importante pour ce qui est d'entraîner un dommage important pour la branche de production nationale. Conformément à la deuxième phrase de la section 16.4, une telle détermination doit être faite sur la base de critères objectifs, y compris le volume des importations, les effets de l'accroissement rapide des importations sur les prix et les effets de l'accroissement rapide des importations sur la branche de production nationale.

2. Nature de l'analyse

a) Conditions de concurrence et corrélation

186. La Chine allègue que, parce que la section 16.4 du Protocole exige qu'un lien de causalité "particulièrement fort, substantiel et important"⁴¹¹ existe entre l'accroissement rapide des importations et le dommage important pour la branche de production nationale, les autorités chargées de l'enquête sont tenues d'effectuer une analyse différenciée et plus approfondie des conditions de concurrence et de la corrélation entre l'accroissement des importations et la baisse des indicateurs de dommage pour déterminer si ces importations sont "une cause significative" de dommage important pour la branche de production nationale. Selon la Chine, l'analyse des conditions de concurrence doit consister à examiner le *taux de chevauchement concurrentiel* entre produits importés et produits nationaux et l'analyse de la corrélation doit mettre en évidence une coïncidence, que ce soit dans les "changements

⁴¹⁰ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 193.

⁴¹¹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 193.

annuels⁴¹² ou dans l'ampleur du changement, entre les importations visées et les facteurs de dommage.⁴¹³

187. Pour leur part, les États-Unis font valoir que la section 16.4 du Protocole n'impose pas aux autorités chargées de l'enquête d'"affiner" leur analyse du lien de causalité en étant plus minutieuses dans leur analyse des conditions de concurrence ou de la corrélation.⁴¹⁴ Ils soulignent que le Protocole n'énonce aucune méthode spécifique à appliquer pour déterminer si les importations visées atteignent le niveau d'"une cause significative" de dommage important pour la branche de production nationale. Plus spécifiquement, en ce qui concerne la corrélation, les États-Unis soulignent que la section 16.4 n'exige pas qu'une correspondance existe entre l'ampleur des changements dans les importations visées et l'ampleur des changements dans les indicateurs de résultat de la branche de production nationale.⁴¹⁵

188. Le Groupe spécial a constaté que les autorités chargées de l'enquête avaient le pouvoir discrétionnaire d'appliquer n'importe quelle méthode pour établir l'existence d'un lien de causalité au titre de la section 16.4, à condition de prendre suffisamment en compte les facteurs objectifs mentionnés dans la deuxième phrase de cette section et d'établir suffisamment que l'accroissement rapide des importations était "une cause significative" de dommage important. Pour lui, une analyse des conditions de concurrence et de la corrélation "sera souvent pertinente" et peut véritablement "s'avérer essentielle" pour l'examen de la "cause significative".⁴¹⁶ Le Groupe spécial a dit que dans la mesure où l'USITC s'était appuyée sur les conditions de concurrence et sur la corrélation, il évaluerait objectivement ces analyses en examinant la détermination de l'existence d'une "cause significative" établie par l'USITC.⁴¹⁷

189. À propos de l'analyse de la corrélation, le Groupe spécial ne partageait pas l'avis de la Chine selon lequel une constatation de l'existence d'une "cause significative" dépendait d'une constatation de l'existence d'une corrélation entre les *taux* d'accroissement des importations et les *taux* de baisse des indicateurs de dommage.⁴¹⁸ Il a tenu un raisonnement selon lequel il n'était "pas réaliste" d'escompter un tel "taux de corrélation plus précis" en particulier lorsque d'autres causes de dommage pouvaient être en jeu.⁴¹⁹ Le Groupe spécial a ajouté ce qui suit:

⁴¹² Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 232. (souligné dans l'original)

⁴¹³ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 236. (souligné dans l'original)

⁴¹⁴ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 118.

⁴¹⁵ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 125.

⁴¹⁶ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.170.

⁴¹⁷ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.170.

⁴¹⁸ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.229.

⁴¹⁹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.229.

"Bien qu'un taux de corrélation plus précis entre l'évolution à la hausse des importations et l'évolution à la baisse des facteurs relatifs au dommage puisse entraîner une constatation plus solide de l'existence d'un lien de causalité, et suffire en fait à lui seul pour démontrer l'existence de ce lien, une constatation de l'existence d'une "cause significative" n'est pas à exclure simplement parce que l'autorité chargée de l'enquête s'appuie sur une coïncidence générale entre l'évolution à la hausse des importations et l'évolution à la baisse des facteurs relatifs au dommage, surtout si cette constatation de l'existence d'une coïncidence générale s'accompagne – comme c'était le cas en l'espèce – d'autres analyses indiquant l'existence d'un lien de causalité."⁴²⁰

190. Sur cette base, le Groupe spécial a conclu que l'USITC "était en droit d'étayer sa détermination de l'existence d'une "cause significative" par une constatation de l'existence d'une coïncidence générale entre une tendance à la hausse des importations visées en provenance de Chine et des tendances à la baisse des facteurs relatifs au dommage pertinents".⁴²¹

191. Pour notre part, nous notons que la section 16.4 du Protocole ne fournit pas d'indication spécifique en ce qui concerne la méthode que les autorités chargées de l'enquête peuvent appliquer pour déterminer si l'accroissement rapide des importations est "une cause significative" de dommage important. Par conséquent, nous convenons avec le Groupe spécial que la section 16.4 confère aux autorités chargées de l'enquête un certain pouvoir discrétionnaire pour choisir la méthode à appliquer pour évaluer l'existence d'un lien de causalité, à condition que cette méthode établisse que l'accroissement rapide des importations est "une cause significative" de dommage important pour la branche de production nationale et prenne en considération les facteurs objectifs mentionnés dans la deuxième phrase de la section 16.4. L'Organe d'appel a récemment fait observer qu'"il [pouvait] être nécessaire de déterminer le caractère approprié d'une méthode particulière [d'établissement du lien de causalité] au cas par cas, en fonction d'un certain nombre de facteurs et de circonstances factuelles".⁴²²

192. Nous convenons aussi avec le Groupe spécial qu'une analyse des conditions de concurrence et de la corrélation peut s'avérer "essentielle" pour établir dûment le lien de causalité au titre de la section 16.4.⁴²³ En effet, l'accroissement rapide des importations en provenance de Chine ne pourra être "une cause significative" de dommage important pour la branche de production nationale que lorsque ces importations se trouveront en concurrence réelle ou potentielle avec les produits similaires ou directement concurrents de la branche de production nationale. De même, une coïncidence

⁴²⁰ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.229.

⁴²¹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.234.

⁴²² Rapport de l'Organe d'appel *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphe 1376 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1194; et au rapport du Groupe spécial *Corée – Navires de commerce*, paragraphe 7.560).

⁴²³ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.170.

temporelle entre les tendances à la hausse des importations et une baisse des indicateurs de résultat de la branche de production nationale peut révéler l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement rapide des importations et le dommage important pour la branche de production nationale. Cependant, comme la Chine le reconnaît elle-même, l'examen des conditions de concurrence et l'analyse de la corrélation entre l'évolution des importations et celle des facteurs relatifs au dommage sont simplement des "outils d'analyse" qui peuvent aider l'autorité chargée de l'enquête à déterminer si l'accroissement rapide des importations est "une cause significative" de dommage important pour la branche de production nationale.⁴²⁴ En tant que tel, aucun de ces outils d'analyse ne permet de trancher la question de savoir si l'accroissement rapide des importations est "une cause significative" de dommage important pour la branche de production nationale au sens de la section 16.4.

193. S'agissant de la corrélation en particulier, l'Organe d'appel pensait comme le Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)* que l'analyse de la corrélation était axée sur "le lien entre l'évolution des importations (volume et part de marché) et l'évolution des facteurs relatifs au dommage".⁴²⁵ Il a en outre précisé ce qui suit:

"... [À] propos d'une "coïncidence" entre un accroissement des importations et une baisse des facteurs pertinents relatifs au dommage, nous notons que le Groupe spécial a simplement dit qu'il devrait "normalement" y avoir coïncidence s'il existe un lien de causalité. Le Groupe spécial a toutefois nuancé cette déclaration en ajoutant la phrase suivante:

[cette coïncidence ne peut pas en elle-même *prouver* l'existence d'un lien de causalité ... mais son absence créerait de sérieux doutes quant à l'existence d'un lien de causalité, et exigerait une analyse *très* convaincante des raisons pour lesquelles un lien de causalité existe quand même]."⁴²⁶ (italique et guillemets dans l'original; notes de bas de page omises)

194. Ainsi, l'Organe d'appel a clairement indiqué que l'existence d'une corrélation, bien qu'indicative, ne permettait aucunement de se prononcer sur l'existence d'un lien de causalité. En fait, il a considéré que l'absence de corrélation n'interdisait pas de constater l'existence d'un tel lien, à condition qu'une analyse très convaincante soit présentée.

⁴²⁴ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 217.

⁴²⁵ Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 144 (citant le rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 8.237). (italique ajouté par l'Organe d'appel)

⁴²⁶ Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 144 (citant le rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 8.238). Voir également le rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 145. Dans l'affaire *États-Unis – Coton upland*, l'Organe d'appel a dit qu'"une simple corrélation entre le versement des subventions et un empêchement notable de hausses de prix serait, sans plus, insuffisante pour prouver que les subventions [avaient] pour effet un empêchement notable de hausses de prix". (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 451)

195. À notre avis, l'argument de la Chine selon lequel la section 16.4 du Protocole impose une analyse plus minutieuse des conditions de concurrence et une corrélation plus stricte entre les accroissements des importations et les baisses des facteurs relatifs au dommage que les autres Accords de l'OMC repose sur l'exigence, au titre de cette même section, d'un lien de causalité "particulièrement fort, substantiel et important"⁴²⁷ entre l'accroissement rapide des importations et le dommage important pour la branche de production nationale. Pour les raisons examinées plus haut, nous considérons que l'expression "une cause significative" impose que l'accroissement rapide des importations apporte une contribution importante pour ce qui est d'entraîner un dommage important pour la branche de production nationale. Ce critère juridique doit éclairer l'analyse du lien de causalité effectuée par l'autorité chargée de l'enquête au titre de la section 16.4 du Protocole. Selon nous, l'autorité chargée de l'enquête peut choisir de s'appuyer – comme l'USITC l'a fait en l'espèce – à la fois sur une analyse des conditions de concurrence et sur une analyse de la corrélation pour montrer que l'accroissement rapide des importations est "une cause significative" de dommage important pour la branche de production nationale. Une analyse approfondie des taux de chevauchement concurrentiel et une coïncidence plus marquée entre l'ampleur des accroissements des importations et celle des facteurs relatifs au dommage peuvent fournir une base plus solide pour une constatation de l'existence d'un lien de causalité. Cependant, les autorités chargées de l'enquête peuvent calibrer leur analyse en fonction des circonstances particulières de l'affaire considérée, pour autant que cette analyse apporte une explication suffisamment motivée et adéquate pour qu'il soit constaté que l'accroissement rapide des importations est "une cause significative" de dommage important. Il sera satisfait au critère de causalité énoncé dans la section 16.4 lorsque ces outils d'analyse apporteront une explication motivée et adéquate permettant à l'autorité chargée de l'enquête de déterminer que l'accroissement rapide des importations apporte une contribution importante pour ce qui est d'entraîner un dommage important pour la branche de production nationale.

b) Analyse des autres causes

196. La Chine allègue en outre qu'"il existe une obligation inhérente d'examiner les autres causes possibles de dommage pour constater l'existence d'un lien de causalité entre les importations et la situation de la branche de production nationale".⁴²⁸ À son avis, le terme "significative" figurant dans la section 16.4 du Protocole "exige davantage que d'examiner simplement les autres facteurs de causalité d'une manière générale".⁴²⁹ En particulier, la Chine soutient qu'il faut procéder à la fois à une évaluation de l'ampleur des "effets" imputables aux importations visées et à une évaluation de

⁴²⁷ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 193.

⁴²⁸ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 240.

⁴²⁹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 247.

l'ampleur des "effets" imputables aux "autres facteurs".⁴³⁰ Elle affirme que cela implique de "dissocier non seulement les causes, mais aussi les effets de ces causes".⁴³¹ En outre, l'autorité chargée de l'enquête est tenue de déterminer si les effets distincts associés à juste titre aux importations en provenance de Chine atteignent le niveau d'une cause "significative".⁴³²

197. La Chine reconnaît que le Protocole ne prévoit pas de méthode spécifique pour déterminer à quel moment les effets associés à juste titre aux importations visées atteignent le niveau qui fait d'eux "une cause significative".⁴³³ Pour elle, cette situation est donc semblable à celles que prévoient d'autres Accords de l'OMC dans lesquels l'absence de toute indication spécifique signifie que les Membres de l'OMC disposent d'un pouvoir discrétionnaire quant aux "méthodes et approches" qu'ils utilisent.⁴³⁴ Selon la Chine, une approche consisterait à "soupleser les différentes causes".⁴³⁵ La Chine reconnaît que la section 16.4 "n'exige pas spécifiquement que les effets des importations en provenance de Chine soient plus importants que les effets des autres causes".⁴³⁶ Pourtant, dans les cas où "les effets des importations en provenance de Chine sont moins importants que ceux des autres causes, l'autorité chargée de l'enquête doit s'arrêter pour examiner la situation très attentivement" et "doit prendre un soin particulier à s'acquitter de son devoir de fournir une explication motivée et adéquate" si elle conclut que les importations en provenance de Chine sont "une cause significative".⁴³⁷

198. En réponse, les États-Unis font valoir que la Chine "s'appuie largement" sur les constatations formulées par l'Organe d'appel dans le cadre d'affaires antérieures au titre de l'*Accord sur les sauvegardes* et de l'*Accord antidumping*, notamment les affaires *États-Unis – Viande d'agneau* et *États-Unis – Acier laminé à chaud*.⁴³⁸ Les États-Unis indiquent toutefois que l'Organe d'appel a fondé ces constatations sur "les termes exprès de l'article 4:2 b) de l'*Accord sur les sauvegardes* et de l'article 3.5 de l'*Accord antidumping*, qui imposent spécifiquement à une autorité de ne pas imputer aux importations le dommage causé par d'autres facteurs".⁴³⁹ En l'espèce, les États-Unis conviennent avec le Groupe spécial que l'USITC était tenue "d'effectuer une forme quelconque d'analyse des effets

⁴³⁰ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 251.

⁴³¹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 252.

⁴³² Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 253.

⁴³³ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 254.

⁴³⁴ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 254 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 224; et au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 181).

⁴³⁵ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 255.

⁴³⁶ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 256. (souligné dans l'original)

⁴³⁷ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 256.

⁴³⁸ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 128.

⁴³⁹ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 128 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 162 à 181; et au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphes 216 à 236).

des autres facteurs qui avaient causé un dommage à la branche de production".⁴⁴⁰ Se référant au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, ils font observer cependant que "quand un accord ne contient pas de libellé spécifique relatif à la non-imputation, l'autorité a le pouvoir discrétionnaire de recourir à une analyse appropriée et raisonnable pour évaluer les effets d'autres facteurs".⁴⁴¹

199. Pour sa part, le Groupe spécial a commencé par noter que les parties convenaient qu'une forme quelconque d'analyse aux fins de la non-imputation pouvait être requise au titre de la section 16 du Protocole.⁴⁴² Sur la base de son analyse, il a conclu que "le lien de causalité entre l'accroissement rapide des importations et le dommage important [devait] être évalué "dans le contexte d'autres facteurs de causalité possibles"". ⁴⁴³

200. Comme le Groupe spécial l'a fait observer, il est possible d'établir une analogie avec l'approche suivie dans l'affaire *États-Unis – Coton upland*, où, nonobstant l'absence d'un libellé explicite concernant la non-imputation dans les articles 5 et 6.3 de l'*Accord SMC*, tant le Groupe spécial que l'Organe d'appel ont constaté que, quand il y avait d'autres causes possibles, une forme quelconque d'analyse aux fins de la non-imputation était inhérente à l'établissement de l'existence d'un lien de causalité entre la subvention et l'empêchement de hausses de prix et que, s'il n'y avait pas d'analyse aux fins de la non-imputation, il n'était pas possible d'établir avec certitude que la subvention contestée avait pour effet d'empêcher des hausses de prix (par opposition à un certain autre facteur de dommage).⁴⁴⁴ L'Organe d'appel a constaté en outre que l'absence de prescriptions en matière de causalité expressément imposées au titre des articles 5 c) et 6.3 c) semblait indiquer qu'"un groupe spécial dispose d'un certain pouvoir discrétionnaire pour choisir une méthode appropriée afin de déterminer si une subvention a pour "effet" un empêchement notable de hausses de prix".⁴⁴⁵

201. Bien que le raisonnement tenu par l'Organe d'appel dans cette affaire soit fondé sur un libellé que l'on trouve dans d'autres Accords de l'OMC, nous considérons que ce raisonnement est pertinent et instructif en l'espèce. En particulier, il corrobore l'idée qu'il est nécessaire d'effectuer une forme quelconque d'analyse des effets dommageables d'autres facteurs pour démontrer que les importations

⁴⁴⁰ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 132 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.176 et 7.177).

⁴⁴¹ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 132 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 436).

⁴⁴² Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.174.

⁴⁴³ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.177 (citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1344).

⁴⁴⁴ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.176; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 437 et 438; rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1344. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 179.

⁴⁴⁵ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 436.

visées sont "une cause significative" de dommage au sens de la section 16.4 du Protocole, en dépit de l'absence de libellé prescrivant explicitement de prendre en considération les autres causes de dommage possibles.⁴⁴⁶ Selon nous, l'autorité chargée de l'enquête ne peut déterminer si les importations visées sont une cause significative de dommage important que si elle s'assure dûment que les effets des autres causes connues ne sont pas imputés à tort à ces importations et ne portent pas à croire que lesdites importations ne sont en fait qu'une cause "éloignée" ou "minimale", plutôt qu'une cause "significative", de dommage important pour la branche de production nationale. Pour cette raison, l'importance des effets d'un accroissement rapide des importations doit être évaluée dans le contexte des autres facteurs de causalité connus.⁴⁴⁷ L'étendue de l'analyse qui est requise dépendra de l'incidence des autres causes dont la pertinence est alléguée et des faits et circonstances de l'affaire considérée.

B. *Conditions de concurrence sur le marché des pneumatiques des États-Unis*

202. Dans ce contexte, nous passons aux questions spécifiques soulevées par la Chine en appel. Dans la présente section, nous examinons l'allégation de la Chine selon laquelle le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'USITC avait dûment examiné les conditions de concurrence sur le marché des pneumatiques des États-Unis pour déterminer que l'accroissement rapide des importations visées était "une cause significative" de dommage important pour la branche de production nationale au sens de la section 16.4 du Protocole d'accession de la Chine.

203. La Chine allègue que cette constatation est erronée pour deux raisons principales. Premièrement, parce que le Groupe spécial (et l'USITC) n'ont pas évalué de manière appropriée les éléments de preuve indiquant que la plus grande partie de la production des États-Unis était vendue sur un segment particulier (appelé catégorie 1) du marché du remplacement⁴⁴⁸, où elle n'affrontait

⁴⁴⁶ Par exemple, l'article 4:2 a) de l'*Accord sur les sauvegardes* dispose que, "[l]orsque des facteurs autres qu'un accroissement des importations causent un dommage ... en même temps, ce dommage ne sera pas imputé à un accroissement des importations". La partie pertinente de l'article 3.5 de l'*Accord antidumping* est libellée comme suit: "[les autorités] examineront aussi tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale, et les dommages causés par ces autres facteurs ne devront pas être imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping".

⁴⁴⁷ Voir *infra*, paragraphe 254 du présent rapport.

⁴⁴⁸ Le marché du remplacement (parfois aussi appelé "marché après-vente") est formé de clients qui achètent des pneumatiques en remplacement de ceux qui équipent des automobiles déjà en service. Il représente environ 80 pour cent du marché total des États-Unis (communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 310 (faisant référence au rapport de l'USITC, page V-3)). Le Groupe spécial et l'USITC ont tous deux admis que le marché du remplacement pouvait généralement être divisé en trois segments ou "catégories", différenciés sur la base de la marque et des prix (voir le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.197; et le rapport de l'USITC, page 27). La catégorie 1 comprend les grandes marques de produits de qualité supérieure ou de produits phares; la catégorie 2 les marques de producteurs secondaires, associés ou étrangers; et la

"pratiquement aucune concurrence" venant des importations visées, qui étaient surtout vendues dans les catégories 2 et 3 de ce marché.⁴⁴⁹ Deuxièmement, parce que le Groupe spécial (et l'USITC) n'ont pas évalué de manière appropriée les éléments de preuve portant à croire que les producteurs nationaux s'intéressaient principalement au marché des fabricants d'équipement d'origine ("marché OEM")⁴⁵⁰, où la concurrence des importations visées n'était pas significative. Selon la Chine, ces éléments de preuve, considérés conjointement, semblaient indiquer un degré de concurrence "très atténué"⁴⁵¹ entre les importations en provenance de Chine et les pneumatiques nationaux sur le marché des États-Unis et, par conséquent, ni le Groupe spécial ni l'USITC n'ont "fourni d'explication motivée et adéquate ... [quant à] la manière dont ces données pouvaient être conciliées avec la conclusion finale" selon laquelle les importations en provenance de Chine étaient "une cause significative" de dommage important pour la branche de production nationale au sens de la section 16.4 du Protocole.⁴⁵²

1. Conditions de concurrence sur le marché du remplacement des États-Unis

204. La Chine allègue que ni le Groupe spécial ni l'USITC n'ont évalué de manière appropriée l'existence d'une "concurrence atténuée" entre les importations visées et les pneumatiques nationaux sur le marché du remplacement des États-Unis.⁴⁵³ Selon elle, la conclusion du Groupe spécial selon laquelle il n'y avait "pas de distinctions claires" entre les catégories 1, 2 et 3 du marché du remplacement des États-Unis ne tenait pas suffisamment compte du degré de concurrence atténué qui existait sur le marché du remplacement des États-Unis.⁴⁵⁴ La Chine souligne que les importations visées représentaient moins de 1 pour cent des expéditions totales dans la catégorie 1 du marché du remplacement, où les producteurs des États-Unis concentraient 51 pour cent de leurs expéditions.⁴⁵⁵ Cette "présence limitée" des importations en provenance de Chine dans la catégorie 1 donnait à penser que la "plus grande partie" de la production des États-Unis n'affrontait "pratiquement aucune concurrence" venant des importations visées sur le marché du remplacement.⁴⁵⁶ Par ailleurs, la constatation du Groupe spécial selon laquelle la concurrence dans les catégories 2 et 3 était plus que

catégorie 3 les pneumatiques produits en masse, vendus sous des marques de distributeur ou des marques moins connues ou n'ayant pas de marque (rapport de l'USITC, note de bas de page 41, page 9, et page V-4).

⁴⁴⁹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 318.

⁴⁵⁰ Le marché OEM est celui des pneumatiques produits pour être vendus aux fabricants de nouveaux véhicules de tourisme et camions légers. Il représente environ 20 pour cent du marché total des États-Unis (voir la communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 310 (faisant référence au rapport de l'USITC, page V-3)).

⁴⁵¹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 336.

⁴⁵² Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 348.

⁴⁵³ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 311.

⁴⁵⁴ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 313 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.197).

⁴⁵⁵ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 316.

⁴⁵⁶ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 318 et 325.

"résiduelle" ne constituait pas, de l'avis de la Chine, une base suffisante pour conclure que les importations visées étaient "une cause significative" de dommage important, parce que ces segments représentaient "moins de la moitié" du marché du remplacement des États-Unis.⁴⁵⁷ La Chine fait valoir en outre que le Groupe spécial "a outrepassé les limites appropriées de l'examen" en effectuant sa propre analyse des raisons pour lesquelles la concurrence entre les pneumatiques nationaux et les importations visées était "significative" dans les catégories 2 et 3.⁴⁵⁸

205. Les États-Unis répondent que le Groupe spécial a confirmé à juste titre la conclusion de l'USITC selon laquelle la concurrence entre les importations visées et les pneumatiques de fabrication nationale sur le marché du remplacement était significative. Ils soulignent que des "quantités significatives" de pneumatiques des États-Unis et de pneumatiques chinois ont été expédiés dans les catégories 2 et 3 en 2008, ce qui étaye la conclusion de l'USITC selon laquelle la concurrence était significative dans ces catégories.⁴⁵⁹ Les États-Unis ajoutent que le Groupe spécial a confirmé à juste titre la conclusion de l'USITC selon laquelle les lignes de démarcation peu claires entre les catégories du marché du remplacement des États-Unis n'étaient pas l'argument de la Chine selon lequel les importations dans une catégorie ne pouvaient pas influencer sur les volumes et les prix dans une autre catégorie du marché.⁴⁶⁰

206. Pour sa part, le Groupe spécial a noté que les éléments de preuve présentés à l'USITC donnaient à penser qu'il n'y avait pas de consensus quant aux lignes de démarcation entre les catégories du marché du remplacement, s'agissant en particulier de la différenciation entre les catégories 2 et 3.⁴⁶¹ En outre, il a souligné que même s'il y avait un "moyen objectif de distinguer" les catégories 2 et 3 de la catégorie 1, il subsistait une concurrence significative entre les pneumatiques nationaux et les importations visées dans les catégories 2 et 3.⁴⁶² Par conséquent, le Groupe spécial n'a rien trouvé à redire aux conclusions de l'USITC selon lesquelles "il n'existait pas de ligne de démarcation claire entre [les] catégories [1, 2 et 3]"⁴⁶³ et "les importations visées et les produits nationaux ne relevaient pas essentiellement de catégories différentes".⁴⁶⁴

207. Nous commençons notre analyse par l'argument de la Chine selon lequel le Groupe spécial a fait erreur en confirmant la conclusion de l'USITC selon laquelle il n'existait "pas de lignes de

⁴⁵⁷ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 320 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.195).

⁴⁵⁸ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 322 et 323.

⁴⁵⁹ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 150.

⁴⁶⁰ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 151 et 152.

⁴⁶¹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.189 (faisant référence au rapport de l'USITC, page 51).

⁴⁶² Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.195.

⁴⁶³ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.197.

⁴⁶⁴ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.197.

démarcation claires" entre les catégories 1, 2 et 3 du marché du remplacement des États-Unis.⁴⁶⁵ La Chine soutient que cette constatation est erronée parce que le Groupe spécial n'a pas suffisamment tenu compte du degré de concurrence "atténué" qui existait sur le marché du remplacement. Selon elle, le Groupe spécial a axé à tort son examen sur la question de savoir si les différentes catégories du marché du remplacement étaient clairement délimitées, quand il aurait plutôt dû se concentrer sur la manière dont l'existence de ces segments avait influé sur la conclusion de l'USITC selon laquelle la concurrence entre les importations en provenance de Chine et les pneumatiques nationaux sur le marché du remplacement des États-Unis n'était pas atténuée.⁴⁶⁶

208. Tout d'abord, nous notons que, en réponse à l'argument de la Chine selon lequel les importations en provenance de Chine et les pneumatiques de fabrication nationale étaient axés sur des segments différents du marché du remplacement des États-Unis, le Groupe spécial (et l'USITC) ont examiné la question de savoir si les catégories 1, 2 et 3 du marché du remplacement des États-Unis étaient clairement dissociées. Selon la Chine, la production de pneumatiques des États-Unis était principalement orientée vers la catégorie 1, tandis que les pneumatiques chinois étaient essentiellement vendus dans les catégories de bas de gamme 2 et 3.⁴⁶⁷ Compte tenu de ces considérations, nous ne pouvons pas être d'accord avec la Chine dans la mesure où celle-ci laisse entendre que la question de savoir si les différents segments du marché du remplacement étaient clairement délimités n'était pas pertinente pour l'examen, par le Groupe spécial, de l'évaluation faite par l'USITC du degré de concurrence entre les pneumatiques chinois et les pneumatiques nationaux sur le marché du remplacement des États-Unis. À notre avis, le fait que les différentes catégories du marché du remplacement des États-Unis n'étaient pas clairement dissociées est important, dans la mesure où il semble indiquer un taux de chevauchement concurrentiel entre ces catégories plus élevé que celui qui aurait existé si lesdites catégories avaient été clairement délimitées.

209. Cependant, un examen approfondi de l'analyse du Groupe spécial indique que le raisonnement tenu par le Groupe spécial à l'appui de la conclusion de l'USITC selon laquelle "il y avait moins de convergence de vues [entre les entreprises ayant répondu au questionnaire] sur le point de savoir quels pneumatiques étaient inclus dans les deux catégories à prix plus bas"⁴⁶⁸ fait référence aux opinions exprimées par les *commissaires dissidents de l'USITC*. En fait, en rejetant l'argument de la Chine concernant la segmentation du marché du remplacement des États-Unis, le Groupe spécial a noté l'observation des commissaires dissidents de l'USITC selon laquelle les réponses au questionnaire étaient "partag[ées] pour ce qui [était] du classement des marques associées, qui [étaient] classées

⁴⁶⁵ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.157.

⁴⁶⁶ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 313.

⁴⁶⁷ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.185.

⁴⁶⁸ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.186 (citant le rapport de l'USITC, page 27).

dans la catégorie 2 selon certaines réponses et dans la catégorie 3 selon d'autres"⁴⁶⁹ et a fait observer qu'il y avait "de grands écarts dans les estimations de la part de chaque catégorie dans le marché total des États-Unis".⁴⁷⁰ Pour le Groupe spécial, ces constatations donnaient à penser que "le marché n'avait pas d'idée bien arrêtée sur la démarcation exacte entre les catégories 1, 2 et 3".⁴⁷¹ En réponse à l'argument de la Chine selon lequel les pneumatiques nationaux appartenaient principalement à la catégorie 1 alors que les importations visées relevaient surtout des catégories 2 et 3, le Groupe spécial s'est référé à la déclaration suivante des commissaires dissidents de l'USITC:

Sans faire valoir qu'il existe une ligne de démarcation claire entre chaque catégorie, les *sociétés interrogées*, en général, soutiennent que la concurrence est atténuée entre *les pneumatiques de fabrication nationale qui sont surtout des pneumatiques des catégories 1 et 2* du marché OEM et du marché du remplacement, et les *produits importés visés qui sont surtout des pneumatiques de la catégorie 3* du marché du remplacement.⁴⁷² (italique ajouté par le Groupe spécial)

210. Le Groupe spécial s'est référé en outre au témoignage d'un producteur chinois qui a dit qu'il était "souvent utile de ... regrouper [*les pneumatiques des catégories 1 et 2*] dans la catégorie des pneumatiques "haut de gamme", car ces deux segments [étaient] ceux où l'image de marque [était] un élément important".⁴⁷³

211. Comme le raisonnement ci-dessus semble l'indiquer, le Groupe spécial, sur la base des constatations formulées par les *commissaires dissidents de l'USITC* et d'une déclaration faite par un producteur chinois devant l'USITC, a confirmé la conclusion de cette dernière selon laquelle il n'y avait pas de lignes de démarcation claires entre les catégories 1, 2 et 3 du marché du remplacement des États-Unis. Cependant, comme nous l'avons noté plus haut, le critère d'examen correct à appliquer au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord imposait au Groupe spécial d'établir si l'USITC avait fourni une explication motivée et adéquate concernant sa constatation *affirmative* de l'existence d'une désorganisation du marché. Les opinions divergentes de commissaires dissidents, quels qu'ils soient, ne font pas partie de la détermination de l'USITC selon laquelle il existe une désorganisation du marché. En conséquence, dans la mesure où il s'est appuyé sur les opinions des commissaires dissidents de l'USITC pour étayer sa constatation selon laquelle l'USITC avait fourni une explication motivée et adéquate concernant sa détermination selon laquelle les importations visées étaient une cause significative de dommage important au sens de la section 16.4 du Protocole, y

⁴⁶⁹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.188 (citant le rapport de l'USITC, page 51) (italique omis).

⁴⁷⁰ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.189 (citant le rapport de l'USITC, page 52).

⁴⁷¹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.190.

⁴⁷² Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.191 (citant la déclaration des commissaires dissidents, rapport de l'USITC, page 51).

⁴⁷³ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.192 (citant le mémoire déposé après l'audition par GITI (pièce CHN-40 présentée au Groupe spécial), page 6). (italique ajouté par le Groupe spécial)

compris l'évaluation faite par l'USITC des conditions de concurrence sur le marché des États-Unis, le Groupe spécial a commis une erreur.

212. Cela dit, nous notons que l'approbation par le Groupe spécial de la conclusion de l'USITC selon laquelle il n'y avait pas de lignes de démarcation claires entre les catégories 1, 2 et 3 du marché du remplacement des États-Unis n'était que l'une des raisons avancées par le Groupe spécial à l'appui de sa constatation selon laquelle l'USITC n'avait pas fait erreur en constatant que la concurrence entre les pneumatiques chinois et les pneumatiques nationaux sur ce marché n'était pas atténuée.⁴⁷⁴ En plus d'avoir constaté que l'USITC avait conclu à juste titre que ces catégories n'étaient pas clairement dissociées, le Groupe spécial a tenu le raisonnement selon lequel les données présentées à l'USITC au sujet des parts de marché ne semblaient pas indiquer que la concurrence entre les pneumatiques nationaux et les pneumatiques chinois sur le marché du remplacement était atténuée, pour les raisons suivantes:

[M]ême s'il y avait un moyen objectif de distinguer les catégories 2 et 3 de la catégorie 1, les éléments de preuve versés au dossier démontrent qu'il subsiste une concurrence significative entre les pneumatiques nationaux et les importations visées dans les catégories 2 et 3. En 2008, les producteurs des États-Unis et les importations visées ont compté pour 16 et 27,3 pour cent, respectivement, des expéditions de pneumatiques de la catégorie 2, et pour 18,6 et 42,4 pour cent, respectivement, des expéditions de pneumatiques de la catégorie 3. Selon nous, cette présence de la branche de production des États-Unis dans les catégories 2 et 3 laisse entrevoir beaucoup plus que la simple concurrence "résiduelle" alléguée par la Chine. Le fait que ces données se rapportent à 2008, année postérieure à la fermeture par la branche de production des États-Unis des usines qui produisaient des pneumatiques de moindre valeur (c'est-à-dire des catégories 2 et 3) donne à penser que la concurrence entre la branche de production des États-Unis et les importations visées aurait été encore plus vive au début de la période couverte par l'enquête.⁴⁷⁵ (notes de bas de page omises)

213. Sur cette base, bien qu'il ait reconnu que les importations en provenance de Chine n'avaient eu qu'une "présence limitée" dans la catégorie 1, qui représentait 51,2 pour cent des expéditions des États-Unis destinées au marché du remplacement, le Groupe spécial a constaté que les importations

⁴⁷⁴ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.197; rapport de l'USITC, page 27.

⁴⁷⁵ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.195 (faisant référence à la réponse des États-Unis à la question n° 46 du Groupe spécial, paragraphe 24). L'USITC a constaté de même qu'"à la fois les pneumatiques produits aux États-Unis et les importations visées en provenance de Chine [avaient] une présence significative dans les segments 2 et 3 (catégorie 2 et catégorie 3) du marché du remplacement, que les deux [étaient] en outre présents dans le segment 1 (catégorie 1) et sur le marché OEM et qu'il y [avait] une concurrence significative entre les importations visées et les pneumatiques nationaux sur le marché des États-Unis" (rapport de l'USITC, page 27).

visées avaient été "beaucoup plus présentes sur le reste du marché du remplacement", où les pneumatiques nationaux étaient aussi "très présents".⁴⁷⁶

214. À notre avis, le raisonnement qui précède étaye raisonnablement la conclusion du Groupe spécial selon laquelle l'USITC n'a pas fait erreur en constatant que la présence simultanée des pneumatiques nationaux et des pneumatiques chinois dans les catégories 2 et 3 donnait à penser que, globalement, il y avait une concurrence significative sur le marché du remplacement des États-Unis, en dépit de la présence limitée des importations chinoises dans la catégorie plus large que constitue la catégorie 1 de ce marché. Comme l'a fait observer le Groupe spécial, bien qu'il y ait eu une certaine variation des niveaux de concurrence dans les différentes catégories du marché du remplacement, la concurrence entre les pneumatiques nationaux et les pneumatiques chinois était significative dans les catégories 2 et 3⁴⁷⁷, ce qui, à son tour, étayait la conclusion finale de l'USITC selon laquelle les importations visées étaient une cause significative de dommage important pour la branche de production nationale.

215. En conséquence, nous ne sommes pas persuadés que le Groupe spécial ait fait erreur en constatant que l'USITC avait correctement évalué les conditions de concurrence sur le marché du remplacement des États-Unis. Bien que nous considérions que le Groupe spécial a commis une erreur en se référant aux opinions exprimées par les commissaires dissidents de l'USITC sur la question de savoir si les différentes catégories du marché du remplacement des États-Unis étaient clairement dissociées, nous ne considérons pas que cette erreur infirme la conclusion finale du Groupe spécial selon laquelle l'USITC a dûment établi qu'il y avait une concurrence significative entre les importations en provenance de Chine et les pneumatiques de fabrication nationale sur le marché du remplacement des États-Unis. À notre avis, cette conclusion est étayée par le raisonnement du Groupe spécial selon lequel les données présentées à l'USITC au sujet des parts de marché donnaient à penser qu'à la fois les pneumatiques chinois et les pneumatiques nationaux avaient une présence significative dans les catégories 2 et 3 du marché du remplacement des États-Unis. En conséquence, nous ne considérons pas que le Groupe spécial ait fait erreur en constatant que l'USITC n'avait pas

⁴⁷⁶ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.196.

⁴⁷⁷ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.195. À cet égard, nous ne partageons pas le point de vue de la Chine selon lequel le Groupe spécial "a outrepassé les limites appropriées de l'examen" en concluant qu'il subsistait une concurrence significative dans les catégories 2 et 3 du marché du remplacement des États-Unis (communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 322). Le Groupe spécial ne faisait que reprendre les données présentées à l'USITC au sujet des parts de marché concernant ces catégories et examinait simplement d'une manière critique si ces données étayaient la conclusion de l'USITC selon laquelle la concurrence entre les pneumatiques nationaux et les importations visées était significative sur le marché des États-Unis.

omis d'évaluer de manière appropriée l'existence d'une "concurrence atténuée"⁴⁷⁸ entre les importations visées et les pneumatiques nationaux sur le marché du remplacement des États-Unis.

2. Accent mis par les producteurs des États-Unis sur le marché OEM

216. Selon la Chine, le Groupe spécial a axé à tort son examen sur les tendances à la hausse des importations en provenance de Chine vers le marché OEM quand il aurait plutôt dû évaluer si la concurrence sur ce marché était significative.⁴⁷⁹ La Chine souligne que sa part du marché OEM est restée inférieure à 5 pour cent pendant toute la période couverte par l'enquête.⁴⁸⁰ Pour la Chine, l'analyse des points extrêmes effectuée par le Groupe spécial occulte le fait que la plupart des gains de parts de marché réalisés par la Chine ont eu lieu en 2006.⁴⁸¹ La Chine souligne en outre que, même pendant la période où elles ont perdu des parts sur l'ensemble du marché des États-Unis, les importations non visées ont représenté une part du marché OEM qui était plus importante que celle des importations visées et qui était en augmentation.⁴⁸²

217. Les États-Unis rétorquent qu'il était raisonnable de la part de l'USITC d'invoquer la présence croissante de la Chine sur le marché OEM à l'appui de sa constatation selon laquelle la concurrence sur l'ensemble du marché des États-Unis était significative. Ils soulignent que les importations en provenance de Chine ont accru constamment leur part du marché OEM pendant la période couverte par l'enquête, alors que la branche de production nationale a constamment perdu des parts de marché.⁴⁸³ Les États-Unis font valoir que, parce que ces tendances étaient conformes à l'évolution du marché global, les conditions de concurrence sur le marché OEM étayaient la conclusion générale de l'USITC.⁴⁸⁴ En outre, ils font observer qu'un volume de 2,3 millions de pneumatiques en provenance de Chine représentant une part de marché de 5 pour cent en 2008, ne pouvait pas être considéré comme "négligeable".⁴⁸⁵

218. Bien qu'il ait reconnu que le secteur OEM était plus important pour les producteurs nationaux que pour les importations visées, le Groupe spécial a noté que la proportion des expéditions nationales effectuées dans ce segment avait diminué (tombant de 23,3 pour cent en 2004 à 17,7 pour cent en 2008), alors que celle des importations visées avait augmenté (passant de 0,8 pour cent en 2004 à

⁴⁷⁸ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 311.

⁴⁷⁹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 334.

⁴⁸⁰ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 330.

⁴⁸¹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 331.

⁴⁸² Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 332 et 333.

⁴⁸³ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 154.

⁴⁸⁴ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 154.

⁴⁸⁵ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 155.

5 pour cent en 2008).⁴⁸⁶ En termes absolus, le volume des expéditions de pneumatiques nationaux sur le marché OEM a diminué de 46 pour cent pendant la période couverte par l'enquête (étant passé de 45 351 000 unités en 2004 à 24 211 000 unités en 2008), tandis que le volume des importations visées a augmenté de 1 785 pour cent (étant passé de 121 000 unités en 2004 à 2 281 000 unités en 2008).⁴⁸⁷ Sur la base de ces données, le Groupe spécial a dit ce qui suit:

Ainsi, au cours de la période couverte par l'enquête, tant les importations visées que les pneumatiques de fabrication nationale étaient présents dans le secteur OEM. Sur l'ensemble de la période, le degré de concurrence qui en a résulté entre les importations visées et les pneumatiques de fabrication nationale dans le secteur OEM a augmenté, tandis que l'importance relative des pneumatiques de fabrication nationale a diminué et que celle des importations visées s'est accrue. Conformément à la tendance globale des expéditions sur le marché OEM et le marché du remplacement, l'importance concurrentielle des importations visées sur le marché OEM s'est particulièrement accentuée à la fin de la période couverte par l'enquête lorsque, malgré un recul de 16,4 pour cent de la consommation apparente, les importations visées ont pu croître de 12,6 pour cent, alors que les importations non visées et les expéditions des producteurs des États-Unis ont diminué de 11,3 et 22 pour cent, respectivement.⁴⁸⁸ (note de bas de page omise)

Sur la base de cette analyse, le Groupe spécial a rejeté l'affirmation de la Chine selon laquelle "l'USITC était tenue d'écarter la concurrence des importations visées dans le secteur OEM comme étant "négligeable"". ⁴⁸⁹

219. Nous convenons avec la Chine que le Groupe spécial aurait pu présenter une analyse plus approfondie des données concernant le niveau de concurrence sur le marché OEM. Après avoir noté qu'à la fois les pneumatiques chinois et les pneumatiques nationaux étaient "présents" dans le secteur OEM, le Groupe spécial paraît s'être appuyé principalement sur une comparaison des points extrêmes atteints par les volumes relatifs et les parts de marché pour parvenir à la conclusion que le degré de concurrence entre les pneumatiques de fabrication nationale et les importations visées avait "augmenté" sur le marché OEM.⁴⁹⁰ Il a cherché ensuite à étayer cette conclusion en juxtaposant la tendance à la hausse de la part de marché des importations visées et les tendances à la baisse de la

⁴⁸⁶ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.201.

⁴⁸⁷ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.202.

⁴⁸⁸ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.204.

⁴⁸⁹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.205 (citant la première communication écrite de la Chine au Groupe spécial, paragraphe 226).

⁴⁹⁰ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.204.

consommation apparente et de la part de marché concernant à la fois les pneumatiques nationaux et les importations non visées.⁴⁹¹

220. Nous notons que l'Organe d'appel a émis des réserves au sujet des analyses des points extrêmes du type de celle que le Groupe spécial a effectuée en ce qui concerne le marché OEM.⁴⁹² Cela mis à part, le Groupe spécial aurait pu présenter une analyse plus approfondie des conditions de concurrence sur le marché OEM. En particulier, il n'a pas examiné en détail les raisons pour lesquelles un "degré de concurrence croissant"⁴⁹³ sur le marché OEM étayait sa conclusion finale selon laquelle l'USITC n'était pas tenue d'écarter la concurrence sur ce marché comme étant "négligeable".⁴⁹⁴ Cela dit, il était demandé en l'espèce au Groupe spécial d'évaluer si l'USITC avait conclu à juste titre qu'il y avait une concurrence significative entre les importations visées et les pneumatiques nationaux sur l'ensemble du marché des États-Unis, plutôt que sur le seul marché OEM. Par conséquent, la question pertinente dont le Groupe spécial était saisi était de savoir si le degré de concurrence sur le marché OEM étayait la conclusion de l'USITC selon laquelle la concurrence entre les importations visées et les pneumatiques de fabrication nationale sur l'ensemble du marché des États-Unis était significative. C'est la question que nous allons maintenant examiner.

3. Conditions de concurrence sur l'ensemble du marché des États-Unis

221. Pour finir, la Chine allègue que le Groupe spécial n'a pas compris l'intérêt que présentait l'effet combiné d'une concurrence atténuée sur le marché OEM et sur le marché du remplacement pour son examen de l'évaluation faite par l'USITC des conditions de concurrence sur l'ensemble du marché des États-Unis. Selon elle, ni le Groupe spécial ni l'USITC n'ont expliqué de manière appropriée comment les importations visées pouvaient être une cause significative de dommage important au sens du paragraphe 16.4 du Protocole quand approximativement 60 pour cent de la production des États-Unis entrait dans la catégorie 1 du marché du remplacement et sur le marché OEM, où les importations en provenance de Chine ne détenaient qu'une part de marché combinée de 2 à 3 pour cent.⁴⁹⁵

222. Les États-Unis répondent que le Groupe spécial a conclu à juste titre que l'USITC avait déterminé avec raison qu'il y avait une "concurrence significative" entre les pneumatiques chinois et

⁴⁹¹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.204.

⁴⁹² Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Sauvegardes concernant l'acier*, paragraphe 354; le rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 129; et le rapport de l'Organe d'appel *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphe 1188.

⁴⁹³ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.204.

⁴⁹⁴ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.205.

⁴⁹⁵ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 309 et 336.

les pneumatiques nationaux dans les catégories 2 et 3 du marché du remplacement des États-Unis⁴⁹⁶; que les importations en provenance de Chine dans les différents segments pouvaient influencer sur les prix et les volumes des pneumatiques nationaux dans les autres segments parce qu'il n'y avait "pas de lignes de démarcation claires" entre les catégories du marché du remplacement⁴⁹⁷; et que les importations visées prenaient une part "croissante, quoique réduite" du marché OEM.⁴⁹⁸

223. Nous rappelons notre précédente conclusion selon laquelle le Groupe spécial n'a pas fait erreur en examinant l'évaluation faite par l'USITC des conditions de concurrence sur le marché du remplacement des États-Unis.⁴⁹⁹ Nous sommes convenus avec le Groupe spécial que l'USITC avait conclu à juste titre que la présence significative simultanée des importations en provenance de Chine et des pneumatiques nationaux dans les catégories 2 et 3 indiquait un degré de concurrence suffisant sur le marché du remplacement, en dépit de la présence limitée des importations visées dans la catégorie 1 de ce marché. Cependant, nous avons aussi constaté que le Groupe spécial aurait pu présenter une analyse plus approfondie des conditions de concurrence sur le marché OEM.

224. Quoiqu'il en soit, nous observons que le marché OEM était généralement moins important, *que ce soit* pour les producteurs des États-Unis ou pour les importations visées, que le marché du remplacement. Comme le reconnaît la Chine, alors que le marché du remplacement représentait plus de 80 pour cent du marché global des États-Unis, le marché OEM représentait moins de 20 pour cent de ce marché.⁵⁰⁰ Pendant la période couverte par l'enquête, le marché OEM représentait de 23,3 pour cent à 17,7 pour cent des expéditions totales des producteurs des États-Unis, et de 0,8 pour cent à 5 pour cent des importations visées.⁵⁰¹ Par conséquent, même à supposer que la Chine ait raison de faire valoir que la concurrence sur le marché OEM n'était pas significative⁵⁰², le degré de concurrence résultant entre les importations visées et les pneumatiques nationaux sur le marché plus large constitué par le marché du remplacement aurait suffi pour établir que la concurrence sur *l'ensemble* du marché des États-Unis était significative. En outre, la présence significative des importations en provenance de Chine dans les catégories 2 et 3 du marché du remplacement, associée à la présence limitée – mais croissante – de ces importations dans la catégorie 1 de ce marché et sur le marché OEM, cautionne l'approbation par le Groupe spécial de la conclusion de l'USITC selon laquelle il y

⁴⁹⁶ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 156 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.195; et au rapport de l'USITC, pages 21 et 27).

⁴⁹⁷ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 156 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.185 à 7.194; et au rapport de l'USITC, pages 21 et 27).

⁴⁹⁸ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 156 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.201 à 7.205; et au rapport de l'USITC, pages 21 et 27).

⁴⁹⁹ Voir *supra*, paragraphe 214 du présent rapport.

⁵⁰⁰ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 310.

⁵⁰¹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.201 (faisant référence au rapport de l'USITC, tableau V-3).

⁵⁰² Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 327.

avait "une concurrence significative entre les importations visées et les pneumatiques nationaux sur le marché des États-Unis".⁵⁰³

225. À notre avis, les arguments de la Chine concernant une concurrence "atténuée" sur le marché des États-Unis reposent sur l'interprétation donnée par la Chine du critère de causalité énoncé dans la section 16.4 du Protocole. Pour la Chine, le degré de concurrence sur le marché des États-Unis n'étaye pas une constatation selon laquelle les importations visées sont "une cause significative" de dommage important pour la branche de production nationale parce que la Chine interprète la section 16.4 comme exigeant qu'un lien de causalité "particulièrement fort, substantiel et important" existe entre les importations visées et tout dommage important pour la branche de production nationale.⁵⁰⁴ Or, comme nous l'avons expliqué plus haut⁵⁰⁵, le critère de causalité de la section 16.4, correctement interprété, exige que les importations visées apportent une contribution importante pour ce qui est d'entraîner un dommage important pour la branche de production nationale. À notre avis, le degré de concurrence entre les importations visées et les pneumatiques nationaux sur le marché des États-Unis dont l'USITC a établi l'existence, et que le Groupe spécial a confirmé, était suffisant pour étayer une constatation selon laquelle les importations en provenance de Chine étaient "une cause significative" de dommage important pour la branche de production nationale.

4. Conclusion

226. Compte tenu de ce qui précède, nous considérons que le Groupe spécial n'a pas fait erreur en constatant que l'USITC avait dûment évalué les conditions de concurrence sur l'ensemble du marché des États-Unis. En conséquence, nous *confirmons* la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.216 de son rapport, selon laquelle l'USITC n'a pas fait d'erreur dans son évaluation des conditions de concurrence sur l'ensemble du marché des États-Unis.

C. *Corrélation entre l'accroissement rapide des importations et le dommage important*

227. Nous passons ensuite à l'allégation de la Chine selon laquelle le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'USITC était en droit d'invoquer une "coïncidence générale" entre l'évolution à la hausse des importations visées et l'évolution à la baisse des facteurs relatifs au dommage pour arriver à sa constatation selon laquelle les importations visées étaient une cause significative de dommage important au titre de la section 16.4 du Protocole d'accession de la Chine.

⁵⁰³ Rapport de l'USITC, page 27.

⁵⁰⁴ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 193.

⁵⁰⁵ *Supra*, paragraphes 175 et 176 du présent rapport.

228. Premièrement, la Chine fait valoir que le Groupe spécial a fait erreur en n'exigeant pas un degré de corrélation plus spécifique entre les accroissements des importations visées et les baisses des facteurs relatifs au dommage. Selon la Chine, le Groupe spécial avait l'obligation au titre de la section 16.4 d'analyser avec soin les "variations relatives annuelles"⁵⁰⁶ entre les importations visées et les facteurs relatifs au dommage. En particulier, la Chine soutient que le Groupe spécial n'a pas évalué de façon adéquate l'"absence de lien" entre les tendances de 2007 et de 2008, alors que le taux d'accroissement des importations visées baissait mais que les facteurs relatifs au dommage tels que la production, les expéditions et les ventes se dégradaient néanmoins.⁵⁰⁷ Elle ajoute qu'il existait une "absence de lien" semblable entre une baisse du taux d'accroissement des importations visées et les baisses d'autres facteurs relatifs au dommage tels que les bénéfices d'exploitation, la productivité, l'utilisation des capacités et la recherche-développement.⁵⁰⁸ Selon la Chine, le Groupe spécial n'a pas traité dans son explication la question de savoir si ces incohérences dans les tendances donnaient à penser que le dommage était causé par d'autres facteurs, tels que la récession de 2008 et la décision stratégique prise par la branche de production nationale de renoncer au segment bas de gamme du marché du remplacement des États-Unis.⁵⁰⁹

229. Deuxièmement, la Chine fait valoir que le Groupe spécial a confirmé à tort la constatation de l'USITC selon laquelle les importations visées avaient des effets défavorables sur les prix intérieurs et la rentabilité. En particulier, elle souligne que le ratio coût des marchandises vendues ("CMV")/ventes a augmenté en 2007 et 2008, au moment où le taux d'accroissement des importations visées a diminué.⁵¹⁰ Selon la Chine, le Groupe spécial a accepté sans réserve la conclusion de l'USITC selon laquelle il y avait eu "une forte hausse de ce ratio en 2008" et n'a pas tenu compte de la forte baisse du ratio CMV/ventes en 2007.⁵¹¹ De la même façon, le Groupe spécial n'a pas traité les variations annuelles lorsqu'il a constaté que "la vente à des prix inférieurs des produits importés visés avait *généralement* eu un effet très préjudiciable sur la branche de production nationale".⁵¹² La Chine souligne que, lorsque la marge de vente à des prix inférieurs était la plus élevée, en 2007, la rentabilité

⁵⁰⁶ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 350.

⁵⁰⁷ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 354 à 358.

⁵⁰⁸ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 359.

⁵⁰⁹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 364 à 366.

⁵¹⁰ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 368. Le ratio CMV/ventes exprime la part de la valeur totale des ventes que représentent les coûts directement associés à la fabrication d'un bien particulier. Un ratio CMV/ventes plus élevé indique donc que ces coûts constituent une part plus importante de la valeur des ventes, ce qui laisse une marge plus faible pour les frais d'administration et de commercialisation, les frais de caractère général et les bénéfices. Le ratio CMV/ventes fournit donc une indication sur le point de savoir si la valeur des ventes est suffisante pour couvrir les coûts de production encourus pour produire les marchandises qui sont vendues.

⁵¹¹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 369 (citant le rapport de l'USITC, page 24).

⁵¹² Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 371 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.258). (italique ajouté par la Chine)

de la branche de production nationale s'est améliorée. En revanche, lorsque la marge de vente à des prix inférieurs a diminué, en 2008, la rentabilité de la branche de production nationale a aussi diminué.⁵¹³ La Chine ajoute que la marge de vente à des prix inférieurs est restée relativement élevée en 2008 parce que les prix des pneumatiques nationaux haut de gamme sont plus élevés que ceux des pneumatiques chinois autres que de marque.⁵¹⁴ Par conséquent, le Groupe spécial n'a pas tenu compte des effets de la "concurrence atténuée" sur la vente à des prix inférieurs⁵¹⁵ et n'a pas examiné d'une manière adéquate le fait que les importations non visées étaient aussi vendues à des prix inférieurs à ceux des pneumatiques nationaux.⁵¹⁶

230. Les États-Unis répondent que l'analyse de la corrélation effectuée par l'USITC était à la fois motivée et adéquate et étayait suffisamment la conclusion de l'USITC selon laquelle les importations visées étaient une "cause significative" de dommage important pour la branche de production nationale. Selon les États-Unis, le Groupe spécial a conclu correctement que la section 16.4 du Protocole d'accession de la Chine n'exigeait pas une stricte corrélation des degrés de variation entre les importations visées et les facteurs relatifs au dommage.⁵¹⁷ Les États-Unis soulignent que les indicateurs de dommage tels que la part de marché, la production, la capacité, les expéditions, les ventes nettes, le nombre de travailleurs associés à la production, le nombre d'heures travaillées et la masse salariale ont baissé au cours de chaque année de la période couverte par l'enquête.⁵¹⁸ D'autres facteurs comme la productivité, l'utilisation des capacités, les marges d'exploitation et le bénéfice d'exploitation se sont détériorés pendant trois des quatre années de la période couverte par l'enquête.⁵¹⁹ Les États-Unis font valoir que les améliorations de la rentabilité, de la productivité et de l'utilisation des capacités de la branche de production nationale intervenues en 2007 n'affaiblissent pas la constatation de l'existence d'une corrélation générale formulée par le Groupe spécial, parce que d'autres facteurs tels que la part de marché, la capacité et le niveau de production, les expéditions, le volume de ventes, le nombre de travailleurs associés à la production, le nombre d'heures travaillées et la masse salariale ont continué de se détériorer au cours de cette même année.⁵²⁰

231. Les États-Unis estiment en outre que le Groupe spécial n'a pas fait erreur en constatant que les importations visées avaient eu une incidence négative sur les prix et la rentabilité de la branche de production nationale. Selon les États-Unis, le Groupe spécial a suffisamment examiné l'argument de

⁵¹³ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 372.

⁵¹⁴ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 375.

⁵¹⁵ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 377.

⁵¹⁶ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 379.

⁵¹⁷ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 160.

⁵¹⁸ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 161.

⁵¹⁹ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 162.

⁵²⁰ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 163.

la Chine selon lequel une amélioration du ratio CMV/ventes en 2007 indiquait une absence de corrélation, argument qu'il a rejeté.⁵²¹ De plus, le Groupe spécial a conclu à juste titre que les améliorations de la rentabilité de la branche de production des États-Unis en 2007 n'indiquaient pas une absence de corrélation, parce que les marges d'exploitation de la branche de production avaient baissé pendant trois des quatre années de la période couverte par l'enquête.⁵²² En outre, les États-Unis expliquent que l'USITC a constaté avec raison que les "niveaux des ventes généralisées à des prix inférieurs" de produits importés visés avaient empêché des hausses de prix sur le marché des États-Unis, ce qui indiquait qu'il y avait une "concurrence significative par les prix" sur le marché de remplacement.⁵²³ De plus, ils soulignent que les importations visées étaient constamment vendues à des prix inférieurs à ceux des importations en provenance des pays tiers sur la période couverte par l'enquête.⁵²⁴

232. Le Groupe spécial, quant à lui, a noté que la section 16.4 n'exigeait pas expressément une démonstration de la corrélation entre le dommage important et l'accroissement rapide des importations et a décrit cette corrélation comme un "outil" que l'autorité chargée de l'enquête pouvait utiliser pour établir l'existence d'un lien de causalité.⁵²⁵ Il ne partageait pas le point de vue de la Chine selon lequel une constatation de l'existence d'une "cause significative" dépendait d'une constatation de l'existence d'une corrélation entre les variations des *taux* d'accroissement des importations et celles des *taux* de baisse des indicateurs de dommage.⁵²⁶ Il a indiqué dans son raisonnement qu'il ne serait "pas réaliste" d'escompter "un taux de corrélation plus précis", en particulier parce qu'il pouvait y avoir d'autres causes de dommage en jeu.⁵²⁷ Il a ajouté qu'une constatation de l'existence d'une "cause significative" n'était pas à exclure simplement parce que l'autorité chargée de l'enquête s'appuyait sur "une coïncidence générale" entre l'accroissement des importations et la baisse des facteurs relatifs au dommage, surtout si cette analyse s'accompagnait – comme c'était le cas en l'espèce – d'autres analyses indiquant l'existence d'un lien de causalité.⁵²⁸

233. Passant à l'analyse de la corrélation effectuée par l'USITC, le Groupe spécial a noté que, alors que les importations visées "s'accroiss[aient] rapidement", la part de marché, la production, la capacité, les expéditions, le volume des ventes de la branche de la production nationale et les facteurs liés à l'emploi dans la branche de production nationale avaient reculé au cours de chaque année de la

⁵²¹ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 170 et 171.

⁵²² Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 173.

⁵²³ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 175.

⁵²⁴ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 176.

⁵²⁵ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.228.

⁵²⁶ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.229.

⁵²⁷ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.229.

⁵²⁸ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.229.

période couverte par l'enquête.⁵²⁹ Il a ajouté que la branche de production des États-Unis avait enregistré une baisse de ses bénéfices d'exploitation, de ses marges d'exploitation, de l'utilisation de ses capacités et de sa productivité pendant trois des quatre années de la période, et [que] tous ces facteurs, à l'exception de l'utilisation des capacités, étaient tombés à leurs plus bas niveaux de la période en 2008, au moment où les importations en provenance de Chine se situaient à leur plus haut niveau.⁵³⁰ Selon le Groupe spécial, ces données étaient suffisantes pour que l'USITC constate à juste titre qu'il y avait une coïncidence générale entre l'évolution à la hausse des importations visées et l'évolution à la baisse des facteurs relatifs au dommage.⁵³¹

234. Le Groupe spécial ne partageait pas non plus le point de vue de la Chine selon lequel le fléchissement de 5,3 points de pourcentage du ratio CMV/ventes en 2007 affaiblissait la constatation de l'USITC selon laquelle il y avait eu un "resserrement des marges bénéficiaires" de la branche de production nationale pendant la période couverte par l'enquête. Il a rappelé que l'USITC avait constaté qu'il y avait eu *empêchement de hausses de prix* et que les hausses de prix intervenues pendant la période couverte par l'enquête n'étaient pas suffisantes pour compenser l'augmentation des coûts de production.⁵³² Selon le Groupe spécial, la conclusion de l'USITC relative au "resserrement des marges bénéficiaires" était en outre confirmée par les "ventes généralisées à des prix inférieurs" des produits importés visés sur le marché des États-Unis pendant la période couverte par l'enquête.⁵³³ Le Groupe spécial a indiqué dans son raisonnement que le fait que les facteurs distincts relatifs au dommage – la rentabilité et le ratio CMV/ventes – avaient enregistré une amélioration en 2007 n'affaiblissait pas la conclusion de l'USITC concernant l'existence d'une coïncidence générale entre l'accroissement des importations visées et la diminution des facteurs relatifs au dommage.⁵³⁴

1. "Absence de lien" entre les tendances de 2007 et de 2008

235. Nous commençons notre analyse par l'allégation de la Chine selon laquelle le Groupe spécial – et l'USITC – n'ont pas évalué de façon adéquate les variations relatives annuelles entre les importations visées et les facteurs relatifs au dommage. Selon la Chine, les indicateurs ci-après donnent à penser que les résultats de la branche de production nationale se sont améliorés en 2007 lorsque le *taux* d'accroissement des importations visées se situait à son plus haut niveau, avec une hausse de 53,7 pour cent par rapport aux niveaux de 2006, mais se sont détériorés de façon

⁵²⁹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.234 (faisant référence au rapport de l'USITC, pages 15 à 18 et 23 à 26).

⁵³⁰ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.235 (faisant référence au rapport de l'USITC, tableau C-1, pages C-3 et C-4).

⁵³¹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.236.

⁵³² Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.245.

⁵³³ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.246.

⁵³⁴ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.244 et 7.258.

significative en 2008 lorsque le *taux* d'accroissement des importations visées a diminué pour tomber à 10,8 pour cent par rapport aux niveaux de 2007.

Absences de lien entre les volumes en corrélation (période 2006/07 et 2007/08)

Facteur relatif au dommage	Variation de 2006 à 2007	Variation de 2007 à 2008
Capacité de production	Recul de 18,8 millions de pneumatiques (-8,8 pour cent)	Recul de 9,9 millions de pneumatiques (-5 pour cent)
Production	Recul de 4,5 millions de pneumatiques (-2,4 pour cent)	Recul de 20 millions de pneumatiques (-11,1 pour cent)
Expéditions aux États-Unis	Recul de 8,1 millions de pneumatiques (-5 pour cent)	Recul de 18,9 millions de pneumatiques (-12,1 pour cent)
Ventes nettes	Recul de 10,4 millions de pneumatiques (-5,5 pour cent)	Recul de 21 millions de pneumatiques (-11,7 pour cent)

Source: Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 355 (faisant référence au rapport de l'USITC, tableau C-1, pages C-3 et C-4).

Absence de lien entre les valeurs en corrélation (période 2006/07 et 2007/08)

Facteur relatif au dommage	Variation de 2006 à 2007	Variation de 2007 à 2008
Expéditions aux États-Unis	Augmentation de 484 millions de dollars (+5,1 pour cent)	Recul de 430 millions de dollars (-4,3 pour cent)
Ventes nettes	Augmentation de 523 millions de dollars (+4,8 pour cent)	Recul de 451 millions de dollars (-4 pour cent)

Source: Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 358 (faisant référence au rapport de l'USITC, tableau C-1, pages C-3 et C-4).

Absence de lien entre les facteurs en corrélation (période 2006/07-2007/08)⁵³⁵

Facteur relatif au dommage	Variation de 2006 à 2007	Variation de 2007 à 2008
Bénéfices d'exploitation	Hausse de 5,6 pour cent	Baisse de 6,9 pour cent
Productivité	Hausse de 0,1 pneumatique par heure	Baisse de 0,2 pneumatique par heure
Utilisation des capacités	Hausse de 6,0 pour cent	Baisse de 5,9 pour cent
Recherche-développement	Hausse de 6,4 pour cent	Baisse de 0,1 pour cent
Dépenses d'équipement	Hausse de 3,6 pour cent	Hausse de 22,1 pour cent

Source: Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 359 (faisant référence au rapport de l'USITC, tableau C-1, pages C-3 et C-4).

⁵³⁵ Rapport de l'USITC, tableau C-1, pages C-3 et C-4.

236. Pour commencer, nous notons que l'argument de la Chine semble reposer sur son interprétation selon laquelle la section 16.4 du Protocole exigeait de l'USITC qu'elle établisse une stricte corrélation année par année entre l'importance des tendances à la hausse des importations et l'importance des tendances à la baisse des indicateurs de résultat pertinents de la branche de production nationale. Comme il est noté plus haut⁵³⁶, nous ne voyons rien dans le texte de la section 16.4 qui exigerait des autorités chargées de l'enquête qu'elles établissent, pour évaluer l'existence d'un lien de causalité au titre du Protocole, l'existence d'un degré de corrélation plus strict entre l'évolution des importations et l'évolution des facteurs relatifs au dommage que celui qui est exigé au titre des autres Accords de l'OMC.

237. Comme l'Organe d'appel l'a expliqué, l'analyse de la corrélation est axée sur "le lien entre l'évolution des importations (volume et part de marché) et l'évolution des facteurs relatifs au dommage".⁵³⁷ En outre, même si l'Organe d'appel a reconnu que l'existence d'une corrélation donnerait "normalement" à penser qu'il existe un lien de causalité, il a dit clairement que cette corrélation "ne [pouvait] pas en elle-même prouver l'existence d'un lien de causalité" et que son absence n'empêchait pas de formuler une constatation positive concernant le lien de causalité, à condition qu'il y ait eu "une analyse convaincante".⁵³⁸ Par conséquent, une analyse de la corrélation est simplement indicative – mais non déterminante – pour ce qui est de l'existence d'un lien de causalité, et peut aider l'autorité chargée de l'enquête à établir que les importations visées constituent "une cause significative" de dommage important pour la branche de production nationale au titre de la section 16.4 du Protocole.

238. En outre, nous pensons comme le Groupe spécial que la corrélation entre les accroissements des importations visées et les baisses des facteurs relatifs au dommage "n'est pas une science exacte" et qu'il ne serait "pas réaliste" d'exiger une stricte corrélation entre le degré des variations des importations visées et le degré des variations des indicateurs de dommage, en particulier lorsqu'il y a d'autres causes de dommage en jeu.⁵³⁹ Cela est d'autant plus vrai que, d'un point de vue économique, des indicateurs de dommage différents réagiront de façon différente à des accroissements des importations visées, de sorte qu'il est difficile – sinon impossible – d'établir une corrélation précise entre le degré de variation des importations visées et le degré de variation des indicateurs de

⁵³⁶ *Supra*, paragraphe 194 du présent rapport.

⁵³⁷ Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 144. (italique dans l'original)

⁵³⁸ Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 144 (citant le rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 8.238).

⁵³⁹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.229. À notre sens, la mention par le Groupe spécial d'une "baisse" des facteurs relatifs au dommage fait référence à une détérioration des résultats de la branche de production nationale, indépendamment de la question de savoir si le facteur relatif au dommage particulier exprime cette détérioration en termes positifs ou négatifs.

dommage. Nous pensons comme le Groupe spécial que, bien qu'un taux de corrélation plus précis entre l'évolution à la hausse des importations visées et l'évolution à la baisse des facteurs relatifs au dommage puisse entraîner une constatation plus solide de l'existence d'un lien de causalité, une constatation de l'existence d'une "cause significative" n'est pas à exclure simplement parce que l'autorité chargée de l'enquête s'appuie sur une coïncidence générale entre l'évolution à la hausse des importations visées et l'évolution à la baisse des facteurs relatifs au dommage.⁵⁴⁰

239. En tout état de cause, nous ne sommes pas convaincus que les statistiques présentées par la Chine démontrent que le Groupe spécial et l'USITC n'ont pas évalué de façon adéquate la relation entre les tendances des importations visées et les indicateurs de dommage pertinents dans leurs analyses. Nous notons que la Chine présente des données sur la *variation* relative des facteurs distincts relatifs au dommage par rapport à l'année précédente et compare celles-ci avec la *variation* correspondante du *taux* d'accroissement des importations visées. Nous ne considérons pas que l'USITC était tenue de procéder à une telle analyse. Pour les raisons données ci-dessus, une analyse de la corrélation ne vise pas à établir une coïncidence précise entre les tendances des *taux* d'accroissement annuels des importations visées et des *taux* de variation annuels des facteurs relatifs au dommage. Autrement dit, dans son analyse de la corrélation, l'USITC n'avait pas besoin d'établir si les importations visées *s'accéléraient* pendant la période couverte par l'enquête au même *rythme* que celui auquel les facteurs relatifs au dommage se détérioraient. En outre, une analyse correcte de la corrélation vise à établir l'existence d'une coïncidence *temporelle* entre une tendance à la hausse des *importations visées* et une tendance à la baisse des indicateurs de résultat de la branche de production nationale et ne requiert pas nécessairement une stricte simultanéité de l'évolution de ces indicateurs. Considérées sous cet angle, les données compilées par l'USITC pour les années 2007 et 2008 et examinées par le Groupe spécial n'enlèvent rien à la constatation générale de l'USITC établissant l'existence d'une coïncidence entre l'évolution à la hausse des importations visées et l'évolution à la baisse des facteurs relatifs au dommage, parce que pendant cette période les importations visées ont continué de s'accroître⁵⁴¹ et que les indicateurs de dommage ont continué de se détériorer.

240. En fait, alors que les importations visées s'accroissaient à la fois en termes absolus et en termes relatifs au cours de chaque année de la période couverte par l'enquête, y compris 2008, les indicateurs de résultat de la branche de production nationale se sont constamment détériorés pendant la même période. Comme le Groupe spécial l'a correctement fait observer, des facteurs tels que la

⁵⁴⁰ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.229.

⁵⁴¹ Nous rappelons que le volume des importations visées s'est accru de 53,7 pour cent en 2007 et de 10,8 pour cent en 2008.

part de marché⁵⁴², la production⁵⁴³, la capacité⁵⁴⁴, les expéditions⁵⁴⁵, le volume des ventes⁵⁴⁶ et les facteurs liés à l'emploi⁵⁴⁷ ont baissé au cours de chaque année de la période couverte par l'enquête.⁵⁴⁸ D'autres facteurs tels que le bénéfice d'exploitation⁵⁴⁹, les marges d'exploitation⁵⁵⁰, l'utilisation des capacités⁵⁵¹ et la productivité⁵⁵² ont reculé pendant trois des quatre années de la période couverte par l'enquête, et tous ces facteurs, à l'exception de l'utilisation des capacités, étaient tombés à leurs plus bas niveaux de la période en 2008, au moment où le volume des importations visées se situait à son plus haut niveau.⁵⁵³

241. Par conséquent, nous ne considérons pas que le Groupe spécial ait fait erreur en constatant que ces données étaient "suffisantes pour que l'USITC constate à juste titre qu'il y avait une coïncidence générale entre l'évolution à la hausse des importations visées et l'évolution à la baisse des facteurs relatifs au dommage dans la branche de production nationale".⁵⁵⁴

⁵⁴² La part de marché de la branche de production nationale a diminué au cours de chaque année de la période couverte par l'enquête, fléchissant de 13,7 pour cent sur l'ensemble de la période. (Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.234 (faisant référence au rapport de l'USITC, pages 25 et 26))

⁵⁴³ La production de la branche de production nationale a reculé au cours de chaque année de la période couverte par l'enquête pour diminuer au total de 26,6 pour cent. (Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.234 (faisant référence au rapport de l'USITC, pages 15 à 18 et 24))

⁵⁴⁴ La capacité de la branche de production nationale s'est contractée au cours de chaque année de la période couverte par l'enquête, pour diminuer au total de 17,8 pour cent. (Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.234 (faisant référence au rapport de l'USITC, pages 15 à 18 et 24))

⁵⁴⁵ Les expéditions aux États-Unis de la branche de production nationale ont fléchi au cours de chaque année de la période couverte par l'enquête, pour diminuer au total de 29,7 pour cent. (Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.234 (faisant référence au rapport de l'USITC, pages 15 à 18 et 24))

⁵⁴⁶ Le volume des ventes nettes de la branche de production nationale s'est contracté au cours de chaque année de la période couverte par l'enquête, pour diminuer au total de 28,3 pour cent. (Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.234 (faisant référence au rapport de l'USITC, pages 23 et 24))

⁵⁴⁷ Les facteurs liés à l'emploi dans la branche de production nationale se sont fortement détériorés au cours de la période couverte par l'enquête, le nombre de travailleurs associés à la production diminuant de 14,2 pour cent, le nombre d'heures travaillées de 17,0 pour cent, et la masse salariale de 12,5 pour cent sur l'ensemble de la période. (Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.234 (faisant référence au rapport de l'USITC, pages 17 et 24))

⁵⁴⁸ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.234.

⁵⁴⁹ Le bénéfice d'exploitation, qui était de 256,2 millions de dollars en 2004, s'est transformé en une perte de 262,8 millions de dollars en 2008. (Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.235 (faisant référence au rapport de l'USITC, tableau C-1, pages C-3 et C-4))

⁵⁵⁰ Les marges d'exploitation ont baissé de 4,8 pour cent sur la période couverte par l'enquête, et ont diminué pendant trois des quatre premières années de cette période. (Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.235 (faisant référence au rapport de l'USITC, tableau C-1, pages C-3 et C-4))

⁵⁵¹ L'utilisation des capacités a fléchi de 10,3 pour cent au cours de la période couverte par l'enquête. (Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.235 (faisant référence au rapport de l'USITC, tableau C-1, pages C-3 et C-4))

⁵⁵² La productivité a reculé de 11,5 pour cent au cours de la période couverte par l'enquête. (Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.235 (faisant référence au rapport de l'USITC, tableau C-1, pages C-3 et C-4))

⁵⁵³ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.235.

⁵⁵⁴ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.236.

2. Corrélation entre les accroissements des importations, les prix intérieurs et la rentabilité

242. Nous passons à l'allégation de la Chine selon laquelle le Groupe spécial a fait erreur en constatant l'existence d'une corrélation entre les accroissements des importations visées et les prix et la rentabilité de la branche de production nationale. En particulier, la Chine fait valoir que les améliorations du ratio CMV/ventes et de la rentabilité de la branche de production nationale en 2007 (au moment où la marge de vente des importations visées à des prix inférieurs était à son plus haut niveau) affaiblissaient la conclusion de l'USITC selon laquelle il y avait eu un "resserrement des marges bénéficiaires" pour les producteurs nationaux pendant la période couverte par l'enquête. Elle insiste sur le fait que ces deux indicateurs se sont encore détériorés en 2008, alors que la marge de vente des importations visées à des prix inférieurs diminuait par rapport à 2007.

243. Pour commencer, nous notons que le ratio CMV/ventes exprime la part de la valeur totale des ventes que représentent les coûts directement associés à la fabrication d'un bien particulier. Un ratio CMV/ventes plus élevé indique donc que ces coûts constituent une part plus importante de la valeur des ventes, ce qui laisse une marge plus faible pour les frais d'administration et de commercialisation, les frais de caractère général et les bénéfices. Le ratio CMV/ventes fournit donc une indication sur le point de savoir si la valeur des ventes est suffisante pour couvrir les coûts de production des marchandises vendues. Pendant la période couverte par l'enquête, les ratios CMV/ventes annuels des producteurs des États-Unis étaient les suivants: 84,7 pour cent en 2004; 87,0 pour cent en 2005; 89,6 pour cent en 2006; 84,3 pour cent en 2007; et 90,1 pour cent en 2008.⁵⁵⁵ La Chine fait valoir qu'une augmentation de 5,3 pour cent du ratio CMV/ventes en 2007, au moment où l'accroissement des importations visées a été le plus élevé, donne à penser qu'il y avait absence de corrélation entre les importations visées et les prix de la branche de production nationale.

244. Traitant les mêmes arguments que ceux que la Chine soulève maintenant en appel, le Groupe spécial a constaté que "[l]e fait que les variations annuelles de chacun des facteurs relatifs au dommage ne correspondaient pas exactement aux variations annuelles des importations visées n'invalide[n]t pas la constatation par l'USITC de l'existence d'une coïncidence générale".⁵⁵⁶ Soulignant que l'USITC avait constaté l'existence d'un *empêchement des hausses de prix* pendant la période couverte par l'enquête, le Groupe spécial a noté en outre que les hausses des prix intérieurs pour cette

⁵⁵⁵ Rapport de l'USITC, tableau III-5, page III-13.

⁵⁵⁶ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.244.

période devaient être considérées compte tenu des accroissements encore plus importants des coûts de la branche de production.⁵⁵⁷

245. Nous pensons comme le Groupe spécial qu'une augmentation du ratio CMV/ventes en 2007 n'affaiblit pas *en soi* la constatation de l'USITC selon laquelle les importations visées avaient eu un effet négatif sur les prix intérieurs. Comme nous l'avons noté plus haut, nous n'interprétons pas la section 16.4 du Protocole comme exigeant une stricte corrélation entre une évolution annuelle à la hausse des importations visées et une évolution annuelle à la baisse de *tous* les facteurs relatifs au dommage. En outre, le fait que le ratio CMV/ventes a augmenté au cours de chaque année sauf une de la période couverte par l'enquête étaye raisonnablement, à notre avis, la conclusion du Groupe spécial selon laquelle l'USITC a fourni une explication motivée et adéquate en ce qui concerne la présence d'un "resserrement des marges bénéficiaires" au cours de la période couverte par l'enquête.

246. De la même façon, le fait que la rentabilité de la branche de production nationale s'est améliorée lorsque les marges de vente à des prix inférieurs étaient à leur plus haut niveau en 2007 ne peut pas être déterminant pour la question de savoir si globalement il y avait une corrélation entre les accroissements des importations visées et les baisses des facteurs relatifs au dommage. Comme le Groupe spécial l'a fait remarquer à juste titre, même si la rentabilité de la branche de production nationale avait augmenté en 2007, d'autres facteurs relatifs au dommage tels que la capacité, la production, les expéditions, les ventes et l'emploi s'étaient continuellement détériorés au cours de chaque année de la période couverte par l'enquête, y compris 2007.⁵⁵⁸ Pour les raisons examinées plus haut, nous ne considérons pas qu'un seul facteur relatif au dommage doive être déterminant, à condition que l'analyse de la corrélation effectuée par les autorités chargées de l'enquête fournisse une explication motivée et adéquate pour déterminer que les importations visées étaient une cause significative de dommage important pour la branche de production nationale.

247. À cet égard, une analogie peut être établie avec la constatation formulée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)* selon laquelle une baisse de chaque facteur relatif au dommage n'est pas nécessaire pour étayer une constatation selon laquelle la branche de production nationale subit un dommage grave au sens de l'article 4.1 a) de l'*Accord sur les sauvegardes*. L'Organe d'appel a expliqué ce qui suit:

De toute évidence, une telle évaluation sera différente pour différentes branches de production dans différents cas, selon les faits de la cause et la situation de la branche concernée. Une évaluation de chaque facteur énuméré ne devra pas nécessairement montrer que

⁵⁵⁷ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.245.

⁵⁵⁸ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.258 et 7.234.

chacun de ces facteurs est "en baisse". Dans un cas par exemple, il pourra y avoir des baisses importantes des ventes, de l'emploi et de la productivité qui indiqueront une "dégradation générale notable" de la situation de la branche de production, et par conséquent justifieront une constatation de l'existence d'un dommage grave. Dans un autre cas, tel ou tel facteur ne sera peut-être pas en baisse, mais le bilan global démontrera peut-être néanmoins l'existence d'une "dégradation générale notable" de la branche de production.⁵⁵⁹

248. De la même façon, en l'espèce, nous considérons que l'amélioration enregistrée par les facteurs distincts relatifs au dommage pendant la période couverte par l'enquête n'affaiblit pas *en soi* l'existence d'une coïncidence générale constatée par l'USITC – et confirmée par le Groupe spécial – entre les accroissements des importations visées et les tendances générales à la baisse des prix. En outre, nous notons que ces facteurs relatifs au dommage se sont détériorés pendant toutes les autres années de la période couverte par l'enquête.

3. Conclusion

249. Pour les raisons qui précèdent, nous *confirmons* la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.261 de son rapport, selon laquelle l'invocation par l'USITC de l'existence d'une coïncidence générale entre l'évolution à la hausse des importations visées et l'évolution à la baisse des facteurs relatifs au dommage étayait raisonnablement sa constatation selon laquelle l'accroissement rapide des importations en provenance de Chine constituait une cause significative de dommage important pour la branche de production nationale au sens de la section 16.4 du Protocole d'accession de la Chine.

D. *Autres causes de dommage*

1. Approche du Groupe spécial concernant l'analyse par l'USITC des autres causes de dommage

250. Le Groupe spécial a commencé par noter que, si au début de la procédure il apparaissait que les parties étaient fondamentalement en désaccord sur la question de savoir si l'autorité chargée de l'enquête était tenue aux termes de la section 16 du Protocole d'accession de la Chine d'effectuer une analyse aux fins de la non-imputation, il était clair à la fin qu'elles convenaient qu'une forme quelconque d'analyse aux fins de la non-imputation pouvait être nécessaire dans certaines circonstances.⁵⁶⁰

⁵⁵⁹ Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 139.

⁵⁶⁰ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.174.

251. Le Protocole d'accession de la Chine ne contient pas de libellé exprès concernant la non-imputation. Le Groupe spécial a fait néanmoins observer ce qui suit: "cela ne veut pas dire que l'obligation de démontrer que l'accroissement rapide des importations est une cause significative de dommage important ne devrait pas impliquer une forme quelconque d'analyse des effets dommageables d'autres facteurs".⁵⁶¹ Comme il est indiqué plus haut, le Groupe spécial a établi une analogie avec l'approche suivie dans l'affaire *États-Unis – Coton upland*, où, nonobstant l'absence d'un libellé explicite concernant la non-imputation dans les articles 5 et 6.3 de l'*Accord SMC*, tant le Groupe spécial que l'Organe d'appel ont constaté qu'une forme quelconque d'analyse aux fins de la non-imputation était inhérente à l'établissement de l'existence d'un lien de causalité entre la subvention et l'empêchement de hausses de prix et que "s'il n'y avait pas non-imputation, il n'était pas possible d'établir avec certitude que la subvention avait pour effet d'empêcher des hausses de prix (par opposition à un certain autre facteur de dommage)".⁵⁶² Le Groupe spécial a donc conclu ce qui suit:

... le lien de causalité entre l'accroissement rapide des importations et le dommage important doit être évalué "dans le contexte d'autres facteurs de causalité possibles". En particulier, une constatation de l'existence d'un lien de causalité aux fins de la section 16.4 ne devrait être formulée que s'il est dûment établi que l'accroissement rapide des importations a des effets dommageables qui ne peuvent pas être expliqués par l'existence d'autres facteurs de causalité. Nous examinerons sous cet angle l'évaluation des autres causes faite par l'USITC.⁵⁶³ (note de bas de page omise)

252. Nous convenons avec le Groupe spécial qu'une forme quelconque d'analyse aux fins de la non-imputation est inhérente à l'établissement d'un lien de causalité entre l'accroissement rapide des importations en provenance de Chine et le dommage important pour la branche de production nationale. Comme il est indiqué plus haut⁵⁶⁴, la section 16.4 du Protocole exige que l'accroissement rapide des importations en provenance de Chine apporte une contribution importante au dommage important pour la branche de production nationale. Cette détermination ne peut être faite que si l'autorité chargée de l'enquête veille dûment à ce que les effets des autres causes connues ne portent pas à croire que les importations visées ne sont en fait qu'une cause "éloignée" ou "minime", et non une cause "significative" de dommage important pour la branche de production nationale. Pour cette raison, l'importance des effets de l'accroissement rapide des importations en provenance de Chine doit être évaluée dans le contexte des autres facteurs de causalité connus. L'étendue de l'analyse des autres facteurs de causalité qui est requise dépendra de l'incidence des autres facteurs dont la pertinence est alléguée et des faits et circonstances de l'affaire considérée. Comme il est indiqué plus haut, les

⁵⁶¹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.176.

⁵⁶² Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.176.

⁵⁶³ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.177 (citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1344).

⁵⁶⁴ *Supra*, paragraphes 175 et 176 du présent rapport.

participants ne contestent pas qu'"une forme quelconque d'analyse aux fins de la non-imputation" peut être nécessaire pour établir dûment que les importations visées sont "une cause significative" de dommage important au sens de la section 16.4 du Protocole.⁵⁶⁵ Dans certains cas, l'autorité chargée de l'enquête peut avoir besoin d'effectuer une analyse détaillée des autres causes de dommage pour étayer convenablement une conclusion selon laquelle les importations en cause sont néanmoins "une cause significative" de dommage.⁵⁶⁶ Dans d'autres cas, une analyse moins approfondie des autres facteurs de causalité peut suffire pour étayer de façon appropriée une conclusion selon laquelle les importations visées sont une "cause significative" de dommage.⁵⁶⁷

253. La Chine s'élève contre la déclaration du Groupe spécial selon laquelle:

... une constatation de l'existence d'un lien de causalité aux fins de la section 16.4 ne devrait être formulée que s'il est dûment établi que l'accroissement rapide des importations a des effets dommageables qui ne peuvent pas être expliqués par l'existence d'autres facteurs de causalité.⁵⁶⁸

254. La Chine affirme que le Groupe spécial s'est attaché en l'espèce à identifier certains "effets résiduels" des importations visées, au lieu d'examiner comment différents facteurs pouvaient affecter la situation de la branche de production nationale et si tous effets restants imputables aux importations en provenance de Chine pouvaient dûment être considérés comme "une cause significative" de dommage important.⁵⁶⁹ La Chine fait valoir que, d'après le critère du Groupe spécial, tous effets dommageables – y compris les "effets résiduels" – pouvaient constituer "une cause significative".⁵⁷⁰ Autrement dit, si les autres facteurs de causalité "n'expliquent pas tout", certains effets dommageables résiduels étant plutôt imputables aux importations en provenance de Chine, "ces effets résiduels constituent dans une certaine mesure une "cause significative" de dommage important".⁵⁷¹ La Chine rejette cela comme étant une approche du "tout ou rien" pour examiner les autres causes.⁵⁷²

⁵⁶⁵ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.174. Nous notons en outre que les États-Unis conviennent avec le Groupe spécial que, en l'espèce, "l'USITC était tenue d'effectuer une forme quelconque d'analyse des effets des autres facteurs qui avaient causé un dommage à la branche de production". (Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 132)

⁵⁶⁶ Cette analyse peut être nécessaire, par exemple, lorsque le volume des importations visées et les marges de vente à des prix inférieurs sont faibles et que les éléments de preuve versés au dossier indiquent que les effets des autres causes possibles de dommage sont particulièrement importants.

⁵⁶⁷ Cela peut être le cas, par exemple, lorsque le volume des importations visées et les marges de vente à des prix inférieurs sont très importants.

⁵⁶⁸ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.177.

⁵⁶⁹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 285.

⁵⁷⁰ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 286.

⁵⁷¹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 284.

⁵⁷² Voir la communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 284, 289, 433, et 436.

255. Les États-Unis ne souscrivent pas à l'affirmation de la Chine selon laquelle le Groupe spécial a appliqué une approche du "tout ou rien" pour tenir compte des autres causes, ou a permis que les "effets résiduels" constituent une "cause significative". En fait, selon les États-Unis, le Groupe spécial a examiné dûment la question de savoir si les importations visées étaient une cause "significative" ou "importante" de dommage important indépendamment des autres causes possibles.⁵⁷³

256. Lue isolément, la référence du Groupe spécial aux "effets dommageables qui ne peuvent pas être expliqués par l'existence d'autres facteurs de causalité" pourrait donner l'impression que, à son avis, la section 16.4 exige seulement que les importations visées aient "des" effets dommageables, et non d'examiner si ces importations apportent une contribution importante et constituent donc "une cause significative" de dommage important. Certaines autres déclarations du Groupe spécial pourraient aussi donner à entendre qu'il examinait en fait si les importations visées avaient "des" effets dommageables, et non des effets "significatifs". Par exemple, en ce qui concerne l'incidence de la récession de 2008, le Groupe spécial a constaté que l'USITC avait dûment établi que le dommage pour la branche de production nationale ne pouvait pas être imputé "en totalité" à la baisse de la demande occasionnée par la récession de 2008.⁵⁷⁴

257. Cette constatation et d'autres déclarations du Groupe spécial sont peut-être formulées de façon malencontreuse. Nous notons toutefois que le Groupe spécial a clairement indiqué que, à son avis, le critère applicable en vertu de la section 16.4 comprenait deux éléments: l'élément "causal" *et* l'élément "significatif".⁵⁷⁵ En outre, le Groupe spécial a rejeté l'idée que même "une cause minime" de dommage pourrait être "une cause significative" de dommage.⁵⁷⁶ Il a aussi indiqué que le fait que les importations visées avaient continué de s'accroître de manière significative pendant la récession indiquait que les importations visées avaient une incidence défavorable *indépendamment* des effets de la baisse de la demande pendant la récession de 2008.⁵⁷⁷ Il importe de noter que, lorsqu'il a rejeté les allégations de la Chine concernant l'évaluation par l'USITC des effets dommageables individuels d'autres facteurs, le Groupe spécial a aussi mentionné qu'il avait "examiné des éléments de preuve versés au dossier qui indiquaient que les importations visées en provenance de Chine avaient des effets dommageables *significatifs, indépendamment* de tous effets dommageables d'autres facteurs de causalité".⁵⁷⁸ Compte tenu de ces déclarations, nous estimons que le Groupe spécial a énoncé

⁵⁷³ Réponse des États-Unis aux questions posées à l'audience.

⁵⁷⁴ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.354.

⁵⁷⁵ Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial, paragraphe 6.28.

⁵⁷⁶ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.159.

⁵⁷⁷ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.354.

⁵⁷⁸ Rapport du Groupe spécial, note de bas de page 511 relative au paragraphe 7.377. (pas d'italique dans l'original) Le Groupe spécial a introduit son analyse des variations de la demande en indiquant ce qu'il

correctement le critère d'examen approprié pour évaluer l'analyse par l'USITC des autres causes de dommage possibles.

258. Pour toutes les raisons qui précèdent, nous ne souscrivons pas à l'affirmation de la Chine selon laquelle le Groupe spécial a énoncé une approche qui était uniquement axée sur l'identification de tous "effets résiduels" des importations, et non sur l'examen de la question de savoir si les effets des importations visées pouvaient dûment être considérés comme une cause significative de dommage important. Comme il est expliqué plus haut⁵⁷⁹, nous considérons que l'autorité chargée de l'enquête ne peut faire une détermination sur la question de savoir si les importations visées sont une cause significative de dommage important que si elle veille dûment à ce que les effets des autres causes connues ne soient pas imputés indûment aux importations visées et ne portent pas à croire que les importations visées ne sont en fait qu'une cause "éloignée" ou "minime", et non une cause "significative" de dommage important pour la branche de production nationale. À notre avis, le Groupe spécial a estimé à juste titre qu'il était tenu en l'espèce d'examiner si l'USITC avait expliqué de façon adéquate que les importations visées étaient une cause "significative" ou "importante" de dommage important "indépendamment" des effets dommageables des autres causes possibles.

2. Constatations du Groupe spécial concernant l'examen par l'USITC des autres causes de dommage

259. La Chine impute le dommage subi par la branche de production nationale des États-Unis, au moins en partie, à trois facteurs de causalité autres que les importations visées en provenance de Chine, à savoir: i) la stratégie commerciale de la branche de production nationale des États-Unis consistant à se réorienter vers des produits à plus forte valeur pour sa production aux États-Unis; ii) les baisses de la demande sur le marché des États-Unis; et iii) les importations non visées. La Chine soutient que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'USITC avait dûment examiné et traité les effets de ces autres facteurs dont il était allégué qu'ils causaient un dommage à la branche de production nationale.

260. Premièrement, la Chine fait valoir que le Groupe spécial n'a pas dûment examiné l'analyse faite par l'USITC de la stratégie commerciale de la branche de production nationale, y compris le fondement factuel de la conclusion de l'USITC selon laquelle les réductions de capacité opérées par les producteurs des États-Unis en 2006 étaient en grande partie une réaction aux accroissements des

convenait d'examiner, c'est-à-dire la question de savoir si les importations visées avaient des effets dommageables indépendamment du dommage causé par les variations de la demande. Le Groupe spécial a aussi conclu que l'USITC n'avait pas "indûment imputé aux importations visées le dommage causé par les importations non visées". (Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.333 et 7.367.)

⁵⁷⁹ *Supra*, paragraphe 200 du présent rapport.

importations visées en provenance de Chine et ne faisaient pas partie d'une stratégie adoptée par les producteurs nationaux pour abandonner volontairement le segment bas de gamme du marché des pneumatiques aux États-Unis. Ensuite, la Chine soutient que le Groupe spécial n'a pas dûment examiné l'analyse faite par l'USITC de l'incidence des baisses de la demande et de l'effet des importations non visées, même si la présence de ces dernières sur le marché des États-Unis était plus importante que celle des importations en provenance de Chine. D'après ce que nous croyons comprendre, la Chine n'allègue pas que ces autres facteurs de causalité expliquent la totalité du dommage important dont l'existence a été constatée en l'espèce. Toutefois, la Chine affirme que, "individuellement et collectivement, ils mettent sérieusement en doute l'existence d'un lien de causalité entre les importations en provenance de Chine et la situation de la branche de production des États-Unis".⁵⁸⁰

261. En réponse, les États-Unis ne contestent pas que l'USITC était "tenue d'effectuer un examen des autres facteurs de dommage en vertu du Protocole".⁵⁸¹ En fait, ils conviennent avec le Groupe spécial que l'USITC était dans l'obligation d'"effectuer une forme quelconque d'analyse des effets des autres facteurs qui [avaient] causé un dommage à la branche de production".⁵⁸² Les États-Unis estiment néanmoins que l'USITC a dûment examiné tous les facteurs qui pouvaient raisonnablement être considérés comme suffisamment significatifs pour rompre le lien de causalité entre les importations et le dommage important en l'espèce. En outre, de l'avis des États-Unis, le Groupe spécial a dûment examiné les arguments de la Chine concernant les effets des autres facteurs de causalité pour déterminer s'ils affaiblissaient sérieusement la conclusion de l'USITC selon laquelle l'accroissement rapide des importations en provenance de Chine était une cause significative de dommage important pour la branche de production.

a) Stratégie commerciale de la branche de production nationale

262. Devant le Groupe spécial, la Chine a allégué que la stratégie commerciale de la branche de production nationale était une "autre cause" de dommage important pour cette branche, en ce sens que les baisses de certains indicateurs de dommage (y compris les quantités relatives à la production, aux expéditions et aux ventes nettes) devaient être imputées au fait que, selon l'affirmation de la Chine, la branche de production nationale s'était retirée *volontairement* des segments bas de gamme du marché du remplacement, et non aux importations visées.⁵⁸³ Selon la Chine, cette stratégie commerciale prévoyait de fermer les usines aux États-Unis qui fabriquaient des pneumatiques de moindre valeur et

⁵⁸⁰ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 386.

⁵⁸¹ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 132.

⁵⁸² Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 132.

⁵⁸³ Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.285.

de déplacer cette production vers des installations de production à moindre coût à l'étranger, tout en concentrant la production des États-Unis sur les pneumatiques de plus forte valeur. De l'avis de la Chine, cette stratégie s'est soldée par un "déficit de l'offre" sur le marché des États-Unis qui a été comblé par les importations en provenance de Chine et d'autres sources.

263. Comme le Groupe spécial l'a noté, l'USITC a rejeté l'argument selon lequel les producteurs nationaux ont abandonné *volontairement* le segment bas de gamme du marché des pneumatiques aux États-Unis, et selon lequel les importations en provenance de Chine ont simplement comblé le déficit de l'offre créé par le retrait de la branche de production nationale.⁵⁸⁴ En fait, l'USITC a constaté que la réduction de la capacité nationale et les fermetures d'usines aux États-Unis étaient en grande partie "la réaction à l'accroissement des importations visées en provenance de Chine qui avait déjà eu lieu et qui, étant donné son ampleur et son rythme, se poursuivrait probablement à l'avenir".⁵⁸⁵ Pour parvenir à cette conclusion, l'USITC s'est appuyée sur: i) des données indiquant que les importations en provenance de Chine étaient déjà en hausse avant que Bridgestone, Continental et Goodyear n'annoncent les fermetures d'usines en 2006 et 2008; ii) des éléments de preuve indiquant que la concurrence des importations bon marché en provenance d'Asie, y compris de Chine, a joué un "rôle important" dans les décisions des entreprises de fermer ces usines; iii) des articles parus dans des publications spécialisées mentionnant une poussée des achats d'équipements de fabrication de pneumatiques par des producteurs chinois qui avait eu lieu au cours des dix dernières années; et iv) un article paru dans la presse en 2006 indiquant que les importations en provenance de Chine devaient augmenter.⁵⁸⁶

264. Les arguments de la Chine en appel portent principalement sur l'analyse par le Groupe spécial de la conclusion de l'USITC selon laquelle les fermetures d'usines par des producteurs des États-Unis ont été en grande partie une réaction aux accroissements des importations visées en provenance de Chine. En particulier, la Chine conteste l'analyse par le Groupe spécial des éléments de preuve sur lesquels l'USITC s'est appuyée pour étayer ses conclusions à cet égard.

265. À titre préliminaire, nous notons qu'il apparaît que plusieurs des arguments de la Chine concernent l'objectivité de l'évaluation des faits par le Groupe spécial, tandis que d'autres concernent principalement la manière dont le Groupe spécial a évalué les éléments de preuve dont l'USITC disposait. S'agissant de plusieurs aspects de cette contestation, la Chine a formulé des allégations parallèles au titre de la section 16 du Protocole, alléguant une erreur d'application, et au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord, alléguant que le Groupe spécial n'avait pas procédé à une

⁵⁸⁴ Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.287 (citant le rapport de l'USITC, pages 26 et 27).

⁵⁸⁵ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.287 (citant le rapport de l'USITC, pages 24 à 27).

⁵⁸⁶ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.287 (citant le rapport de l'USITC, pages 26 et 27).

évaluation objective des faits. Même si l'Organe d'appel a noté qu'"un appelant [a] toute latitude pour déterminer la manière de qualifier ses allégations en appel"⁵⁸⁷ et qu'"il est souvent difficile de faire clairement la distinction entre les questions qui sont purement juridiques ou purement factuelles, ou celles qui sont des questions mixtes de droit et de fait", il a aussi souligné que "le fait de ne pas formuler une allégation au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord sur une question dont l'Organe d'appel détermine qu'elle concerne une évaluation factuelle peut avoir de graves conséquences pour l'appelant".⁵⁸⁸

266. Gardant ces principes à l'esprit, nous procédons à l'examen des arguments avancés par la Chine en appel et qui sont exposés plus haut et dans la section VI.E du présent rapport, où nous traitons les allégations que la Chine formule en se référant explicitement à l'article 11 du Mémoire d'accord.

i) *Usine de Continental à Charlotte*

267. S'agissant des raisons de la fermeture de l'usine de Continental à Charlotte, en Caroline du Nord, le Groupe spécial a noté que, dans un communiqué de presse publié à l'époque, Continental avait imputé la fermeture à "la concurrence mondiale qui fai[sait] pression sur nous car nos coûts de fabrication [étaient] plus bas à l'étranger".⁵⁸⁹ L'USITC a interprété cette déclaration comme faisant référence à la concurrence des importations en provenance de Chine. Le Groupe spécial a exprimé son désaccord et constaté au lieu de cela que la référence de Continental à "la concurrence mondiale" devait "s'entendre de la concurrence des autres usines de Continental dans le monde".⁵⁹⁰ Le Groupe spécial a dit que "[l]e communiqué de presse indiqu[ait] en effet clairement que "nos" coûts de fabrication [étaient] "plus bas à l'étranger".⁵⁹¹ Pour ce qui était de savoir si la concurrence des importations en provenance des autres usines de Continental dans le monde pouvait inclure les importations visées en provenance de Chine, le Groupe spécial a constaté que, comme Continental ne possédait aucune installation de production en Chine, "l'USITC n'avait [donc] aucune base appropriée lui permettant de conclure que les importations en provenance des usines de Continental dans le monde pouvaient inclure des importations visées en provenance de Chine".⁵⁹² Le Groupe spécial a

⁵⁸⁷ Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphe 177 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 136).

⁵⁸⁸ Rapport de l'Organe d'appel *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphe 872; rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 274.

⁵⁸⁹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.299.

⁵⁹⁰ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.299.

⁵⁹¹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.299.

⁵⁹² Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.299.

conclu que l'USITC, par conséquent, "n'aurait pas pu à juste titre imputer aux importations visées en provenance de Chine la fermeture de l'usine de Continental".⁵⁹³

268. La Chine estime que le Groupe spécial a fait erreur en rejetant la conclusion de l'USITC selon laquelle les importations en provenance de Chine avaient joué un rôle dans la fermeture de l'usine de Continental à Charlotte, *sans* examiner si cette conclusion compromettrait la constatation de l'USITC selon laquelle les importations en provenance de Chine avaient joué un rôle important dans les décisions de fermer l'usine de Bridgestone à Oklahoma City et l'usine de Goodyear à Tyler.⁵⁹⁴ En outre, selon la Chine, le Groupe spécial et l'USITC n'ont pas veillé à ce que les effets dommageables résultant de la fermeture de l'usine de Continental à Charlotte ne soient pas imputés aux importations en provenance de Chine.

269. Nous ne sommes pas persuadés que la référence de Continental à la "concurrence mondiale" doive nécessairement être considérée comme concernant exclusivement la concurrence des "autres [usines] de Continental" situées à l'étranger. Toutefois, nous notons que les éléments de preuve concernant l'usine de Charlotte ne sont *pas* les seuls éléments de preuve sur lesquels s'est appuyée l'USITC pour étayer sa conclusion selon laquelle "la concurrence des produits bon marché provenant d'Asie, y compris de Chine" avait joué un "rôle important" dans la décision de certains producteurs des États-Unis de fermer des usines aux États-Unis, y compris l'usine de Bridgestone à Oklahoma City et l'usine de Goodyear à Tyler. Nous considérons qu'il était approprié que le Groupe spécial examine les éléments de preuve invoqués par l'USITC en ce qui concerne ces deux fermetures d'usines étant donné que l'USITC s'était aussi appuyée sur ces éléments de preuve.⁵⁹⁵

270. La Chine fait valoir que la constatation du Groupe spécial concernant l'usine de Charlotte remet en cause les conclusions de l'USITC relatives aux fermetures de l'usine de Bridgestone à Oklahoma City et de l'usine de Goodyear à Tyler. La Chine laisse entendre que les trois entreprises "réagissaient [toutes] à la même situation commerciale".⁵⁹⁶ Nous ne sommes pas d'avis que le Groupe spécial a constaté que la fermeture de l'usine de Charlotte n'était pas provoquée par les importations

⁵⁹³ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.299.

⁵⁹⁴ Voir la communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 406 et 407.

⁵⁹⁵ En tout état de cause, même si nous devions accepter que le type d'analyse aux fins de la non-imputation suggéré par la Chine était nécessaire, nous notons que la fermeture de l'usine de Continental à Charlotte a représenté une réduction de la capacité de la branche de production de 9,3 millions d'unités, tandis que la fermeture de l'usine de Bridgestone à Oklahoma City et de l'usine de Goodyear à Tyler a représenté une réduction totale de la capacité des producteurs des États-Unis de 30,1 millions d'unités. Compte tenu de ces chiffres, nous ne voyons pas pourquoi le Groupe spécial n'aurait pas pu examiner en l'espèce si les fermetures des usines de Bridgestone et de Goodyear pouvaient raisonnablement étayer la constatation générale de l'USITC concernant les réductions de capacité des producteurs des États-Unis en 2006. (Rapport de l'USITC, pages 26 et 27)

⁵⁹⁶ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 407.

visées en provenance de Chine. La constatation du Groupe spécial concernait plutôt le fait que les éléments de preuve dont disposait l'USITC n'étaient pas la conclusion de l'USITC selon laquelle les importations en provenance d'Asie, y compris de Chine, jouaient un rôle important dans la fermeture de l'usine de Continental à Charlotte. En tout état de cause, nous ne voyons rien qui permette de penser que les raisons des fermetures d'usines étaient nécessairement les mêmes pour les trois entreprises. Même à supposer que Continental peut *ne pas* avoir fermé son usine du fait de la concurrence des produits bon marché résultant des importations visées, cela ne veut pas dire, sans plus, que la "concurrence des produits bon marché" résultant des importations visées peut ne pas avoir joué un rôle dans les fermetures d'autres usines par d'autres entreprises.

ii) *Usine de Bridgestone à Oklahoma City*

271. Bridgestone a annoncé la fermeture de son usine à Oklahoma City, dans l'Oklahoma, en 2006.⁵⁹⁷ S'agissant des raisons de la fermeture de l'usine, le Groupe spécial a noté que l'USITC s'était appuyée sur un communiqué de presse publié à l'époque qui indiquait que "cette usine fabriqu[ait] des pneumatiques destinés au segment bas de gamme du marché où la demande se contract[ait] et où la rude concurrence des pays producteurs à bas prix s'intensifi[ait]".⁵⁹⁸ Le Groupe spécial a dit dans son raisonnement que, "[d]ans une certaine mesure", "les changements de la demande [avaient] joué un rôle dans la fermeture de l'usine de Bridgestone à Oklahoma".⁵⁹⁹ Cependant, la référence à "la rude concurrence des pays producteurs à bas prix" dans le même communiqué de presse a donné à penser au Groupe spécial que ces "changements de la demande n'étaient pas entièrement responsables de la fermeture de cette usine".⁶⁰⁰ Le Groupe spécial a constaté en outre que la référence à la "rude" concurrence donnait aussi à penser que la concurrence des importations n'était pas aussi bénigne que le laissait entendre la Chine, et que les importations ne faisaient pas que combler un "déficit de l'offre" provoqué par le retrait de la branche de production du segment bas de gamme du marché.⁶⁰¹ Pour ces raisons, le Groupe spécial a constaté que "l'USITC pouvait à juste titre imputer aux importations visées la fermeture de l'usine de Bridgestone à Oklahoma City".⁶⁰²

272. La Chine fait valoir, pour plusieurs motifs, que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'USITC aurait pu à juste titre interpréter la référence de Bridgestone à la "rude concurrence des pays producteurs à bas prix" comme englobant la concurrence des importations visées en provenance

⁵⁹⁷ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.302 (faisant référence au rapport de l'USITC, note de bas de page 62, page III-16).

⁵⁹⁸ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.300.

⁵⁹⁹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.300.

⁶⁰⁰ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.300.

⁶⁰¹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.300.

⁶⁰² Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.304.

de Chine. Premièrement, la Chine relève que le communiqué de presse officiel de Bridgestone fait référence uniquement aux "pays producteurs à bas prix" et ne mentionne pas explicitement les importations en provenance de Chine comme étant une raison pour fermer l'usine de Bridgestone à Oklahoma City.⁶⁰³ Deuxièmement, la Chine affirme que les "importations à bas prix" qui ont provoqué ces fermetures étaient plus probablement des importations non visées, puisqu'elles représentaient une part plus importante du marché des États-Unis que les importations en provenance de Chine en 2006.⁶⁰⁴ La Chine soutient que le Groupe spécial "a minimisé la présence importante et croissante" de ces importations non visées.⁶⁰⁵

273. Il apparaît que les questions soulevées par la Chine en appel concernent principalement l'évaluation par le Groupe spécial de la base factuelle des conclusions de l'USITC. Nous estimons que ces questions relèvent plus, de par leur nature, des allégations au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord. Toutefois, la Chine n'a pas formulé d'allégation d'erreur au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord pour contester cet aspect des constatations du Groupe spécial. En conséquence, nous ne jugeons pas nécessaire d'examiner plus avant les arguments de la Chine à cet égard.

274. Par ailleurs, la Chine allègue que le Groupe spécial "a présenté d'une manière erronée les éléments de preuve" à la base de la constatation de l'USITC lorsqu'il s'est appuyé sur une assertion figurant dans le rapport des services de l'USITC (à laquelle l'USITC n'a pas fait explicitement référence dans sa détermination) pour évaluer si l'USITC pouvait dûment imputer la fermeture de l'usine de Bridgestone aux importations en provenance de Chine.⁶⁰⁶ Nous notons que la Chine a également formulé une allégation au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord concernant cet aspect de l'analyse du Groupe spécial. Par conséquent, nous examinons cette allégation dans la section VI.E du présent rapport.

iii) *Usine de Goodyear à Tyler*

275. La Chine formule des allégations semblables concernant l'analyse par le Groupe spécial des raisons de la fermeture de l'usine de Goodyear à Tyler, au Texas. Premièrement, la Chine allègue qu'il n'y avait aucun fondement factuel concernant l'affirmation du Groupe spécial selon laquelle "la concurrence des importations visées était visiblement plus forte que celle des importations non

⁶⁰³ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 409.

⁶⁰⁴ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 414.

⁶⁰⁵ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 415.

⁶⁰⁶ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 411.

visées".⁶⁰⁷ Pour la Chine, étant donné que les importations non visées représentaient plus de 80 pour cent du volume total des importations, que leurs prix étaient, en moyenne, inférieurs de 17 pour cent aux niveaux de prix pratiqués aux États-Unis et que ces importations étaient en grande partie effectuées par les producteurs nationaux des États-Unis eux-mêmes, il n'était pas "logique" que l'USITC et le Groupe spécial interprètent une référence générale aux "importations à bas prix" comme étant une référence aux importations en provenance de Chine.⁶⁰⁸ La Chine reproche aussi au Groupe spécial pour l'approche "sélective" qu'il a adoptée pour examiner certains éléments de preuve, non seulement en assimilant les "importations à bas prix" aux "importations visées en provenance de Chine", mais aussi en ne tenant pas compte des facteurs autres que les importations expliquant la fermeture de l'usine de Goodyear qui ont été indiqués par l'USITC.⁶⁰⁹

276. Selon nous, les allégations que la Chine avance en appel constituent plutôt des allégations au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord, parce qu'elles concernent directement l'objectivité de l'évaluation que le Groupe spécial a faite des éléments factuels de la détermination de l'USITC. Nous examinerons ces allégations dans le cadre de l'article 11 du Mémoire d'accord dans la section VI.E du présent rapport, dans la mesure où elles ont été présentées en tant qu'allégations au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord.

iv) *Fermetures d'usines, changement de stratégie commerciale et autres causes de dommage*

277. Lorsqu'il a examiné l'allégation de la Chine selon laquelle le changement de stratégie commerciale de la branche de production des États-Unis était volontaire et a créé un déficit de l'offre sur le marché des États-Unis, le Groupe spécial fait observer que "la majorité des membres de l'USITC et les commissaires dissidents ont précisément tiré des conclusions opposées au sujet de la question de la stratégie commerciale".⁶¹⁰ Comme le Groupe spécial l'a indiqué, [d]'après l'opinion majoritaire, la stratégie consistant à réduire la production aux États-Unis et à délocaliser la production en Chine était en elle-même une réaction à l'accroissement des importations et n'était donc pas une autre cause qui empêchait l'accroissement des importations en provenance de Chine d'être une cause significative".⁶¹¹ Au contraire, les "commissaires dissidents étaient d'avis que la stratégie commerciale de relocalisation de la production en Chine était une stratégie commerciale indépendante

⁶⁰⁷ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 419 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.305).

⁶⁰⁸ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 426.

⁶⁰⁹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 420 et 421 (faisant référence au rapport du l'USITC, note de bas de page 62, page III-16).

⁶¹⁰ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.320.

⁶¹¹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.320.

qui avait débuté avant l'accroissement des importations".⁶¹² Le Groupe spécial a considéré qu'il ne serait pas approprié dans ces circonstances "que le Groupe spécial choisisse simplement entre les vues de la majorité et celles des commissaires dissidents".⁶¹³ Il a exprimé la vue selon laquelle "la décision de [re]localiser la production en Chine pourrait avoir résulté d'une stratégie commerciale indépendante, mais la décision de fermer des usines pourrait bien avoir été une réaction aux importations".⁶¹⁴ Compte tenu de ces considérations, le Groupe spécial n'a trouvé "aucune raison de déterminer que l'analyse par l'USITC de l'autre stratégie commerciale était erronée".⁶¹⁵ En fait, il a considéré qu'il incombait à la Chine d'établir *prima facie* l'existence d'une telle erreur "et [que] la Chine ne l'[avait] pas fait".⁶¹⁶

278. La Chine reproche au Groupe spécial de ne pas avoir évalué pleinement si c'était la majorité ou les membres dissidents qui avaient raison, en faisant valoir qu'il n'a pas "examiné de façon critique si la majorité des membres de l'USITC avaient suffisamment expliqué sa conclusion pour ne pas tenir compte de l'effet du changement de stratégie commerciale".⁶¹⁷

279. Les arguments de la Chine sont fondés sur sa propre interprétation des faits sous-jacents. En particulier, selon la Chine:

[L]a stratégie commerciale de la branche de production nationale a affecté d'une manière significative la branche de production des États-Unis et de nombreux facteurs de dommage examinés par l'USITC. Étant donné leurs coûts élevés et leurs avantages comparatifs dans les segments des pneumatiques non primaires, les producteurs des États-Unis ont choisi de retirer leur production intérieure des segments bas de gamme du marché du remplacement et de se concentrer plutôt sur les segments à forte valeur. Cette décision de se réorienter et de fermer certaines usines a créé un besoin accru d'importations – visées ou non visées, effectuées ou non par des producteurs des États-Unis. Étant donné cette décision stratégique, qui a porté ses fruits en 2007 avant la récession, l'accroissement des importations visées n'était pas une "cause significative" de dommage pour la branche de production nationale.⁶¹⁸

280. Nous ne voyons aucune erreur dans l'analyse faite par le Groupe spécial à cet égard. En particulier, nous notons qu'il est bien établi qu'un groupe spécial ne doit ni procéder à un examen *de novo*, ni s'en remettre simplement aux conclusions de l'autorité chargée de l'enquête. Au lieu de

⁶¹² Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.320.

⁶¹³ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.321.

⁶¹⁴ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.321.

⁶¹⁵ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.322.

⁶¹⁶ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.322.

⁶¹⁷ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 430.

⁶¹⁸ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 383.

cela, il doit examiner si les explications concernant les conclusions formulées par l'autorité chargée de l'enquête sont motivées et adéquates à la lumière d'autres explications plausibles. Ce faisant, un groupe spécial devrait examiner si l'autorité chargée de l'enquête a fourni une explication motivée et adéquate pour montrer comment les éléments de preuve versés au dossier étayaient ses constatations de fait et comment ces constatations de fait étayaient les déterminations générales.⁶¹⁹ Contrairement à ce qu'affirme la Chine, il n'incombait pas au Groupe spécial de décider si c'était la majorité ou les membres dissidents qui avaient "raison"⁶²⁰, et de cette façon de "substituer son jugement à celui des autorités compétentes" en statuant lui-même sur la question.⁶²¹ En revanche, il incombait au Groupe spécial d'examiner si l'explication fournie par l'USITC concernant sa conclusion était motivée et adéquate à la lumière des autres explications plausibles avancées par la Chine.

281. La Chine estime que les producteurs des États-Unis ont fermé certaines usines pour un "ensemble plus large de raisons économiques et commerciales" et que les importations visées n'étaient qu'un des nombreux facteurs pris en compte par ces entreprises.⁶²² La Chine fait valoir que, "même à supposer que l'USITC ait pu constater à juste titre que les importations en provenance de Chine jouaient un certain rôle dans la décision de fermer les usines, cela ne justifiait pas qu'elle impute la totalité des conséquences ayant entraîné les fermetures d'usines aux importations en provenance de Chine".⁶²³

282. Il apparaît que la Chine laisse entendre que l'USITC a imputé la "totalité des conséquences" ayant entraîné les fermetures d'usines aux importations en provenance de Chine. Cela n'est pas correct. En fait, l'USITC a simplement estimé que les importations à bas prix en provenance d'Asie, y compris de Chine, jouaient un "rôle important" dans les décisions de fermer les usines de Goodyear, de Continental et de Bridgestone, et elle a reconnu qu'il pouvait bien y avoir d'autres raisons justifiant les fermetures d'usines. En outre, l'analyse effectuée par l'USITC mettait l'accent sur la justification des fermetures, et non sur leurs conséquences.

⁶¹⁹ Voir le rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphes 119 à 121; le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Fils de coton*, paragraphes 74 à 78; le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM*, paragraphes 183 et 186 à 188; le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 55; le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 101 et 105 à 108; le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Sauvegardes concernant l'acier*, paragraphe 299; le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphes 160 et 161; et le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 93.

⁶²⁰ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 430.

⁶²¹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Sauvegardes concernant l'acier*, paragraphe 299 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 121).

⁶²² Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 485.

⁶²³ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 433. (souligné dans l'original)

283. Par ailleurs, nous notons que la Chine conteste aussi certaines observations générales formulées par le Groupe spécial au sujet de l'argument de la Chine selon lequel les importations en provenance des autres pays, y compris de la Chine, comblaient simplement un "déficit de l'offre" laissé par les producteurs des États-Unis dans certains segments du marché.⁶²⁴ Concernant ce point, le Groupe spécial a noté, entre autres choses, que la Chine présentait les importations visées comme étant non dommageables parce qu'elles étaient attirées sur le marché des États-Unis du fait de la stratégie commerciale des producteurs de pneumatiques aux États-Unis.⁶²⁵ Selon la Chine, rien dans les observations du Groupe spécial "ne met en doute ... la mesure dans laquelle les importations en provenance de Chine pouvaient à juste titre être considérées comme une "cause significative" de dommage important.⁶²⁶ Nous ne sommes pas d'avis que les remarques préliminaires du Groupe spécial ont été une composante nécessaire de son analyse des arguments avancés par la Chine au sujet des facteurs spécifiques sur lesquels l'USITC s'est appuyée pour étayer ses constatations relatives à l'incidence des changements de stratégie commerciale pendant la période visée par l'enquête. Pour cette raison, nous ne jugeons pas nécessaire d'examiner plus avant ces remarques du Groupe spécial dans notre analyse.

284. Pour toutes les raisons qui précèdent, nous ne sommes pas d'accord avec la Chine lorsqu'elle dit que le Groupe spécial a fait erreur dans son examen de l'analyse par l'USITC de la stratégie commerciale de la branche de production nationale des États-Unis et des raisons des trois fermetures d'usines aux États-Unis.⁶²⁷

b) Variations de la demande

285. La Chine conteste l'analyse du Groupe spécial concernant les baisses de la demande, faisant valoir que le Groupe spécial et l'USITC ont tous deux omis d'"évaluer sérieusement" les baisses de la demande comme autre cause possible de dommage pour la branche de production nationale.⁶²⁸ La Chine allègue qu'une contraction de la demande sur l'ensemble de la période couverte par l'enquête, associée à une forte baisse de la demande en 2008 en raison de la récession, était à l'origine d'"une partie importante" – si ce n'est la totalité – du dommage subi par la branche de production au cours de la période considérée.⁶²⁹

⁶²⁴ Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.291 (citant la réponse de la Chine à la question n° 41 du Groupe spécial, paragraphe 58).

⁶²⁵ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.291.

⁶²⁶ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 402.

⁶²⁷ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.322.

⁶²⁸ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 437.

⁶²⁹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 436.

286. La Chine rappelle que les données relatives à la consommation collectées par l'USITC montraient une baisse pour trois des quatre années de la période couverte par l'enquête et une baisse générale de plus de 10 pour cent sur l'ensemble de la période couverte par l'enquête.⁶³⁰ La Chine reproche à l'USITC de ne pas avoir examiné cette "tendance à plus long terme de la demande" et allègue que le Groupe spécial n'a pas établi de distinction entre les "tendances moyennes" dans le temps et "les fluctuations qui se produisent inévitablement d'une année à l'autre".⁶³¹ D'après la Chine, la baisse générale de la demande représente un facteur de concurrence significatif que le Groupe spécial et l'USITC auraient dû examiner "plus attentivement".⁶³²

287. Les États-Unis rejettent ce qu'ils décrivent comme la notion invoquée par la Chine de "baisse constante de la demande" sur le marché des pneumatiques des États-Unis au cours de la période couverte par l'enquête, faisant valoir que le dossier indiquait plutôt des "fluctuations" de la demande, la "majeure partie" de la baisse globale de la consommation étant intervenue pendant la récession en 2008.⁶³³ Les États-Unis soutiennent également que les variations de la demande durant la période n'expliquaient pas "à un degré significatif" la détérioration de la situation de la branche de production, puisque la production, les expéditions, les ventes et les niveaux de part de marché de la branche de production ont baissé d'une manière constante alors que le volume et la part de marché des importations en provenance de Chine s'accroissaient, que la demande baissait, augmentait ou restait relativement stable.⁶³⁴

288. Dans son analyse de cette question, le Groupe spécial a observé que "la consommation apparente de tous les pneumatiques pour véhicules de tourisme et camions légers [avait] fléchi (en volume) de 10,3 pour cent entre 2004 et 2008".⁶³⁵ Toutefois, il a ajouté que "la majeure partie de cette diminution de la consommation apparente [avait] eu lieu à la fin de la période couverte par l'enquête, soit entre 2007 et 2008"⁶³⁶ et que, "[a]vant 2007, la consommation apparente aux États-Unis [avait] légèrement fléchi de 0,8 pour cent entre 2004 et 2005, de 4,4 pour cent entre 2005 et 2006, mais [qu'] elle [avait] en fait augmenté de 1,6 pour cent entre 2006 et 2007".⁶³⁷ Le Groupe spécial a conclu, par conséquent, que, "bien qu'il y ait eu un recul marqué de la consommation apparente entre

⁶³⁰ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 437.

⁶³¹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 438 et 443.

⁶³² Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 443.

⁶³³ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 203.

⁶³⁴ Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 204.

⁶³⁵ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.339.

⁶³⁶ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.339. Selon le tableau V-1 du rapport de l'USITC, la consommation apparente est tombée de 307 484 000 unités à 296 091 000 unités, soit un recul de 3,7 pour cent, au cours des quatre années allant de 2004 à 2007. La consommation apparente a diminué de 6,9 pour cent en une seule année, entre 2007 et 2008 (tombant de 296 091 000 unités à 275 702 000 unités). (Rapport du Groupe spécial, note de bas de page 470 relative au paragraphe 7.339)

⁶³⁷ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.329.

2007 et 2008", les éléments de preuve versés au dossier n'indiquaient pas l'existence d'une "contraction prolongée" de la demande au cours de la période couverte par l'enquête dans son ensemble, comme la Chine l'avait fait valoir devant le Groupe spécial.⁶³⁸ Sur cette base, le Groupe spécial n'a pas constaté d'erreur dans la constatation de l'USITC selon laquelle la demande avait "fluctué"⁶³⁹ au cours de la période couverte par l'enquête.

289. Il apparaît que, en appel, la Chine admet que la demande a peut-être "fluctué" sur une base annuelle, comme l'a conclu l'USITC. Toutefois, elle fait valoir que la diminution de la consommation au cours de la période couverte par l'enquête représentait un facteur de concurrence significatif qui devait avoir eu quelque effet sur la branche de production nationale et aurait dû être analysé "plus attentivement" par le Groupe spécial et l'USITC.⁶⁴⁰

290. Notre examen du raisonnement du Groupe spécial n'indique pas que le Groupe spécial n'a pas évalué d'une manière adéquate les arguments de la Chine concernant la baisse de la demande sur l'ensemble de la période couverte par l'enquête en tant qu'élément distinct des fluctuations annuelles de la demande. En fait, à notre sens, le Groupe spécial a examiné attentivement la corrélation entre les tendances des importations visées et les variations de la demande sur l'ensemble de la période couverte par l'enquête. Le Groupe spécial a noté la constatation suivante de l'USITC:

La forte augmentation du volume des importations visées se reflète aussi dans la part importante et croissante de ces importations sur le marché des États-Unis. Les importations visées ont accru leur part du marché des États-Unis de 12 points de pourcentage (de plus du triple) entre 2004 et 2008, en passant de 4,7 pour cent en 2004 à 16,7 pour cent en 2008. Plus de la moitié de cette augmentation, soit 7,4 points de pourcentage, a été enregistrée à partir de 2006.⁶⁴¹

291. Le Groupe spécial a également noté la constatation de l'USITC selon laquelle "[l]e rapport entre les importations visées et la consommation apparente aux États-Unis [avait] augmenté de 12,0 points de pourcentage au cours de la période considérée, les deux plus fortes hausses annuelles [ayant] également [été] enregistrées à la fin de la période, en 2007 et 2008".⁶⁴² Il a ajouté que, dans une note de bas de page y relative, l'USITC avait constaté que le "rapport entre les importations visées

⁶³⁸ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.339.

⁶³⁹ Rapport de l'USITC, page 15.

⁶⁴⁰ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 443.

⁶⁴¹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.333 (citant le rapport de l'USITC, page 22). Le Groupe spécial a utilisé les termes "demande" et "consommation apparente aux États-Unis" d'une manière interchangeable. (Voir le rapport du Groupe spécial, note de bas de page 469 relative au paragraphe 7.339.)

⁶⁴² Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.334 (citant le rapport de l'USITC, page 12).

et la consommation apparente aux États-Unis [était] passé de 4,7 pour cent en 2004 à 6,8 pour cent en 2005, à 9,3 pour cent en 2006, à 14,0 pour cent en 2007 et à 16,7 pour cent en 2008".⁶⁴³

292. Le Groupe spécial a ensuite noté ce qui suit:

... le rapport entre les importations visées et la consommation apparente aux États-Unis [a] augmenté tout au long de la période couverte par l'enquête. Même lorsque la demande a progressé de 1,6 pour cent en 2007, le volume des importations visées a augmenté au taux considérablement plus élevé de 53,7 pour cent. En conséquence, la part de marché des importations visées a augmenté de 4,8 points de pourcentage, tandis que celle de la branche de production nationale diminuait de 3,4 points (et que celle des importations non visées reculait de 1,1 pour cent). En 2005, la demande a très légèrement fléchi de 0,8 pour cent. Les importations visées pendant la même année se sont accrues de 42,7 pour cent, faisant croître leur part de marché de 2,1 points de pourcentage, tandis que la part de marché de la branche de production nationale reculait de 3,7 points de pourcentage. En 2006, alors que la demande diminuait de 4,4 pour cent, le volume des importations visées s'est encore accru de 29,9 pour cent, entraînant une hausse de 2,4 points de pourcentage de la part de marché. Par contre, la part de marché de la branche de production nationale a fléchi de 3,4 points de pourcentage."⁶⁴⁴ (note de bas de page omise)

293. S'agissant de la baisse de la demande enregistrée en 2008 du fait de la récession, le Groupe spécial a ajouté que, "alors que la demande s'[était] contractée de 6,9 pour cent en 2008, le volume des importations visées [avait] continué d'augmenter de 10,8 pour cent, entraînant une hausse de 2,7 points de pourcentage de la part de marché, contre une diminution de 2,9 points de pourcentage de la part de marché de la branche de production nationale".⁶⁴⁵

294. Le Groupe spécial et l'USITC ont donc examiné les variations du niveau de la demande sur l'ensemble de la période couverte par l'enquête. Nous attachons également de l'importance au fait que la "majeure partie" de la diminution de la demande, comme le Groupe spécial l'a noté, "a eu lieu à la fin de la période couverte par l'enquête, soit entre 2007 et 2008"⁶⁴⁶; au fait que cette baisse de la demande découlant de la récession a été examinée séparément par le Groupe spécial et l'USITC; et au fait que "[a]vant 2007, la consommation apparente aux États-Unis a légèrement fléchi de 0,8 pour cent entre 2004 et 2005, de 4,4 pour cent entre 2005 et 2006, mais elle s'est en fait accrue de 1,6 pour cent entre 2006 et 2007".⁶⁴⁷ Dans ces circonstances, puisque le Groupe spécial n'a pas constaté

⁶⁴³ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.335 (citant le rapport de l'USITC, note de bas de page 52).

⁶⁴⁴ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.336.

⁶⁴⁵ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.338.

⁶⁴⁶ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.339.

⁶⁴⁷ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.329.

d'erreur dans la conclusion de l'USITC selon laquelle la demande avait "fluctué" au cours de la période couverte par l'enquête, nous n'estimons pas que le Groupe spécial était tenu d'examiner en tant que question distincte de la baisse générale de la demande sur l'ensemble de la période couverte par l'enquête.

295. La Chine fait valoir en outre que le Groupe spécial a fait erreur en ne constatant aucune erreur dans l'évaluation par l'USITC de l'incidence de la récession de 2008. Nous ne sommes pas d'accord avec la Chine. Le Groupe spécial a noté la constatation de l'USITC selon laquelle les importations visées "[avaient] continué de s'accroître rapidement, même en 2008, lorsque la consommation apparente aux États-Unis diminuait".⁶⁴⁸ Comme le Groupe spécial l'a constaté, cela donnait à penser que "les importations visées avaient une incidence défavorable sur la branche de production nationale indépendamment des effets de la baisse de la demande pendant la récession de 2008".⁶⁴⁹ Par conséquent, nous ne sommes pas d'accord avec la Chine lorsqu'elle dit que l'USITC n'a pas fait de distinction entre "la contribution des importations en provenance de Chine de celle de la récession actuelle à la situation générale de la branche de production".⁶⁵⁰

296. Enfin, nous notons l'argument de la Chine selon lequel, dans son analyse de la récession de 2008, le Groupe spécial "a laissé entendre que, si la forte baisse de la demande ne pouvait pas expliquer la totalité du dommage subi par la branche de production nationale, elle ne pouvait expliquer aucune partie du dommage".⁶⁵¹ En particulier, la Chine conteste la constatation ci-après du Groupe spécial:

... [L]'USITC a dûment établi que le dommage pour la branche de production nationale ne pouvait pas être imputé en totalité à la baisse de la demande occasionnée par la récession de 2008. Le fait que les importations visées ont continué de s'accroître de manière significative pendant la récession, obligeant la branche de production nationale à absorber la quasi-totalité de la diminution de la demande qui en avait résulté, indique que les importations visées avaient une incidence défavorable sur la branche de production nationale indépendamment des effets de la baisse de la demande pendant la récession de 2008.⁶⁵²

297. Comme il a été indiqué plus haut⁶⁵³, nous pensons comme la Chine que, lu isolément, le passage cité ci-dessus peut donner à penser que le Groupe spécial a simplement examiné la question

⁶⁴⁸ Rapport de l'USITC, page 26.

⁶⁴⁹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.354.

⁶⁵⁰ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 449.

⁶⁵¹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 451. (souligné dans l'original)

⁶⁵² Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.354.

⁶⁵³ *Supra*, paragraphes 255 et 256 du présent rapport.

de savoir si "la totalité du dommage" pouvait être imputée à la baisse de la demande résultant de la récession de 2008, et non la question de savoir si les importations visées avaient des "effets significatifs". Cependant, le Groupe spécial a ensuite expliqué que le fait que les importations visées avaient continué d'augmenter d'une manière significative durant cette récession indiquait que les importations visées avaient une incidence défavorable *indépendamment* de l'effet de la chute de la demande pendant la récession de 2008.⁶⁵⁴ Le Groupe spécial a également précisé ailleurs dans son rapport que, en rejetant les allégations de la Chine concernant l'évaluation par l'USITC des effets dommageables individuels des autres facteurs de causalité, il avait "examiné des éléments de preuve versés au dossier qui indiquaient que les importations visées en provenance de Chine avaient des effets dommageables *significatifs*, indépendamment de tous effets dommageables d'autres facteurs de causalité".⁶⁵⁵ Par conséquent, même si le passage cité ci-dessus peut susciter des préoccupations et est formulé de façon malencontreuse, nous ne sommes pas d'accord avec la Chine lorsqu'elle dit que le Groupe spécial a laissé entendre que, si la forte baisse de la demande en 2008 "ne pouvait pas expliquer la totalité du dommage causé à la branche de production nationale, elle ne pouvait expliquer aucune partie du dommage".⁶⁵⁶

298. Par ailleurs, la Chine soutient que le Groupe spécial a "substitué sa propre analyse" au lieu d'évaluer la détermination faite par l'USITC.⁶⁵⁷ Par exemple, d'après elle, le Groupe spécial a comparé l'évolution des niveaux de la consommation apparente avec l'évolution des niveaux de pénétration des importations visées, bien que l'USITC n'ait pas effectué une telle analyse dans sa détermination.⁶⁵⁸ Nous notons que la Chine formule également une allégation au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord concernant cet aspect de l'analyse du Groupe spécial et nous examinons cette allégation dans la section VI.E du présent rapport. Sur la base de ce qui précède, nous ne constatons aucune erreur dans la conclusion du Groupe spécial selon laquelle l'USITC a dûment examiné la question de la demande et dûment constaté "que les importations visées avaient des effets dommageables indépendamment de tout dommage causé par les variations de la demande".⁶⁵⁹

c) Importations non visées

299. La Chine reproche au Groupe spécial d'avoir confirmé la constatation de l'USITC, soutenant que l'USITC "n'a jamais examiné sérieusement l'importance sur le plan de la concurrence des

⁶⁵⁴ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.354.

⁶⁵⁵ Rapport du Groupe spécial, note de bas de page 511 relative au paragraphe 7.377. (pas d'italique dans l'original)

⁶⁵⁶ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 451. (souligné dans l'original)

⁶⁵⁷ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 440.

⁶⁵⁸ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 440.

⁶⁵⁹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.333.

importations non visées".⁶⁶⁰ Selon elle, malgré le fait que les importations non visées représentaient une part plus importante du marché des États-Unis que les importations en provenance de Chine et que leur prix était plus bas que celui des pneumatiques produits aux États-Unis, l'USITC n'a pas examiné leurs effets concurrentiels sur le marché.⁶⁶¹

300. Nous notons, à titre préliminaire, que les États-Unis soutiennent que la Chine n'a pas identifié devant le Groupe spécial les importations non visées comme un "autre" facteur possible de dommage que l'USITC aurait dû examiner dans son analyse. Ils estiment qu'il est donc "inapproprié de la part de la Chine de soulever cette question en appel".⁶⁶² Contrairement à ce que les États-Unis laissent entendre, toutefois, il apparaît que la Chine a bien soulevé cette question devant le Groupe spécial.⁶⁶³

301. Passant aux arguments avancés par la Chine en appel, nous ne sommes pas convaincus que l'USITC n'ait pas examiné d'une manière adéquate l'effet sur la concurrence des importations non visées sur le marché. Comme le Groupe spécial l'a noté, l'USITC a constaté que "depuis 2006, les importations en provenance de Chine [avaient] fait progresser leur part du marché des États-Unis davantage que les producteurs nationaux n'en [avaient] perdu, ce qui indiqu[ait] qu'elles [avaient] aussi entamé la part de marché des fournisseurs de pays tiers".⁶⁶⁴ De plus, s'agissant des variations observées en 2008, l'USITC a expliqué ce qui suit:

Les importations visées ont augmenté de 4,5 millions de pneumatiques en 2008, alors que la consommation apparente aux États-Unis diminuait de 20,4 millions de pneumatiques. Les importations en provenance de pays tiers ont baissé de 6,0 millions de pneumatiques en 2008, soit de 6,1 pour cent, ce qui correspond en gros à la baisse de 6,9 pour cent de la consommation apparente aux

⁶⁶⁰ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 470.

⁶⁶¹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 470.

⁶⁶² Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 216.

⁶⁶³ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.360. Le Groupe spécial a noté l'affirmation de la Chine selon laquelle "l'USITC n'a pas non plus dûment analysé le dommage causé à la branche de production nationale par les importations en provenance de pays autres que la Chine". Il a ajouté ce qui suit: "[la Chine] laisse entendre que le dommage causé par les importations non visées a été indûment imputé aux importations visées". Les États-Unis ont raison, toutefois, lorsqu'ils indiquent que la Chine a examiné "en détail seulement deux facteurs qu'elle estimait être d'"autres facteurs" ayant eu, d'après les allégations, un effet dommageable significatif sur la branche de production au cours de la période couverte par l'enquête". (Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 216) Néanmoins, même si les arguments de la Chine portaient principalement sur les variations de la demande et la stratégie commerciale alléguée de la branche de production des États-Unis, nous notons que la Chine a également fait référence, dans ses arguments, à d'"autres facteurs contributifs", y compris à un "grand nombre d'importations non visées", faisant valoir que l'USITC "n'[avait] pas expliqué pourquoi les importations en provenance de Chine étaient toutefois une cause "significative" parmi ces multiples facteurs". (Première communication écrite de la Chine au Groupe spécial, paragraphe 332) Nous notons que les États-Unis laissent entendre que le Groupe spécial lui-même "a étudié cette question principalement parce que la Chine avait examiné la question des importations non visées dans le contexte de ses arguments sur les variations de la demande sur le marché OEM". (Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 216)

⁶⁶⁴ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.364 (citant le rapport de l'USITC, page 26).

États-Unis en 2008. Pendant ce temps, la production nationale des pneumatiques visés a baissé de 20,0 millions de pneumatiques en 2008, soit de 11,1 pour cent, et a absorbé la quasi-totalité de la diminution de la consommation apparente aux États-Unis cette année-là.⁶⁶⁵ (note de bas de page omise)

302. Cela dit, la Chine a raison de noter que les importations non visées détenaient une part plus importante du marché des États-Unis que les importations visées en provenance de Chine et que les prix des importations non visées étaient restés plus bas que ceux des pneumatiques de fabrication nationale pendant toute la période couverte par l'enquête.⁶⁶⁶ Cependant, comme l'a noté le Groupe spécial, le dossier indique également que la valeur unitaire moyenne des importations non visées est restée de 22 à 25 pour cent *supérieure* à celle des importations visées, la valeur unitaire moyenne des importations visées étant passée de 31,10 dollars EU à 38,90 dollars EU au cours de la période, alors que celle des importations non visées est passée de 40,42 dollars EU à 55,29 dollars EU et que la valeur unitaire moyenne des expéditions des producteurs des États-Unis est passée de 48,40 dollars EU à 69,69 dollars EU.⁶⁶⁷ Dans son évaluation des allégations de la Chine concernant les effets des importations non visées, le Groupe spécial a également noté que, "en 2006, seuls les produits importés d'Indonésie étaient meilleur marché que les produits visés importés de Chine, et ils ne représentaient que 3,4 pour cent des importations totales en 2006, contre 21,2 pour cent pour les importations visées".⁶⁶⁸ De plus, le Groupe spécial a fait observer que "la part des importations non visées dans les importations totales des États-Unis [était] tombée de 87,1 à 66,9 pour cent au cours de la période, alors que la part correspondante des importations visées [était] passée de 12,9 à 33,1 pour cent".⁶⁶⁹ Cela donne à penser, comme le Groupe spécial l'a constaté, que "les importations non visées auraient eu un effet de prix sur la branche de production nationale bien moindre que celui des importations visées".⁶⁷⁰

303. La Chine soutient également que le Groupe spécial a substitué d'une manière inadmissible sa propre analyse à celle de l'USITC lorsqu'il a indiqué que "la principale caractéristique du marché des États-Unis [avait] été la progression des importations visées en provenance de Chine au détriment tant des importations non visées que de la branche de production des États-Unis".⁶⁷¹ La Chine formule également une allégation au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord concernant cet aspect de

⁶⁶⁵ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.353 (citant le rapport de l'USITC, page 26).

⁶⁶⁶ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 470.

⁶⁶⁷ Rapport de l'USITC, tableau C-4.

⁶⁶⁸ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.364 (faisant référence au rapport de l'USITC, tableau II-1).

⁶⁶⁹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.364 (faisant référence au rapport de l'USITC, tableau II-1).

⁶⁷⁰ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.364.

⁶⁷¹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 473 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.367). Voir également la communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 577.

l'analyse du Groupe spécial. Nous examinons cette allégation dans la section VI.E.3 du présent rapport.

304. La Chine fait valoir que l'analyse par le Groupe spécial des effets sur les prix ne tenait pas compte des "volumes relatifs" des importations non visées par rapport aux importations visées.⁶⁷² Au sujet du marché du remplacement, la Chine soutient que "les importations en provenance de Chine en 2008 représentaient moins de 1 pour cent du marché de la catégorie 1 tandis que les importations en provenance d'autres pays constituaient 39 pour cent du marché".⁶⁷³ Selon elle, "l'analyse du Groupe spécial supposait en substance qu'un pneumatique en provenance de Chine coûtant 40 dollars avait une incidence défavorable plus importante que 39 pneumatiques en provenance d'autres pays coûtant 55 dollars".⁶⁷⁴ La Chine ajoute que "les importations non visées ont été approximativement neuf fois plus nombreuses sur le marché OEM en 2008" que les importations en provenance de Chine, et que "les importations non visées sont passées de 30,2 pour cent à 43,5 pour cent du marché OEM entre 2004 et 2008".⁶⁷⁵ Notant que, "[p]ris ensemble, les segments OEM et de la catégorie 1 représentent environ 60 pour cent des expéditions des États-Unis", la Chine affirme que le Groupe spécial n'a pas tenu compte du fait que "les importations non visées demeuraient le plus important facteur de concurrence auquel les producteurs des États-Unis devaient faire face".⁶⁷⁶

305. Cet argument de la Chine porte exclusivement sur des segments distincts de l'ensemble du marché des pneumatiques des États-Unis. Même si, comme la Chine le laisse entendre, les importations visées n'ont peut-être pas eu un effet significatif sur la catégorie 1, la question dont le Groupe spécial était saisi était cependant celle de savoir si l'USITC avait établi d'une manière raisonnable que les importations visées étaient "une cause significative" de dommage sur *l'ensemble du marché des États-Unis*, qui comprend le marché OEM et les trois catégories du marché du remplacement. Dans la section VI.B de notre rapport, nous avons examiné cette question plus en détail lorsque nous avons étudié les arguments de la Chine concernant les conditions de concurrence.

d) Analyse comparative des autres facteurs de causalité

306. La Chine reconnaît que la section 16 du Protocole n'exige pas que l'autorité chargée de l'enquête compare ou "soupèse" les effets des différents facteurs de causalité les uns par rapport aux

⁶⁷² Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 476 et 477.

⁶⁷³ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 477.

⁶⁷⁴ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 477. (souligné dans l'original)

⁶⁷⁵ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 478 (faisant référence au rapport de l'USITC, tableau V-3, page V-4). (souligné dans l'original)

⁶⁷⁶ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 478.

autres.⁶⁷⁷ Toutefois, elle soutient que cette analyse serait pour l'autorité chargée de l'enquête une "autre manière" de déterminer de façon appropriée que les importations en provenance de Chine sont "une cause significative" compte tenu de l'existence d'autres facteurs de causalité.⁶⁷⁸ De plus, même si cette approche n'est pas obligatoire, la Chine soutient que, en l'espèce, un examen de l'importance relative des autres causes "renforce" la conclusion selon laquelle les importations en provenance de Chine n'étaient pas, en réalité, "une cause significative" de dommage.⁶⁷⁹ À son avis, cela tient au fait que les autres causes réduisaient toute contribution résiduelle des importations en provenance de Chine à un niveau qui ne satisfaisait plus au critère de la "cause significative".⁶⁸⁰

307. Selon la Chine, le Groupe spécial a fait erreur en approuvant l'analyse des autres causes par l'USITC. La Chine soutient que l'USITC s'est appuyée exclusivement sur son explication holistique – fondée sur les conditions de concurrence, la corrélation globale et d'autres causes – sans qu'il y ait d'évaluation de l'importance relative de chacune des diverses causes en jeu.⁶⁸¹ Elle mentionne la stratégie commerciale alléguée de la branche de production, les baisses de la demande et le rôle des importations non visées, soutenant que les éléments de preuve dont disposait l'USITC "laissaient fortement entendre" que ces autres causes possibles de dommage étaient plus importantes que les importations en provenance de Chine.⁶⁸²

308. D'après ce que nous croyons comprendre, la Chine n'allègue pas que l'autorité chargée de l'enquête est tenue de comparer ou de "soupeser" les effets des différents facteurs de causalité les uns par rapport aux autres pour déterminer si les importations en provenance de Chine sont une cause significative de dommage pour la branche de production nationale. La Chine fait valoir, toutefois, qu'un examen des importations visées dans le contexte des autres causes peut *éclairer* la question de savoir si l'accroissement rapide des importations en provenance de Chine atteint le niveau nécessaire pour constituer une cause significative de dommage. Selon nous, les arguments de la Chine concernant cette question sont étroitement liés à son argument concernant la nécessité d'examiner la relation entre l'accroissement rapide des importations et les autres facteurs de causalité. Nous jugeons donc approprié d'examiner ces arguments ensemble dans la section suivante du présent rapport.

⁶⁷⁷ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 480.

⁶⁷⁸ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 480.

⁶⁷⁹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 481.

⁶⁸⁰ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 481.

⁶⁸¹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 482.

⁶⁸² Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 492.

e) Évaluation cumulative, interaction et analyse intégrée

309. Faisant référence aux constatations formulées par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Accessoires de tuyauterie*, le Groupe spécial a tenu le raisonnement selon lequel, malgré l'absence de toute prescription d'évaluation cumulative au titre du Protocole, "il peut y avoir des cas où l'effet dommageable collectif des autres facteurs de causalité peut être tellement prépondérant qu'il ne pourrait pas dûment être constaté que le dommage causé par l'accroissement des importations est "significatif"". ⁶⁸³ Le Groupe spécial a constaté, toutefois, que la Chine n'avait pas démontré que cela était le cas dans l'enquête correspondante de l'USITC. Il a également noté que, en rejetant les allégations de la Chine concernant l'évaluation par l'USITC des effets dommageables individuels de ces autres facteurs de causalité, il avait "examiné des éléments de preuve versés au dossier qui indiquaient que les importations visées en provenance de Chine avaient des effets dommageables significatifs, indépendamment de tous effets dommageables d'autres facteurs de causalité". ⁶⁸⁴ Le Groupe spécial a constaté que la Chine n'avait "pas établi que, dans le contexte de la présente affaire, l'USITC aurait dû présenter une évaluation cumulative des effets des autres causes de dommage". ⁶⁸⁵

310. La Chine conteste cette constatation, alléguant que le Groupe spécial a indûment rejeté ses arguments sur ce point. Selon elle, elle a indiqué au Groupe spécial "les circonstances factuelles uniques dans lesquelles d'autres causes interagissaient en l'espèce pour rompre tout lien de causalité" entre les importations en provenance de Chine et le dommage important "ou pour en réduire l'importance". ⁶⁸⁶ À l'appui de son argument, la Chine fait référence à certains passages de ses première et deuxième communications écrites au Groupe spécial. ⁶⁸⁷

311. En appel, la Chine mentionne l'"interaction" entre les facteurs autres que les importations visées et met en avant "la réduction de la possibilité que les importations visées soient une "cause

⁶⁸³ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.377 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 192).

⁶⁸⁴ Rapport du Groupe spécial, note de bas de page 511 relative au paragraphe 7.377.

⁶⁸⁵ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.377.

⁶⁸⁶ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 494. (soulignage dans l'original)

⁶⁸⁷ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 494 (faisant référence à la première communication écrite de la Chine au Groupe spécial, paragraphes 235 à 238, 357 et 358, et à la deuxième communication écrite de la Chine au Groupe spécial, paragraphes 345 à 347). La Chine a fait valoir, entre autres choses, que la baisse de la demande, la stratégie commerciale de la branche de production nationale des États-Unis visant à mondialiser la production, une concurrence atténuée et d'autres facteurs, individuellement, rompaient le lien de causalité nécessaire dont l'existence devait être démontrée pour justifier l'imposition d'une mesure de sauvegarde par produit au titre de la section 16 du Protocole. La Chine a également fait valoir que ces facteurs "contribu[ai]ent ensemble à créer les conditions générales de concurrence sur le marché" et qu'ils "interagi[ssai]ent et se renfor[ça]ient mutuellement". Selon elle, pour justifier l'imposition d'une mesure de sauvegarde par produit en l'espèce, l'USITC était tenue de montrer que, "même en présence de ces conditions de concurrence étroitement liées, les importations en provenance de Chine étaient néanmoins elles-mêmes une "cause significative" de dommage important".

significative" qui en résulte".⁶⁸⁸ Elle répète ainsi en grande partie les arguments qu'elle avance au sujet des autres causes de dommage distinctes que, selon elle, le Groupe spécial et l'USITC n'ont pas dûment examinées. Elle fait valoir, par exemple, que les niveaux des importations en 2007 et 2008 reflétaient, "au moins en partie", les conséquences de décisions antérieures prises par les producteurs des États-Unis pour mondialiser leur activité et accroître la demande d'importations.⁶⁸⁹ Selon elle, le "vide" laissé par les producteurs des États-Unis "est devenu particulièrement important pendant la récession de 2008 lorsque la demande s'est réorientée vers des pneumatiques de moindre valeur et, par conséquent, les expéditions de ces pneumatiques importés de prix inférieurs ont bien mieux résisté que les expéditions nationales de pneumatiques plus coûteux fabriqués aux États-Unis".⁶⁹⁰ La Chine affirme qu'il était donc "inapproprié de supposer que les importations en provenance de Chine avaient évincé la production des États-Unis à la fin de la période lorsque beaucoup des chaînes des États-Unis produisant les produits qui étaient le plus directement en concurrence avec ces importations avaient déjà été fermées pour des raisons plus générales qui étaient seulement en partie liées aux importations en provenance de Chine".⁶⁹¹

312. S'agissant des importations non visées, la Chine répète son argument selon lequel, entre 2004 et 2006, les importations non visées représentaient une part bien plus importante du marché que les importations en provenance de Chine et meilleur marché que les pneumatiques fabriqués aux États-Unis. La Chine affirme qu'il était donc "inapproprié d'imputer des effets significatifs au volume plus restreint d'importations en provenance de Chine tout en ne tenant pas compte des effets du volume plus important des importations en provenance d'autres pays qui étaient aussi vendues à des prix largement inférieurs à ceux des pneumatiques des États-Unis".⁶⁹² Elle ajoute que "la branche de production nationale elle-même était responsable des importations tant des produits visés que des produits non visés et que, par conséquent, les producteurs des États-Unis eux-mêmes avaient un certain contrôle sur l'ampleur relative de ces importations".⁶⁹³ De plus, selon elle, "[é]tant donné l'importance des importations non visées sur l'ensemble du marché des États-Unis (notamment une présence sur le marché qui représentait plus de quatre fois celle des importations en provenance de Chine) et leur capacité de vendre à des prix inférieurs la production de pneumatiques bas de gamme implantée aux États-Unis dont les coûts étaient plus élevés (avec des valeurs unitaires moyennes inférieures d'environ 20 pour cent à celles des pneumatiques produits aux États-Unis), les producteurs

⁶⁸⁸ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 494.

⁶⁸⁹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 495.

⁶⁹⁰ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 495.

⁶⁹¹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 495.

⁶⁹² Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 496.

⁶⁹³ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 496.

des États-Unis eux-mêmes devaient trouver des sites de production moins coûteux".⁶⁹⁴ De l'avis de la Chine, "il n'[était] pas logique d'imputer cette nécessité au volume moins important des importations en provenance de Chine", alors que "[t]outes les importations – et pas uniquement celles qui provenaient de Chine – offraient davantage de possibilités de concurrence au niveau des prix et étaient à l'origine de la nouvelle stratégie commerciale".⁶⁹⁵

313. S'agissant des baisses de la demande, la Chine fait également valoir que la diminution à plus long terme de la demande globale des États-Unis a créé, pour les producteurs de ce pays, la nécessité de délocaliser la production là où les marchés étaient les plus dynamiques et "a renforcé la nécessité d'adopter une nouvelle stratégie commerciale visant à mondialiser la production."⁶⁹⁶ Elle ajoute que le "recul de la production automobile implantée aux États-Unis a fait chuter la production pour le marché OEM" et a encore "renforcé la nécessité de produire sur d'autres marchés".⁶⁹⁷

314. Les arguments avancés par la Chine en appel concernant l'"interaction" des causes autres que l'accroissement rapide des importations visées sont à l'évidence beaucoup plus élaborés et plus détaillés que ceux qu'elle a développés à ce sujet devant le Groupe spécial. Cela étant dit, nous rappelons que le Groupe spécial a constaté que la Chine n'avait pas établi que l'analyse par l'USITC de la stratégie commerciale de la branche de production nationale était erronée.⁶⁹⁸ Nous rappelons par ailleurs que le Groupe spécial n'a pas constaté "d'erreur dans l'examen par l'USITC des variations de la demande de pneumatiques aux États-Unis ou dans sa conclusion selon laquelle le dommage subi par la branche de production nationale avait été causé par les importations visées et non par des variations de la demande".⁶⁹⁹ De plus, le Groupe spécial a constaté que "bien que le volume des importations non visées ait été supérieur à celui des importations visées en provenance de Chine, et bien que les produits importés non visés soient restés meilleur marché que les pneumatiques de fabrication nationale, la principale caractéristique du marché des États-Unis a été la progression des importations visées en provenance de Chine au détriment tant des importations non visées que de la branche de production des États-Unis".⁷⁰⁰ Pour notre part, en examinant les arguments avancés par la Chine en appel, nous n'avons pas constaté que le Groupe spécial avait fait erreur en parvenant à ces conclusions. Dans ces circonstances, nous ne sommes pas convaincus que le Groupe spécial ait fait erreur en concluant que la Chine n'avait pas démontré en l'espèce que "l'effet dommageable collectif

⁶⁹⁴ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 499.

⁶⁹⁵ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 499.

⁶⁹⁶ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 497.

⁶⁹⁷ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 497.

⁶⁹⁸ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.322.

⁶⁹⁹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.359.

⁷⁰⁰ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.367.

des autres facteurs de causalité [pouvait] être tellement prépondérant qu'il ne pourrait pas dûment être constaté que le dommage causé par l'accroissement des importations [était] "significatif".⁷⁰¹

315. Même en admettant que les importations non visées, les baisses de la demande et la stratégie commerciale de la branche de production nationale consistant à se réorienter vers des produits à plus forte valeur pour sa production aux États-Unis puissent aussi avoir joué un rôle, même un rôle important, dans l'apparition du dommage important causé à la branche de production nationale, nous ne sommes pas convaincus que le Groupe spécial ait fait erreur en concluant que les éléments de preuve versés au dossier dont disposait l'USITC indiquaient "que les importations visées en provenance de Chine avaient des effets dommageables significatifs, indépendamment de tous effets dommageables d'autres facteurs de causalité".⁷⁰² Au contraire, nous estimons que le Groupe spécial a conclu à juste titre que les effets de l'accroissement rapide des importations en provenance de Chine demeuraient significatifs dans le contexte des effets de ces autres causes.

316. Par ailleurs, la Chine fait valoir que le Groupe spécial "a fait erreur en examinant séparément chaque argument concernant le lien de causalité avancé par la Chine", et en ne les traitant jamais ensemble dans le cadre de ce qu'elle appelle une "analyse intégrée".⁷⁰³ Selon elle, l'absence de corrélation et l'existence d'une concurrence atténuée en l'espèce "se renforçaient mutuellement" et "mettaient en cause" toute conclusion selon laquelle les importations visées pouvaient être une cause significative de dommage important.⁷⁰⁴ La Chine soutient que la stratégie commerciale de la branche de production nationale "a contribué à expliquer pourquoi la concurrence atténuée était un phénomène qui s'était accéléré sur le marché au cours de la période couverte par l'enquête".⁷⁰⁵ Elle mentionne aussi la "présence continue et importante" des importations non visées et les améliorations des résultats de la branche de production nationale en 2007.⁷⁰⁶

317. Nous ne sommes pas convaincus que le Groupe spécial n'ait pas suffisamment examiné la manière dont les différents facteurs de causalité interagissaient dans son analyse. Par exemple, le Groupe spécial a juxtaposé les tendances des importations visées et les baisses de la demande, notant que, "[m]ême lorsque la demande a progressé de 1,6 pour cent en 2007, le volume des importations visées a augmenté au taux considérablement plus élevé de 53,7 pour cent".⁷⁰⁷ Sur la base de son analyse, le Groupe spécial a conclu que l'USITC avait dûment constaté "que les importations visées

⁷⁰¹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.377 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 192).

⁷⁰² Rapport du Groupe spécial, note de bas de page 511 relative au paragraphe 7.377.

⁷⁰³ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 502.

⁷⁰⁴ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 506.

⁷⁰⁵ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 507.

⁷⁰⁶ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 508 et 509.

⁷⁰⁷ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.336.

avaient des effets dommageables indépendamment de tout dommage causé par les variations de la demande".⁷⁰⁸ Il a également noté que le "fait que la branche de production nationale était obligée d'absorber pour ainsi dire 100 pour cent de la baisse de la demande en 2008, alors que les importations visées continuaient de s'accroître de 10,8 pour cent, démonstr[ait] que les importations visées avaient sur la branche de production nationale des effets qui ne pouvaient pas s'expliquer par cette baisse de la demande".⁷⁰⁹ De plus, le Groupe spécial a examiné la relation entre l'accroissement rapide des importations en provenance de Chine et les importations en provenance de pays tiers, notant, par exemple, que "[l]es prix des produits importés non visés [avaient] été inférieurs à ceux qui étaient pratiqués par les producteurs des États-Unis pendant toute la période couverte par l'enquête, ce qui [avait] peut-être eu une incidence négative sur la branche de production nationale".⁷¹⁰ Il a également noté que "la valeur unitaire moyenne des produits importés non visés [était] restée de 22 à 25 pour cent plus élevée que celle des produits importés visés, ce qui donn[ait] à penser que les importations non visées auraient eu un effet de prix sur la branche de production nationale bien moindre que celui des importations visées".⁷¹¹ Il a ajouté que "la part des importations non visées dans les importations totales des États-Unis [était] tombée de 87,1 à 66,9 pour cent au cours de la période, alors que la part correspondante des importations visées [était] passée de 12,9 à 33,1 pour cent".⁷¹² L'analyse du Groupe spécial révèle que l'USITC a également examiné l'interaction entre plusieurs des facteurs mentionnés par la Chine. Par exemple, en ce qui concerne les variations qui se sont produites en 2008, l'USITC s'est référée aux importations visées, aux importations non visées et aux baisses de la demande, constatant ce qui suit:

Les importations visées ont augmenté de 4,5 millions de pneumatiques en 2008, alors que la consommation apparente aux États-Unis diminuait de 20,4 millions de pneumatiques. Les importations en provenance de pays tiers ont baissé de 6,0 millions de pneumatiques en 2008, soit de 6,1 pour cent, ce qui correspond en gros à la baisse de 6,9 pour cent de la consommation apparente aux États-Unis en 2008. Pendant ce temps, la production nationale des pneumatiques visés a baissé de 20,0 millions de pneumatiques en 2008, soit de 11,1 pour cent, et a absorbé la quasi-totalité de la diminution de la consommation apparente aux États-Unis cette année-là.⁷¹³ (notes de bas de page omises)

⁷⁰⁸ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.333.

⁷⁰⁹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.343.

⁷¹⁰ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.364.

⁷¹¹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.364.

⁷¹² Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.364.

⁷¹³ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.337 et 7.353 (citant le rapport de l'USITC, page 26). De plus, nous notons que, pour arriver à sa conclusion finale sur l'existence d'une désorganisation du marché, l'USITC s'est appuyée en large partie sur l'augmentation significative du volume des importations visées, la vente significative des produits nationaux à des prix inférieurs et la corrélation entre l'accroissement des

318. La Chine laisse entendre que le Groupe spécial a fait erreur en "isolant les éléments de l'analyse du lien de causalité au lieu de prendre en considération le fait que, de par leur nature, ils étaient liés les uns aux autres et se renforçaient mutuellement".⁷¹⁴ Nous ne sommes pas d'accord. En fait, à notre avis, l'analyse par le Groupe spécial des constatations de l'USITC reflétait en grande partie les arguments que la Chine avait avancés devant le Groupe spécial. Le fait que le Groupe spécial a évalué séparément les arguments de la Chine au sujet de l'analyse par l'USITC du lien de causalité ne signifie pas qu'il n'a pas examiné si le raisonnement présenté par l'USITC à l'appui de sa conclusion générale concernant le lien de causalité était adéquat compte tenu des arguments de la Chine et des éléments versés au dossier pris dans leur ensemble. Ainsi, par exemple, pour examiner les arguments de la Chine concernant les fermetures d'usines aux États-Unis en 2006 et 2008, le Groupe spécial a fait référence à divers facteurs sur lesquels l'USITC s'était appuyée, y compris la proportion des importations visées totales effectuées par les producteurs des États-Unis. Le Groupe spécial a souligné que, s'il examinerait "l'analyse par l'USITC de ces facteurs, et les éléments de preuve pertinents, pris individuellement", il "évaluer[ait] aussi la conclusion de l'USITC sur la base de l'ensemble des facteurs et des éléments de preuve sur lesquels l'USITC s'[était] appuyée".⁷¹⁵ Nous considérons que l'analyse du Groupe spécial a été suffisante, étant donné en particulier que, au titre de la section 16.4 du Protocole, l'accroissement rapide des importations en provenance de Chine pouvait être une cause parmi d'autres contribuant à produire ou à causer un dommage important pour la branche de production nationale. L'argument de la Chine selon lequel ce n'est pas le cas repose sur l'interprétation que donne la Chine de la section 16.4, que nous avons rejetée plus haut.

3. Conclusion

319. Sur la base de ce qui précède, nous *confirmons* la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.378 de son rapport, selon laquelle la Chine n'a pas établi que l'USITC avait indûment imputé le dommage causé par d'autres facteurs aux importations visées.

E. *Article 11 du Mémoire d'accord*

320. La Chine allègue que le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective de la question, comme l'exige l'article 11 du Mémoire d'accord, dans son examen de la détermination de l'USITC selon laquelle les importations visées étaient une "cause significative" de dommage important pour la branche de production nationale. La Chine s'appuie sur plusieurs arguments pour étayer son allégation. Premièrement, la Chine allègue que le Groupe spécial n'a pas examiné la

importations visées et les indicateurs de résultat de la branche de production nationale. (Voir le rapport de l'USITC, page 29.)

⁷¹⁴ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 510.

⁷¹⁵ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.289.

totalité des éléments de preuve concernant la question du lien de causalité. Deuxièmement, la Chine soutient que le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation équilibrée des éléments de preuve concernant la question du lien de causalité et n'a pas tenu compte des éléments de preuve qui n'étaient pas compatibles avec la conclusion formulée par l'USITC. Troisièmement, la Chine estime que le Groupe spécial est allé au-delà du raisonnement figurant dans la détermination de l'USITC sur la question du lien de causalité et s'est appuyé sur des clarifications *a posteriori* fournies par les États-Unis ou sur l'analyse qu'il a lui-même effectuée. Enfin, la Chine affirme que le Groupe spécial n'a pas examiné tous les arguments concernant les effets cumulatifs des autres facteurs de causalité.⁷¹⁶

321. L'Organe d'appel a régulièrement reconnu que les groupes spéciaux disposaient d'une marge discrétionnaire pour leur évaluation des faits.⁷¹⁷ Cette marge inclut le pouvoir discrétionnaire pour un groupe spécial de décider quelles preuves il choisit d'utiliser pour faire ses constatations⁷¹⁸, et de déterminer quel poids accorder aux divers éléments de preuve qui lui sont présentés par les parties au différend.⁷¹⁹ Un groupe spécial ne commet pas d'erreur réversible simplement parce qu'il s'abstient d'accorder aux éléments de preuve le poids que l'une des parties pense qu'il faudrait leur accorder.⁷²⁰ En outre, comme l'a souligné précédemment l'Organe d'appel, une allégation au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord doit "exister par elle-même et être étayée par des arguments spécifiques, plutôt qu'être simplement formulée en tant qu'argument ou allégation subsidiaire à l'appui d'une allégation touchant au fait qu'un groupe spécial n'a pas interprété ou appliqué correctement une disposition particulière d'un accord visé".⁷²¹

322. Gardant à l'esprit ces considérations, nous passons à l'examen des quatre allégations spécifiques de la Chine selon lesquelles le Groupe spécial ne s'est pas conformé à l'article 11 du Mémoire d'accord.

⁷¹⁶ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 566 à 583.

⁷¹⁷ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 161; rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 132; rapport de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 299; rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 222; rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 137; et rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 151.

⁷¹⁸ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 135.

⁷¹⁹ Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 137.

⁷²⁰ Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 267; rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 221; et rapport de l'Organe d'appel *Corée – Boissons alcooliques*, paragraphe 164.

⁷²¹ Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 406. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix (article 21:5 – Argentine)*, paragraphe 238 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Sauvegardes concernant l'acier*, paragraphe 498); et le rapport de l'Organe d'appel *Chine – Publications et produits audiovisuels*, note de bas de page 368 relative au paragraphe 189. Plus récemment, l'Organe d'appel a constaté ce qui suit: "[i]l est tout aussi inacceptable qu'un participant reformule effectivement les arguments qu'il a présentés au Groupe spécial sous le couvert d'une allégation au titre de l'article 11. Un participant doit plutôt identifier des erreurs spécifiques concernant l'objectivité de l'évaluation du groupe spécial". (Rapport de l'Organe d'appel *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 442)

1. Totalité des éléments de preuve

323. La Chine allègue que le Groupe spécial n'a pas examiné la "totalité des éléments de preuve" concernant la question du lien de causalité.⁷²² Elle reproche aussi au Groupe spécial de ne pas avoir vu comment les diverses causes étaient liées entre elles et de ne pas avoir examiné la manière dont d'autres causes interagissaient entre elles.⁷²³ Notant que l'USITC elle-même "avait adopté une approche holistique en ce qui concerne la question du lien de causalité", la Chine estime que le Groupe spécial a par conséquent fait erreur en traitant "séparément chaque question relative au lien de causalité".⁷²⁴ À l'appui de sa thèse, la Chine fait référence à l'affaire *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM*, dans laquelle l'Organe d'appel "a expliqué que lorsque les autorités examinaient les éléments de preuve dans leur ensemble, un groupe spécial devait suivre la même approche lorsqu'il évaluait la compatibilité de la décision prise par l'autorité avec les règles de l'OMC".⁷²⁵

324. Comme nous l'avons noté plus haut, l'examen par le Groupe spécial des autres causes possibles de dommage reflétait dans une large mesure les arguments qui lui avaient été présentés par la Chine.⁷²⁶ Le fait que le Groupe spécial a structuré son analyse en examinant les arguments de la Chine individuellement ne signifie pas qu'il n'a pas examiné le point de savoir si la conclusion générale de l'USITC concernant le lien de causalité était motivée et adéquate au vu des arguments de la Chine et des éléments de preuve versés au dossier pris dans leur ensemble. Nous ne voyons pas d'erreur dans l'approche analytique suivie par le Groupe spécial. Par conséquent, nous ne souscrivons pas aux affirmations de la Chine à cet égard.

2. Évaluation équilibrée des éléments de preuve

325. La Chine allègue que le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation équilibrée des éléments de preuve concernant la question du lien de causalité et n'a pas tenu compte des éléments de preuve qui n'étaient pas compatibles avec les conclusions formulées par l'USITC. En particulier, elle conteste l'utilisation par le Groupe spécial de la note de bas de page 62 du rapport des services de l'USITC qui mentionne, entre autres choses, les raisons de la fermeture de l'usine de Bridgestone à

⁷²² Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 566.

⁷²³ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 567.

⁷²⁴ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 568.

⁷²⁵ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 568 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM*, paragraphes 188 à 190).

⁷²⁶ Voir *supra*, paragraphe 323 du présent rapport.

Oklahoma City et de l'usine de Goodyear à Tyler.⁷²⁷ Selon la Chine, le Groupe spécial "s'est efforcé de trouver et de mentionner des éléments de preuve que la majorité des membres de l'USITC n'avait pas mentionné ni utilisé" et "n'a extrait que les éléments de preuve qui étayaient la conclusion de l'USITC et n'a pas tenu compte des autres éléments de preuve qui n'étaient pas compatibles avec cette conclusion".⁷²⁸ Faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland (article 21:5 – Brésil)*, la Chine estime que les groupes spéciaux doivent effectuer un examen "équitable" et examiner tous les arguments et éléments de preuve d'une manière équilibrée et cohérente.⁷²⁹

326. Nous ne souscrivons pas à l'affirmation de la Chine selon laquelle le Groupe spécial a fait erreur en s'appuyant sur les renseignements figurant dans la note de bas de page 62 du rapport des services de l'USITC, qui indiquent que la concurrence des importations à bas prix en provenance de Chine et de Corée était une des raisons de la fermeture de l'usine de Bridgestone à Oklahoma City. En fait, le Groupe spécial a simplement effectué un examen des éléments de preuve versés au dossier (y compris les renseignements figurant dans le rapport des services de l'USITC) pour évaluer si la déclaration de l'USITC concernant les fermetures d'usines était étayée par les éléments de preuve dont disposait l'USITC. Nous ne voyons aucune raison pour laquelle, dans ce contexte, le Groupe spécial aurait été *dans l'impossibilité* d'examiner les renseignements figurant dans le rapport des services de l'USITC. En outre, le fait que les renseignements figurent dans un passage du rapport des services de l'USITC qui traite d'une question différente (ratio CMV/ventes) ne signifie pas qu'ils ne peuvent pas être pertinents pour déterminer si l'USITC pouvait raisonnablement considérer la référence aux "pays producteurs à bas prix" comme incluant la Chine. En fait, selon nous, les renseignements sur lesquels le Groupe spécial s'est appuyé fournissent le contexte pertinent pour évaluer si une des raisons pour lesquelles Bridgestone a fermé son usine était les importations en provenance de Chine.

327. En outre, même si la Chine a raison de dire que la note de bas de page 62 du rapport des services de l'USITC cite trois facteurs non liés aux importations comme raisons de la fermeture de l'usine de Goodyear, la note de bas de page indique aussi que l'usine subissait "la pression considérable des importations à bas prix".⁷³⁰ Nous ne sommes pas d'accord avec la Chine lorsqu'elle

⁷²⁷ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 569 (faisant référence au rapport de l'USITC, note de bas de page 62, page III-16).

⁷²⁸ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 569.

⁷²⁹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 49 et 562 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland (article 21:5 – Brésil)*, paragraphe 293).

⁷³⁰ Rapport de l'USITC, note de bas de page 62, page III-16. Les facteurs non liés aux importations justifiant la fermeture de l'usine de Goodyear qui ont été indiqués sont les suivants: l'augmentation des coûts, la décision annoncée par Goodyear en juin 2006 de se retirer du marché de gros des produits vendus sous des marques de distributeur, et la réduction de la demande pour les types de pneumatiques produits dans l'usine de Goodyear à Tyler.

dit que le Groupe spécial "n'a pas tenu compte" de ces autres raisons de la fermeture de l'usine de Goodyear à Tyler. Contrairement à ce que la Chine semble laisser entendre, la question dont était saisi le Groupe spécial n'était pas de savoir si les importations visées étaient l'unique raison de la fermeture de l'usine. Au lieu de cela, il était demandé au Groupe spécial d'évaluer la conclusion de l'USITC selon laquelle la concurrence des importations à bas prix en provenance d'Asie, y compris de Chine, avait joué un "rôle important" dans les fermetures d'usines survenues en 2006 et 2008.⁷³¹ Par conséquent, nous ne sommes pas d'accord avec la Chine lorsqu'elle dit que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord en ne procédant pas à une évaluation équilibrée des éléments de preuve dont disposait l'USITC.

3. Justification et raisonnement dans la détermination de l'USITC

328. La Chine allègue que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord en allant au-delà de la justification figurant dans la détermination de l'USITC sur la question du lien de causalité et en s'appuyant sur des clarifications *a posteriori* fournies par les États-Unis ou sur l'analyse qu'il avait lui-même effectuée pour "étayer la détermination de l'USITC".⁷³² La Chine ne présente ni arguments ni raisonnement "spécifiques" à l'appui de son allégation. Au lieu de cela, elle mentionne certains arguments qu'elle a avancés antérieurement dans d'autres sections de sa communication en tant qu'appelant et qui traitaient des conditions de concurrence, de la baisse de la demande au cours de la période couverte par l'enquête, de la récession de 2008 et du rôle des importations non visées.⁷³³

329. L'Organe d'appel a précisé antérieurement que l'examen par un groupe spécial des conclusions de l'autorité chargée de l'enquête "doit être critique et approfondi, et être fondé sur les renseignements contenus dans le dossier et les *explications données par l'autorité dans son rapport publié*".⁷³⁴ L'Organe d'appel a aussi précisé que durant la procédure du groupe spécial il est interdit à un Membre de fournir une justification *a posteriori* pour justifier la détermination de l'autorité chargée de l'enquête.⁷³⁵

330. Sur la base de notre examen de l'analyse du Groupe spécial, nous constatons que le Groupe spécial a simplement effectué un examen de la question de savoir si les éléments de preuve versés au dossier étayaient la conclusion à laquelle était arrivée l'USITC, au lieu de développer une justification

⁷³¹ Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.287 (citant le rapport de l'USITC, page 26).

⁷³² Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 572.

⁷³³ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphes 574 à 577.

⁷³⁴ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 93. (pas d'italique dans l'original)

⁷³⁵ Rapport de l'Organe d'appel *Japon – DRAM (Corée)*, paragraphe 159.

pour l'USITC. Le fait que le Groupe spécial a peut-être examiné des éléments de preuve ou des données versés au dossier auxquels l'USITC n'avait pas spécifiquement fait référence dans sa détermination n'établit pas que le Groupe spécial a procédé à un examen inapproprié de la détermination de l'USITC. Au contraire, comme il a été noté plus haut, un groupe spécial devrait examiner si l'explication fournie par l'autorité chargée de l'enquête à l'appui de sa conclusion est motivée et adéquate, compte tenu des éléments de preuve versés au dossier et d'autres explications plausibles. En outre, même si le Groupe spécial n'a peut-être pas accordé le même poids que la Chine à certains éléments de preuve versés au dossier, cela n'est pas suffisant pour démontrer que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord.

331. Quoi qu'il en soit, l'Organe d'appel a estimé qu'une contestation au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord doit "exister par elle-même et être étayée par des arguments spécifiques, plutôt qu'être simplement formulée en tant qu'argument ou allégation subsidiaire à l'appui d'une allégation touchant au fait qu'un groupe spécial n'a pas interprété ou appliqué correctement une disposition particulière d'un accord visé".⁷³⁶ À notre avis, ce n'est pas le cas en l'espèce. Par conséquent, nous rejetons cet aspect de l'allégation de la Chine selon laquelle le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémoire d'accord.

4. Examen de certains arguments avancés par la Chine

332. La Chine allègue que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord en n'examinant pas les arguments de la Chine concernant: i) la façon dont "d'autres causes interagissaient les unes avec les autres" et avaient un "effet cumulatif" plus large⁷³⁷; ii) l'existence d'une "concurrence atténuée" entre les importations visées et les pneumatiques nationaux sur le marché du remplacement des États-Unis, y compris les éléments de preuve fournis au Groupe spécial par les États-Unis indiquant une présence limitée des importations en provenance de Chine dans la catégorie 1 de ce marché⁷³⁸; et iii) le fait qu'il était nécessaire de distinguer le critère de la "cause significative" figurant dans le Protocole d'accession de la Chine du simple critère de la "cause" figurant dans d'autres Accords de l'OMC.⁷³⁹

333. Contrairement à ce qu'affirme la Chine, il apparaît que le Groupe spécial a en fait examiné les arguments de la Chine en ce qui concerne ces trois questions. Premièrement, pour ce qui est de

⁷³⁶ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Sauvegardes concernant l'acier*, paragraphe 498; et, plus récemment, rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 406.

⁷³⁷ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 579.

⁷³⁸ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 580.

⁷³⁹ Communication de la Chine en tant qu'appelant, paragraphe 583.

l'argument de la Chine concernant l'effet cumulatif des causes autres que les importations visées, le Groupe spécial a dit dans son raisonnement que, nonobstant l'absence dans le Protocole de toute prescription imposant une évaluation cumulative, "il [pouvait] y avoir des cas où l'effet dommageable collectif des autres facteurs de causalité [pouvait être] tellement prépondérant qu'il ne pourrait pas dûment être constaté que le dommage causé par l'accroissement des importations [était] "significatif"". ⁷⁴⁰ Toutefois, le Groupe spécial a expliqué que, en rejetant les allégations de la Chine concernant l'évaluation par l'USITC des effets dommageables individuels de ces autres facteurs, il avait "examiné des éléments de preuve versés au dossier qui indiquaient que les importations visées en provenance de Chine avaient des effets dommageables significatifs, indépendamment de tous effets dommageables d'autres facteurs de causalité". ⁷⁴¹ Sur cette base, le Groupe spécial a conclu que la Chine "n'[avait] pas établi que, dans le contexte de la présente affaire, l'USITC aurait dû présenter une évaluation cumulative des effets des autres causes de dommage". ⁷⁴²

334. Deuxièmement, en ce qui concerne la question de la concurrence atténuée, le Groupe spécial a noté qu'il n'y avait pas consensus entre les participants au marché quant à la façon de définir quels types de pneumatiques devraient être classés dans chaque catégorie, ou quelles marques devraient être classées dans chaque catégorie du marché du remplacement des États-Unis. Sur cette base, et après une analyse plus approfondie, le Groupe spécial n'a rien trouvé à redire à la conclusion de l'USITC selon laquelle il n'existait pas de ligne de démarcation claire entre les catégories 1, 2 et 3. De même, bien qu'il ait reconnu "qu'il y avait une certaine variation des niveaux de concurrence entre les importations visées et les produits nationaux comme entre la catégorie 1 et les catégories 2 et 3", sur la base de son analyse le Groupe spécial "[n'a] rien [trouvé] à redire à la conclusion de l'USITC selon laquelle les importations visées et les produits nationaux ne relevaient pas essentiellement de catégories différentes" et n'a pas admis "l'idée que l'USITC aurait dû constater qu'il y avait uniquement une concurrence "résiduelle" entre eux dans les catégories 2 et 3". ⁷⁴³

335. Troisièmement, en ce qui concerne la nécessité de distinguer une "cause" d'une "cause significative", nous notons que le Groupe spécial est convenu avec la Chine (et les États-Unis) qu'une cause "significative" était une cause "importante" ou "digne d'être notée". Le Groupe spécial a cependant ajouté qu'il rejetait l'argument de la Chine selon lequel le sens de "significatif" devait englober la notion de caractère significatif par rapport à d'autres facteurs de causalité. Le Groupe spécial a en outre expliqué que la Chine n'avait "pas présenté d'élément de preuve ni d'explication à

⁷⁴⁰ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.377 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel CE – *Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 192).

⁷⁴¹ Rapport du Groupe spécial, note de bas de page 511 relative au paragraphe 7.377.

⁷⁴² Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.377.

⁷⁴³ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.197.

l'appui de cet argument" et s'est dit d'avis que "l'accroissement rapide des importations pourrait dûment constituer une cause significative de désorganisation du marché même si son rôle causal n'[était] pas aussi significatif que celui d'autres facteurs".⁷⁴⁴

336. Sur la base de notre examen du raisonnement suivi par le Groupe spécial, nous estimons que le Groupe spécial a examiné de manière raisonnable les arguments de la Chine concernant l'analyse du lien de causalité faite par l'USITC.⁷⁴⁵ Le fait que le Groupe spécial a finalement rejeté la position de la Chine n'établit pas qu'il a commis une erreur de droit au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord. Si nous convenons avec la Chine que le Groupe spécial aurait pu fournir davantage de raisons à l'appui de ses constatations, mais nous ne pensons pas qu'il y ait dans son analyse de la détermination de l'USITC en ce qui concerne le lien de causalité des lacunes suffisamment graves pour constituer un manquement à l'obligation de procéder à une évaluation objective de la question dont il était saisi.

337. Sur la base de ce qui précède, nous ne considérons pas que le Groupe spécial ait agi d'une manière incompatible avec ses devoirs au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.

F. *Conclusion*

338. Pour toutes les raisons qui précèdent, et après avoir examiné tous les arguments de la Chine concernant l'évaluation par le Groupe spécial de l'analyse du lien de causalité faite par l'USITC, nous confirmons la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.379 de son rapport, selon laquelle l'USITC n'a pas omis d'établir dûment que l'accroissement rapide des importations en provenance de Chine était une cause significative de dommage important pour la branche de production nationale au sens de la section 16.4 du Protocole d'accession de la Chine.

VII. **Constatations et conclusion**

339. Pour les raisons exposées dans le présent rapport, l'Organe d'appel:

- a) en ce qui concerne l'analyse, par l'USITC, de la question de savoir si les importations en provenance de Chine s'accroissaient rapidement au sens de la section 16.4 du Protocole, confirme la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.110 de son rapport, selon laquelle l'USITC n'a pas omis d'évaluer dûment si les importations en provenance de Chine satisfaisaient au critère spécifique

⁷⁴⁴ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.158. Le Groupe spécial a aussi expliqué qu'il convenait avec la Chine que l'expression "une cause significative" exigeait plus qu'une simple contribution. (*Ibid.*, note de bas de page 271 relative au paragraphe 7.159)

⁷⁴⁵ Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *CE – Volailles*, paragraphe 135.

"s'accroissent rapidement" prévu dans la section 16.4 du Protocole d'accession de la Chine;

- b) en ce qui concerne la question de savoir si l'accroissement rapide des importations en provenance de Chine était "une cause significative" de dommage important pour la branche de production nationale des États-Unis au sens de la section 16.4 du Protocole d'accession de la Chine:
- i) confirme la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.216 de son rapport, selon laquelle l'USITC n'a pas fait erreur dans son évaluation des conditions de concurrence sur le marché des États-Unis;
 - ii) confirme la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.261 de son rapport, selon laquelle l'invocation par l'USITC de l'existence d'une coïncidence générale entre l'évolution à la hausse des importations visées et l'évolution à la baisse des facteurs relatifs au dommage étayait la constatation de l'USITC selon laquelle l'accroissement rapide des importations en provenance de Chine était une cause significative de dommage important pour la branche de production nationale au sens de la section 16.4 du Protocole d'accession de la Chine;
 - iii) confirme la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.378 de son rapport, selon laquelle la Chine n'a pas établi que l'USITC avait indûment imputé le dommage causé par d'autres facteurs aux importations visées;
 - iv) constate que le Groupe spécial n'a pas agi d'une manière incompatible avec ses devoirs au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord dans son analyse de la détermination de l'USITC selon laquelle l'accroissement rapide des importations en provenance de Chine était une cause significative de dommage important pour la branche de production nationale; et par conséquent
 - v) confirme la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.379 de son rapport, selon laquelle l'USITC n'a pas omis d'établir dûment que l'accroissement rapide des importations en provenance de Chine était une

cause significative de dommage important pour la branche de production nationale au sens de la section 16.4 du Protocole d'accession de la Chine.

340. Étant donné que nous n'avons pas constaté dans le présent rapport que les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec l'une quelconque de leurs obligations dans le cadre de l'OMC, nous ne faisons aucune recommandation à l'ORD au titre de l'article 19:1 du Mémoire d'accord.

Texte original signé à Genève le 12 août 2011 par:

Jennifer Hillman
Présidente de la section

Shotaro Oshima
Membre

Peter Van den Bossche
Membre

ANNEXE 1

**ORGANISATION MONDIALE
DU COMMERCE**

WT/DS399/6

27 mai 2011

(11-2662)

Original: anglais

**ÉTATS-UNIS – MESURES AFFECTANT LES IMPORTATIONS DE CERTAINS
PNEUMATIQUES POUR VÉHICULES DE TOURISME ET
CAMIONS LÉGERS EN PROVENANCE DE CHINE**

Notification d'un appel présentée par la Chine au titre de l'article 16:4 et de l'article 17
du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement
des différends (Mémorandum d'accord) et de la règle 20 1)
des Procédures de travail pour l'examen en appel

La notification ci-après, datée du 24 mai 2011 et adressée par la délégation de la Chine, est distribuée aux Membres.

1. Conformément à l'article 16:4 et à l'article 17 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("Mémorandum d'accord") et à la règle 20 des Procédures de travail pour l'examen en appel, la République populaire de Chine notifie par la présente à l'Organe de règlement des différends sa décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci dans le différend *États-Unis – Mesures affectant les importations de certains pneumatiques pour véhicules de tourisme et camions légers en provenance de Chine* (WT/DS399) ("rapport du Groupe spécial"). Conformément à la règle 20 1) des *Procédures de travail pour l'examen en appel*, la Chine dépose simultanément la présente déclaration d'appel auprès du Secrétariat de l'Organe d'appel.

2. La mesure en cause est une mesure de sauvegarde transitoire par produit au titre de la section 16 du *Protocole d'accession* qui a été appliquée par les États-Unis aux importations de certains pneumatiques pour véhicules de tourisme et camions légers en provenance de Chine conformément à l'article 421 de la Loi sur le commerce extérieur de 1974. La Commission du commerce international des États-Unis ("USITC") a déterminé qu'il y avait désorganisation du marché à la suite de l'accroissement rapide des importations des pneumatiques visés en provenance de Chine qui étaient une cause significative de dommage important pour la branche de production nationale. L'USITC a établi cette détermination dans le cadre de son enquête sur *Certains pneumatiques pour véhicules de tourisme et camions légers en provenance de Chine* (Inv. No. TA-421-7).

3. Les questions que la Chine soulève dans le présent appel ont trait aux constatations et conclusions formulées par le Groupe spécial en ce qui concerne la compatibilité des mesures

contestées avec le *Protocole d'accession de la République populaire de Chine* ("le Protocole") et le *Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémoire d'accord").

4. Pour les raisons indiquées ci-après, et qui seront exposées plus en détail dans ses communications à l'Organe d'appel, la Chine fait appel des erreurs de droit et d'interprétation du droit ci-après figurant dans le rapport du Groupe spécial et demande à l'Organe d'appel d'infirmer ou de modifier les constatations et conclusions du Groupe spécial s'y rapportant. Ce faisant, elle présente cinq allégations spécifiques, exposées ci-après et qui seront détaillées dans ses communications à l'Organe d'appel.¹

5. Premièrement, la Chine demande que l'Organe d'appel examine l'interprétation par le Groupe spécial de la section 16.4 du Protocole telle qu'elle se rapporte à la détermination de l'USITC selon laquelle les importations en provenance de Chine "s'accroiss[aient] rapidement" au sens de cette disposition. L'interprétation du droit par le Groupe spécial était erronée car elle ne donnait pas un sens approprié au membre de phrase "s'accroissent rapidement".² Les erreurs de droit et d'interprétation du droit faites par le Groupe spécial comprennent ce qui suit:

- a) Le Groupe spécial a fait erreur en interprétant le mot "increasing" (s'accroissent) employé dans la section 16.4 comme ne signifiant rien de plus que le mot "increased" (accrues) employé dans la section 16.1 et en n'examinant pas véritablement par ailleurs la période appropriée aux fins de l'analyse.³
- b) Le Groupe spécial a fait erreur en interprétant le mot "rapidly" (rapidement) employé dans la section 16.4 comme signifiant "with great speed" (à une grande vitesse) mais comme n'exigeant pas une évaluation du taux d'accroissement des importations ou d'un quelconque autre paramètre pour donner sens à l'idée de grande vitesse.⁴
- c) Le Groupe spécial a fait erreur en interprétant le membre de phrase "increasing rapidly" (s'accroissent rapidement) employée dans la section 16.4 comme n'exigeant pas que le taux d'accroissement des importations le plus récent soit mis en contexte par rapport aux taux d'accroissement antérieurs enregistrés au début de la période, ou dans tout autre contexte, ce qui permettrait de distinguer les importations qui "s'accroissent rapidement" de celles qui, simplement, "se sont accrues" ou "s'accroissent".⁵

6. Deuxièmement, la Chine demande que l'Organe d'appel examine l'application par le Groupe spécial de la section 16.4 du Protocole telle qu'elle se rapporte à la détermination de l'USITC selon laquelle les importations en provenance de Chine "s'accroiss[aient] rapidement" au sens de cette disposition. L'application par le Groupe spécial du critère juridique était erronée parce qu'elle confirmait la constatation de l'USITC selon laquelle les importations en provenance de Chine "s'accroiss[aient] rapidement".⁶ Les erreurs de droit et d'interprétation du droit faites par le Groupe spécial comprennent ce qui suit:

¹ Conformément à la règle 20 2) d) iii) des *Procédures de travail pour l'examen en appel*, la présente déclaration d'appel comprend des citations de paragraphes du rapport du Groupe spécial qui contiennent les erreurs alléguées. Ces citations sont toutefois sans préjudice de la faculté de la Chine de faire référence à d'autres paragraphes du rapport du Groupe spécial dans son appel.

² Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.110.

³ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.90 et 7.91.

⁴ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.92.

⁵ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.90 à 7.93.

⁶ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.110.

- a) Le Groupe spécial a fait erreur en confirmant la détermination de l'USITC alors que cette dernière avait évalué la période dans son ensemble au lieu de la période la plus récente.⁷ Au lieu d'exiger que l'examen soit axé sur la période la plus récente, comme cela doit se faire pour déterminer correctement si les importations visées "s'accroissent rapidement", le Groupe spécial a approuvé une évaluation temporelle qui mettait l'accent sur toute la période de cinq ans dans son ensemble.
- b) Le Groupe spécial a fait erreur en confirmant la détermination de l'USITC alors que cette dernière n'avait pas correctement évalué le taux d'accroissement des importations, en particulier celui de l'année la plus récente.⁸ Au lieu de déterminer si ce taux constituait un accroissement "rapide", le Groupe spécial a rejeté l'idée que l'USITC était tenue d'évaluer le taux d'accroissement des importations visées pour déterminer si elles "s'accroiss[aient] rapidement".
- c) Le Groupe spécial a fait erreur en confirmant la détermination de l'USITC alors que cette dernière n'avait pas placé le taux d'accroissement le plus récent dans son contexte approprié par rapport aux taux d'accroissement antérieurs.⁹ Dans la mesure où le Groupe spécial a bien évalué le taux d'accroissement le plus récent dans son contexte, il a fait erreur en allant au-delà de la détermination de l'USITC telle qu'elle est rédigée et en constatant qu'un taux d'accroissement moins élevé représentait des importations qui "s'accroissaient rapidement" parce qu'il "s'ajoutait" aux accroissements antérieurs.¹⁰

7. Troisièmement, la Chine demande que l'Organe d'appel examine l'interprétation par le Groupe spécial de la section 16.4 du Protocole telle qu'elle se rapporte à la détermination de l'USITC selon laquelle les importations en provenance de Chine étaient une "cause significative" au sens de cette disposition. L'interprétation du droit par le Groupe spécial était erronée parce qu'elle ne donnait pas son sens approprié au mot "significative" employé dans l'expression "cause significative" et ne distinguait pas une "cause significative" d'une "cause".¹¹ Les erreurs de droit et d'interprétation du droit faites par le Groupe spécial comprennent ce qui suit:

- a) Le Groupe spécial a fait erreur en donnant une définition du mot "significative" sans interpréter par ailleurs ce que le mot "significative" signifiait une fois appliqué, ou sans expliquer en quoi une "cause significative" différait d'une "cause".¹²
- b) Le Groupe spécial a fait erreur en interprétant l'expression "cause significative" comme n'exigeant pas une analyse des conditions de concurrence qui évalue véritablement si les importations visées pouvaient être une "cause significative" de dommage et non simplement si elles pouvaient être une "cause".¹³
- c) Le Groupe spécial a fait erreur en interprétant l'expression "cause significative" comme n'exigeant pas une analyse de la coïncidence qui évalue si la corrélation allait au-delà d'une simple corrélation globale et correspondait au lieu de cela à des degrés de grandeur relative ainsi qu'à une évaluation année par année.¹⁴

⁷ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.83 à 7.85, 7.96 à 7.100 et 7.104.

⁸ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.92 et 7.93.

⁹ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.92 et 7.93.

¹⁰ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.93.

¹¹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.379.

¹² Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.158, 7.139 à 7.146 et 7.170 à 7.178.

¹³ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.169 et 7.170.

¹⁴ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.228 à 7.234.

- d) Le Groupe spécial a fait erreur en interprétant l'expression "cause significative" comme n'exigeant pas une analyse qui permette de faire en sorte que le dommage causé par d'autres facteurs ne soit pas imputé à l'importance ou au degré du dommage dont il était allégué qu'il était causé par les importations visées.¹⁵

8. Quatrièmement, la Chine demande que l'Organe d'appel examine l'application par le Groupe spécial de la section 16.4 du Protocole telle qu'elle se rapporte à la détermination de l'USITC selon laquelle les importations en provenance de Chine étaient une "cause significative" au sens de cette disposition. L'application du critère juridique par le Groupe spécial était erronée parce qu'elle confirmait la constatation de l'USITC selon laquelle les importations en provenance de Chine étaient une "cause significative" de dommage alors que l'USITC et le Groupe spécial n'ont jamais distingué une "cause" d'une "cause significative", ni modifié leur analyse du lien de causalité pour se conformer à ce critère distinct.¹⁶ Les erreurs de droit et d'interprétation du droit faites par le Groupe spécial comprennent ce qui suit:

- a) Le Groupe spécial a fait erreur en confirmant la détermination de l'USITC alors que cette dernière n'avait pas procédé à l'analyse des conditions de concurrence avec suffisamment de soin pour évaluer si les importations visées pouvaient en fait être une "cause significative" de dommage et pas simplement une "cause".¹⁷
- b) Le Groupe spécial a fait erreur en confirmant la détermination de l'USITC alors que cette dernière n'avait pas procédé à une analyse de la coïncidence qui évalue si la corrélation allait au-delà d'une simple corrélation globale générale et correspondait au lieu de cela à des degrés de grandeur relative et à une évaluation année par année qui serait nécessaire pour établir une "cause significative".¹⁸
- c) Le Groupe spécial a fait erreur en confirmant la détermination de l'USITC alors que cette dernière n'avait pas dûment analysé d'autres causes pour faire en sorte que le dommage causé par ces autres facteurs ne soit pas indûment imputé à l'importance ou au degré du dommage dont il était allégué qu'il était causé par les importations visées.¹⁹
- d) Le Groupe spécial a fait erreur en confirmant la détermination de l'USITC alors que cette dernière n'avait pas procédé à une analyse intégrée de tous les facteurs de causalité pour examiner leur incidence collective sur l'existence d'un lien suffisant de "cause significative" entre les importations qui "s'accroiss[ai]ent rapidement" à la fin de la période et la situation de la branche de production nationale.²⁰

9. Cinquièmement, la Chine demande que l'Organe d'appel examine, au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord, la manière dont le Groupe spécial a appliqué le critère de la "cause significative" figurant dans la section 16.4 du Protocole. Le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémoire d'accord dans son analyse du point de savoir si les importations en provenance de Chine étaient une "cause significative" de dommage en ne procédant pas à une évaluation objective de la question. Les erreurs de droit et d'interprétation du droit faites par le Groupe spécial au regard de l'article 11 comprennent ce qui suit:

¹⁵ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.175 à 7.177.

¹⁶ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.379.

¹⁷ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.209 à 7.216.

¹⁸ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.234 à 7.238; 7.244; 7.245; et 7.254 à 7.260.

¹⁹ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.285 à 7.322; 7.333 à 7.345; 7.348 à 7.350; 7.353; 7.354; et 7.364 à 7.367.

²⁰ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.376 à 7.378.

- a) Le Groupe spécial a fait erreur en ne prenant pas en considération la totalité des éléments de preuve. En ce qui concerne le lien de causalité, il a pris les différents arguments et éléments de preuve isolément au lieu d'examiner comment les arguments et les éléments de preuve à l'appui étaient liés entre eux.
- b) Le Groupe spécial a fait erreur en ne procédant pas à une évaluation équilibrée des éléments de preuve. En ce qui concerne le lien de causalité, il s'est évertué à citer des éléments de preuve figurant à la page III-16, note de bas de page 62, de la détermination de l'USITC sur lesquels la majorité des membres de l'USITC ne s'étaient pas appuyés, et a néanmoins ignoré les éléments de preuve figurant dans cette même note de bas de page qui n'étaient pas compatibles avec la conclusion de l'USITC.²¹
- c) Le Groupe spécial a fait erreur en n'axant pas son examen sur la décision de l'USITC telle qu'elle était rédigée. En confirmant la détermination de l'USITC concernant le lien de causalité, le Groupe spécial, à plusieurs reprises, est allé au-delà du raisonnement contenu dans la détermination elle-même et s'est appuyé sur des clarifications *a posteriori* des États-Unis et sur sa propre nouvelle analyse des questions.²²
- d) Le Groupe spécial a fait erreur en n'examinant pas tous les arguments des parties. Il n'a pas examiné les arguments de la Chine sur la façon dont d'autres causes agissaient les unes avec les autres et avaient un effet cumulatif plus étendu²³, sur la façon dont les données plus détaillées concernant les différents fournisseurs sur le marché après-vente avaient une incidence sur la concurrence atténuée²⁴ et sur la raison pour laquelle il était nécessaire de faire la distinction entre la prescription du Protocole relative à la "cause significative" et la prescription d'autres Accords de l'OMC relative à la simple "cause".²⁵

10. La Chine demande que l'Organe d'appel infirme les constatations et conclusions du Groupe spécial qui reposent sur les erreurs de droit et d'interprétation du droit indiquées ci-dessus. S'agissant des allégations d'erreur indiquées aux paragraphes 6 et 8 ci-dessus, la Chine demande que l'Organe d'appel complète l'analyse et conclue que les mesures contestées étaient incompatibles avec les obligations des États-Unis au titre des accords visés.

²¹ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.301, 7.305 et 7.307.

²² Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.195, 7.301, 7.305, 7.336, 7.354, 7.366 et 7.367.

²³ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.376 et 7.377.

²⁴ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.197.

²⁵ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 6.26 à 6.30.